

THÉORIE COMMUNISTE



THÉORIE COMMUNISTE

N°22

FÉVRIER **2009**

Nous publions au même moment la brochure *Les Émeutes en Grèce*,
sur les événements de décembre 2008-janvier 2009.

Directeur de publication

Roland Simon

B.P. 17

84300 Les Vignères

Site

<http://www.theoriecommuniste.org>

contact@theoriecommuniste.org

SOMMAIRE

LA PERSPECTIVE COMMUNISATRICE	7
LA RESTRUCTURATION TELLE QU'EN ELLE-MÊME	17
TOO MUCH MONKEY BUSINESS	103
REVENDIQUER POUR LE SALAIRE	135
ARGENTINE : SUR LA COOPÉRATIVE CHILAVERT ET LES « ENTREPRISES RÉCUPÉRÉES » EN GÉNÉRAL	159
L'EXPLOITATION : DÉFINITION D'UNE CONTRADICTION	173
SUR LA POLITIQUE ET LA DÉMOCRATIE	179
SENONEVERO	183
DÉJÀ PARUS	186

Sauf mention contraire, tous les commentaires entre crochets sont de nous.

LA PERSPECTIVE COMMUNISATRICE

MAINTENANT, la contradiction entre le prolétariat et le capital dans le capitalisme restructuré et le nouveau cycle de luttes autorisent à penser l'activité du prolétariat puisse annoncer la négation de sa propre existence comme classe. L'action de classe peut être autre que programmatique, elle ne fonctionne plus sur l'alternative absolue entre programmatisme et révolution, luttes immédiates ou révolution. Nous avons maintenant la maturation d'un cycle de luttes où l'identité entre la contradiction entre prolétariat et capital et la contradiction du prolétariat à sa propre existence comme classe annonce la révolution comme communisation.

La perspective communisatrice est l'articulation concrète du caractère théoricien des luttes et de la production théorique au sens restreint, elle ne se confond ni avec l'une, ni avec l'autre.

Le concept de communisation, apparu au début des années 1970, dans la crise du programmatisme, exprimait alors le rapport entre luttes immédiates et révolution comme un rapport négatif. Il désignait l'hiatus entre la révolution comme abolition de toutes les classes, « autonégation du prolétariat », disions-nous, et les luttes immédiates. Ces dernières n'étaient pas « méprisées », mais, de leurs impasses et de la succession de leurs échecs, devait naître la nécessité de « faire autre chose ». Elles étaient un processus de « maturation négative », d'échecs en échecs jusqu'à l'aurore. L'élaboration de la théorie de la communisation s'est faite au cours de l'entrée en crise du mode de production capitaliste à la fin des années 60 et du commencement du procès de restructuration contre-révolutionnaire du capital à partir du début des années 70. En tant qu'élaboration théorique, elle est le dépassement de la contradiction dans laquelle était enfermée l'Ultra-gauche qui critiquait les formes de l'affirmation et de la montée en puissance du prolétariat (parti de masse, syndicat, parlementarisme) tout en conservant la révolution comme affirmation de la classe. Elle est également le dépassement de l'impasse de l'autonomie ouvrière. La critique partielle et formelle faite par l'Ultra-gauche prônant encore l'affirmation directe par les conseils ouvriers se radicalise alors en théorie de l'autonégation d'un prolétariat toujours vu théoriquement comme révolutionnaire *par nature*, distingué de la classe ouvrière réelle aliénée, qui ne pouvait être vue que défendant le travail salarié. La critique de cette conception d'une contradiction prolétariat/classe ouvrière a débouché – la restructuration se poursuivant et l'identité ouvrière disparaissant – sur l'abandon de l'idée d'une nature révolutionnaire du prolétariat, même cachée sous la classe ouvrière. La contradiction prolétariat/classe ouvrière avait été

une façon transitoire de sortir de l'impossibilité de l'affirmation de la classe. Cette pure lutte de concepts supposait que la nature du prolétariat ne pouvait se manifester qu'en détruisant toutes les formes d'existence de la classe dans la société capitaliste, classe qui pouvait même être appelée simplement « capital variable ».

La situation à l'issue de la restructuration est telle que l'affirmation du prolétariat en vue de libérer le travail productif perd tout sens et tout contenu. Il n'existe plus d'*identité ouvrière* propre face au capital et confirmée par lui. Maintenant, l'existence sociale du prolétariat est, et reste, face à lui, comme étant le capital même. La lutte du prolétariat contre le capital contient la contradiction à sa propre nature d'être une classe du capital.

« Nous parlons de certains aspects du mouvement social argentin qui, à partir de la défense de la condition prolétarienne et dans cette défense, sont allés jusqu'à sa remise en cause ; des luttes "suicidaires" ; de l'extériorité par rapport aux luttes de Kabylie de *leur* auto-organisation dans les *aarchs* ; des pratiques des "sauvageons" dans les entreprises ; des collectifs ; de la faillite de l'autonomie ; des chômeurs revendiquant l'inessentialisation du travail ; de toutes les pratiques dans les luttes qui produisent l'unité de la classe comme une unité extérieure et une contrainte objective ; du Mouvement d'action directe ; de l'insatisfaction contre elle que contient l'auto-organisation telle qu'elle existe réellement en ce qu'elle ne s'oppose au capital qu'en entérinant l'existence du prolétariat comme classe du mode de production capitaliste. Mettre le chômage et la précarité au coeur du rapport salarial ; définir le clandestin comme la situation générale de la force de travail ; poser – comme dans le Mouvement d'action directe – l'immédiateté sociale de l'individu comme le fondement, déjà existant, de l'opposition au capital ; mener des luttes suicidaires comme celle de Cellatex et d'autres du printemps et de l'été 2000 (Metaleurop – avec des réserves –, Adelschoffen, la Société Française Industrielle de Contrôle et d'Équipements, Bertrand Faure, Mossley, Bata, Moulinex, Daewoo-Orion, ACT – ex Bull) ; renvoyer l'unité de la classe à une objectivité constituée dans le capital, sont pour chacune de ces luttes particulières des contenus qui construisent la dynamique de ce cycle à l'intérieur et dans le cours de ces luttes. Dans la plupart des luttes actuelles apparaît la dynamique révolutionnaire de ce cycle de luttes qui consiste à produire sa propre existence comme classe dans le capital donc se remettre en cause comme classe (plus de rapport à soi). Cette dynamique a sa limite intrinsèque dans ce qui la définit elle-même comme dynamique : agir en tant que classe. Nous sommes théoriquement les guetteurs et les promoteurs de cet écart qui à l'intérieur de la lutte du prolétariat est sa propre remise en cause et, pratiquement, les acteurs lorsque nous y sommes directement engagés. » (TC 20)

Quand, dans les luttes, apparaît que, pour le prolétariat, sa propre existence en tant que classe devient une contrainte extérieure, la propre limite de sa lutte en tant que classe, apparaît ce que nous nommons un écart dans l'activité du prolétariat en tant que classe (cf. TC 20), le caractère théoricien des luttes devenant la saisie autocritique d'elles-mêmes. Les écarts qui se manifestent à l'intérieur même de l'action du prolétariat en tant que classe et qui font de celle-ci la limite même de la lutte de classe entraînent que *le caractère théoricien des luttes est maintenant une saisie autocritique d'elles-mêmes*, il devient lui-même une abstraction critique. Au travers d'activités changeantes, émeutes, grèves sans revendications dans les années 70, activités d'écart et émeutes encore, des années 90 et 2000, les luttes montrent aussi le refus actif – contre le capital – de la condition prolétarienne, y compris au sein de l'auto-organisation ou de manifestations éphémères et limitées d'autogestion.

Dans la révolution comme communisation, le communisme est produit contre le capital, tout simplement parce qu'il est consciemment nécessaire pour la lutte contre l'exploitation et contre la crise même de l'exploitation, c'est-à-dire crise de l'implication réciproque entre les classes. Toute affirmation d'une nature révolutionnaire du prolétariat, même sous la forme de l'affirmation d'une pure négativité, est dépassée quand la révolution comme production du communisme est le moyen même de la destruction du capital, et de l'abolition des classes. Production dans laquelle aucune nature du prolétariat ne s'exprime, dans laquelle la critique cohérente du capital, c'est-à-dire incluant son procès historique, est actuellement l'affirmation de la perspective communisatrice.

L'abolition du capital, c'est-à-dire la révolution et la production du communisme, est immédiatement abolition des classes et donc du prolétariat, dans la communisation de la société qui est ainsi abolie comme communauté séparée de ses membres. La *société* est toujours la communauté séparée de ses membres, toujours société de classes incarnée par la classe dominante. L'abolition de la classe dominante, la classe du capital, est abolition de l'État et de la société qu'il représente en tant qu'État du capital. Les prolétaires abolissent le capital en produisant contre lui une communauté immédiate à ses membres, ils se transforment en individus immédiatement sociaux. Relations entre individus singuliers et groupes affinitaires qui ne sont plus chacun l'incarnation d'une catégorie sociale, y compris les catégories supposées naturelles mais données par la société, comme les sexes sociaux de femme et d'homme.

Ce procès de la révolution est communisation, production du communisme sans transition autre que la révolution elle-même. Il n'y a pas d'étape entre la révolution et le communisme : ni socialisme, ni une quelconque forme de pouvoir ouvrier ou de gestion ouvrière. Dans la restructuration du rapport de classes qui a eu lieu, le prolétariat n'oppose plus au capital la positivité que le capital lui confirmait : être la classe du travail productif. La situation actuelle du rapport de classe est le produit de l'ensemble du procès historique du capital : comme exploitation, comme mode de production, comme économie, comme société capitaliste, comme État, c'est-à-dire comme contradiction permanente (l'exploitation), irréductible et s'approfondissant, entre la classe capitaliste et le prolétariat. Dans les cycles de luttes antérieurs, avec la perspective de sa propre affirmation et de la libération du travail, le prolétariat, en implication réciproque avec le capital, produisait le dépassement communiste de manière adéquate au contenu de sa contradiction avec le capital. Cette révolution – bien qu'impossible dans ses propres termes – était le dépassement réel, dont l'impossibilité n'existe comme évidente que du point de vue du dépassement que la contradiction de classe produit maintenant. Le prolétariat projetait son affirmation en programmant une étape historique de développement libre de la productivité et donc de la caducité de la valeur. Cette étape transitoire au communisme était l'intégration nécessaire par le prolétariat du devenir, sous son contrôle, de l'arc historique du capital. Cette période pouvait être conçue comme État ouvrier (par les marxistes) ou comme gestion communale ou syndicale (par les anarchistes), cela ne changeait rien à l'essentiel. L'impossibilité de cette intégration de l'arc du capital était l'impossibilité de l'auto-exploitation car l'exploitation est toujours le rapport de classes distinctes.

En Russie très vite, dans le procès même de la gestion ouvrière et du développement des soviets, il se créa une nouvelle classe exploiteuse à partir des structures révolutionnaires, parce que la bourgeoisie avait été chassée, mais le travail productif était toujours à développer. Ce fut la contre-révolution adéquate à la révolution programmatique, pas moins

sanglante ou moins barbare qu'une contre-révolution plus visiblement bourgeoise. C'est à cause de la nature de cette contre-révolution que l'Ultra-gauche a été incapable de voir que ce qu'elle appelait « capitalisme d'État » était quand même vraiment le socialisme. Car cette contre-révolution spécifique planifia l'échange et ne rétablit pas la propriété privée, elle résolut le problème de l'impossibilité de l'auto-exploitation ouvrière en inventant l'exploitation par l'État ouvrier et sa classe dominante entrouverte à la promotion ouvrière, le Parti. C'est ce type absolument spécifique de développement capitaliste qui expliquait l'attachement que lui manifestait une grande partie de la classe ouvrière des pays du capitalisme bourgeois classique. Cette forme « programmatique » (on aurait pu dire « travailliste » – en anglais « *labourist* » – s'il n'y avait eu préemption du *Labour party*) de la lutte de classe est maintenant globalement dépassée (ainsi que sa contre-révolution) et l'horizon est totalement et simplement capitaliste. Le « socialisme réel » (qui était réellement le socialisme, c'est-à-dire l'économie capitaliste étatisée à idéologie ouvrière et à marché du travail non-libre), s'est effondré dans la restructuration de la subsomption réelle où il n'avait plus sa place. Il apparaissait que la subsomption réelle était directement antagonique à sa péréquation à priori du taux de profit – constamment problématique – et à son non-marché du travail. Le socialisme s'étant tout de même articulé au capitalisme libéral mondial, la restructuration mondiale l'a liquidé. Sa disparition fut si soudaine qu'elle donna l'impression hallucinante qu'il s'était évaporé aux soleils de Tchernobyl et de l'Afghanistan pour se perdre dans les ténèbres insondables de la « guerre des étoiles » de Reagan.

Avec cette disparition et celle concomitante du mouvement ouvrier, il n'est plus d'économie et de société que capitalistes. Dans cette éternisation du capital, le démocratisme radical a, à la fois, enterré et suppléé au programmatisme en renvoyant aux luttes de classe leur propre limite : sa propre existence comme classe est, pour le prolétariat, la limite à dépasser de sa lutte en tant que classe. Le démocratisme radical est alors la construction pour elles-mêmes des limites réelles des luttes comme corpus de revendications et de « solutions » aux problèmes du capital : exigence de l'adéquation du capital à cette idéologie qui prône la démocratie et l'égalité sociale, démocratie totale, économie solidaire et développement durable. Le démocratisme radical a sans doute connu son apogée dans les années 1995 à 2003, il constitue néanmoins un obstacle que les luttes auront à bousculer, surtout si la crise actuelle peut le revivifier sous une forme plus ouvrière. La caractéristique actuelle de la contradiction de classe qui est de ne pas permettre l'existence d'un « au-delà » (socialiste) du capital dans le présent du capital, pose à la fois son éternisation et la détermination de son abolition.

La révolution n'est plus le prolongement du caractère revendicatif des luttes de classe. Le contenu propre de l'activité révolutionnaire, l'abolition de toutes les classes, ne peut apparaître que dans le dépassement des luttes revendicatives et, du syndicalisme à l'auto-organisation, de toutes les formes qu'elles auront produites. La crise révolutionnaire ne sera pas un vaste « mouvement social », le pouvoir ouvrier ou l'autogestion n'y auront aucun sens. Toutes ces visions d'extension de l'autogestion remise à l'honneur à la suite de la crise argentine oublient que l'économie continuait à fonctionner, les ouvriers de Zanon vendaient des carreaux de céramiques à l'Hôtel Bauern qui louait ses chambres aux touristes plus ou moins sociaux arrivés par l'aéroport encore en fonction, tout en étant un lieu de rencontre du « mouvement social ». Si l'*autogestion* implique la reproduction de ce qui est autogéré, en revanche l'*emparement* est le processus de la lutte révolutionnaire et n'a que celui-ci pour critère et raison d'être. L'autogestion ne se dépassera pas en communisation. Il n'existe pas

de dynamique des formes de luttes, mais un sujet qui se transforme en engageant un processus de rupture, de négation de son ancienne situation. Immédiatement, l'autogestion ne trouve pas sa place dans une crise révolutionnaire.

L'expansion conflictuelle, dans et contre le capital, des emparements d'éléments de tous ordres de la société capitaliste, n'est pas un développement de l'autogestion car celle-ci se contredit elle-même, comme autogestion, par le développement en son sein d'un dépassement de l'échange, par la gratuité et l'unification, dans la lutte, des éléments saisis. Dans la crise du rapport d'exploitation, la prise en main, pour leur valeur d'usage, d'unités de production ou d'autres unités dont les services sont immédiatement nécessaires (santé, communication, transports, énergie, etc.) s'impose comme une nécessité de survie immédiate. La gratuité n'est pas une autre forme, face à l'échange, de mise en rapport de tout ce dont on s'empare, elle unifie comme un processus *continu* la production et la reproduction de tous les rapports que les individus entretiennent et qui les définissent. Il se constitue une communauté de prolétaires qui ne veulent plus l'être et qui se transforment par la lutte en individus singuliers immédiatement sociaux. L'autogestion, l'auto-organisation, sont dépassées en communisation qui refuse toute stabilisation qui serait une forme de ré-étatisation et d'économie de crise potentiellement contre-révolutionnaire. Ce dépassement est lutte interne simultanée à la lutte contre la société capitaliste. La communisation est lutte des prolétaires pour leur unité dans la lutte, lutte dans laquelle ils cessent d'être des prolétaires car les mesures mêmes qui assurent leur unité (abolition de l'échange, de la valeur, de la propriété, etc.) sont la dissolution de leur existence comme classe. La communisation n'est pas la réappropriation des capitaux par les prolétaires ni de l'ensemble des moyens de production par l'ensemble de la classe, les prolétaires ne se réapproprient rien. Les moyens de production sont décapitalisés radicalement. Ils ne sont plus propriété, ils sont désobjectivés comme capital, comme réification de rapports sociaux, ils sont ramenés à leur éventuelle utilisation pour la lutte comme moyen de vie et/ou d'extension de la décapitalisation.

La communisation est révolution dans la révolution.

Si agir en tant que classe est devenu la limite même de l'action de classe, le caractère théoricien des luttes est devenu leur saisie autocritique d'elles-mêmes. Les luttes immédiates, pratiquement et dans leur propre discours, produisent sans cesse, à l'intérieur d'elles-mêmes, une distance interne. Cette distance, c'est la perspective communisatrice comme articulation théorique concrète, objective, du caractère théoricien des luttes et de la théorie dans son sens restreint. Si le caractère théoricien des luttes tend à devenir lui-même une abstraction critique, la théorie au sens restreint est alors, inversement, minée dans sa définition même.

La théorie de la communisation, dans sa liaison avec les luttes de classe, produit l'eau dans laquelle elle nage ; c'est le devenir banal de cette théorie qui est déjà un élément réel des luttes, qui lui permettra d'être, de plus en plus, la théorie critique de luttes de plus en plus théoriciennes. *La diffusion du concept de communisation sera l'unification des deux formes de la théorie et leur permettra d'avoir une langue commune.* Cette diffusion permettra des polémiques et fera émerger, dans les luttes, une expression possible de la perspective de dépassement qui ne sera pas, comme c'est souvent le cas maintenant, un implicite à décrypter.

Il y a tout un travail à faire autour de l'affirmation d'une théorie révolutionnaire, de sa diffusion, de la constitution de noyaux plus ou moins stables sur cette base et de leurs activités. Au terme « intervention », il faut préférer la description de l'activité de partisans de la

communisation, engagés dans des luttes de classe avec les conflits et les écarts qui les traversent. Le devenir social du concept-clé de notre théorie, la communisation, est notre affaire.

La question de l'intervention ne se pose qu'à partir du moment où l'on a fait de la diversité des activités une abstraction : la pratique comme abstraction. La question de l'intervention transforme ce que l'on fait dans telle ou telle lutte (ou ce que l'on ne peut pas faire), c'est-à-dire des pratiques toujours particulières en une *abstraction de la pratique* construisant le dilemme intervention/attentisme. Cette abstraction est quelque chose de bien tangible qui se construit par des activités et des attitudes empiriquement constatables : la « veille pratique » ; la capacité à « choisir » entre les luttes ; la « partie de la société au-dessus de la société » ; le « tout me concerne » ; l'évanouissement de la reproduction du capital dans la lutte des classes, conservé comme cadre *mais non comme définition des acteurs* ; la question de la stratégie et la révolution comme *but* à atteindre ; la *décision de l'individu* comme point de départ méthodologique et non l'existence d'un processus contradictoire ou d'un écart que des activités expriment ; le saut par-dessus la reproduction du capital au nom d'une situation jugée comme fondamentalement commune. L'essentiel de la critique de la question de l'intervention réside dans l'abstraction de la pratique et l'objectivation de la lutte des classes qui se répondent réciproquement (par là, son ennemi, « l'attentisme », n'est que le sien). La « Pratique » acquiert en tant que telle, en tant qu'entité, un sens face à son complément, tout aussi abstrait, la lutte de classe comme situation. Les pratiques particulières *en tant que telles* ne sont plus que des manifestations occasionnelles de la pratique comme abstraction dans le dilemme entre Pratique et Attentisme. C'est là le fondement même de la question de l'intervention, c'est-à-dire de l'intervention comme question.

La perspective communisatrice existe comme moyen d'auto-compréhension du mouvement de dépassement de la lutte revendicative, de son illégitimité vis-à-vis de la reproduction du capital. Cette perspective est un renforcement des activités qui annoncent le dépassement, entre autres, dans la critique de l'auto-organisation et de l'autogestion de l'économie par les travailleurs. C'est dans cette situation qu'existe un champ d'expansion épidémique du concept de communisation. Le terme de communisation a même pu être considéré comme plus clair qu'anarcho-syndicalisme, sans voir d'opposition entre eux. Cette perspective qui systématise le contenu des écarts dans la limite des luttes, c'est-à-dire dans le fait d'agir en tant que classe, est en polémique avec les anarchistes de gauche et les partisans immédiatistes du communisme. La théorie de la communisation à venir, comme dépassement de l'autodéfense des prolétaires contre le capital qui s'attaquent à leur reproduction immédiate, ne se présente pas comme solution, comme choix stratégique que les prolétaires devraient faire. Le terme peut fonctionner comme une étiquette politique, et on la collera à tous ceux qui parleront de communisation ; ils seront des « communisateurs » comme on peut être trotskiste ou ultra-gauche, c'est ainsi et il faut « faire avec ».

L'élaboration poursuivie de la perspective communisatrice implique qu'elle intègre maintenant la nécessité de devenir incontournable parmi toutes sortes de partisans d'une révolution, voire même, comme disent modestement les démocrates radicaux, d'une « transformation sociale ». Le programme ouvrier révolutionnaire n'existe plus, le démocratisme radical aura été sa disparition et ce qui en subsiste comme forme politique (sous-politique) de la limite des luttes. Dans ce cycle, l'articulation avec les luttes immédiates doit donc être pensée à partir des éléments suivants :

- la théorie comme élément réel des luttes ;
- le caractère théoricien des luttes ;

- la formation d'écarts dans le caractère de classe des luttes, c'est-à-dire dans leur limite, identique à leur nature même d'être de classe ;
- la production du dépassement sur l'ensemble du cycle, ayant débuté dès les années 70.
- le dépassement comme non-transcroissance des luttes nécessitant une rupture ;
- la crise économique comme crise du rapport d'exploitation, comme crise de la reproduction des classes ;
- l'apparition d'un courant théorique communisateur. *L'élément synthétique peut être l'existence de ce courant communisateur.*

Sans doute peut-on articuler l'action des partisans de la communisation avec l'apparition d'écarts, sans les considérer du tout comme des déclencheurs mais plutôt comme des « dénicheurs » et des promoteurs. La situation implique la formation d'écarts dans les luttes : les « communisateurs » ont par nature des atomes crochus avec ces potentialités.

On ne peut pas penser que la communisation se fasse sans qu'elle se nomme. Le devenir hégémonique du concept n'est en aucune façon une condition à la communisation, dont la détermination est la crise révolutionnaire du rapport d'exploitation. Cependant, le procès de dépassement communisateur aura vu le concept se répandre, dans la conflitualité au sein des luttes au sein de l'auto-organisation. Dès maintenant, il y a une bagarre entre ce que le courant communisateur avance et les restes fossilisés de l'Ultra-gauche conseillobordiguiste. Certes, ces restes sont insignifiants mais il y a aussi, sinon bagarre, du moins polémique avec un courant immédiatiste-alternativiste qui est bien moins négligeable. L'hégémonie du concept passe maintenant par l'analyse autocritique des luttes en cours et non par la critique déjà dépassée du programme.

Cette bagarre et cette polémique ne cherchent pas à populariser le concept, qui porte sur le sens des luttes, sur le sens du cours du capital, sur le débouché des luttes, mais elles le diffusent et ce concept peut être intégré par bien des schémas a priori de révolution. Il peut être synonyme de collectivisation, d'autogestion (si, si, on l'a vu !). Il peut être synonyme de constitution de l'unité des prolétaires en lutte. Les prolétaires en lutte créent entre eux des rapports dont la médiation est la lutte contre la médiation, le capital, la désignation de cette unité dans la lutte comme communisation signifie, pour ceux qui l'utilisent, qu'ils font le lien direct entre les luttes actuelles et la révolution, ce qui est essentiel. Mais ce lien est ici marqué d'immédiatisme, il autonomise la dynamique de la période¹, et en construit l'idéologie, qui débouche inévitablement sur un mode de vie alternatif, ce n'est pas le mode de vie qui est à critiquer, c'est la *posture interventionniste* qui en découle. Les tendances plus ou moins immédiatistes auront tort jusqu'à ce qu'elles aient raison, mais alors ça se saura !

Le développement du concept, que le courant communisateur élabore en permanence, est aussi le développement d'un réseau de petits groupes et d'individualités qui n'est pas homogène et qui comprend des divergences, mais encore plus divergentes seront les réappropriations du concept au-delà de ce réseau. Les divergences, voire les contradictions, dans la compréhension du concept, désignant l'abolition positive du capital par les prolétaires s'autotransformant en individus immédiatement sociaux sont inévitables mais ne sont porteuses d'aucune possibilité de « fausse route » pour la communisation réelle, car le concept ne crée pas le mouvement : il est une auto-saisie nécessaire du mouvement. Le courant com-

1. Autonomiser la dynamique de la période c'est considérer que la contradiction du prolétariat avec sa propre existence comme classe pourrait exister pour elle-même, pourrait être autre chose qu'une activité de classe.

munisateur se développe en liaison (quelle qu'en soit la forme) avec les luttes, ses concepts sont utilisés pour intégrer ces luttes à une perspective. Cette utilisation génère des divergences et des interprétations qui peuvent être, immédiatistes, alternativistes, idéologiques ou étonnamment productives !

Cette activité se situe dans le cours quotidien de la lutte de classes réellement, concrètement productif de son propre dépassement comme révolution communiste, il faut comprendre ces activités comme produites dans ce cours comme une de ses déterminations pratiques, comme un de ses éléments, et cela dans ses caractéristiques théoriques (au sens restreint) elles-mêmes. Cette production théorique n'existe pas en soi, en tant que corps constitué, face à et précédant ce cours immédiat, c'est pourquoi la théorie doit être perçue comme élément réel des luttes et la perspective communiste comme l'articulation de la théorie au sens restreint, qui est *abstraction critique*, au caractère théoricien des luttes qui est leur propre *saisie autocritique*. Nous allons vers la *lingua franca* de la communisation.

Attendons-nous à être surpris et dérangés par le succès de la communisation.



ANNEXE : THÉORIE SENS LARGE ET SENS RESTREINT

La pratique du prolétariat est toujours une pratique consciente, mais pratique consciente d'une classe qui n'est jamais confirmée dans la reproduction d'ensemble de la société. Cette pratique consciente n'acquiert jamais la caractéristique d'un destin (c'est-à-dire du mouvement autoprésupposé de la totalité : la production est reproduction), elle se rapporte toujours à elle-même par la médiation du capital, elle ne se prend jamais elle-même directement pour objet. Ce retour médié sur soi qui ne peut jamais être une conscience de soi immédiate (c'est pour ça que les luttes sont si « bavardes »), c'est la théorie dans son sens le plus large, consubstantielle à l'activité même du prolétariat dans la lutte des classes. C'est une différence fondamentale avec la conscience de la classe capitaliste. La classe capitaliste aussi ne se connaît elle-même (et ses pratiques) que dans son rapport à la classe qu'elle a en face d'elle et dont elle peut même reconnaître l'existence en tant que classe ; elle peut même accepter le caractère inconciliable des intérêts de cette classe par rapport aux siens propres. La grande différence c'est que dans l'activité de la classe capitaliste le capital subsume le prolétariat ; en cela la propre connaissance de son activité particulière devient la connaissance de la *totalité*. Le capital se présuppose lui-même, la médiation est dépassée (engloutie). On peut alors, pour la classe capitaliste, parler simplement de conscience, c'est-à-dire de connaissance de soi-même et de l'activité qui définit cet être, parce qu'elle devient un simple rapport de cet être à lui-même. Cela est radicalement impossible du côté du prolétariat, c'est pour cela que nous parlons de conscience théoricienne ou théorique et, pour éviter toute ambiguïté, nous dirons que le rapport à soi du prolétariat n'est pas conscience mais théorie en ce qu'il passe par ce qui n'est pas lui et ne peut dépasser la médiation (contrairement à la classe capitaliste).

Ce que l'on entend habituellement par théorie n'est pas la simple formalisation de l'existence théorique générale de la lutte de classe. Dans ce sens restreint, la théorie n'est pas un instrument d'enregistrement passif. C'est d'abord un travail particulier de formalisation intellectuelle plus ou moins systématique s'appuyant sur un corpus déjà existant, le retraillant pour produire de nouvelles connaissances, travail difficile et qui ne va pas de soi.

En matérialistes scrupuleux, ceux qui s'y livrent ont souvent tendance à prendre cette chose comme non significative, ils aboutissent alors à idéaliser (au sens habituel et au sens philosophique) la réalité dans la confusion du « concret de pensée » et des existences. Nous dirons donc que la théorie (dans ce sens-là) n'est pas la simple expression formelle de la détermination théorique consubstantielle à l'existence et à la pratique du prolétariat.

Si, dans ce sens restreint ou formel, la théorie pose problème, ce n'est, bien sûr, pas sans rapport avec le sens général. C'est le même mouvement par lequel existe comme théorique l'existence et la pratique du prolétariat dans sa contradiction avec le capital qui est mouvement de reproduction du mode de production capitaliste et se résout dans cette reproduction (qui est aussi reproduction du prolétariat). Ainsi la détermination, nécessairement théorique de l'existence et de la pratique du prolétariat, ne peut se confondre avec le simple mouvement de la contradiction-reproduction de la classe dans sa relation avec le capital qui constamment nie cette détermination (la fait disparaître). Par rapport à ce mouvement, elle s'abstrait en formalisation intellectuelle théorique qui entretient alors un rapport critique avec cette reproduction. La détermination théorique de l'existence et de la pratique du prolétariat, parce qu'elle est effective mais se résout dans la reproduction du capital, se précipite (cristallise) en une abstraction critique par rapport à elle-même. *Abstraite et critique* par rapport à l'immédiateté des luttes, c'est là sa relative autonomie. Aucune théorie se contente de dire « voilà ce qui arrive », « ça parle ». La théorie transforme, retravaille ce qu'elle condense, elle a ses propres critères (l'abstraction et la critique). La condensation théorique est un changement d'état.

Dans le mode de production capitaliste, l'implication réciproque est subsumption (reproduction). Par là, ce que nous produisons comme théorie dans son sens restreint est bien une formalisation de l'expérience actuelle des prolétaires, mais elle est loin d'être la conscience immédiate massive de cette expérience, elle est abstraction et critique de cette expérience. Cela ne tient pas à une scientificité mais au mouvement *complet* de la contradiction entre le prolétariat et le capital. L'expérience ne nous donne immédiatement et massivement qu'une conscience de l'antagonisme (de l'opposition simple et symétrique dans l'implication réciproque) et seulement médiatement une conscience de la contradiction (c'est-à-dire, à partir de la subsumption elle-même, de l'unité asymétrique et, dans cette unité, parce qu'asymétrique, le procès de son dépassement). La théorie est cette conscience qui n'est pas la conscience immédiate de l'expérience, même si elle y est immergée.

A ce titre, la théorie dans son sens restreint fait tout autant partie de la lutte de classe que n'importe laquelle des activités qui la constituent. La théorie dans son sens général et dans son sens restreint sont des productions constantes au cours de la lutte de classe, elles sont nécessairement liées, elles peuvent tout aussi bien être leur constant passage de l'une en l'autre que s'affronter. Dans son sens restreint, elle ne préexiste jamais comme constituée, ni comme projet, elle se remet en chantier dans la lutte de classe et plus empiriquement dans les luttes immédiates parce qu'elles la remettent en chantier, elle est contredite, elle reprend la contradiction, elle fixe des objectifs, des limites parce qu'elle est produite à ce moment comme objectifs, elle est compréhension et anticipation mais ne se fixe jamais comme compréhension achevée ni comme anticipation à réaliser. En un mot, elle est active, vivante parce qu'elle sait que la condensation n'est pas un reflet, une expression immédiate de l'expérience. Elle ne se place jamais du point de vue d'un but à atteindre pour lequel il faudrait mettre des moyens en œuvre. Le but, c'est ce que produit le mouvement ; le communisme, c'est ce que produit la lutte des classes et, à partir de là, je ne suis pas un précurseur du but,

toujours un peu orphelin de celui-ci, mais seulement impliqué dans le mouvement, impliqué théoriquement, ce qui n'est ni attentisme ni extériorité.

Se poser la question du « rôle » de la théorie c'est admettre que ce *sur* quoi, ou même *dans* quoi, elle a un rôle à jouer existe sans elle. C'est admettre la lutte de classe sans théorie ce qui est une contradiction dans les termes, ce qui n'a jamais existé et n'existera jamais.



LA RESTRUCTURATION TELLE QU'EN ELLE-MÊME

*Andar dritto alla verità effettuale della cosa é non alla immaginazione di essa*¹
Machiavel

Ce texte développe largement la définition de la restructuration présentée dans TC 19.

Premier point de méthode

Il faut considérer le mode de production capitaliste issu de la restructuration *pour lui-même*, en cherchant ses propres critères de cohérence et de reproduction, et non le définir, ou le juger, par rapport à la période précédente (« Trente Glorieuses » ou « fordisme »), promue en norme du capital.

On peut dire que la « bonne santé américaine » tient surtout au gel des salaires, à la baisse des dépenses sociales des entreprises, à l'augmentation des heures travaillées, et à une consommation endettée.

Bien que partiel, tout cela est parfaitement exact. Le problème, c'est qu'en abordant ainsi la restructuration, on ne l'aborde pas *pour elle-même*, en cherchant ses propres critères de cohérence et de reproduction, mais par rapport aux « Trente Glorieuses » promues en norme du capital. Les taux d'accumulation très élevés de la période précédente avaient abouti à un blocage structurel de l'accumulation et à une chute dramatique pour le capital des taux de profit. De quelle utilité est pour le capital un taux d'accumulation élevé, si c'est au prix d'un partage entre salaires et profits toujours plus défavorable pour lui que masquent, toujours plus difficilement, des taux d'inflation en constante augmentation durant la fin de la phase précédente ? Les taux de croissance ne retrouvent pas ceux des Trente Glorieuses (en fait ceux d'une période assez brève de celles-ci), encore que les taux américains durant les années 90 les aient souvent approchés, mais ils reposent sur le déblocage de ce qui avait mené le capital à une des grandes crises capitalistes du XX^e siècle.

1. Aller directement à la vérité effective de la chose et non à sa représentation.

Deuxième point de méthode

Il faut se garder de la confusion entre les contradictions dans lesquelles fonctionnent nécessairement le mode de production capitaliste et la « crise », ou même de considérer sa reproduction constamment en tant que « crise potentielle ». Cela reviendrait à imaginer qu'un capitalisme qui fonctionnerait correctement serait un capitalisme sans contradictions, ni tensions.

Partout, on peut relever des dysfonctionnements. Ces dysfonctionnements, souvent compris comme des défauts du dispositif, défauts qui devraient être corrigés pour atteindre la plénitude de la restructuration, sont au contraire *des pièces essentielles, fonctionnelles, du mode de production capitaliste restructuré*. Que le « nouveau régime d'accumulation » ne satisfasse pas l'« optimum de production », que le « mauvais scénario » ait chassé le « bon » (pouvait-il en être autrement quand le « bon » avait fait faillite ?) cela ne rentre pas en ligne de compte, c'est d'un système d'exploitation dont on parle. Nous rejetons la confusion entretenue théoriquement entre les contradictions dans lesquelles fonctionne nécessairement le mode de production capitaliste et la crise ou, pire, ce « concept », qu'il arrive de trouver, de « crise potentielle », désignant quelque chose qui fonctionne dans la reproduction capitaliste, mais qui contient des tensions pouvant se transformer en crise. Cela revient à imaginer qu'un capitalisme qui fonctionne, c'est un capitalisme sans contradictions, ni tensions.

Troisième point de méthode

Tout se restructure : entreprises, procès de travail, circulation du capital, transports, systèmes sociaux, États, classes, cycle mondial, etc. On multiplie *les* restructurations pour ne pas voir *la* restructuration de la valorisation du capital, c'est-à-dire de l'exploitation, c'est-à-dire de la contradiction entre le prolétariat et le capital. Notre but ici est de proposer une synthèse qui puisse être qualifiée de restructuration du mode de production capitaliste.

Mais attention, ce n'est pas un décor qui change, décor modifié dans lequel les acteurs, demeurés identiques en eux-mêmes, continueraient à jouer la même pièce en faisant seulement attention de s'adapter au nouveau décor. S'il y a restructuration, c'est une restructuration de la contradiction entre les classes : la structure, le contenu de la lutte de classe, la production de son dépassement sont alors modifiés. Plus on multiplie les restructurations, plus on masque cela.

Après avoir défini les cycles de luttes comme le critère déterminant pour dire « il y a restructuration de la contradiction entre les classes », et après avoir exposé les principes généraux de cette restructuration, nous n'approfondirons l'analyse de la restructuration que selon trois déterminations : la transformation du rapport salarial et du marché du travail ; les modifications du procès de production immédiat ; la mondialisation de la reproduction du capital.

UN CRITÈRE : LES CYCLES DE LUTTES

Parler de restructuration du mode de production capitaliste implique de se poser la question : qu'est-ce qui se restructure ? Le mode de production bien sûr, mais c'est au noyau de ce qu'est ce mode de production qu'il faut aller, c'est-à-dire à l'exploitation. Ce qui se restructure, c'est la contradiction entre le prolétariat et le capital, c'est-à-dire que le critère

de la restructuration ne se situe pas dans une accumulation de données sur le procès de travail, le salaire ou la mondialisation, mais se synthétise en un *changement de cycle de luttes*. En forçant le trait, on pourrait écrire que ce qui se restructure, c'est le communisme. Toutes les transformations des modalités de l'exploitation ne deviennent restructuration du mode de production qu'en devenant un nouveau cycle de luttes.

L'ancien cycle de luttes culmine à la fin des années 60, dans les zones capitalistes les plus développées, en Allemagne, en Italie, en Grande-Bretagne, aux États-Unis, et en France avec Mai 68. De la mise en place de la subsomption réelle à la restructuration actuelle (de la première guerre mondiale au début des années 70), en confirmant à l'intérieur de son autoprésupposition une identité ouvrière, le capital fait du développement « sur la base du travail », un mode rival de son propre développement. La reproduction du prolétariat et de sa contradiction avec le capital sont intégrées dans la reproduction propre du capital. Il fonde le prolétariat à lui disputer la gestion du mode de production. C'est le passage en subsomption réelle qui explique l'explosion historique de l'affirmation du prolétariat dans l'immédiate après-guerre : s'emparer de la société dont il est devenu l'âme. Il faudra 20 ans (jusqu'à la guerre d'Espagne) pour que soit éliminée l'affirmation autonome de la classe telle qu'elle se développa en subsomption réelle, c'est-à-dire en contradiction avec la montée en puissance de la classe, avec *ce qui la rendait possible et lui conférait paradoxalement toute sa vigueur*. Durant la période de la subsomption formelle, où la montée en puissance de la classe n'est qu'en voie d'intégration dans la reproduction propre du capital, les deux éléments sont corollaires et se légitiment réciproquement. Ce rapport devenu contradictoire en subsomption réelle définit l'histoire de l'entre-deux-guerres.

La révolution, dans le cycle de luttes ouvert en 1917 (ou 1905), est toujours affirmation de la classe, le prolétariat cherche à libérer, contre le capital, sa puissance sociale existante dans le capital (le travail associé, le travail productif de valeur), mais ce qui lui confère sa capacité à promouvoir cette large affirmation devient sa limite. Ce qu'est la classe dans le mode de production capitaliste est la négation de son autonomie tout en étant la raison d'être et la force de cette même volonté d'affirmation autonome. Cette affirmation se retourne contre elle-même et se constitue en tant que reproduction du capital, qu'elle implique ou qu'elle prend en charge (Russie), en contre-révolution. La révolution comme affirmation de la classe se trouve prise dans cette contradiction qu'elle ne peut dépasser, c'est dans ce qui constitue la révolution elle-même que la contre-révolution trouve sa force, et la capacité de l'abattre. C'est sa propre possibilité d'existence qu'elle trouve dans la contre-révolution dressée contre elle. Même les formes les plus radicales du débordement des syndicats, de l'action autonome, confirment la montée en puissance de la classe comme antichambre de la révolution telle que la formalisent les organisations politiques et syndicales officielles. L'Ultra-gauche quant à elle, tout en concevant la révolution comme affirmation du prolétariat, ne peut plus se reconnaître dans aucune manifestation ou aucun mode d'existence immédiats de la classe. C'est le point extrême (point de rupture) où, pratiquement, comme auto-organisation du prolétariat, comme rupture de son implication avec le capital et affrontement avec toutes les formes organisationnelles de cette implication, et, théoriquement, comme analyse et défense de l'autonomie du prolétariat, parvient l'ancien cycle de luttes.

C'est bien un seul cycle de luttes qui s'étend de 1917 au début des années 1970, comportant une césure considérable en 1945. La confirmation à l'intérieur du capital lui-même d'une identité ouvrière, l'intégration de la reproduction du prolétariat dans son propre cycle, la subsomption de la contradiction entre le prolétariat et le capital comme la dyna-

mique même du capital, bouleversent la relation programmatique classique entre la montée en puissance de la classe et son affirmation autonome. Dans un premier temps, entre 1917 et 1939, les termes sont dans une situation de violente conflictualité tout en s'impliquant. En effet au moment où l'affirmation autonome de la classe trouve sa légitimité *absolue* dans une montée en puissance de la classe à l'intérieur du capital, telle qu'elle est incluse dans celui-ci, elle ne peut qu'affronter cette montée en puissance, qui est la négation de son autonomie. La violence de ce processus entre 1917 et 1939, à l'intérieur même du prolétariat, dans sa contradiction avec le capital, laisse place, après 1945, à une période où l'affirmation autonome se situe et se considère elle-même comme extérieure et différente de la montée en puissance, devenue simple rivalité (le plus souvent dans le cadre de la revendication de la démocratie), à l'intérieur de la reproduction du capital, même si elle ne peut que se référer sans cesse à cette montée en puissance. C'est la période de la « marginalisation des révolutionnaires ».

Cette possibilité de la rivalité, cette légitimation même de la rivalité, c'est la faiblesse intrinsèque de cette première phase de la subsumption réelle. Et cette faiblesse intrinsèque éclate dans la crise de la fin des années 1960, où le prolétariat va décliner de la façon la plus réformiste à la façon la plus révolutionnaire son projet de réorganisation de la société « sur la base du travail », ce qui n'est pas encore, à ce moment là, un projet alternativiste, mais la révolution telle qu'elle se présente alors. Ce mouvement fut brisé, il y eut défaite ouvrière. « Mai 68 » est battu, « l'Automne chaud » italien (qui dura trois ans) aussi, les vagues de grèves sauvages américaines et britanniques également, ainsi que le mouvement assembléiste espagnol, etc., sans oublier toute l'insubordination sociale qui avait gagné toutes les sphères de la société. *La défaite n'a pas l'ampleur de celle de 1917-1936, mais la restructuration en jeu n'est pas non plus de même ampleur, on reste dans le même mode de subsumption.* Ce qui n'empêche qu'il y a défaite et restructuration/contre-révolution. Dit de façon un peu abrupte et exagérée : le capital « reprend le pouvoir » dans les usines et dans l'ensemble de la reproduction sociale. On peut même parfois dater cette défaite, comme avec la manifestation anti-grévistes de la FIAT en 1980, ou la reprise en mains patronale et syndicale dans l'automobile en France à la suite des grèves dures et massives de 1981-1984. Cette reprise en mains n'est naturellement pas un retour à la situation antérieure, la classe capitaliste brise tout ce qui confortait cette *identité ouvrière* et légitimait le prolétariat en rival du capital, c'est *la définition même de la restructuration*. La disparition de l'identité ouvrière n'est pas le simple effet d'une contre-révolution après laquelle les choses réapparaissent, même si c'est sous une *forme* différente ; une contre-révolution se définit comme une transformation structurelle du rapport d'exploitation. La lutte de classe pourra s'étendre, s'approfondir, l'identité ouvrière ne reviendra pas, bien au contraire.

PRINCIPES GÉNÉRAUX DE LA RESTRUCTURATION

Après la première période de développement de la subsumption réelle du travail sous le capital, la crise ouverte au début des années 1970 a débouché sur une restructuration du rapport capitaliste d'exploitation. Dans cette restructuration est abolie et dépassée la contradiction qui avait soutenu l'ancien cycle de luttes entre, d'une part, la création et le développement d'une force de travail créée, reproduite et mise en œuvre par le capital de façon collective et sociale, et, d'autre part, les formes de l'appropriation par le capital de cette force de travail, que ce soit dans le procès de production immédiat (le travail à la chaîne, le sys-

tème de la « grande usine »), dans le procès de reproduction de la force de travail (le Welfare) ou dans le rapport des capitaux entre eux (des aires nationales de péréquation). C'était là, la situation conflictuelle qui, dans le cycle de luttes antérieur, se manifestait comme identité ouvrière, *confirmée dans la reproduction même du capital*, et qu'abolit la restructuration. C'est la façon dont était architecturés, d'une part, l'intégration de la reproduction de la force de travail, d'autre part, la transformation de la plus-value en capital additionnel et enfin l'accroissement de la plus-value sous son mode relatif dans le procès de production immédiat, qui est devenue entrave à la valorisation sur la base de la plus-value relative.

Dans le couplage des modes absolu et relatif (le mode relatif étant la dynamique du procès), le principe de base synthétique de la restructuration consiste dans l'abolition et la reformulation de tout ce qui peut faire obstacle à l'autoprésupposition du capital, à sa fluidité.

« Le procès de production capitaliste reproduit donc de lui-même la séparation entre travailleur et conditions du travail. Il reproduit et éternise par cela même les conditions qui forcent l'ouvrier à se vendre pour vivre et mettent le capitaliste en état de l'acheter pour s'enrichir. Ce n'est plus le hasard qui les place en face l'un de l'autre sur le marché comme vendeur et acheteur. C'est le *double moulinet du procès lui-même* qui rejette toujours le premier sur le marché comme vendeur de sa force de travail et transforme son produit toujours en moyen d'achat pour le second. Le travailleur appartient en fait à la classe capitaliste, avant de se vendre à un capitaliste individuel. Sa servitude économique est moyennée et, en même temps, dissimulée par le renouvellement périodique de cet acte de vente, par la fiction du libre contrat, par le changement des maîtres individuels et par les oscillations des prix de marché du travail [c'est l'autoprésupposition du capital].

« Le procès de production capitaliste considéré dans sa continuité, ou comme reproduction, ne produit donc pas seulement marchandise, ni seulement plus-value ; il produit et éternise le rapport social entre capitaliste et salarié. » (Marx, *Le Capital*, Ed. Sociales, t.3, p. 19-20)

La restructuration consiste à dépasser tout ce qui peut faire obstacle à la fluidité de ce double moulinet, en éliminant tous ses points de cristallisation. Il s'agit, d'une part, de toutes les séparations, protections, spécifications qui se dressent face à la baisse de la valeur de la force de travail, en empêchant que tout le prolétariat, mondialement, dans la continuité de son existence, de sa reproduction et de son élargissement, doive faire face en tant que tel (force de travail disponible) à tout le capital. C'est le premier moulinet, celui de la reproduction de la force de travail. On trouve, d'autre part, toutes les contraintes de la circulation, de la rotation, de l'accumulation, qui entravent le deuxième moulinet, celui de la transformation du surproduit en plus-value et capital additionnel. N'importe quel surproduit doit pouvoir trouver n'importe où son marché, n'importe quelle plus-value doit pouvoir trouver n'importe où la possibilité d'opérer comme capital additionnel, c'est-à-dire se transformer en moyens de production et force de travail, sans qu'une formalisation du cycle international (périphérie, pays de l'Est et toutes les autres formes de « capitalisme d'État ») ne prédétermine cette transformation. La fluidité de chacun des moulinets n'est mise en œuvre que dans et par celle de l'autre.

L'extraction de plus-value relative a produit un procès de reproduction du face à face du capital et du travail qui lui est adéquat, en ce qu'il ne comporte aucun élément, aucun point de cristallisation, aucune fixation qui puisse être une entrave à sa fluidité nécessaire et au bouleversement constant qu'elle nécessite. Contre le cycle de luttes antérieur, la restructuration a aboli toute spécification, statuts, « Welfare », « compromis fordien », division du cycle

mondial en aires nationales d'accumulation, en rapports fixes entre centre et périphérie, en zones d'accumulation interne (Est/Ouest). L'extraction de plus-value sous son mode relatif se doit de bouleverser constamment et d'abolir toute entrave en ce qui concerne le procès de production immédiat, la reproduction de la force de travail, le rapport des capitaux entre eux (péréquation).

Dans le premier point, nous avons affaire à toutes les caractéristiques du procès de production immédiat : travail à la chaîne, coopération, rapport entre production et entretien, définition du travailleur collectif, continuité du procès de production, sous-traitance, segmentation de la force de travail. Dans le deuxième : travail/chômage/formation/flexibilité/précarisation ; cycle d'entretien du travailleur. Dans le troisième, les modalités de l'accumulation et de la circulation : rapport entre production et marché, accumulation nationale, différenciation entre centre et périphérie, division mondiale en deux aires d'accumulation, « dématérialisation » de la monnaie, désintermédiation financière. Ce qui est dépassé, *en même temps* que les axes qui portaient la baisse du taux de profit, c'est la situation conflictuelle qui se développait comme identité ouvrière, qui trouvait ses marques et ses modalités immédiates de reconnaissance (sa confirmation) dans la « grande usine », dans la dichotomie entre emploi et chômage, travail et formation, dans la soumission du procès de travail à la collection des travailleurs, dans les relations entre salaires, croissance et productivité à l'intérieur d'une aire nationale, dans les représentations institutionnelles que tout cela implique tant dans l'usine qu'au niveau de l'État. *Il y avait bien autoprésupposition du capital, conformément au concept de capital, mais la contradiction entre prolétariat et capital ne pouvait se situer à ce niveau, en ce qu'il y avait production et confirmation à l'intérieur même de cette autoprésupposition d'une identité ouvrière par laquelle se structurait, comme mouvement ouvrier, la lutte de classe.*

Le niveau où tout se noue, en ce qui concerne la restructuration, est celui du cycle mondial du capital. La mondialisation du cycle du capital est la forme générale de la restructuration, elle n'en est pas la dynamique, qui demeure la plus-value relative, mais la synthèse de toutes les caractéristiques, une sorte d'abstraction intermédiaire. En ce sens, la mondialisation n'est pas une extension planétaire, mais une structure spécifique d'exploitation et de reproduction du rapport capitaliste. Elle est le contenu comme forme de la restructuration du rapport entre prolétariat et capital. Segmentation, flexibilité, abaissement de la valeur de la force de travail dans les combinaisons sociales de sa reproduction et de son entretien, tout comme la transformation de la plus-value en capital additionnel ou l'appropriation des forces sociales du travail, sont devenus en eux-mêmes des processus de diffusion illimités construisant un espace non homogène.

Il s'agit d'aborder la restructuration *positivement* comme une transformation du rapport contradictoire entre les classes et non négativement : « liquidation des vieux bastions ouvriers », « segmentation du prolétariat » et de tout rapporter à la période des « Trente glorieuses » comme si l'on avait là ce que, par essence, est le capital. Il y aurait restructuration *mais* la crise ne serait pas vraiment surmontée, la croissance est incertaine, la domination américaine est une domination affaiblie, le chômage persiste. Le « rétablissement de la rentabilité serait plus *régressif* (blocage salarial, accumulation ralentie et différenciation sociale) que *progressif* (convergence sociale et progrès technique généralisé). La bonne santé américaine tiendrait surtout au « gel des salaires, à la baisse des dépenses sociales des entreprises, à l'augmentation des heures travaillées, et à une consommation endettée ». Bien que partiel, tout cela est parfaitement exact. Le problème c'est de qualifier les évolutions du mode de

production capitaliste de « régressive » ou de « progressive » (même en utilisant des guillemets). Pourquoi le blocage salarial ou la différenciation sociale seraient-ils, pour le capital, « régressifs » ?

Les taux d'accumulation très élevés de la période précédente avaient abouti à un blocage structurel de l'accumulation et à une chute dramatique pour le capital des taux de profit. De quelle utilité est pour le capital un taux d'accumulation élevé si c'est au prix d'un partage entre salaires et profits toujours plus défavorable pour lui que masquent toujours plus difficilement des taux d'inflation en constante augmentation durant la fin de la phase précédente ? Les taux de croissance ne retrouvent pas ceux des Trente Glorieuses (en fait ceux d'une période assez brève de celles-ci), encore que les taux américains durant les années 90 les aient souvent approchés, mais ils reposent sur le déblocage de ce qui, dans le « fordisme », avait mené le capital à une des grandes crises capitalistes du XX^e siècle. Il est étrange de ramener toute transformation du capitalisme au « fordisme » (« régressif » ; « progressif ») comme si, après la crise du « fordisme », le capital n'avait pour solution que de le recommencer « en mieux ».

C'est ce type de thèse que défendent aussi bien Dauvé et Nésic que Pierre Souyri dans son livre *La Dynamique du capitalisme au XX^e siècle* (Ed. Payot), malgré des précautions méthodologiques importantes. « “Le redressement durable”, écrit E. Mandel, qui évoque la menace “de nouveaux Hitlers dotés d'armes nucléaires”, “requiert pour le capital des remèdes de cheval analogues au fascisme et à la deuxième guerre mondiale. Pour les imposer, il faut écraser la capacité de résistance de la classe ouvrière.” L'avenir du capitalisme se trouve ainsi conçu à l'image de son passé, comme si le système ne développait pas une véritable histoire. La réalité capitaliste ne se serait éloignée du schéma théorique léniniste pendant trois décennies que pour s'en rapprocher et coïncider à nouveau avec elle dans ses traits essentiels. Mais cette dynamique régressive ainsi attribuée au capitalisme est entièrement bâtie sur le postulat que le système ne peut surmonter la chute du taux de profit qu'en abaissant les salaires réels. Pour qu'il en soit ainsi, il faudrait que le capitalisme ait déjà épuisé tous les autres moyens de contrecarrer la chute du taux de profit, et en particulier l'implantation d'innovations technologiques produisant des effets “labour saving” et “capital saving”² qui restitueraient, pour un certain temps du moins, au Département I³ un rôle de moteur de la croissance. Une politique de réaction sociale systématique, qui rejetterait une grande partie de la population salariée hors de la société de consommation, qui ruinerait tous les efforts qui ont été faits pour intégrer les travailleurs au système et contenir les luttes sociales dans les limites de conflits institutionnalisés, et qui conduirait les États capitalistes vers des guerres économiques, se heurte à tant d'obstacles et serait grosse de tant de risques et de développements imprévisibles qu'elle ne peut pas être délibérément choisie par le capital comme moyen central de riposter à la crise. L'abaissement des salaires n'est qu'un des éléments d'une stratégie globale beaucoup plus flexible et diversifiée. » (Souyri, *op. cit.*, p. 223). Malgré la conclusion de ce paragraphe qui laisse entrevoir une stratégie globale incluant l'abaissement des salaires, dans la fin de son livre (restée à l'état d'ébauche du fait de sa mort) cette stratégie globale n'est pas développée. La seule alternative demeurerait la reprise du « fordisme » ou le chaos. L'alternative repose sur une argumentation qui conçoit toutes les autres stratégies (abaissement des salaires, précarisation de la force de travail, délocalisation

2. « économisant du capital » et « économisant du travail »

3. Comprendre « Section I »

de la production, automation etc.) de façon exclusive et absolue. Par là, il est évident qu'elles deviennent intenables. En outre, nous retrouvons, comme avec l'École de la Régulation, l'idée que la stratégie de « sortie de crise » est un choix optimum du capital, idée qui ne tient pas compte de ce qu'est le capital en réalité. Enfin, l'analyse de Souyri est sous-tendue par une conception progressiste du capital et de l'histoire. « Comme si le système ne développait pas une véritable histoire », dit Souyri. Si la restructuration n'était pas « fordiste » ce serait une « régression » et cela contredirait la « véritable histoire ». Le passage d'une phase du capital à une autre n'est ni une « régression », ni un « progrès », au sens linéaire de ces termes, c'est-à-dire au sens d'une réalisation de toutes les déterminations d'un mode de production allant vers un état d'achèvement ou de pureté. On ne peut utiliser cette dangereuse notion de « progrès » qu'au sens de dépassement des contradictions d'une phase antérieure par les modalités d'exploitation de la phase suivante. Ce dépassement se réalise à l'intérieur même du mode de production, donc selon ses propres déterminations et contradictions (ce qui donne l'illusion d'une réalisation). Souyri a une autre conception du « progrès », il n'envisage le passage d'une phase à une autre que selon une conception *linéaire* du progrès, et non ce passage comme *discontinuité* à l'intérieur d'un même système.

Nous abordons la restructuration positivement, c'est-à-dire telle qu'elle est en elle-même, selon trois déterminations : la transformation du niveau des salaires et du marché du travail ; les modifications du procès de travail immédiat ; la mondialisation de la reproduction du capital.

LA RESTRUCTURATION DANS SES DÉTERMINATIONS

La transformation du niveau des salaires et du marché du travail

Le taux d'activité

Il n'y a pas abaissement général des salaires. Depuis une vingtaine d'années, dans les pays centraux, la croissance des salaires ne suit plus celle de la productivité, mais il est inutile d'en rajouter et de dire que le pouvoir d'achat des salaires baisse. Si la part des salaires dans la valeur ajoutée ne cesse de décroître, cela n'empêche que l'on assiste à un phénomène essentiel de la restructuration : la masse salariale augmente. La France est un cas particulier, dans tous les autres pays centraux le *taux d'activité* de la population est en nette augmentation. La fin du « compromis fordiste » a permis la relance du couplage des deux formes d'extraction de la plus-value : la multiplication des journées simultanées est une forme d'extraction de plus-value sous son mode absolu, elle contrecarre la baisse tendancielle du taux de profit, tout comme le découplage entre salaires et productivité. Si l'on considère la masse salariale à l'échelle mondiale sa croissance devient une évidence, et si faible que soit le niveau des salaires dans les pays de la périphérie, il suffit à créer une force d'attraction en assurant un niveau de vie supérieur à celui des campagnes.

L'augmentation du taux d'activité ou taux d'emploi est une des caractéristiques essentielles de la restructuration. Les modalités de cette augmentation sont multiples et variées.

- **L'activité féminine « est sans doute le facteur le plus dynamique de la croissance dans les modes de production contemporains »** (Béatrice Majnoni d'Intignano). Le volume de travail n'est pas prédéterminé, il augmente avec l'activité féminine. S'il veut stimuler la croissance, l'État doit donc promouvoir le travail des femmes. La même, dans une revue

patronale (*Lq revue des entreprises*, n° 600, avril 98, site Internet du Medef) proclame : « Oui, l'emploi est extensible ». « Il faut cesser d'avoir les yeux braqués sur le taux de chômage et considérer le taux d'activité [...] Tous les pays anglo-saxons ont des taux d'activité très élevés et cela va toujours avec un chômage bas. Ainsi aux États-Unis, où le chômage est le tiers du nôtre, le taux d'activité a progressé quatre fois plus vite depuis 1970. L'Amérique compte plus de jeunes et de femmes au travail, et a fourni un job à plus d'immigrés que l'Europe. Surtout plus d'Américains ont un emploi : 85 % des hommes de 15 à 65 ans, contre 75 % en France, et 72 % contre 61 % pour les femmes [...] Contrairement à toutes les idées reçues, les États-Unis apparaissent comme le pays qui a réellement partagé le travail [...] Dans nos pays occidentaux, l'État-providence permet de vivre sans travailler. La combinaison de ces deux facteurs [la substitution du capital au travail au lieu de la « mobilisation de la main-d'œuvre » – *sic* – et l'État-providence] entraîne une faible offre de travail non qualifié [...] Et du côté des entreprises, la demande est basse à cause du coût du travail généré par l'État-providence [...] La dissociation du revenu d'activité et du revenu de subsistance est une très belle idée, et ce serait une simplification considérable. Chacun disposerait d'un revenu minimum, joint au salaire, mais non payé par l'employeur. Du point de vue théorique, la formule relève à la fois de l'ultralibéralisme et de l'utopie marxiste – *sic* –. Pour le salaire, on laisserait le prix du travail s'équilibrer sur le marché suivant la productivité de chacun, et on pourrait supprimer le Smic. Pour le revenu minimum, c'est la répartition chère aux sociétés communistes : à chacun selon ses besoins – *resic* – [...] Déjà les Suédois, les Danois, les Anglais cherchent des formules pour obliger les jeunes à se former ou à accepter un travail. Faute de quoi, ils suppriment les minima sociaux. La société française est-elle prête à cela, c'est-à-dire à supprimer la trappe à pauvreté ? La dissociation entre revenu d'activité et revenu de subsistance est probablement la seule manière d'introduire la flexibilité. »

Déjà une des premières mesures consiste à faire sauter les limitations subsistantes sur le travail de nuit des femmes. Sous couvert de mise en conformité avec la législation européenne sur l'absence de discrimination entre hommes et femmes, elles sont déjà 580 000 à travailler la nuit essentiellement dans les services et la santé. Mais c'est dans l'industrie que le nombre de salariées nocturnes progresse le plus. A l'usine Peugeot de Sochaux, elles représentent 15 % de l'équipe de nuit mise en place le 16 novembre (il n'y avait pas d'équipe de nuit avant).

- **Les projets de nouveaux CDI (5 ans).** Inspirés des anciens « contrats de chantier » (BTP), il s'agit de rompre avec l'organisation taylorienne du travail (la fixation à *un poste dans une entreprise*). L'augmentation du taux d'activité peut être tout autant un processus d'extension de la force de travail disponible à un moment donné, qu'une modification de la mobilité à l'intérieur de la force de travail disponible existante. Ce qui dégage de nouvelles sources d'extraction de plus-value sous son mode absolu : au niveau de l'intensification et de la globalisation de l'utilisation de la force de travail comme force de travail sociale disponible par le capital global. La plus-value absolue est relancée, non seulement dans le procès de production immédiat, mais encore au niveau de la relation de la force de travail globale et du capital total. La brèche a été ouverte avec les emplois-jeunes (Martine Aubry).

Un tel type de contrat est une manière déguisée de contourner le droit du licenciement en cas de plans sociaux (obligation de la justification économique et de reclassement des salariés). La relation se fait de gré à gré, elle n'est plus collective (pas de justifications économiques, pas de reclassement). En fait, c'est le plan social permanent. L'accès à ce nouveau

type de contrat « serait subordonné à un accord d'entreprise », niveau où la présence syndicale est la plus faible. On rationalise l'insécurité. Ce n'est pas en décalage avec les tentatives de fidélisation américaine : la flexibilité y est la norme, la sécurité, un bien rare accordé à titre de gratification. Ce n'est qu'en 1979 que la loi avait codifié, pour la première fois en France, le recours à des contrats à durée déterminée.

- **Lors des travaux préparatoires au PARE, le Medef soutient que le taux de chômage national n'a plus aucun sens, étant données les disparités régionales (il faut contraindre la main-d'œuvre à se déplacer).** Il faut qu'à ce taux national soient substitués des indicateurs par « bassins d'emploi ». À partir de là, chaque demandeur d'emploi entrerait dans un nouveau système de « droits et de devoirs », formalisé dans un Contrat d'aide au retour à l'emploi (CARE) individualisé. Les chômeurs ne pourraient plus refuser, sauf à perdre leurs allocations. Le cumul dégressif des minima sociaux avec une reprise d'emploi est destiné à faciliter le passage des minima aux emplois à temps partiels ou à durée déterminée et non de réaliser un relèvement des ressources qui concernerait aussi bien le smicard à mi-temps que le Rmiste. Même pour les personnes difficilement « employables », qui bénéficieraient d'une formation de six mois en liaison avec une entreprise, les allocations pourront être dégressives, voire suspendues au bout de dix-huit mois en fonction de leur « comportement ». Pour Nicole Notat, le « principe est bon, mais pas forcément tous les détails ». (*Le Monde*, 3 Mai 2000).

- **L'extension des « travailleurs pauvres ».** En France, le seuil de pauvreté était de 3 650 F nets par mois en 1997, 10 % des salariés étaient rémunérés en deçà de ce seuil. Le boom du temps partiel est en partie imputable aux allègements de charges patronales décidés par les pouvoirs publics à partir du début des années 90. La catégorie des « working poors » est une extension du taux d'activité qui s'est développée sur le front des politiques de lutte contre le chômage. C'est à partir du début des années 90 (Rocard) que la baisse des charges sociales s'affirme comme un des principaux leviers de la politique de l'emploi. En 1992, Bérégovoy porte à 50 % l'exonération de charges sociales pour les salariés à temps partiel, véritable aubaine pour la grande distribution. Pour le Medef, la mise en œuvre du PARE « va permettre la remise rapide des demandeurs d'emploi sur le marché du travail », la « meilleure adéquation » entre la formation professionnelle et les besoins des entreprises, le renforcement de « l'attractivité des revenus d'activité », non par une hausse des salaires, mais par une diminution des prélèvements, des recrutements plus diversifiés en direction des femmes, des jeunes issus de l'immigration et des salariés âgés. (*Le Monde*, 15 novembre 2000).

- **L'immigration.** Face aux limites de l'élasticité du marché du travail, Greenspan déclarait : « Si nous étions certains que la croissance économique pouvait être nourrie par des gains de productivité et une croissance de la population en âge de travailler, y compris l'immigration, nous ne serions pas inquiets de distorsions inflationnistes potentielles. » (*Le Monde*, 15 janvier 2000) Il faut mettre en place de façon permanente cette élasticité du marché du travail, le 30 janvier de la même année, face aux tensions sur le marché du travail, le même se déclare pour une révision des lois sur l'immigration.

Aux États-Unis, une corrélation très nette a pu être établie entre 1973 et 1996 entre croissance de la population active et de l'emploi (la dynamique démographique est une composante active de la croissance). C'est en 1965 que les États-Unis rejettent, pour la

première fois, le système des quotas d'immigration par origine nationale, donnant un élan décisif à l'immigration latino-américaine et asiatique. En 1986, ce sont 2,7 millions d'immigrés clandestins qui sont légalisés. Cette politique d'immigration a ouvert la voie à la plus grande vague d'immigration de l'histoire américaine : 27 millions de personnes, soit environ 10 % de la population actuelle, se sont installées aux États-Unis depuis 1965. Le plafond de l'immigration légale a été relevé de 40 % en 1990, et l'immigration économique multipliée par trois. La confédération AFL-CIO a récemment opéré un virage à 180° sur la question, réclamant la légalisation des immigrés clandestins : c'est aujourd'hui la main-d'œuvre immigrée qui peut lui permettre d'espérer renouveler sa base.

En France, il n'est plus question de bloquer l'immigration mais d'organiser un flux, limité, nécessaire à l'économie. La loi Chevènement (ministre de l'intérieur du gouvernement socialiste de Jospin) introduit de la souplesse tout en maintenant des dispositions de la loi Pasqua (possibilité pour des étrangers vivant depuis dix ans sur le sol français, même de façon irrégulière, à condition d'en apporter la preuve, d'obtenir un titre de séjour). Évoqué par Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères, l'hypothèse d'une gestion des flux migratoires par la mise en place de quotas a été défendue par des pays comme l'Allemagne ou l'Italie.

En Suisse, en septembre 2000, la proposition de réduction de l'immigration est rejetée par référendum à plus de 63,7 %. Plus que des motivations morales, des considérations économiques ont pesé sur la campagne. Le patronat et les milieux industriels se sont particulièrement mobilisés pour attirer l'attention sur les conséquences néfastes que l'acceptation d'un tel projet aurait eues pour l'économie privée d'une partie de sa main-d'œuvre.

- **Il ne faut plus réduire la demande de travail (temps partiel, abaissement de l'âge de la retraite, etc.),** mais encourager l'offre. Dans cette optique, ce qui compte ce n'est pas le taux de chômage, mais le taux d'emploi, c'est-à-dire la proportion d'emplois rapportée à la population totale (double avantage : plus-value absolue par la multiplication des journées de travail simultanées ; peser sur le rapport de force en faveur des employeurs). La cible, c'est le non-emploi (jeunes qui retardent leur entrée, personnes découragées, préretraités) et non seulement le chômage. Aux États-Unis, le nombre d'heures travaillées par habitant est 40 % plus élevé qu'en France. Sur ces 40 %, 15 % tiennent au fait que les Américains travaillent plus longtemps, 25 % à un taux d'emploi plus élevé. En 2000, près de 40 % de la population d'âge actif en France sont hors emploi. Cela représente près de 10 millions de personnes.

Quand l'industrie française atteint des niveaux record d'utilisation de ses capacités de production, les progressions de salaires restent très modérées, notamment sous l'effet de la mise en place des 35 h. Certes la France compte 2,27 millions de chômeurs (9,5 %), mais il semble que ce vivier ne permette pas pour autant de répondre à la demande des entreprises. Ce contexte explique la politique économique de l'emploi prônée par Fabius (ministre socialiste de l'économie). Il n'entend pas baisser le coût du travail, comme cela a été fait par Juppé et Jospin pour les travailleurs les moins qualifiés, mais plutôt augmenter les revenus que touchent les salariés, et *inciter ainsi ceux qui n'ont pas d'emploi à reprendre un travail*. « Cela dit, il ne s'agit pas que cela entraîne un nouveau surcoût pour les entreprises » (Fabius) : baisse de la CSG, réforme des allocations logement et dégrèvement de la taxe d'habitation, possibilité de cumuler le RMI et un salaire pendant un an, aides publiques pour faciliter le retour sur le marché du travail des personnes qui en ont été écartées, notamment les plus de cinquante-cinq ans et les femmes. (*Le Monde*, 5 novembre 2000)

• **Un cas particulier de la nécessité d'élargir le taux d'activité : à Montbéliard, Peugeot embauche mais en dehors de sa région.** Le marché est porteur, le site est réorganisé, le rythme d'investissements est doublé, la hausse de la productivité atteint 10 % à 15 %, une troisième équipe de nuit est mise en service, la fermeture estivale est réduite de quatre à trois semaines, 2000 emplois de plus, plus 1000 chez les équipementiers (CDD et intérim). Sur Montbéliard, le taux de chômage est passé de 11,9 % en 1997 à moins de 8 % en juin 2000, mais celui des Rmistes est resté constant (les moins qualifiés sont restés sur le carreau). Nombre des 5 000 demandeurs encore inscrits à l'ANPE ne peuvent être employés sans, au mieux, une formation de qualification, au pire, une démarche de réinsertion. C'est pourquoi l'État, la région de Franche-Comté et PSA ont signé une convention qui prévoit d'investir 40 millions de francs en deux ans pour ce travail de remise à niveau. En attendant, compte tenu de l'urgence, le recrutement se fait à l'extérieur de la région. Comme à Saint-Nazaire, où le même problème se pose aux Chantiers de l'Atlantique.

• **Le plein-emploi qu'on nous promet ne ressemblera pas à celui des « trente glorieuses », à contrat à durée indéterminée et à temps plein.** Avec le PARE, malgré les aléas de la conjoncture, le Medef s'attaque (dans tous les sens du terme) au noyau dur du chômage : les peu ou pas qualifiés, la question du coût du travail avec le Smic et celle des minima sociaux. Réintroduire cette population sur le marché du travail permettrait à la fois d'abaisser le seuil du chômage structurel, de se préparer au recul de la population active, et surtout de réorganiser totalement le marché du travail (voir plus loin). En décidant d'exonérer les smicards de la CSG de façon progressive, le gouvernement Jospin va dans ce sens tout en prenant le « risque » de cantonner davantage de salariés à de faibles rémunérations. *L'enjeu désormais est de remobiliser l'offre de travail*, après des années de mesures visant à la réduire (préretraites, allocations sociales, incitation au temps partiel, etc.). Il faut limiter les effets de « trappe à pauvreté et à chômage » liés à certains minima sociaux, comme le RMI. Selon l'OCDE, l'allocation de minima sociaux pourrait continuer après la reprise d'une activité et être rendue davantage conditionnelle à l'acceptation d'un emploi ou d'une formation.

En Grande-Bretagne : instauration du crédit d'impôt pour les familles laborieuses (Working Family Tax Credit – WFTC), une sorte d'impôt négatif chargé de donner un « coup de pouce » à ceux qui travaillent. Au lieu d'être « assistés », ils recevront un chèque de leur percepteur. Ce système sera graduellement mis en place et accompagné d'une garantie de revenu de 180 £ par semaine pour les familles qui travaillent. Le « New Deal », selon l'expression du secrétaire d'État à l'emploi, a permis à 42 % des jeunes entre janvier et avril 1998 de trouver un emploi non subventionné, et 14 % un emploi aidé. Les entreprises privées apportent un large « soutien » à la formule. Le WFTC, c'est plutôt du pain béni pour les employeurs anglais, qui pourront suivre les traces de leurs cousins américains – qui bénéficient eux, de l'Earned Income Tax Credit – et réajuster à la baisse les rémunérations des moins qualifiés grâce à cette disposition fiscale qui fait office d'aide indirecte à l'emploi. Quels qu'ils soient, en Grande-Bretagne, 50 % des contrats de travail durent moins de 15 mois, cela avec un taux de chômage relativement bas. Cette dynamique du marché du travail signifie peut-être ; un emploi de perdu, un autre immédiatement retrouvé. Mais pas forcément au même salaire, des calculs montrent qu'en moyenne le manque à gagner est de 25 %. Le taux d'activité (ou d'emploi) est le but de cette organisation du marché du travail. Si l'on compare les taux d'emploi en Europe, le Royaume-Uni dépasse la barre des 70 %, alors que la moyenne européenne est de 60,5 %, score que la France n'atteint pas (60,1 %),

77,6 % aux États-Unis, 79,6 % au Japon. Le niveau européen global n'a pas varié de 1970 à 1997, alors qu'en 1970, il était de 68 % aux États-Unis, et de 72 % au Japon.

Le gouvernement travailliste compte améliorer encore le score en en finissant avec « la culture de l'assistance ». Les 12 millions de pauvres recensés en Grande-Bretagne resteront pauvres, mais ils devront travailler, s'ils ne le font déjà, ou alors ils seront encore plus pauvres. La flexibilité du marché du travail touche essentiellement les salariés qui possèdent déjà des compétences, c'est à eux que s'adressent les systèmes de formation, pour les autres, elle est une régulation du marché du travail qui les constitue en armée de réserve de ce marché flexible qui se dédouble, produisant les précaires de la flexibilité ou les flexibles de la précarité.

Un achat global de la force de travail disponible

Avec le développement général de la précarité, de la flexibilité et de toutes les formes de contrats déterminés, le chômage n'est plus cet en-dehors de l'emploi salarié. La segmentation de la force de travail se résout en un *achat global* de celle-ci par le capital et une utilisation de chaque force de travail individuelle selon les besoins ponctuels de la valorisation. Cet achat global modifie de fond en comble le fonctionnement de l'État-providence, celui-ci, là où il existait, ne disparaît pas. Il se segmente lui aussi pour assurer la disponibilité permanente de la totalité de la main-d'œuvre disponible, il ne joue plus seulement sur la population salariée mais sur le taux d'activité et la population disponible. C'est le passage du Welfare au Workfare. C'est une évidente « régression » au niveau des droits acquis, mais c'est également une extension du système : CMU, RMI, RMA (en France, c'est ce que tente de vendre la CFDT). Une telle extension est beaucoup plus développée dans les pays anglo-saxons. Le système du Welfare ne régresse pas en demeurant identique dans sa nature, sa « régression » est plus fondamentalement une modification de la nature générale du marché du travail.

Il appartient désormais aux travailleurs individuels de mettre en œuvre une force de travail globale mais celle-ci n'est pas leur somme, dont chacun détiendrait une fraction, mais quelque chose dont le caractère de globalité et d'unité existe préalablement et assigne à chacun sa place. En cela, chaque travailleur individuel n'est pas une composante nécessaire (à partir de lui-même) de cette force globale (qui serait leur somme) mais un accident de celle-ci et le capital s'approprie gratuitement cette force globale. A un certain moment de son développement, cela implique pour le capital que l'apparence de l'échange libre et individuel de la force de travail comme propriété du travailleur est devenue une limite qu'il doit dépasser, une entrave à sa mise en mouvement. La force de travail est alors présumée comme propriété du capital, non seulement formellement (le travailleur a toujours appartenu à toute la classe capitaliste avant de se vendre à tel ou tel capital), mais réellement en ce que le capital paie sa reproduction individuelle *en dehors même de sa consommation immédiate qui pour chaque force de travail est accidentelle*. Le capital n'est pas soudain devenu philanthrope, dans chaque travailleur il reproduit quelque chose qui lui appartient : la force productive générale du travail devenue extérieure et indépendante de chaque travailleur et même de leur somme. Inversement, la force de travail directement en activité, consommée productivement, voit son travail nécessaire, lui revenant en fraction individuelle, défini non par les besoins exclusifs de sa propre reproduction, mais en tant que fraction de la force de travail générale (représentant la totalité du travail nécessaire), fraction du travail nécessaire global. *Il tend à y avoir péréquation entre revenus du travail et revenus d'inactivité.*

Si le travail nécessaire est étendu à la reproduction de la force de travail globale, c'est parce que le surtravail dépend aussi, quant à lui, de cette force de travail globale, facteur de croissance de l'intensité, de la productivité et de l'extension de la main-d'œuvre disponible. La force de travail en inactivité n'est évidemment pas, considérée comme un être-là exclusivement dans sa limite, source autonome de valorisation. Elle n'est cette source que dans la mesure où elle est elle-même reproduite comme travail nécessaire et elle ne l'est qu'en ce qu'elle est posée par la production de surtravail comme accroissement de l'intensité du travail, tant de façon intensive (employer la force de travail en supprimant tous les temps morts : rotation, flexibilisation, annualisation, etc.), que de façon extensive : les mêmes mises en œuvre impliquant la coexistence dans un même moment de tous les « états » successifs de la force de travail individuelle (considérer l'ensemble des forces de travail individuelles comme une seule force de travail collective). Modalité extensive d'accroissement de l'intensité, car reposant sur une croissance continue de la main-d'œuvre (croissance du taux d'activité différencié du taux de chômage), la force de travail est devenue simultanément disponible collectivement et *en masse*. De même que le « système des machines » ne peut surgir qu'avec une masse d'ouvriers disponibles, de même une masse d'ouvriers disponibles est la condition de l'emploi intensif de la fraction directement et immédiatement consommée productivement par le capital, de façon adéquate, comme une force de travail collective et globale.

Les distinctions à l'intérieur de cette force de travail perdent leur qualité discriminante. Les distinctions perdurent, il y a des prolétaires employés à plein temps de façon stable, d'autres au chômage, d'autres précaires, d'autres occupant plusieurs emplois, certains effectuant des semaines de 60 heures, d'autres à temps partiels etc., mais ces distinctions ne s'additionnent plus comme des catégories distinctes de travailleurs, elles sont *les états devenus simultanés d'une seule et même force de travail générale*, reproduite en tant que telle en ce que l'ensemble de sa reproduction relève du capital circulant comme salaire reproduisant *la valeur d'échange générale de cette force travail*. La libération constante de temps, la surpopulation relative ont été intégrées dans la reproduction du travail nécessaire et sont constamment présupposées à l'intérieur de cette reproduction. La porosité du temps de travail ne s'intercale plus, par exemple, comme plages de temps entre des phases d'activités intenses, dans le temps de travail d'un *même travailleur*, mais devient l'existence de deux travailleurs (ou plus) : l'un en activité au maximum de l'intensité possible dans les conditions données, l'autre en inactivité ou à temps partiel.

Durant la première phase de la subsomption réelle, le capital a créé une force de travail globale, collective et sociale, il ne peut continuer à organiser sa consommation productive comme si elle n'était que la somme de forces de travail individuelles et relevant quant à leur introduction dans le procès de production que de la juxtaposition d'échanges libres et individuels de la part de travailleurs réputés indépendants les uns des autres et propriétaires procédant à l'échange libre de leur marchandise force de travail. Les indemnités diverses et les revenus minima changent alors de nature économique, ils ne sont plus prélèvement sur du *revenu*, mais sont du *capital circulant*. Si elles sont du capital, elles doivent fonctionner comme telles, et donc être l'objet particulier, privé, d'un capital particulier qui assurera pour l'ensemble du capital la fonction de leur circulation comme capital (assurances, secteur de l'intérim, mais aussi « Workfare », en France : RMI, RMA, PARE, etc.).

La subsomption réelle du travail sous le capital a une histoire. La puissance sociale alors concentrée dans le capital fait bien face à la parcellisation des travailleurs individuels, mais

simultanément elle ne peut elle-même être efficace et tout simplement exister qu'en traitant cette force de travail individuellement parcellisée comme une force de travail unique, sociale, dans son emploi et sa reproduction, au fur et à mesure que la puissance sociale du travail se concentre dans le capital comme force unique, science, il crée, face à lui, une force de travail elle-même collective et sociale qu'il ne peut plus intégrer comme la simple somme des forces de travail individuelles parcellisées. Il doit s'appropriier en tant que telle cette force de travail dans le procès de production, mais aussi dans sa reproduction et sa mobilisation. La force de travail qui fait face au capital, qui lui est « matière exploitable », est, avec la grande industrie, globale, universelle, massifiée, présupposée, produite et reproduite par le capital. Mais pour cela, il faut tout le procès historique de la première phase de la subsumption réelle pour que le capital ait créé les conditions sociales et technologiques de cette appropriation qui est la tendance inhérente au machinisme et à la grande industrie, pour que le capital puisse réaliser organisationnellement et efficacement, rendre réel quotidiennement et pour chaque force de travail individuelle, qu'elle est déjà sa propriété, parce qu'elle est *réellement* déjà payée avant d'entrer, comme fractions temporelles d'une même force de travail, dans le procès de production. C'est une altération globale du contrat qui est alors, avec la restructuration qui a eu lieu du début des années 70 au milieu des années 90, *réalisée*.

Si la grande industrie globalise la force de travail qui fait face au capital, elle ne le fait d'abord que formellement, même au travers des législations édictées par l'État, elle altère la forme du contrat de l'achat-vente de la force de travail, mais rencontre dans cette altération un obstacle, car le capital se trouve toujours face à la nécessité d'acheter une force de travail individuelle. La globalisation n'est d'abord que formelle, la force de travail disponible en extension n'est pas considérée et traitée en tant que telle comme *travail nécessaire*. Toutes ces contradictions ne peuvent être résolues avant de s'être développées et leur développement constitue (en partie) l'histoire de la première phase de la subsumption réelle du travail sous le capital, en même temps que ce développement est la production de la nécessité et des conditions de leur dépassement (c'est, pour simplifier, toute la période dite « fordiste » de l'histoire du mode de production capitaliste).

C'est ce processus qui aboutit à changer complètement les conditions qui lui donnent naissance, à bouleverser la définition du travailleur collectif. Le caractère social du travailleur collectif, œuvre de la grande industrie, de résultat de l'agglomération de forces de travail individuelle devient un *a priori*, et les forces de travail individuelles, des divisions accidentelles pour chacune d'entre elles et totalement déterminées, distinguables, segmentables et divisibles à l'infini. En même temps que l'extension infinie de la force de travail exploitable n'est plus un obstacle à sa reproduction (et n'entraîne pas l'augmentation de son coût), du fait des conditions acquises durant la première phase de la croissance de la grande industrie, sa divisibilité ne rencontre plus aucun obstacle, c'est le travailleur individuel qui est maintenant un résultat, porteur, représentant d'une fraction de la force de travail globale nécessaire au capital. S'il est dans la nature du capital que l'ensemble de la force de travail lui appartienne avant la vente à tel ou tel capitaliste de tel ou tel travailleur, ce n'est qu'au cours du développement historique du mode de production capitaliste que cette appartenance acquiert, en tant que marché du travail, une existence objective indépendante de la somme des travailleurs. Cette existence objective, en tant qu'unité, n'a rien de mystérieux ni de mystique, ce sont, sous toutes leurs variations, tous les bureaux de chômage, législations, accords paritaires, agences d'intérim, instituts de formation, etc. que chaque travailleur trouve déjà tout prêts, indépendamment de lui. *Aussi bien la fraction en jachère que la fraction engagée*

ont leur valeur fixée de par leur existence de parties aliquotes de la force de travail exploitable disponible qui a une existence objective totalement indépendante d'elles.

Activité, inactivité, précarité, flexibilité, temps partiel, travail au noir, emplois multiples, etc., sont des particularisations d'un tout unique, le travail nécessaire. Comme salaire, le prix de ce travail nécessaire se distribue et circule comme paiement de cette force de travail globale. Le capital s'est d'abord heurté à cette globalisation de la force de travail et du travail qui lui était nécessaire, il l'a d'abord divisée en catégories rigides, ne parvenant pas à l'intégrer, la consommer et la reproduire en tant que force de travail sociale même. C'est cette division même qui s'impose alors comme continuité, il y a d'abord répulsion, exclusion entre ces diverses catégories, mais en même temps leur attraction mutuelle en tant que choses identiques.

Constamment, la force de travail qui est le sujet de la coopération excède, en nombre de forces de travail individuelles, le nombre de ces forces de travail directement mises en œuvre, elle se crée par la capacité de puiser dans la force de travail disponible. Il faut au capital de la flexibilité, de la mobilité sur le marché du travail. Cela modifie radicalement le rapport d'achat-vente jusqu'au point où la classe capitaliste achète pour son usage global une certaine somme de travail productif – par l'intermédiaire de l'État ou d'organismes paritaires, et de plus en plus d'organismes privés dont c'est la fonction – et en complète la valeur selon l'usage qu'en fait tel ou tel capitaliste, le salaire devient, non le paiement d'une force individuelle à partir d'elle-même, mais une quote-part de la valeur générale de la force de travail disponible.

Dans les pays centraux du mode de production capitaliste, les mécanismes de production d'une population ouvrière superflue subsistent et sont même plus efficaces que jamais, mais *il n'y a plus de population ouvrière superflue*. Bien sûr, existe toujours cet « encombrement » dépréciant la force de travail, mais ce n'est pas tout, les choses sont globalement devenues beaucoup plus subtiles. Le mode de production capitaliste effectue alors la synthèse de deux tendances qui lui sont inhérentes : la création constante d'une force de travail comme superflue et la nécessité de traiter l'ensemble de la force de travail disponible comme force de travail nécessaire. L'organisation du marché du travail dans lequel l'ensemble de la force de travail disponible est constamment posée comme déjà achetée et appartient à l'ensemble du capital (sa rotation et sa précarité généralisée), et le complément de salaire pour une fraction de la force de travail, même réellement engagée dans le procès de production, viennent mettre en forme, unifier ces tendances contradictoires. Le caractère superflu d'une partie de la force de travail demeure, mais ce caractère, au lieu d'être le fait d'une fraction nettement délimitée de celle-ci, est lissé sur l'ensemble de la force de travail, ce qui généralise la dépréciation du prix de la force de travail, intègre dans la reproduction générale de la force de travail le caractère constant du processus de production d'une surpopulation ouvrière, et autorise une utilisation intensive maximum de la force de travail sociale disponible dans sa totalité. C'est un tel processus qui est à l'œuvre dans l'ensemble des dispositions qui, en France, tournent autour du RMI ou du RMA, des « travailleurs pauvres », des salaires équivalents à un SMIC à mi-temps et des allocations « en sifflets » : il faut décréter le plan social *en permanence*. Une des dernières innovations, la « prime pour l'emploi », absout l'employeur d'augmenter la rémunération de ses « bénéficiaires ». Le projet du Parti Socialiste, avant les élections de 2002 et la défaite du premier ministre Jospin, de transférer l'assiette des cotisations patronales sur la valeur ajoutée des entreprises plutôt que sur les salaires vise également à réduire le coût du travail.

« L'expérience montre en général au capitaliste qu'il y a un excès constant de population, c'est-à-dire un excès par rapport au besoin momentané du capital » (Marx, *Le Capital*, Ed. Soc., t. 1, p. 263). Le capital utilise cet excès comme rotation de la force de travail, ce qui est perdu sur le travail nécessaire payé à une force de travail momentanément inactive est repris sur son usure et donc sur la « valeur normale » journalière, hebdomadaire ou mensuelle de sa reproduction. La proportion dans laquelle le travail nécessaire augmente d'un côté est largement compensée de l'autre. Sans parler de l'intensité accrue rendue possible dans son utilisation. « La somme de plus-value produite par un capital variable est donc déterminée par le nombre d'ouvriers qu'il paye, multiplié par la somme de plus-value que rapporte par jour l'ouvrier individuel ; et cette somme étant connue, la valeur de la force individuelle dépend du taux de plus-value, en d'autres termes, du rapport du surtravail de l'ouvrier à son travail nécessaire » (*ibid*, p. 297). Tout cela est de l'arithmétique absolument claire et indiscutable, là où ça se complique c'est sur l'appellation d'« ouvrier individuel ». Une « journée de travail normale », pour le capital, ne se rapporte pas nécessairement à *un* ouvrier, elle peut être l'œuvre de deux ou plusieurs ouvriers. Quelle est alors la mesure du travail nécessaire ? Cette mesure est fournie par la réciproque énoncée par Marx. La somme de la plus-value étant connue (elle correspond à la valeur produite sur une période de temps donnée, défalquée de la somme payée en salaires sur la même période, la valeur du capital constant reproduite n'entre pas ici en ligne de compte), par rapport au capital variable engagé durant la même période, on obtient le taux de la plus-value et donc la valeur de la force de travail individuelle rapportée à une durée normale de la journée ou de la semaine de travail. Or rien n'empêche que cette valeur individuelle se décompose en salaires de plusieurs individus réduits individuellement plus ou moins à la misère (quitte à ce qu'une partie socialisée du travail nécessaire prenne en charge d'acquitter un supplément) selon les normes historiques et sociales des besoins. Le capitaliste aura « maximisé » l'utilisation de la force de travail disponible, intensifié extensivement son exploitation, décomposé sur l'ensemble de cette force de travail disponible le travail nécessaire correspondant aux moyens de subsistance nécessaires à sa reproduction globale, il aura, dans le temps employé, accru au maximum le temps de surtravail.

L'augmentation de la plus-value sous sa forme absolue est devenue, en subsomption réelle du travail sous le capital, *une détermination interne* de son augmentation sous sa forme relative. Et cette détermination interne c'est la *croissance de la force de travail disponible*, la grande originalité de la période actuelle, c'est pour le capital de la reproduire et de l'exploiter comme une force globale lui appartenant. C'est non pas la fin de la population excédentaire, mais *la fin de l'armée industrielle de réserve*. Dans cette phase, issue de la restructuration, le capital s'est approprié la force sociale du travail de façon adéquate sous la forme de sa force naturelle. Si toute la force de travail disponible est réellement devenue travail nécessaire, réellement en ce que le capital l'a achetée, c'est pour exploiter de la façon la plus intensive qui lui est possible cette force naturelle que représente la croissance mondiale de la population ouvrière (productive). Toutes les fractions de cette force de travail globale ne sont pas simultanément exploitées, pour celles qui le sont, c'est selon des intensités individuelles variables, mais ces intensités individuelles variables composent l'intensité d'exploitation maximale de la force globale. La force de travail surnuméraire n'est plus « en attente », mais intégrée, partie prenante de la force de travail exploitée, le travail excédentaire ne se pose plus à côté de celui qui est nécessaire au capital, mais en quelque sorte répartie sur ce travail nécessaire. Ainsi le capital peut absorber dans sa totalité et en tant que telle cette

force naturelle que représente la population ouvrière, celle-ci devient une force déterminant l'intensité générale de l'exploitation, tant individuellement sur chaque force de travail, que dans la capacité pour le capital de tirer à chaque moment le maximum de la force de travail disponible. Tout le monde est maintenant sur le qui-vive et sommé de participer à temps plein (à disposition) à la valorisation du capital. Cette force de travail sociale que le capital avait créée et reproduisait au travers de toutes les formes du Welfare est absorbée en tant que telle dans l'échange avec le travail matérialisé. *Welfare et précarité ne sont plus des termes exclusifs l'un de l'autre*. Au fond, tout cela n'est qu'une application du rapport du capital avec la journée de travail, mais ce rapport est historique, le principe de son histoire c'est la relation entre les deux formes d'extraction de la plus-value, c'est l'histoire de la création de cette force sociale que représente la population ouvrière et de son absorption, exploitation, par le capital.

Pour que « les présuppositions qui apparaissent à l'origine comme les conditions de son devenir [...] apparaissent maintenant comme résultats de sa propre réalisation » (Marx, *Fondements*, t 2, p. 423), il faut que le capital ait supprimé en lui-même l'autonomie conférée à la force de travail, la capacité de se rapporter à elle-même comme classe productive et comme propriétaire de la force de travail (il faut également que le capital ait supprimé les barrières à sa propre circulation qu'il avait lui-même élevées, c'est une autre question). Dans la situation actuelle de son autoprésupposition, le capital « retourne », dans ses formes de développement les plus évoluées, à des formes de mise en œuvre de la force de travail reprenant les déterminations de l'esclavage. Le travailleur s'est déjà vendu au capital avant même que son travail entre en action. Il devra passer par toutes sortes de contrôle, d'examen de ses compétences, par un bilan de sa vie, de son éducation, de ses liens familiaux. Sa force de travail, sa marchandise à vendre, est sa propre personne, qui sera affirmée ou niée selon le jugement contingent de la classe des employeurs potentiels de sa force de travail. Ce qui était des formes historiques, passagères et accidentelles d'« économie mobilisée », de travail obligatoire, auxquelles le capital pouvait avoir recours dans des circonstances exceptionnelles, tend à devenir la règle là où il est le plus développé.

Dans ce même chapitre des *Fondements*, Marx expose les conditions fondamentales de l'échange salarié. La première est que la force de travail vivante existe sous une forme purement subjective, la deuxième est que de l'autre côté existe la valeur ou le travail matérialisé, la troisième « il doit y avoir des deux côtés un libre rapport d'échange – circulation monétaire – fondé sur la valeur, et non sur un rapport de domination et de servitude » (*ibid*, p. 428). Les deux premières conditions subsistent comme conditions fondamentales, on peut contester la même qualité à la troisième condition. Au stade actuel de développement du rapport d'exploitation comme autoprésupposition du capital, ce rapport fondé sur la valeur reprend nécessairement les déterminations de domination et de servitude qui définissaient l'esclavage. Est-ce que nous n'en sommes pas à la possibilité de « s'emparer directement du travail d'autrui » ? (*ibid*, p. 428). Réciproquement des formes socialisées du salaire assurent une *liaison entre le travailleur et la subsistance* (RMI, ASS, impôt négatif, revenu garanti, etc.). Il faut considérer la formidable socialisation de la reproduction globale de la force de travail totale comme une remise en cause par le capital lui-même (conformément à son nécessaire processus d'autoprésupposition) du « libre rapport d'échange » qui assure la médiation entre les deux premières « conditions fondamentales ».

Naturellement, cette transformation de la troisième condition touche aux deux premières. Pour la première (la séparation du travailleur et des éléments de sa réalité objective),

en ce qui concerne les « moyens de subsistance pour maintenir en vie la force de travail », la séparation tend à être abolie, en « échange » d'une appartenance immédiate. Pour la deuxième : la modification n'est pas de même nature, elle n'est que quantitative. L'exploitation d'une force de travail *déjà vendue* en totalité (dans l'espace, la somme des forces de travail individuelles et, dans le temps, la durée d'une vie productive) permet le découpage de son exploitation directe en fractions découposables à l'infini. La quatrième condition (les conditions objectives doivent avoir la forme valeur et avoir pour but l'autovalorisation), quant à elle, se trouve on ne peut plus confirmée par les évolutions des trois autres.

Taux d'activité, achat global de la force de travail et réalisation de la production

L'augmentation de la masse salariale, l'augmentation du taux d'activité, l'achat global de la force de travail, s'accompagnent d'une différenciation accrue des salaires et de la croissance, pour une mince couche de salariés, des revenus financiers. Celle-ci ne résout pas le problème de la *réalisation* d'une façon aussi « vertueuse » que le « fordisme », *mais c'est elle qui existe*. Les tenants purs et durs du « point de salut en dehors du fordisme » sont face à un mystère : la part des salaires diminue dans la valeur ajoutée et pourtant, en France ou aux États-Unis, durant les années 1990, la consommation augmente de 2 ou 3 % par an. La répartition des revenus s'est très profondément modifiée en faveur des très hauts salaires et des détenteurs de revenus financiers (jusque dans les couches moyennes du salariat). Le niveau très élevé du taux d'autofinancement des entreprises dans les pays centraux indique que la plus grande partie de ces revenus financiers est orientée vers la consommation (si ces revenus étaient placés, le taux d'autofinancement baisserait, s'ils étaient intégralement placés celui-ci deviendrait même négatif). Duménil et Lévy (*La dynamique du capital*, Ed. PUF) considèrent que les entreprises n'accumulent pas plus parce qu'elles sont obligées de verser des revenus financiers, c'est la thèse classique du démocratisme radical. Ils négligent le caractère fonctionnel de ces revenus financiers dans le système d'accumulation actuel, ils sont devenus un élément essentiel de la *réalisation*, on peut le regretter, dénoncer l'injustice, mais cela n'a aucune importance.

La situation actuelle recèle une énigme : le taux de profit remonte, pas le taux d'accumulation. C'est le manque d'opportunités d'investissements rentables qui conduit à recycler autrement la plus-value accumulée et à gonfler la sphère financière : le gonflement de la sphère financière n'est pas une entrave à l'« économie réelle », mais son résultat. « Si les revenus financiers ne reviennent pas financer un surcroît d'accumulation, c'est donc qu'il vont pour l'essentiel se convertir en consommation et se substituer à la consommation des salariés pour soutenir la demande finale. Ce schéma est "préféré" à un taux d'accumulation plus élevé mais qui serait obligé d'aller dans des secteurs moins rentables et conduirait donc à un taux de croissance plus soutenu, mais associé à une rentabilité moindre [...] La hausse des taux d'intérêt a eu pour fonction d'opérer l'adéquation de la demande aux nouvelles modalités de l'offre en contribuant au blocage des salaires et au dégagement d'une troisième demande. » (Michel Husson, *in Crises structurelles et financières du capitalisme au XX^e siècle*, p. 112).

À l'autre bout de l'échelle sociale, avec l'« achat global » de la force de travail, le « nouveau compromis » et les modifications du Welfare que nous analyserons plus loin, la dissociation entre activité productive et revenus contrecarre *a minima* la rupture du « compromis » et ses effets pervers au niveau de la réalisation (on peut remarquer que rentes financières ou RMI ont au moins en commun d'être une dissociation entre activité productive et revenus).

En France, en 2002, sous l'effet de la croissance du chômage, la progression de la masse salariale s'est ralentie à + 3,5 % (progression du salaire net + 1,7 %) après + 5,4 % en 2001, mais les prestations sociales perçues par les ménages ont augmenté de 5,1 % (source Insee, in *Le Monde*, 31 octobre 2003). Entre 1996 et 2000, le niveau de vie moyen a augmenté de 7,5 %, le plus intéressant est que cette hausse a été la plus rapide aux deux extrémités de la population, la plus riche et la plus pauvre : plus 10 % pour les 10 % d'individus qui, en France, possédaient, en 1996, un revenu mensuel inférieur à 600 Euros. Même si, en 2003, ce paysage est bousculé par la montée du chômage et la réduction du droit des chômeurs, il n'empêche que le caractère principal du nouveau système de réalisation s'il réside dans le décrochage entre gains de productivité et augmentations salariales et entre activités productives et revenus ne se traduit pas par une dépréciation continue du niveau de vie mais plutôt par son extrême variabilité et sa vulnérabilité au retour marqué des cycles économiques moyens.

Mais c'est mondialement qu'il faut situer le problème, il était facile de parler de « compromis fordiste » quand les quatre cinquièmes de l'humanité en étaient exclus. La croissance fantastique de la force de travail mobilisée par le capital à l'échelle mondiale supprime toute la pertinence de la liaison entre la production, la productivité et la réalisation sur une échelle nationale ou même régionale. La Chine, puisque c'est l'exemple à la mode, est devenue le premier marché mondial pour le téléphone portable et elle est en passe de le devenir pour la télévision et d'autres biens ménagers de grande consommation. 10 % de la population chinoise et 10 % de la population indienne accédant à un niveau de consommation moyen européen équivalent à un marché de la taille de l'Europe. Il n'y avait pas de liens automatiques et nécessaires entre la production en grande série et les « compromis salariaux », c'était tout au plus une détermination dans une production nationale, passé au niveau mondial le lien se déchire.

À l'autre bout des hiérarchies mondiales, actuellement, la consommation américaine représente presque 70 % du produit national brut des États-Unis et surtout 20 % de l'activité mondiale (*Le Monde*, 21 octobre 2003). Cela signifie que les modifications structurelles dans la relation entre production, profit et réalisation « s'incarnent » en une organisation géographique des échanges. Il n'y aura pas de « fordisme » en Chine, en Asie du Sud-Est, ni même en Corée du Sud ou alors réservé aux franges supérieures d'un salariat segmenté. « Personne ne peut se permettre aujourd'hui de voir le consommateur américain faiblir » (*ibid*), ce consommateur que le gouvernement américain encourage par les baisses d'impôts et des taux d'intérêts à la consommation. Il s'agit, bien sûr, des plus aisés de ces consommateurs, c'est-à-dire que la transformation structurelle de la réalisation devient une organisation mondiale des échanges. La Chine qui enregistre un excédent commercial faramineux vis-à-vis des États-Unis est parallèlement devenue, derrière le Japon, le second fournisseur de capitaux compensant le déficit de la balance courante américaine. L'ajustement s'opère au travers de la dépréciation ou de l'évaluation du dollar (dollar fort ou dollar faible selon les phases du cycle des affaires). Il y a comme une sorte de marché passé avec la Chine sur la dette extérieure américaine. C'est le « plan Marshall » à l'envers. Le divorce entre évolution des salaires et gains de productivité ne peut être compris que comme une organisation mondiale du capital avec ses problèmes et contradictions spécifiques comme le déficit permanent et important de la balance des paiements des États-Unis. Ce n'est pas parce que l'ancien système n'existe plus que l'on a ces problèmes, mais parce qu'un nouveau existe dont ces problèmes sont les problèmes (les siens en propre). L'attitude de la classe capitaliste

durant toutes les années 1950 et 1960 et la situation à laquelle le mode de production était parvenue à la fin des années 1960 montre bien que l'« ancien système » n'était pas dénué de problèmes, loin de là.

La production s'est elle-même, en partie, adaptée aux modifications de la réalisation. Toutes les firmes importantes deviennent des « firmes multi-produits ». Il est remarquable de constater comment, sans être l'objet d'un plan, par tâtonnements et par les nécessités structurelles du mode de production qui agissent comme organes de sélection des innovations, celles-ci se constituent en système. La flexibilité technique relève tout autant de la nécessité de briser le collectif ouvrier que de l'adaptation aux nécessités nouvelles de la réalisation. Tous les éléments se rejoignent : marché rapidement saturés et segmentés, extension du taylorisme, restructuration du procès de travail, introduction de l'informatique. Cette flexibilité aboutit (on le verra plus loin,) à une généralisation du taylorisme. Par exemple, les activités effectuées jusque là de façon « artisanale » dans les usines, par une catégorie particulière d'ouvriers professionnels, disposant d'un savoir-faire important, les régleurs, sont maintenant taylorisées. « Les ingénieurs étudient tous les gestes nécessaires aux changements de séries pour les limiter et les simplifier au maximum, modifient les installations en conséquence, puis confient cette tâche, maintenant strictement délimitée et prescrite, aux salariés qui travaillent sur la chaîne de production. La fonction de régleur se trouve ainsi réintégrée dans le lot taylorien normal [...] La micro-électronique joue un rôle essentiel dans cette évolution : elle permet de localiser les éléments spécifiques à un produit ou une option donnée, non plus dans le *hard* (le matériel) mais dans le *soft* (les programmes informatiques), par nature plus facile à modifier. » (Guillaume Duval, *L'Entreprise efficace*, p. 43). La flexibilité technique sature en permanence les capacités installées, elle favorise par là un abaissement des coûts ; les économies d'échelles sont remplacées par des économies de variétés. C'est la possibilité permanente de passer d'un nouveau produit à un autre car l'on s'adresse à une consommation segmentée et rapidement saturée quant aux plus solvables de ces consommateurs. Il s'agit de renouveler sans cesse la demande avant même la saturation d'un produit. Dans un marché incertain et très différencié, les économies d'échelles ne sont plus les seules pertinentes. Ce sont même les relations entre les entreprises qui sont modifiées, le risque est reporté par les grandes firmes sur les sous-traitants, mais les petites entreprises peuvent s'organiser elles-mêmes en réseau, comme dans l'Italie du centre et du nord-est et sur la flexibilité de production concurrencer efficacement les grandes entreprises de par leur réactivité aux variations de la demande. Dans une situation de demande faible, segmentée et aléatoire, il s'agit de pouvoir se déplacer immédiatement sur les différents segments de cette demande.

Une telle structure de la réalisation au niveau mondial n'est pas plus « vertueuse » ou « vicieuse » que l'était celle du « fordisme » qui reposait sur le pari de gains de productivité toujours croissants, sur l'accumulation de réserves en dollars hors des États-Unis et sur un relâchement continu de la contrainte monétaire. Les risques inhérents au circuit actuel de réalisation sont bien connus : le surendettement des ménages américains, la perpétuation des investissements étrangers de capitaux aux États-Unis. Le système est à la merci du moindre « accident ». Mais l'accumulation capitaliste n'a *jamais* brillé par sa stabilité et son absence de contradictions. L'important est de regarder *le système qui existe* et d'en mesurer ses limites et non de dire qu'il n'existe pas parce que ses limites résideraient dans le fait de ne pas être comme le précédent.

Un nouveau « compromis »

Il n'y aurait plus de « compromis » entre le capital et la classe ouvrière et sans « compromis » pas d'accumulation et de rentabilité, il faut de l'« intégration ». Avec toutes les réserves que nous avons pu faire sur l'utilisation de ce terme, est-ce si sûr qu'il n'y a plus de « compromis »?

Tout d'abord le « compromis » dit « fordiste » n'a pas disparu, pas plus que l'État-providence, il ne structure plus le rapport entre prolétariat et capital, il est lui-même devenu un élément des nouvelles modalités de l'exploitation. La relance actuelle (fin 2003) aux États-Unis a de forts relents keynésiens et le protectionnisme, malgré ou plutôt dans le cadre de la mondialisation, n'a pas été rangé au magasin des antiquités. La précarisation n'est pas une simple extension quantitative, elle est une rupture historique, restructuration du rapport entre le travail et le capital, engageant en cela des figures historiques du prolétariat différentes. La précarité est générale en ce qu'elle structure l'ensemble du rapport d'achat-vente entre le travail et le capital, et non comme élimination pure et simple de ce qui n'est pas elle, c'est encore ici la rupture historique et la segmentation qui disparaîtraient. Dans un rapport publié le 4 septembre 2000 à Washington par l'Economic Policy Institute (EPI) dirigé par Robert Reich et Lester Thurow, on peut lire que « la part des emplois stables à plein temps augmente aux États-Unis depuis 1995, de 73,6 % à 75,1 % de l'ensemble des emplois [...] De plus, même si les contributions patronales aux assurances sociales diminuent, la part des emplois couverts par une protection sociale augmente. » (*Le Monde*, 6 septembre 2000) Quelle est alors la nature de cette précarité dont on peut dire qu'elle structure tout de même l'ensemble du rapport ? Elle n'est pas seulement cette part de l'emploi que l'on peut qualifier *stricto sensu* de précaire. Intégrée maintenant dans toutes les branches d'activités elle est bien sûr une « menace » sur tous les emplois dits stables. Dans la région de Las Vegas, les entreprises « high tech » qui se développent autour de l'important complexe de bases militaires imposent la « culture 24/7 » (disponibilité 24 heures sur 24, 7 jours sur 7) qui a cours dans les emplois précaires de l'hôtellerie. Les emplois stables adoptent les caractéristiques de la précarité dont principalement la flexibilité, la mobilité, la disponibilité constante, la soustraction précarisant l'emploi même « stable » des PME, le fonctionnement par objectifs dans les grandes entreprises. La liste des symptômes de la contagion de la précarité sur les emplois formellement stables est longue : la nécessité d'adapter sans cesse sa qualification aux besoins spécifiques de l'entreprise ; l'imposition de la formation continue comme déstabilisation en continu de la main-d'œuvre ; la déconnexion entre croissance du salaire et augmentation de la productivité au profit d'une connexion entre salaire et revenu du capital qui ne profite bien évidemment qu'aux très hauts salaires et renvoie les autres (emplois « stables » ou pas) au simple jeu de l'offre et de la demande sur le marché du travail où, même une forte demande, ne profite que marginalement au salaire direct car elle se traduit par un allongement de la journée de travail (cf. le rapport de l'EPI), la croissance du salaire devant résulter de cette demande accrue, étant transférée vers des formes plus ou moins retorses d'épargne et de capitalisation, la formation du salaire même de « l'employé stable » est soumise à la même règle que celle du précaire, le simple jeu biaisé de l'offre et de la demande et l'« exclusion » de la croissance générale de l'économie et de la productivité ; le « plein emploi » comme rotation accélérée et organisée, entrecoupée de formations, ce que tente d'instituer en France un projet comme le PARE du Medef et de la CFDT ; la substitution pratique de la notion d'employabilité à celle de qualification. La nature de cette précarité en tant que structurant l'ensemble du rapport c'est, on l'a vu, dans la revivification, sur la base

des modifications de l'extraction de plus-value relative, de l'extraction de plus-value sous son mode absolu qu'il faut la chercher.

C'est précisément dans ce couplage des deux modes d'extraction de la plus-value que réside un « nouveau compromis » qui renvoie à l'achat global de la force de travail.

La plus-value relative, comme principe dynamique restructurant la subsumption réelle, insufflé une vigueur nouvelle à l'extraction de plus-value absolue : allongement de la durée réelle du travail ; augmentation des heures supplémentaires qui, flexibilité aidant, ne sont plus comptées comme telles ; flexibilisation et annualisation du temps de travail revenant à un accroissement de l'intensité du travail, ce qui est de la plus-value absolue ; allongement des durées de cotisation retraite ; modification des normes sociales de consommation modifiant la composante historique de la valeur de la force de travail, l'abaissant de façon bien supérieure aux gains de productivité, ce qui équivaut à une augmentation sur le mode absolue de la plus-value ; meilleure utilisation du capital fixe installé, réduction de la porosité du travail ; augmentation des journées simultanées ; diminution du travail nécessaire individuellement ; développement de la pluri-activité ; valorisation pour le capital des périodes de formation, etc. C'est sur cette voie que se sont engagés depuis quelques années les États-Unis, la Grande Bretagne, les Pays-Bas et que cherchent à prendre actuellement la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne. Sans parler, toujours en ce qui concerne la croissance absolue de la plus-value, des modalités de fixation de la valeur de la force de travail et de son exploitation en Asie, en Amérique latine, ou en Afrique. Sans parler également de la poursuite des gains de productivité par une modification qualitative de l'absorption de la force de travail sociale par le capital.

La revitalisation du mode absolu d'extraction de la plus-value fonde un « nouveau compromis » sur la base suivante : un « partage », ou plutôt une préservation très précaire, à l'intérieur de la force de travail disponible, prise comme un tout, de la croissance du travail nécessaire. La croissance relative de la plus-value libère du travail nécessaire, son maintien en masse pour l'ensemble de la force de travail passe par une multiplication des têtes sur lesquelles il se répartit, ce qui entraîne une croissance absolue de la plus-value. La valeur globale de la reproduction de la force de travail baisse (poids du chômage, baisse des minima sociaux et de la part patronale des charges sociales, reportée sur la fiscalité en majeure partie indirecte), alors que s'accroît le nombre des journées de travail. La répartition du salaire destiné à la reproduction d'une famille ouvrière sur la vente de plusieurs forces de travail (c'est le secret des statistiques américaines – octobre 1996 – où coexistent une baisse des salaires moyens et une augmentation légère des revenus des ménages) était déjà le processus à l'œuvre dans la mise au travail des femmes et des enfants au XIX^e siècle. Répartie sur, par exemple, trois personnes (homme, femme, enfant), la valeur de la reproduction de la force de travail demeure inchangée (en fait, elle peut légèrement augmenter), mais le capital a à sa disposition trois journées de travail (qui peuvent même être réduites). Le travail nécessaire est resté sensiblement le même, en revanche le surtravail a été multiplié par trois.

Alors que les luttes de ces quinze dernières années ont très rarement mis en avant la revendication de la réduction du temps de travail, ce sont les patrons et les gouvernements successifs qui, avec l'accord des syndicats, ont pris l'initiative de discuter de celle-ci. Il s'agit, à partir de la destruction de toute identité ouvrière, de donner formes à de nouvelles modalités du « dialogue social » relatives à la reproduction de la force de travail dans cette phase de la subsumption réelle qui a succédé à la restructuration, et de mettre en place un « compromis social » qui intègre la précarisation et le chômage comme un donné interne de

l'emploi salarié, devenant pour les ouvriers une condition même de la reproduction de leur situation de salariés.

La base du compromis, c'est la croissance homothétique du revenu de la classe ouvrière dans son ensemble et du nombre de travailleurs. Simplement, cela signifie que la part des salaires dans la valeur totale produite et reproduite dans une certaine période de temps (l'année par exemple) ne pourra croître qu'en fonction de la croissance du temps de travail global fourni par la classe ouvrière. Ce qui équivaut à un blocage (« modération ») des salaires individuels. Il n'y a jamais eu de partage des gains de productivité, il y avait plein-emploi donc augmentation du prix de la force de travail ; une situation favorable par là même à la lutte ouvrière sur les salaires ; il y avait modification, par le fait même du passage à la subsomption réelle, des normes de consommation ; bouclage de l'accumulation sur une aire nationale pour les grands pays industriels, donc relâchement de la contrainte monétaire. Le même régime d'accumulation qui était fondé sur une croissance rapide de la productivité amenait à une augmentation régulière des salaires. Que celle-ci ait été négociée, et ait donné naissance à un « compromis », sous l'appellation de « partage des gains de productivité », ne nous renseigne que sur la forme nécessaire de prix du travail que doit revêtir la valeur de la force de travail comme salaire et non sur une mythique participation de la classe ouvrière à la croissance de la plus-value sous son mode relatif d'extraction.

Par rapport à cette période, le « compromis » porte non pas sur le surtravail mais sur le travail nécessaire. Le temps de travail global consacré par la classe ouvrière à sa propre reproduction demeure constant ou même en légère augmentation, bien que nécessairement, dans le mode de production capitaliste, il baisse relativement. Depuis le début des années 80, les gains de productivité ont continué à progresser à un rythme relativement soutenu, il n'y a eu ni réduction du temps de travail, ni augmentation du pouvoir d'achat des salaires ; ces gains de productivité ont donc servi à relever les profits du capital et se sont traduits par une baisse relative de la part des salaires dans la valeur ajoutée de 68,8 % en 1983 à 60,8 % en 1993. Si la part des salaires était restée constante entre 1983 et 1992, la masse salariale serait aujourd'hui plus élevée de l'ordre de 12 % (cf. « Croissance française à l'horizon 2000 », OFCE). Cette baisse relative, due à la croissance de la productivité (depuis 1974, la productivité dans l'industrie croît d'environ 3 % en moyenne par an – branche basse de la fourchette), plus importante que la croissance globale de la production, devrait normalement, dans les conditions actuelles de l'accumulation, devenir une baisse absolue de la part des salaires (le travail n'est nécessaire pour le capital que pour autant qu'il peut fournir du surtravail). Si cela ne se produit pas c'est que, pour une même quantité de travail nécessaire à la reproduction de l'ensemble de la classe ouvrière, le nombre de travailleurs augmente relativement, la valeur individuelle de la force de travail baisse et la plus-value croît non seulement sous son mode relatif d'extraction, mais aussi sous son mode absolu.

Pour le capital, au niveau du travail nécessaire, cela revient pratiquement à un jeu à somme nulle, en revanche, au niveau du surtravail, il active la création de plus-value sur le mode absolu, non seulement parce que, mondialement, il fait entrer un plus grand nombre de travailleurs dans le procès de travail pour un travail nécessaire sensiblement égal, mais aussi de par l'intensification du procès de travail qui en résulte, de par l'allongement du temps de travail global, et de par l'accélération de la rotation du capital fixe.

Pour la classe ouvrière dans son ensemble, la baisse relative du travail nécessaire ne se traduit pas par une baisse absolue, c'est là sa « part dans le compromis ». La « modération » salariale, la précarisation, l'imposition du temps partiel, c'est-à-dire les modalités modernes

de l'extraction absolue de plus-value entraînent une baisse de la valeur individuelle de la force de travail, mais contrecarrent la baisse absolue pour l'ensemble de la classe qui devrait résulter du régime d'accumulation sur la seule base de l'extraction relative de plus-value. Il ne s'agit pas là, bien sûr, d'un cadeau de la classe capitaliste, mais des modalités de la restructuration en ce qu'elle est contre-révolution : destruction de l'identité ouvrière, réindividuation du rapport entre le travailleur salarié et le capital (comme envers de l'achat global que nous avons présenté). Création d'emplois d'un côté, gel des salaires et flexibilité du marché du travail de l'autre. En France, dès la fin des années 1980, l'abaissement des charges patronales encourage la création d'emplois à temps partiel et de bas niveau de qualification. Ces mesures, initiées par Balladur (premier ministre) en 1993 et poursuivies par la gauche, stoppent dès 1994 la chute du nombre d'emplois qui ré-augmentent à partir de 1997.

Ce n'est un choix « stratégique » de la classe capitaliste que dans la mesure où il lui faut dépasser les axes mêmes qui avaient porté la baisse du taux de profit dans la phase antérieure, c'est-à-dire les modes limités de l'appropriation de cette force sociale de travail que le développement du capital en subsumption réelle avait lui-même créé. La réduction du temps de travail n'est pas une réponse à la précarité, non seulement elle fait concevoir le travail comme un bien rare et précieux (le bien rare c'est le surtravail), sa problématique même rabat le travail salarié sur l'activité en général en établissant un rapport qui se veut objectif entre une quantité de biens à produire et une masse de travail en général, mais encore ouvrant la voie à une précarité généralisée, elle autorisera l'attaque des noyaux encore « stables » de l'emploi salarié. La production de richesse et l'extorsion de plus-value n'ont plus pour base la somme des travaux individuels mais l'organisation sociale du travail, c'est-à-dire sa disponibilité et une extension de celui-ci à de nouvelles catégories prolétarisées.

Un bon exemple de ce « compromis » sur la globalisation du travail nécessaire et la réactivation de l'extraction sur un mode absolu de la plus-value est fourni, en France, par la loi quinquennale du 20 décembre 1993. Elle étend les possibilités d'annualisation par rapport à la loi du 19 juin 1987, mais avec obligation, cette fois, de réduire le temps de travail. À partir de 1993, il existe trois types de modulation : la première permet de faire varier la durée hebdomadaire du travail au-delà du contingent réglementaire d'heures supplémentaires (130 h par an) ; la deuxième autorise le chef d'entreprise à aller au-delà de ces 130 h, tout en le dispensant du paiement des majorations de salaire et du repos compensateur (jusqu'à 44 h par accord d'entreprise et 48 h par accord de branche) ; la troisième ouvre droit, aussi, à des variations d'horaires très importantes, *à condition qu'elles soient accompagnées d'une baisse du temps de travail*. Ainsi à partir de la loi de 1993, se trouvent étroitement combinées croissance absolue de la plus-value et globalisation du temps de travail nécessaire, ce que pousse jusqu'à l'ignoble une des dispositions de la loi. Celle-ci diminue les cotisations des employeurs pour les embauches à temps partiel *ou les transformations de contrats à temps plein en contrat à temps partiel*, elle permet également aux entreprises d'établir des contrats de travail à temps partiel calculé sur l'année, alors que jusqu'alors, le contrat de travail intermittent était très strictement défini.

En France, les dispositions autour de la loi des 35 h (1998) poursuivent dans la même voie. Le passage aux 35 h est appuyé par des aides forfaitaires de 9000 F par an et par salarié et 1300 F pour les entreprises qui recourent intensivement aux bas salaires. Comme le dispositif d'incitation au temps partiel mis en place en 1993, ces baisses de charges sont réservées aux employeurs offrant des emplois à durée réduite. L'axe de la loi est constitué par une combinaison de baisses de charges, de « partage du travail » et de blocage de la valeur

individuelle de la force de travail : le salaire mensuel des smicards passant de 39 à 35 heures sera durablement gelé, et il n'est pas sûr que les jeunes embauchés à 35 heures ne soient pas payés... 35 heures.

La négociation sociale, c'est-à-dire, fondamentalement, les formes dans le cadre de l'autoprésupposition du capital de la reproduction de l'implication réciproque, comme classes, du prolétariat et du capital, sort du dilemme entre emploi d'un côté et assistance ou indemnités de l'autre. La classe capitaliste abandonne la politique de reproduction du non-travail *face* au salariat, celle-ci s'étant révélée une impasse pour le capital en ce qu'elle ne faisait que perpétuer une modalité de reproduction du rapport salarial qui avait porté la crise de la phase précédente. Ce nouveau « compromis » est à l'œuvre avec l'évolution des minima sociaux et principalement la création du RMI, la montée de l'emploi féminin, la création du « jeune », et dans les négociations d'entreprises. C'est-à-dire dans ce que nous avons appelé l'achat global de la force de travail.

La Grande-Bretagne, qui connaît actuellement sa plus longue phase de croissance depuis cinquante ans, conjugue une force de travail très flexible et un taux de chômage en 2003 de seulement 5,4 %. Aux États-Unis, la flexibilité de l'emploi est le gage de la profitabilité des investissements. Ce « pacte » permet l'accumulation du capital, l'emploi, le financement des fonds de pension. Conditions de travail peu régulées, fortes différences de salaires, précarité du travail, salaire minimal faible, longue durée du travail, absence d'âge de retraite, contre une croissance forte assurant un faible taux de chômage, l'accès au crédit, l'inutilité de l'épargne, la viabilité des fonds de pension. Ce ne sont pas les mêmes, ceux qui ont accès au crédit ou espèrent une retraite des fonds de pensions et ceux qui accumulent les conditions de travail les plus dégueulasses, mais dans les années 1960, en France, ce n'étaient pas les mêmes qui « partageaient les gains de productivité » et qui étaient payés au SMIG.

Il est intéressant de comparer la situation de récession actuelle de l'économie européenne (2002-2003) avec la précédente de 1991-1993. En août 2003, le chômage dans l'Union Européenne s'établissait à 8 % de la population active contre 7,3 % à la mi-2001 au sommet de la phase de croissance précédente. Lors de la récession du début des années 1990, le chômage avait dépassé les 11 %. À cette époque, 5 millions d'emplois avaient été détruits dans l'industrie, les services en créaient 1,2 millions. Dans la période actuelle, de la mi-2000 à la fin 2002, 500 000 emplois ont été détruits dans l'industrie et 4,5 millions de postes créés dans les services, pour la plupart des emplois peu qualifiés (il faut conserver en tête que la distinction entre services et industrie du fait de l'externalisation de nombreuses activités classées autrefois comme industrielles n'est pas si nette qu'elle paraît dans les statistiques). « L'Europe tire les bénéfices des mutations enregistrées depuis le milieu des années 1990 sur le marché du travail. Entre 1997 et 2002, elle a créé 12 millions d'emplois, dont 2 millions en France. Le taux d'activité [dont nous avons souligné l'importance,] des femmes est passé, entre 1995 et 2001, de 56,6 % à 60,2 % – 78 % pour les hommes. Ce travail féminin a eu des effets multiplicateurs, transformant en emplois salariés les travaux jusqu'à présent réalisés par les femmes au foyer [une vision morale et humaniste du capital ne voit là qu'un signe de dégénérescence, mais le travail productif c'est simplement celui qui s'échange contre du capital et si, en outre, il intervient dans la reproduction de la force de travail, il ne menace pas l'accumulation comme peut le faire l'industrie du luxe ou de l'armement – cf. Marx, *Chapitre inédit du capital*]. Il a été rendu possible par l'assouplissement du marché du travail : 40 % des emplois créés pendant cette période l'ont été à temps partiel, occupés essentiellement par les femmes [...] La multiplication des emplois à temps partiel a permis

d'augmenter le taux d'activité des jeunes, qui peuvent à la fois suivre de meilleures études [nous laissons cette opinion au journaliste du *Monde*] et avoir accès au marché du travail. Combinés avec la multiplication des contrats à durée déterminée, la modération salariale et la baisse des charges sur les salaires, ces facteurs ont permis à l'Europe de mieux résister, sur le front de l'emploi, au ralentissement actuel. » (*Le Monde*, 11 octobre 2003)

Le « nouveau compromis » en temps réel

« Nous voulons commencer des négociations immédiatement avec le patronat sur l'organisation du travail. Nous ne pouvons pas parler d'emblée de toutes les possibilités de compromis sinon nous n'obtiendrons rien. »

Déclaration de Klaus Zwickel,
président du syndicat IG Metall (*Le Monde*, 3 avril 1998).

- **En Suisse, en 1993, le syndicat de la métallurgie signe un accord pour les entreprises en difficulté :** les heures de travail passent de 40 à 45 sans les payer en heures supplémentaires, ou suppression du treizième mois. (*Échanges*, n° 76)

- **En France, la faible croissance entre 1990 et 1995** (1,1 % en moyenne annuelle pour le PIB total) explique à la fois le recul de l'emploi et la montée du chômage. Cependant, le Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts (CSERC) observe que ce ralentissement sans précédent de l'économie a été « moins destructeur d'emplois et moins producteur de chômage » que durant la première moitié des années 80. La baisse du coût du travail, qui devient structurelle avec la loi quinquennale sur l'emploi de décembre 1993, a permis de dégager un surcroît d'emploi, mais l'explication principale réside selon le rapport dans un développement sans précédent du temps partiel. L'effet dominant n'est pas un accroissement de la quantité de travail mais un changement dans la répartition de cette quantité. (*Le Monde*, 8 janvier 1997).

- **Accord France Télécom sur l'emploi et les conditions de travail** [boudé par la CGT et SUD qui ont beaucoup de mal pour faire passer leur refus auprès du personnel]. Le texte prévoit l'insertion de plus d'un millier de jeunes, l'ouverture de toutes les agences le samedi, accompagnée d'une réduction du temps de travail. (*Le Monde*, 10 janvier 1997)

- **Avec les 32 heures, EDF-GDF pourra doubler ses recrutements, une stratégie de développement de l'entreprise basée sur le service à la clientèle.** L'accès au « temps choisi » est désormais « un droit ouvert à tous », il s'agit de diminuer la masse salariale sans réduire les effectifs. Un agent volontaire qui s'engagera à travailler 32 h pendant trois ans recevra un complément de rémunération équivalent à deux heures. Réduire également le temps de travail des agents qui acceptent de travailler le midi, le soir, ou le samedi, en fonction des besoins de la clientèle. Embauche des jeunes, dont la « majeure partie » se fera à temps réduit. Hostile à l'accord, la CGT reconnaît qu'elle ne sait pas comment il sera accueilli par les agents. (*Le Monde*, 15 janvier 97). L'accord doit permettre l'embauche de 15 000 agents, les heures effectuées entre 6 et 7 heures du matin et entre 18 et 20 heures donnent droit à une majoration de 30 %. Les heures effectuées au-delà de 20 heures ou le samedi sont compensées à 50 %. *Toutes les majorations sont données en temps et non en argent.* Grâce à

ces deux dispositifs, un agent qui travaille théoriquement 32 heures, dont le samedi matin, et qui bénéficie de la mesure réservée aux bas salaires, effectue en fait 30 heures payées 36 heures. (*Le Monde*, 21 janvier 1997). « L'objectif des directions (EDF et GDF) est d'arriver à réduire la masse salariale sans réduire les effectifs. » Environ 10 % des effectifs pourraient être intéressés, malgré la perte de salaire. (*Le Monde*, 12 janvier 97)

- **Allemagne : diminution du salaire et flexibilité.** En 1995, Klaus Zwickel, président du syndicat de la métallurgie IG Metall, accepte officiellement d'établir un lien entre les salaires trop élevés et la destruction massive d'emplois. Mais à la modération salariale concédée par les syndicats, le patronat souhaite ajouter un arsenal de mesures bousculant les organisations du travail pour diminuer les coûts : annualisation du temps de travail, heures supplémentaires intégrées aux salaires, équipe de production le samedi, etc. En échange, garantie de l'emploi, mais non plus négociée au niveau de la branche mais de l'entreprise. (*Le Monde*, 19 mars 1997).

- **En Allemagne, la réduction du temps de travail a continué de s'étendre depuis le milieu des années 80** (semaine de quatre jours chez Volkswagen depuis avril 1994, semaine de 35 heures introduite dans l'ensemble du secteur depuis octobre 1995). Le patronat souhaite avant tout disposer d'une flexibilité maximale dans l'organisation du temps de travail, et de ne pas se lier les mains avec un modèle théorique valable pour l'ensemble d'un secteur. Il réclame, le plus possible, la mise en place d'horaires de travail « à la carte » sur la base du volontariat, pour utiliser à plein les capacités sans augmenter les coûts.

« Celui qui pense qu'on peut faire une politique de l'emploi en répartissant une quantité de travail considérée comme donnée fixe, celui-là abandonne tout espoir de figurer en bonne place parmi les pays compétitifs de l'économie mondiale. » écrit l'éditorialiste économique de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (*Le Monde*, 30 avril 1997). La « répartition » n'est pas une pure opération homothétique, mais la modification de l'organisation du travail et des modalités d'extraction de la plus-value.

- **Allemagne :** sur le point essentiel de la flexibilité, Dieter Schulte, président de la confédération syndicale DGB, s'est prononcé pour une réforme des conventions collectivement négociées au niveau des différentes branches. Il s'agit de les adapter pour offrir davantage d'autonomie aux entreprises et aux syndicats sur place. Plusieurs firmes, de Volkswagen à Mercedes, ont déjà garanti les emplois en échange d'une plus grande souplesse d'organisation ou d'une retenue salariale. Ce type d'accord surfe sur une mobilisation en faveur de l'emploi : grève des mineurs contre la suppression des subventions, mobilisation des sidérurgistes opposés à la reprise inamicale de Thyssen par Krupp. (*Le Monde*, 1^{er} juin 1997)

- **« Des accords liant l'emploi et la flexibilité se multiplient en Europe.** Dans la chimie allemande, les salaires pourront baisser en cas de conjoncture difficile. Dans les banques italiennes, l'emploi à vie cesse d'être la règle. Les syndicats des pays voisins commencent à accepter de nouveaux compromis sociaux. Une démarche qui pourrait inspirer Lionel Jospin. »

Les pactes sociaux ou les accords sur la flexibilité se multiplient en Europe. Certains sont signés au niveau national (Espagne, Irlande, Autriche), d'autres au niveau des branches (chimie et imprimerie en Allemagne, banques en Italie), voire dans les entreprises (Mer-

cedes, Ford, Hoogovens). La France, du fait de la division syndicale et de la faiblesse de la représentation patronale, peine à ouvrir ce dossier (rôle de la loi sur les 35h).

En Espagne, le patronat et les syndicats (UGT – socialiste – et CCOO – communiste) ont officiellement ratifié le 28 avril 1997 un accord important qui porte sur trois grands thèmes : l'emploi, la négociation collective et les conditions de travail dans les secteurs ne bénéficiant pas de conventions collectives. Si le patronat a obtenu la création d'un nouveau type de contrat à durée indéterminée comportant moins de contrainte que le CDI « classique », les syndicats espèrent que les employeurs signeront davantage de CDI, même « allégés » et moins de contrat à durée déterminée.

En Autriche, le patronat et les syndicats ont conclu en février 1997 un accord permettant de porter la durée du travail à cinquante heures par semaine, à condition que ces heures supplémentaires soient intégralement compensées en temps. Le temps de travail quotidien pourra être porté à dix heures dans les entreprises qui réduiront la semaine de travail à quatre jours.

Le syndicat IG Metall du nord du Bade-Wurtemberg a signé un accord de « sauvegarde de l'emploi » prévoyant de diminuer le temps de travail hebdomadaire à 30 heures, avec baisse de salaire équivalente. En contrepartie, les jeunes apprentis devaient avoir, après leur diplôme, un contrat de travail d'au moins six mois. Dans l'imprimerie, pour l'ensemble de l'Allemagne, signature d'une convention collective bien moins généreuse que la précédente.

Fin février 1997, la direction et le conseil d'entreprise de Mercedes ont conclu un accord garantissant l'emploi des 134 000 salariés allemands jusqu'en 2001, en contrepartie de l'abandon de certains avantages sociaux. En avril, Ford Allemagne s'est engagé à maintenir l'investissement dans ses usines au-delà de 2000, en contrepartie d'une réduction de certaines prestations sociales et d'une plus grande flexibilité.

Aux Pays-Bas, le sidérurgiste Hoogovens a conclu un accord, le 13 février 1997, qui concerne les rémunérations pour les années 1997 et 1998, la durée du travail, la réduction des effectifs jusqu'en 2002 sans licenciements et un recours à la sous-traitance lié à un accord préalable avec les syndicats.

« Force est de constater que la France est un des rares pays où ce type d'accords reste exceptionnel : l'échec des négociations sur la flexibilité en 1984 ou des négociations de branches sur le temps de travail en 1996 n'incitent guère à l'optimisme ».

Dans ce contexte, la loi sur les 35 heures ne peut plus être comprise, quant au fond, comme une exception française, elle contraint à négocier sur la répartition et la réorganisation du temps de travail, sur sa flexibilité et son annualisation, ainsi que sur l'évolution des rémunérations. Seule la méthode, tenant à la faiblesse des « partenaires sociaux », est particulière. (pour tous les passages entre « », *Le Monde*, 7 juin 1997).

- **La Bundesbank salue « la plus grande flexibilité du temps de travail et des salaires »**, visant les accords signés dans la chimie, qui permettent notamment de baisser les salaires de 10 % lorsque l'emploi est menacé (*Le Monde*, 22 octobre 1997). Avec la venue au pouvoir du SPD, le bref tour de piste d'Oskar Lafontaine marque bien la fin de toutes velléités de relance « fordiste ».

- **France** : « Pour la Cour de cassation, l'emploi prime sur le salaire » (*Le Monde*, 22 octobre 1997). À l'heure où le gouvernement souhaite que les entreprises réduisent le temps de travail tout en les laissant libres de négocier des réductions de salaire, la jurisprudence de

la Cour de cassation accompagne ce mouvement. Dans un arrêt important rendu en février 97, la chambre sociale de la haute juridiction estime qu'une baisse de salaire accompagnée d'un maintien de l'emploi est plus favorable au salarié que la situation antérieure. Par avance, les juges semblent ainsi approuver les réductions du temps de travail assorties d'une baisse de rémunération. Le droit du travail évolue vers un droit à l'emploi.

- **En France, la CGT et FO signent assez souvent des accords « flexibles » dans le cadre de la loi Robien.** L'*Observatoire des relations professionnelles et de l'innovation sociale*, (organisme mis en place par la CFDT) a livré une analyse détaillée des « accords Robien ». L'étude ne porte pas sur la totalité des accords – offensifs et défensifs, 736 en tout en octobre 1997 – mais sur seulement 156 accords défensifs dont 87 prévoient une annualisation du temps de travail. Sur ces 87, la CGT et FO en ont signé 23 chacune, la CFDT, 59. Si la CFDT est la première signataire, la CGT et FO ne sont pas en reste. Pour la CGT, entre autres : chez Péchiney Emballage, Delsey, Jacob-Delafon, Thomson, Carnaud Metal Box, etc. Dans une petite dizaine d'entreprises, elle est même la seule signataire. Par ailleurs, toujours dans les 156 accords défensifs, 81 prévoient une diminution de salaire. La CFDT en a signé 61, la CGT 23 et FO 29. Chez Alcatel CIT, Câbles Pirelli, Bosch, CGT et FO ont signé de tels accords. FO a également signé des accords prévoyant des baisses de salaire aux Fonderies Bouhyer, chez Well, Turboméca, Eminence, Moulinex, etc.

Plus surprenant : de tels accords se rencontrent aussi dans les entreprises bien portantes qui réduisent le temps de travail, non pour éviter des suppressions d'emplois mais, au contraire, pour accroître leurs effectifs. Sur 367 accords offensifs recensés par l'*Observatoire*, les signataires sont connus dans 292 cas. 102 prévoient une annualisation du temps de travail, la CGT en a signé 24 et FO, 5. Pour la CGT : Quelle, Pampryl, Bonduelle, etc. Même dans ces accords dits « offensifs », les syndicats acceptent que la rémunération ne soit pas tout le temps maintenue. 77 accords ne prévoient explicitement qu'une compensation partielle, dont 4 signés par FO et 11 par la CGT. En outre, 41 accords prévoient un blocage des salaires : 8 signés par la CGT et 2 par FO. Ces chiffres sont révélateurs du décalage entre les discours au « sommet » et la réalité « à la base ». Entre les dirigeants du patronat qui récusent toute idée de réduction du temps de travail, mais l'appliquent dans nombre de leurs établissements, et les syndicats qui refusent de discuter de flexibilité mais acceptent, localement, de nombreuses concessions, ce décalage entre les discours et la réalité semble s'accroître. (*L'É Monde*, 22 octobre 1997).

- **Aux Pays-Bas, la règle est la combinaison de réductions constantes des dépenses sociales, de baisses des charges des entreprises, et de dérégulations du marché de l'emploi avec diminution du temps de travail.** Entre 1981 et 1983, les Pays-Bas avait perdu 6 % de leurs emplois. Un bon exemple de l'effondrement de la régulation fordiste : les dépenses publiques passent de 42 % à 61 % du PIB entre 1979 et 1983 ; la pression des charges passe de 41 % en 1970 à 55 % en 1983. Dans le même temps, le déficit budgétaire passe de 1 % à 6 %. Le coût de la main-d'œuvre s'accroît rapidement pour faire face à l'augmentation des charges et à une indexation automatique des salaires sur le (fort) taux d'inflation.

1982, ce sont les accords de Wassenaar. Le principe de l'accord, signé par Wim Kok (à l'époque chef du principal syndicat – FNV –, devenu ensuite, pendant un temps, premier ministre) est de donner la priorité à la création d'emplois en échange d'une modération

salariale. Les syndicats ont du se battre pour faire accepter les accords par leur base, mais la « pilule est bien passée » : « Ces neuf dernières années, les effectifs du FNV ont augmenté de 25 % et le taux général de syndicalisme a progressé de 4 % à 5 % » (Johan Stekelenburg, président jusqu'en 96 du FNV). Le président du patronat (Hans Blankert) déclare de son côté : « A Wassenaar, les syndicats ont reconnu l'importance cruciale du retour au profit grâce, entre autres, à la modération salariale ; les employeurs se sont engagés à mieux répartir le travail, et le gouvernement a donné plus d'autonomie aux partenaires et s'est engagé à assainir les finances publiques et à déréguler le droit du travail. » (*Le Monde*, 24 septembre 1997).

Cependant, ce compromis est marqué par les conditions de l'époque, il est un compromis de crise en ce qu'il néglige la nécessaire croissance du taux d'activité. La participation des femmes au marché du travail est encore une des plus faibles d'Europe et quelque 800 000 personnes touchent des indemnités pour incapacité de travail. Au même moment en France, c'était l'échec (1984) de la grande négociation sur la réduction du temps de travail et la flexibilité. La CGT avait été hostile de bout en bout, mais la CFDT et FO, qui avaient signé, avaient été obligées de retirer leur signature sous la pression de leurs adhérents.

Aux Pays-Bas, la réduction du chômage privilégie la création d'emplois, surtout à temps partiel. Le pourcentage des emplois à temps partiel est le plus élevé d'Europe, 37 % contre 17 % en France. Mais, le chiffre du chômage ne tient pas compte du nombre d'actifs qui ne sont pas sur le marché du travail. En 1995, l'assurance-chômage concernait 773 000 personnes. Parallèlement, 609 000 personnes étaient indemnisées au titre de l'incapacité de travail (*Le Monde*, 5 novembre 1997). Le mode de fonctionnement du marché du travail aux Pays-Bas est devenu inadéquat et archaïque, trop ancré dans une simple réaction à la crise de l'emploi, il lui faut se muer en système d'emploi fixé sur le taux d'activité par rapport à la population active. Le chiffre réel du chômage serait plus proche de 20 % (soit 1,3 millions de personnes) que de 7 %, si tous ceux qui cherchent un emploi et tous ceux qui sont capables de travailler mais reçoivent une allocation étaient réintégrés (attention à ce moment-là, ce n'est plus de taux de chômage, mais de taux d'activité dont il faut parler, on ne peut alors que difficilement comparer les chiffres de 20 % et de 7 %). À ce moment-là, la politique de l'emploi doit s'orienter vers une remise en cause d'indemnités « trop élevées » (78 % du salaire minimum) et des charges sociales sur les bas salaires (32 % du coût total d'un salarié au SMIC, 26 % en France). Le marché du travail néerlandais n'est pas ouvert aux travailleurs les moins qualifiés et les moins productifs qui sont exclus de la population active.

- **En 1997, pour la première fois depuis 1991, l'industrie automobile allemande a créé 25 000 emplois, 45 % de ces emplois sont des contrats à durée déterminée.** En 1993, le verdict était sans appel : coûts de production trop élevés, modèles inadaptés, voitures trop chères. De multiples accords de flexibilité ont été signés. Cette stratégie de croissance n'a pu se faire sans une réduction des coûts, dont le coût du travail. Les négociations avec les syndicats ont souvent été houleuses : les patrons ont menacé de délocaliser la production si les ouvriers ne faisaient pas d'efforts pour améliorer la compétitivité. Ils n'ont encore jamais mis leurs menaces à exécution. Certes, ils ont ouvert des usines à l'étranger pour pénétrer de nouveaux marchés comme le Brésil, l'Inde ou la Chine. Certes, ils ont parfois choisi de produire dans des pays moins chers comme l'Espagne ou l'Europe de l'Est. Mais jusqu'à maintenant aucune usine n'a été fermée en Allemagne. Le syndicat IG Metall a fait les concessions qu'il fallait. Les patrons ont échangé une garantie de l'emploi

contre une flexibilité et une compétitivité accrues. BMW a été le premier à adopter ce type d'accord, il y a plus de dix ans. Dans l'usine Opel de Rüsselsheim, l'organisation du temps de travail permet au constructeur d'adapter sa production aux fluctuations de la demande. Les ouvriers travaillent entre 30 et 38,75 heures par semaine, cette durée devant être de 35 heures en moyenne sur l'année. (*Le Monde*, 16 novembre 1997).

- **France, « Pôle eau » de la Générale des eaux.** Alors que la direction avait annoncé, en 1997, qu'elle ne remplacerait pas les départs naturels – environ 600 en deux ans –, l'accord sur les 35 heures prévoit de nouveaux recrutements compensés par une baisse temporaire des salaires. (*Le Monde*, 23 janvier 1998).

- **Allemagne : « La difficile recherche d'un pacte pour l'emploi »** (*Le Monde*, 16 septembre 1998). Depuis la réunification de 1990, l'Allemagne a bien du mal à maintenir son modèle de consensus social basé sur une politique contractuelle entre les syndicats et les employeurs. En fait, c'est toute la régulation sociale qui se trouve remise en cause. Les conventions collectives, négociées pendant des décennies pour les branches professionnelles à l'échelle de l'Allemagne, rendent de moins en moins compte de la diversité grandissante de l'économie. En fait, les négociations collectives avaient pour but d'interdire la survie d'entreprises incapables de suivre autrement qu'en jouant sur les salaires, c'était une contrainte permanente à la croissance de la productivité. C'est une autre modalité de la valorisation du capital qui se met en place dans la « reconnaissance de la diversité ». D'un côté, les grands groupes multinationaux, qui dégagent d'énormes bénéfices et ont les moyens de se mettre aux normes des investisseurs internationaux ; de l'autre, nombre de PME-PMI cloisonnées sur un marché national, enlisées depuis des années dans une morosité « conjoncturelle ». Cet éclatement s'est d'abord manifesté en Allemagne de l'Est, où la plupart des entreprises n'ont pas pu faire face au choc salarial après la réunification avec l'application des conventions collectives. Aujourd'hui, un nombre croissant d'entreprises, de l'Est comme de l'Ouest, jugent les conventions collectives trop restrictives face à une concurrence qui exige de plus en plus de flexibilité. De plus en plus de comités d'entreprise – institutions bien plus importantes qu'en France – acceptent de troquer des emplois contre des concessions de salaires ou d'horaires de travail.

- **Le CJD (Centre des jeunes dirigeants d'entreprise) accepte les 35 heures.** Signature d'un accord-cadre entre le CJD et le ministère du travail, pour accompagner 400 entreprises dans leur démarche « d'organisation du travail, de réduction du temps de travail et de création d'emplois » : il s'agit pour le CJD d'expérimenter, sur le terrain, « la réduction du temps de travail », qu'il estime être « la contrepartie nécessaire » offerte aux salariés « à la modulation horaire et à l'annualisation du temps de travail, qui seront de plus en plus exigées d'eux ». M. Degroote, président du CDJ a condamné l'accord signé dans la métallurgie par l'UIMM et trois organisations syndicales (FO, CGC, CFTC), qui défend, selon lui, « une position conservatrice et risque de ne pas préparer les changements nécessaires pour l'avenir des entreprises » (18 septembre 1998).

- **La CGT a fait annuler l'accord social des 32 heures à EDF.** Interview de Denis Cohen, secrétaire général de la Fédération CGT de l'énergie :

« Nous avons refusé cet accord car il masque la réalité. Il fait partie d'un plan social qui

visé à la suppression de 18 000 emplois d'ici à 2010 chez EDF-GDF, dont 8 000 dans les trois ans à venir, sur un total de 142 000. Son objectif était donc l'accompagnement des suppressions d'emplois et l'instauration d'une plus grande flexibilité ».

- « Que vont devenir les 19 000 personnes ayant opté pour le temps partiel, les 5 100 jeunes embauchés et les 1 600 retraités, maintenant que l'accord est caduc ? »
- « L'entreprise doit permettre aux jeunes recrues bénéficiant automatiquement du statut d'opter pour 32 ou 38 heures. Pour les salariés ayant choisi le temps partiel, il faut pérenniser la situation et intégrer la prime qu'ils avaient obtenue pour cela ».
- « Craignez-vous une sanction des salariés lors des élections du 15 octobre concernant les organismes sociaux que vous contrôlez ? ».
- « Le coup est parti, et je ne mesure pas les dégâts que le déchaînement médiatique a causé sur l'image de la CGT. Je pense qu'une victoire juridique peut se transformer en défaite politique ». (*Le Monde*, 30 septembre 1998).
- Un cas d'école sur le nouveau compromis où la CGT est prise à son propre piège : reconnaissant à la fois la nécessité de celui-ci pour assurer sa fonction de syndicat et voulant conserver une posture critique. Elle ne pensait pas l'emporter juridiquement. Un peu plus loin dans l'entretien, Denis Cohen propose dans la négociation sur les 35 heures (« en incluant certaines mesures prises dans l'accord social sur les 32 heures »), l'adoption de mesures semblables à celle que la CGT vient de faire annuler.

• **Le gouvernement italien a conclu un pacte pour l'emploi avec les partenaires sociaux.** Tous les partenaires sociaux, sans réserve aucune, ont exprimé leur satisfaction. Il *réduit le coût du travail* notamment en transférant certaines charges des entreprises sur l'État et en *défisquant les bénéfices réinvestis*. Tous les syndicats ont applaudi au renforcement de la politique de concertation qui selon eux donne plus de « crédibilité » à l'Italie au niveau européen et démontre qu'il est possible « de réaliser la redistribution du poids de la fiscalité sur une base plus équitable, de réduire le coût du travail et la pression des impôts sur les familles selon un équilibre que nous avons jugé nécessaire ». (Sergio Cofferati, secrétaire général de la CGIL) (24 décembre 98)

• **Enfin, chez Mercedes en Allemagne.** En 1993, lors du lancement du projet de la Classe A, il était loin d'être évident qu'elle soit produite en Allemagne, compte tenu des coûts salariaux. « Nous avons sérieusement songé à la France, à la Grande-Bretagne et à la République tchèque. Finalement, nous sommes parvenus à un accord avec le syndicat IG Metal qui nous a permis de choisir l'Allemagne tout en contenant nos coûts ». (Jürgen Schremp, président de Daimler-Benz). Les partenaires sociaux ont accepté que les augmentations de salaires soient inférieures de 1 % à ce qui était négocié au niveau national. Mercedes a ainsi économisé 200 millions de DM sur les années 1995 et 1996. « On a négocié avec le comité d'entreprise une réduction de moitié des pauses rémunérées qui ne représentent plus aujourd'hui que 4 % du temps travaillé » (Wolfgang Ritter, directeur des ressources humaines). « On a aussi fortement diminué le temps de réunion : auparavant, chacune des trois équipes quotidiennes se réunissait tous les trois mois pendant environ trois heures et demie. Désormais, tous les salariés se réunissent ensemble une fois par trimestre ». (*Ibid.*) Une nouvelle organisation du travail a, par ailleurs, été adoptée, qui doit permettre de réduire le taux d'absentéisme de près de 7 % à 5 %. Enfin, la direction de Daimler-Benz a obtenu des ouvriers de Rastatt une plus grande flexibilité. Le temps de travail hebdomadaire peut varier entre 29

et 40 heures et doit atteindre en moyenne 35 heures par semaine sur deux ans. « Ce plan de flexibilité permet de faire travailler 39 équipes supplémentaires par an, le temps de travail étant calculé sur 24 mois. Grâce à ce système, l'usine peut augmenter ou diminuer sa production de 10 % : elle peut respirer » (Jürgen Hubbert, responsable des voitures particulières chez Daimler). Les syndicats ont également autorisé l'usine à embaucher à contrat à durée déterminée jusqu'à 7 % des effectifs, si besoin est.

- **En France, dans le cadre des accords sur les 35 heures, du côté syndical, la prudence commande.** Du coup, les référendums se multiplient. Chez Mécatronique, sous-traitant mécanique dans l'Isère, le vote sur un accord défensif – il ne crée pas d'emplois mais en « préserve » – a été organisé par la seule CGT. « En tant que syndicat, nous devons prendre nos responsabilités, mais nous voulons vérifier que le personnel était d'accord avec nous », commente Philippe Benoit, le délégué. Ici, les vingt à trente licenciements secs ont été annulés mais le travail posté introduit pour 90 % du personnel. (*Le Monde*, 16 avril 1999).

* Sur les 35 h, des accords ont été signés dans 4 076 entreprises. La CFDT et la CGC sont les syndicats qui ont manifesté la plus forte propension à les ratifier, mais la CGT a aussi joué le jeu puisqu'elle les a paraphés dans 86,5 % des entreprises où elle est présente. (*Le Monde*, 21 mai 1999).

Etc., etc.

Encore plus récemment...⁴

- **Les stratégies d'anticipation des plans sociaux.** Bien qu'encore très marginales, l'année 2003 a vu, entre autres, les cas de la Sagem à Dinan et d'Alstom à Tarbes. A Tarbes, avant les licenciements, les salariés réembauchés par le « pôle des fournisseurs » se sont vus garantir par Alstom le maintien des conditions de leur emploi antérieur pendant cinq ans ; après s'être opposés à cette stratégie, y compris par une grève début 2000, les syndicats s'y sont ralliés (*Le Monde*, 11 mars 2003). En Suède et au Danemark, les entreprises géographiquement proches ont créé un dispositif de « plates-formes territoriales », impliquant les syndicats, destinées à faire circuler entre elles la main-d'œuvre selon les besoins du moment. En France, l'accord sur la formation professionnelle signé début octobre 2003 au plan national par le gouvernement, le Medef et les syndicats, y compris la CGT, prévoit de transformer la carrière d'un salarié en une sorte de « fondu enchaîné ». Le point central de l'accord est le « droit individuel à la formation » au plan interprofessionnel, le droit du salarié n'est plus cantonné au périmètre d'une entreprise.

- **Allemagne.** « 5 500 salariés d'Opel passent aux trente heures pour sauver 1 200 emplois » (*Le Monde*, 7 novembre 2003). IG Metall, signataire de l'accord, estime que « 98 % des salariés sont pour » malgré une perte de salaire de 85 euros par mois pour les ouvriers de fabrication (salaire brut : 2 630 euros). Bien sûr, il s'agit d'un accord et d'un « compromis » syndical, mais ni plus ni moins que ceux des années 1960.

4. Toutes ces notes ont été interrompues en 2003, la « tendance actuelle » à l'allongement de la durée du travail, est-elle durable ou conjoncturelle, à quel segment de la force de travail s'adresse-t-elle, remet-elle en cause ce qui semble la tendance générale – précarité et temps partiel, par exemple – ? Note, 2007

• **A contrario, le Japon.** « La caractéristique du Japon au cours des dix dernières années a été de s'adapter extrêmement lentement à la mondialisation, afin de préserver les compromis sociaux fondamentaux et de ne pas mettre à feu et à sang un tissu social dense, quitte à freiner la restructuration industrielle. » (Robert Boyer, *Le Monde*, 3 décembre 2002). La crise déflationniste (appréciation du yen, les gains de productivité ne suivent plus, le Japon est piégé par sa dynamique exportatrice de masse qui lui interdit de transformer rapidement ses relations sociales, le travail reste « cher » et le chômage faible, baisse des prix, baisse des profits, fragilisation des banques, etc.) et les restructurations industrielles avec leurs « dégraissages », leurs faillites et les délocalisations vers des pays à moindre coût de main-d'œuvre impliquent une transformation de tous ces compromis sociaux. Le chômage touche maintenant essentiellement les jeunes et les salariés en fin de carrière, les femmes se maintiennent sur le marché de l'emploi et les contrats à durée déterminées représentaient 27 % du salariat en 2002 contre 21 % en 1993.

Une croissance plus riche en emplois et... en chômage

Le compromis que nous avons défini, et dont la loi sur les 35 heures accélère, en France, la formalisation au travers des rapports immédiats et quotidiens de la négociation sociale par lesquels se déroule concrètement l'implication réciproque entre les classes dans son contenu nécessairement historique, a pour enjeu premier de contrecarrer la baisse absolue du travail nécessaire. États-Unis, Grande-Bretagne, Pays-Bas, France, cette constatation s'étend suffisamment pour réclamer d'être comprise. Il est vain de chercher à distinguer dans ce maintien du travail nécessaire ce qui serait dû à la reprise économique, c'est-à-dire aux cycles courts de l'économie, le cycle des affaires de Marx, et ce qui est dû à la restructuration du marché du travail dans celle générale du mode de production capitaliste. Il n'y a pas de croissance en elle-même du capital en dehors de ses modalités historiques de valorisation. Au gré du cycle des affaires, le chômage pourra remonter, mais quelque chose ne pourra plus être comme avant, c'est la dichotomie entre chômage et emploi salarié. La baisse du chômage qui se maintient dans les pays de l'OCDE, en dehors de la France, relève de cette disparition, une hausse future ne sera pas le signe d'un retour en arrière mais des limites spécifiques que cette seconde phase de la subsumption réelle du capital ne peut manquer de connaître.

Les caractéristiques de cette « baisse du chômage » relèvent de cette disparition et non des notions de chômage et d'emploi telles qu'elles pouvaient être auparavant définies. Retrouver du travail, c'est trouver des contrats de plus en plus courts, de plus en plus précaires et si les licenciements économiques suivent le cycle des affaires, ils sont lissés par les fins de mission d'intérim. Le marché du travail s'oriente vers l'*organisation du travail* comme « plan social permanent ». « La direction de Renault a annoncé le 11 septembre 2002 la suppression, à Sandouville (Seine-Maritime), de 900 postes d'intérimaires sur les 1 700 que comprend l'usine. Cette décision s'explique par la nécessité, selon elle, de s'adapter aux cycles d'activité. L'industrie automobile, qui faisait naguère l'objet de plans sociaux très médiatisés, a trouvé dans l'intérim, mais aussi dans la réduction du temps de travail, les variables d'ajustement nécessaires pour faire face aux aléas du marché » (*Le Monde*, 25 septembre 2002). Et, « nouveau compromis » oblige, le directeur de l'usine déclare : « En contrepartie de la pérennité du site et des investissements [...], un effort important sur la variabilité des horaires a été consenti, avec un plan d'embauche à la clé. » (*Ibid.*).

Précarisation, place des jeunes et discrimination sexuelle, baisse du coût du travail (surtout « non-qualifié »), on retrouve, dans la « baisse du chômage », le « compromis » que

nous avons analysé : les effectifs salariés ont augmenté de 130 000 postes en 1997. Et selon la formule maintenant à la mode : « la croissance se révèle plus riche en emplois ». Dans les années 70, il fallait une augmentation d'au moins 2,7 % du produit intérieur brut pour qu'il y ait création nette d'emploi. Ce rythme est tombé à 2,2 % dans les années 80 et à moins de 1,5 % aujourd'hui. Ramenée à sa plus simple expression, l'augmentation du PIB signifie l'augmentation de la somme du capital constant qu'il contient, plus la valeur du capital variable reproduit, plus l'accroissement de ce capital variable, c'est-à-dire la plus-value produite. Une croissance « plus riche en emploi », cela peut signifier qu'entre les deux moments du PIB dont la différence est positive il s'est produit :

- soit une baisse de la composition organique du capital, le capital total ayant quant à lui augmenté, c'est le rapport entre ses deux fractions qui s'est modifié de telle sorte que la croissance du capital variable est supérieure à la baisse relative du capital constant ;
- soit une augmentation de la plus-value due à un plus grand nombre de journées simultanées sans que la composition organique, le rapport du capital constant au capital variable, ne soit modifiée ;
- soit la composition organique continue à augmenter par augmentation du capital constant, le capital variable demeurant identique mais le nombre d'ouvriers engagés à l'aide de ce capital est croissant, l'augmentation de la production totale provient alors de la masse supérieure de capital reproduite (due à la croissance du capital constant) et de la plus-value en augmentation de par le plus grand nombre de journées mises en mouvement par ce capital variable demeuré inchangé.

La première hypothèse va à l'encontre de la croissance actuelle de la production supérieure à celle de la masse salariale. La seconde hypothèse va à l'encontre d'une productivité du travail continuant à augmenter à un rythme supérieur à celui de la production et de la quantité moindre de travail requise pour une production identique. La troisième hypothèse satisfait à une croissance de la production supérieure à celle de la masse salariale (qui reste identique) et à une croissance de la productivité elle aussi supérieure à celle de la production totale (les deux croissant). Elle signifie également baisse de la valeur de la force de travail et augmentation de la plus-value. Dans l'hypothèse, nous avons considéré le capital variable comme inchangé, en réalité il augmente mais dans une proportion moindre que le capital constant (la composition organique continuant à croître), et moindre que le nombre d'ouvriers qu'il permet d'engager de par la baisse de la valeur de la force de travail. Si la quantité de travail dépensé s'accroît ce n'est pas en proportion égale à l'augmentation des effectifs, la seconde étant moins rapide que la première ; en fait, cette croissance c'est la modification radicale du rapport entre chômage et emploi, la fin de la dichotomie dont nous parlions.

Le point essentiel de la « baisse du chômage », de « la croissance plus riche en emplois », c'est qu'on ne sait plus ce qu'est un chômeur. La manipulation des chiffres, les modifications des définitions statistiques du chômage, ne sont pas qu'une magouille (ce qu'elles sont aussi). Il n'y a pas et il n'y a jamais eu de « vrais » chiffres du chômage, celui-ci a toujours été une construction sociale correspondant à l'organisation réelle du marché de l'emploi et des modalités historiques de définition et d'institutionnalisation de l'emploi salarié. « Le traitement statistique séparé des chômeurs occupant un bout d'emploi a coïncidé avec le montée en puissance de la précarité et avec le gonflement des publics situés à la marge du marché du travail [...] Tout se passe comme si la fameuse croissance plus riche en emplois se nourrissait des statuts les plus hybrides ou vulnérables, aux frontières du sous-emploi, et qu'elle réagissait à des soubresauts erratiques. » (Alain Lebaube, *Le Monde*, 12 mars 1998). La définition

de plus en plus restrictive du chômage peut être comprise comme la volonté de dégonfler les chiffres et de restreindre les indemnités, mais aussi comme l'impossibilité de considérer comme chômeur le travailleur occasionnel. Si la conception de l'emploi semble toujours héritée des « Trente glorieuses », c'est qu'il est impossible dans les conditions actuelles de la valorisation du capital de redéfinir le chômage *face* à l'emploi salarié. Comme nous l'avons vu, c'est plutôt vers les « passerelles » entre emploi et inactivité que s'orientent les politiques d'indemnités, complétant par un misérable salaire garanti un misérable salaire direct.

Ce que la restructuration rend en grande partie caduque, c'est la théorie de l'armée industrielle de réserve prenant du service selon les fluctuations du cycle des affaires. Ce qui demeure, c'est son poids sur les salaires, en ce que l'ensemble du travail salarié est défini à partir de ce halo flou, où le chômage ne se distingue plus guère de l'emploi. Le chômage n'est plus cet à-côté de l'emploi nettement séparé, la segmentation de la force de travail, la flexibilité, la sous-traitance, la mobilité, le temps partiel, la formation, les stages, le travail au noir, ont rendu floues toutes les séparations. Si l'on passe d'une considération du chômage en termes de stock à une considération en termes de flux, la conclusion s'impose : *les chômeurs travaillent*.

Blocage salarial, accumulation ralentie et différenciation sociale, les faits sont exacts, mais ils ne sont ni « régressifs » ni « progressifs ». Analysé comme faisant système et non simplement constaté par rapport à une référence hors de lui (la période antérieure dite « fordiste »), ce « régressif » apparaît comme un point central de la restructuration définie comme abolition de tous les points de cristallisation du double moulinet de la reproduction du capital : le procès de reproduction d'un côté de la force de travail dans son dénuement face au capital ; de l'autre, la reproduction des conditions objectives du travail comme capital face au travail dans sa subjectivité. Chacun de ces procès peut être plus ou moins fluide. La fin de la dichotomie entre travail et chômage, l'achat global de la force de travail, la nouvelle structuration de la demande, l'extension du taux d'activité sont des moments essentiels de cette fluidité qui pose la contradiction entre les classes au niveau de leur reproduction ; c'est également, pour la détermination de la lutte de classe, la disparition de l'identité ouvrière telle qu'elle pouvait être confirmée dans la reproduction du capital. On trouve ici un élément essentiel du nouveau cycle de luttes : dans sa lutte contre le capital, l'enjeu pour prolétariat peut être sa propre remise en cause.

Les transformations du procès de travail.

Les « limites du taylorisme » : valeur et coopération

Souvent, en se fondant sur des récits d'ouvriers, on soutient que le taylorisme ne peut fonctionner sans, paradoxalement, une initiative ouvrière. De là on déduit une étrange conception des limites du taylorisme. Le taylorisme correspondrait au capitalisme en tant qu'il est en quête de valeur, laquelle doit être sécable, repérable et séparable dans quelque chose d'homogène : le temps. Mais il serait inadéquat au capitalisme en tant qu'il met en œuvre une coopération. Il y aurait contradiction entre la valeur et la coopération. Le raisonnement devient alors d'une simplicité désarmante : en cherchant à dépasser ou aménager le taylorisme, le capital ne dépasse pas ses contradictions, en conséquence sa solution ne peut en être une. En un mot, le capitalisme est impossible. De la même façon, au début du siècle précédent, on aurait pu dire qu'il ne peut y avoir de « restructuration fordiste » parce qu'elle augmente la composition organique du capital.

Dans la forme « simple » de la coopération, il y a déjà une « division du travail », mais celle-ci est plus une juxtaposition de spécialités existantes, de corps de métiers que le capitaliste trouve déjà historiquement formés et délimités qu'une *véritable division du travail naissant de la coopération elle-même*. « A l'origine, la manufacture de carrosses se présentait comme une combinaison de métiers indépendants. Elle devient peu à peu une division de la production carrossière en ses divers procédés spéciaux dont chacun se cristallise comme besogne particulière d'un travailleur et dont l'ensemble est exécuté par la réunion de ces travailleurs parcellaires » (Marx, *Le Capital*, t. 2, p. 28). C'est-à-dire que le sellier qui possédait l'ensemble des applications de son métier devient sellier en carrosses. A ce moment-là, c'est la coopération qui est *première* et non *résultat* de la jonction de métiers divers, c'est elle qui détermine les qualités concrètes des travaux réunis. Il y a réellement division du travail dont les qualités parcellaires sont une *création de leur réunion* comme force collective appartenant au capital. En conséquence, quand l'ouvrier se présente sur le marché du travail en « propriétaire » de sa force de travail, celle-ci, dans ses caractéristiques concrètes, est déjà le produit de la coopération dans laquelle il va entrer, plus que propriétaire, il en est simplement *dépositaire*. Dépositaire de quelque chose de déjà défini par la coopération. Celle-ci n'épuise donc pas la totalité de son existence dans le procès de travail, elle définit aussi le marché du travail jusqu'au point où, sur celui-ci, la force de travail doit apparaître une force collective, sociale, unique, déjà appartenant au capital et où le travail nécessaire est la totalité de cette force de travail dont chacune prise individuellement est la subdivision de la forme coopérative et non cette dernière la somme des premières (*cf. supra*). La coopération et la division la plus extrême du travail non seulement ne s'opposent pas dans le capital mais sont les deux aspects d'un processus unique. Au plus, la contradiction du taylorisme, telle qu'elle est souvent soulignée, aurait pu être celle de la manufacture sérielle.

Non seulement il est impossible d'opposer la segmentation et la coopération dans le procès de travail, mais encore *la loi de la valeur se réalise dans leur unité et en ce que la coopération en est le principe*. Dès la manufacture, « la livraison d'un quantum de produit donné dans un temps de travail donné devient une loi technique du procès de production lui-même » (*ibid.*, p. 36). Allons plus loin, il faut *équilibrer* la succession des travaux parcellaires, employer les ouvriers en proportions diverses pour que le procès de travail s'effectue en continu. La coopération, que nous avons vu régler la nature concrète de la force de travail, dont l'ouvrier est censé être propriétaire, crée maintenant, parce qu'elle est nécessairement devenue division du travail, un rapport arithmétique fixe (à chaque étape de la définition du procès de travail) qui règle la quantité, c'est-à-dire le nombre relatif d'ouvriers dans chaque fonction particulière. La loi de la valeur régit le marché du travail, non seulement parce que la force de travail est une marchandise, mais aussi parce qu'elle est amenée à déterminer la qualité et la quantité nécessaire de chaque force de travail spécialisée. Devenue, *par le développement de la coopération*, une loi technique du procès de production, elle devient une loi technique du *marché du travail*, sa régulation. C'est ce mouvement fondamental de la loi de la valeur qui va apparaître comme équilibre entre offre et demande de tel ou tel type de travail et donc assurer la vente et l'achat de la force de travail à sa valeur. En forçant légèrement le trait, on pourrait dire que c'est du côté de la coopération que se situent la quête et la réalisation de la valeur et non dans le caractère séable du travail.

Il faut que le capital soit passé de la *manufacture* à l'*industrie mécanique* et de celle-ci soit parvenue au stade de la *machinerie automatique* et que celle-ci soit devenue *automation* pour que, sur le marché du travail, la force de travail globale disponible soit traitée, comme on

l'a dit, comme force sociale appartenant en tant que telle au capital. C'est là où ce que nous avons dit à propos du marché du travail et les modifications du procès de travail *se rejoignent*. La coopération simple, la division manufacturière du travail, ni même les premières époques du machinisme ne suffisent. Il faut que le travailleur collectif, comme mode particulier d'existence du capital ait acquis une existence objective dans le capital fixe, conformément à ce qu'est le capital. Seulement à ce moment là, les spécifications concrètes des forces de travail quant à leur spécialisation, à leur proportionnalité, à leur mobilité et flexibilité, sont de purs produits d'une coopération (et non celle-ci résultant d'eux comme mise en relation) qui ne les relie plus entre elles comme « organisme actif ». Même le manœuvre ou « l'agent de production » du taylorisme revivifié actuel n'est efficace qu'en tant que fraction de la force de travail générale que représente, dans le capital fixe, le « *general intellect* ». En cela, la coopération dont il est un pur produit n'est *plus celle d'un procès de travail particulier lié à un capital particulier* mais celle résultant de la relation, interaction, concurrence entre tous les capitaux. La force de travail peut et doit alors être traitée, dans toute son étendue, comme force sociale appartenant dans sa totalité au capital. L'apparence même de la liberté de la vente d'une marchandise appartenant à l'ouvrier disparaît, et le marché du travail prend les caractéristiques que nous avons présentées (organisation du travail, détermination du salaire, du travail nécessaire). *Il faut, en résumé, que le travailleur collectif ne soit qu'un mode d'existence du capital en général*. Cette intelligence générale qui s'objective et n'existe que dans le capital fixe ne peut avoir face à elle que des forces de travail parcellisées, mais dont la parcellisation doit avoir la même généralité que le capital fixe qui l'absorbe, c'est-à-dire n'appartenir à un capital particulier qu'en tant que force de travail générale face au capital fixe. La division du travail est toujours le résultat de la coopération, la question consiste alors à savoir quelle est la nature de la coopération.

La manufacture ne pouvait s'emparer de la production sociale dans toute son étendue, ni la bouleverser dans sa profondeur, car elle restait liée à la base sur laquelle elle s'était élevée, c'est-à-dire les corps de métiers des villes. La manufacture elle-même avait créé des besoins pour la production qu'elle organisait, son besoin d'outils de plus en plus compliqués avait, selon ses propres tendances à la division sociale du travail engendré des ateliers spécialisés dans l'élaboration de ces instruments de travail de plus en plus complexes. « Cet atelier, ce produit de la division manufacturière du travail enfanta à son tour les machines » (*ibid.*, p. 57). Avec pour conséquence fondamentale : « Leur intervention [celle des machines] supprima la main-d'œuvre comme principe régulateur de la production sociale » (*ibid.*). Cependant, si la main-d'œuvre n'est plus le « principe régulateur de la production sociale », c'est alors la parcellisation, la simplification, l'atomisation accrue de la force de travail qui deviennent un obstacle, dans le cadre de la grande industrie, à ses propres tendances à la socialisation de cette force de travail, non que la grande industrie supprime la parcellisation, mais elle doit être la *socialisation de cette parcellisation*.

A partir de ce moment, le capital se reproduit sur ses propres bases, il s'autoprésume, il tend à devenir la seule base, tant technique qu'au niveau des subsistances, de la reproduction de la force de travail qui a définitivement rompu avec la base sur laquelle s'était élevée la manufacture, y compris la petite agriculture. La reproduction de la force de travail appartient, et est réellement définie et produite comme telle, à toute la classe capitaliste comme force sociale globale de travail, avant d'appartenir à tel ou tel capitaliste particulier. C'est ainsi que le capital doit la traiter et la reproduire, mais c'est une contrainte que la grande industrie s'impose à elle-même au cours de son développement. *Cette socialisation est d'abord*

un obstacle que la grande industrie dresse elle-même contre elle-même. Elle doit devenir la base de la reproduction de la force de travail (plus-value relative), supprimer tous les vestiges des formes antérieures de la production, faire de la valeur de la force de travail et de son déplacement d'une branche à l'autre un des vecteurs de la péréquation du taux de profit, mais dans un premier temps la machine crée une parcellisation et une simplification extrême de la force de travail et *se subordonne elle-même à cette parcellisation*, si bien que la force collective ainsi créée lui échappe. Ce n'est plus, comme dans la manufacture, du travail que part le mouvement, celui-ci possédant des qualités que les outils ne peuvent s'appropriier, c'est maintenant des machines que part le mouvement, ce sont elles qui s'approprient ces qualités, créent une collection de travailleurs agissant collectivement de la manière que ces machines déterminent, mais la force collective que crée cette collection échappe par là même aux machines (le travail à la chaîne avant l'automation et/ou les réformes organisationnelles du procès de travail). Sur le marché du travail, la force de travail est à la fois parcellaire et globalisée, mais les « cas particuliers » (femmes, chômage, immigration, formation, etc.) sont rejetés comme des situations particulières. Inversement, chaque force de travail individuelle, bien que présupposée appartenant au capital a priori, est traitée comme force individuelle parcellaire dont la vente passe par la formalité essentielle du premier moment de l'échange entre capital et travail : « le libre possesseur d'une marchandise ».

S'il est exact que « le principe de la manufacture est l'isolement de procès particuliers par la division du travail, celui de la fabrique est, au contraire, la continuité non interrompue de ces mêmes procès » (*ibid.*, p. 66), c'est cette continuité qui n'est pas donnée d'entrée. Avec la fabrique, nous avons le dépassement de la division de la manufacture, mais le dépassement de la division de la manufacture n'est pas ipso facto l'unité ou la continuité en général. Il faut que le capital crée les organes propres de cette continuité qui n'est pas seulement la juxtaposition des machines-outils, c'est-à-dire qu'il faut qu'il y ait, dans le capital fixe, objectivation (capitalisation) de l'unité ainsi créée. La fabrique est cette unité, mais elle suit un développement progressif dans lequel elle crée, face au travail (la division objective est toujours aussi en elle subjective, la grande différence c'est que le mouvement part maintenant de la continuité, il est une décomposition et non une composition à partir des éléments partiels comme donnés), *les organes de cette unité*. Cela sera d'abord comme « bureau d'études », comme « organisation des temps et méthodes », c'est-à-dire la séparation inhérente au capital entre le travail et les « puissances intellectuelles de la production », mais ce n'est encore là, par rapport à la nouvelle continuité objective créée dans la fabrique, qu'un agencement, une contrainte extérieure. Le capital ne s'est pas encore approprié de façon adéquate, en tant qu'absorption du travail vivant dans le travail mort, cette continuité. Ce n'est qu'avec l'automation et l'absorption informatique de la continuité que cette continuité, dans son unité, devient spécifiquement capitaliste.

La spécificité de cette objectivation de la continuité dans les organes particuliers du capital fixe réside dans le fait que la continuité (l'unité des procès particuliers) est déjà le point de départ. Il ne s'agit pas de continuer à résoudre les problèmes de la manufacture, ceux-ci ont été dépassés dans le renversement du point de départ, mais c'est ce renversement qui, tel qu'il s'effectue contre la manufacture, devient obstacle à ses propres tendances et à son propre principe. « La manufacture forme donc historiquement la base technique de la grande industrie [...] L'industrie mécanique s'élève sur une base matérielle inadéquate qu'elle élabore d'abord sous sa forme traditionnelle, mais qu'elle est forcée de révolutionner et de conformer à son propre principe dès qu'elle a atteint un certain degré de maturité. »

(*Ibid.*, pp. 67-68). Marx ne pose pas correctement la question, il la considère comme trop facilement réglée dans le cadre de la grande industrie, il ne s'agit que d'un processus de croissance éliminant les archaïsmes liés à son origine, alors qu'il s'agit d'une contradiction et d'obstacles spécifiques à la grande industrie qui mettront toute une période de la subsomption réelle à mûrir et à produire les bases techniques et sociales de leur dépassement. Marx note bien que la grande industrie est « retardée dans sa marche » tant que son moyen de production caractéristique, la machine elle-même, « dépend du développement musculaire, du coup d'œil et de la dextérité manuelle de l'artisan indépendant du métier et de l'ouvrier parcellaire de la manufacture, maniant leurs instruments nains » (*ibid.*, p. 68), mais c'est toujours un obstacle résiduel et non un obstacle spécifique qui apparaîtrait sur la base même de la grande industrie (on peut admettre que, dans les années 1860, Marx ait beaucoup de mal à concevoir une histoire de celle-ci). La grande industrie crée un nouvel ouvrier parcellaire dont l'existence est un obstacle pour la machine qui l'a produit et dont la collection est un obstacle pour le système des machines qui a produit, à partir de lui-même, une nouvelle division du travail, une nouvelle coopération, de nouvelles forces sociales du travail, dont ce système doit s'emparer et qu'il doit objectiver pour les supprimer comme obstacles (tant techniques que comme fondement d'une lutte ouvrière endogène au système même de la grande industrie et non pas résiduelle).

« Dans le système de machines, la grande industrie crée un organisme de production complètement objectif ou impersonnel, que l'ouvrier trouve là, dans l'atelier, comme la condition matérielle toute prête de son travail. Dans la coopération simple et même dans celle fondée sur la division du travail, la suppression du travailleur isolé par le travailleur collectif semble encore plus ou moins accidentelle. Le machinisme, à quelques exceptions près que nous mentionnerons plus tard, ne fonctionne qu'au moyen d'un travail socialisé ou commun. Le caractère coopératif du travail y devient une nécessité technique dictée par la nature même de son moyen » (*ibid.*, p. 71). Mais alors la limite même du machinisme, par rapport à lui-même, est qu'il se heurte à sa propre création : le caractère coopératif du travail, le travail socialisé. Ce heurt est une réalité technique, une réalité de la valorisation, et une lutte entre les classes, indissociablement. Le caractère coopératif du travail, le travailleur socialisé, existe dans l'organisme de production « complètement objectif ou impersonnel », mais cet organisme objectif ou impersonnel n'existe pas encore pour lui-même, il n'est qu'en soi face au travail. Cette force de travail collective, dans le procès de production, devient un obstacle à celui-ci, en ce qu'elle n'est pas appropriée de façon adéquate et ne peut l'être dans la mesure où il s'agit d'une contradiction en procès, c'est-à-dire qui crée les termes de la contradiction en même temps que la contradiction. C'est le développement de la grande industrie elle-même qui crée cette force de travail sociale, mais qui ne fait pas face au capital comme une force de travail sociale disponible dans sa globalité et reproduite comme telle, dans la mesure où le capital est en train de la créer comme telle (femmes, enfants, accélération de l'exode rural, travailleurs étrangers, etc.). Le procès de développement technologique de la fabrique est le procès de cette contradiction sociale (qui est une contradiction entre les classes). C'est à partir de la situation existante que le capital crée cette force de travail sociale globale disponible telle que la définit son procès de production, à partir de la force de travail telle qu'elle a été créée, utilisée, formée à partir de la manufacture et de l'exode rural que la manufacture a provoqué sans pouvoir être elle-même le débouché de cette main-d'œuvre (rapport entre la manufacture et l'agriculture au travers de la demande accrue de produits agricoles, de l'augmentation de la rente, etc.).

Si la fabrique produit cette force de travail, celle-ci lui fait face comme une somme de forces de travail individuelles et seulement ainsi. La force de travail a été parcellisée et simplifiée au-delà de ce que l'on pouvait espérer dans le cadre de la manufacture, mais, comme dans le procès de production, le capital en reste là, il la présuppose comme lui appartenant collectivement, mais son existence en tant que telle est quelque chose qui relève de sa seule juxtaposition, qui n'a pas acquis une existence pour soi dans le capital. En tant que somme des vendeurs de la force de travail, le travail collectif n'existe pas en lui-même pour le capital, elle ne lui fait pas face en tant que force sociale globale parce qu'elle ne se constitue comme telle dans le procès de production qu'en soi, le procès de production ne la produit pas ainsi pour lui-même, dans ses propres termes objectifs. La somme de la force de travail disponible ne peut alors que faire face au capital comme la propre division du travailleur collectif dans la production. Ce n'est que progressivement que le capital confère à cette somme les formes d'une force de travail collective, reproduite comme telle et déjà lui appartenant *dans sa forme collective* produite comme taylorisme informatisé dans le procès de production et comme « mobilisation » en tant que marché du travail.

Il faut cependant une longue période d'évolution du machinisme pour que disparaisse toute trace de formation et de qualification *a priori* de la force de travail, mais ce n'est pas là une évolution technique. La classification, le métier, même dans la grande industrie, appartiennent durant toute la première période de la subsumption réelle à ce mouvement qui fait que dans sa reproduction le capital conforte une identité ouvrière, mouvement fondamental de la période qui repose sur le fait que la grande industrie et la recherche de la plus-value relative (intégration dans le cycle propre du capital de la consommation et du cycle d'entretien et de reproduction du travailleur) *crée la force de travail comme force collective et sociale avant d'entrer en contradiction avec sa création même et de développer les formes adéquates de son absorption et de sa reproduction.*

La fabrique est d'abord le lieu d'un simple renversement de la situation définitoire de la manufacture : « Bien qu'au point de vue technique, le système mécanique mette fin à l'ancien système de la division du travail, celui-ci *se maintient* [souligné par nous] néanmoins dans la fabrique, et tout d'abord comme tradition léguée par la manufacture ; puis le capital s'en empare pour le consolider et le reproduire sous une forme encore plus repoussante, comme moyen systématique d'exploitation. La spécialité qui consistait à manier toute sa vie un outil parcellaire devient la spécialité de servir, sa vie durant, une machine parcellaire [...] Sa dépendance [celle de l'ouvrier] absolue de la fabrique, et par cela même du capital est consommée. » (*Ibid.*, p. 104) Le capital ne fait d'abord que s'emparer de la division du travail et s'il la renverse (« servir sa vie durant une machine parcellaire »), dans le même mouvement, il la consolide. Mais la division du travail, telle qu'elle existe dans la manufacture, n'est pas *dépassée*. Si ce renversement contient la dépendance absolue de l'ouvrier vis-à-vis de la fabrique, et par cela même du capital, cette dépendance n'est pas « consommée » en ce que le capital n'a pas donné sa réponse propre, spécifiquement capitaliste, mais n'a que *repris la division manufacturière, comme division entre les machines parcellaires*. Il se pose alors à lui-même une limite à l'intérieur de lui-même. Il n'est toujours, en tant qu'unité, que la *somme* de ces activités parcellaires des machines, et des hommes qui en sont devenus les servants. Par là, même si « le moyen de travail converti en automate se dresse devant l'ouvrier, pendant le procès de travail même, sous forme de capital, de travail mort qui domine et pompe sa force de travail vivante » (*ibid.*, p. 105), cette division demeure dépendante des

travailleurs affectés à ces machines parcellaires et surtout n'acquiert pas une *unité objective* dans le capital.

Cette unité objective est sollicitée par la division elle-même, telle qu'elle se développe dans la grande industrie. Celle-ci achève la séparation entre le travailleur manuel et les puissances intellectuelles de la production que la grande industrie transforme en pouvoir du capital sur le travail. C'est cette division particulière qui dans la grande industrie est la médiation opérante entre la division du travail et l'objectivation de l'unité. L'unité objective n'a plus qu'à être l'objectivation de ces puissances intellectuelles de la production. L'extension actuelle des flux tendus, dans le capital restructuré, s'accompagne d'une vague nouvelle de taylorisation du procès de travail, la part des ouvriers postés croît dans la force de travail engagée, mais c'est maintenant à un taylorisme assisté par ordinateur que nous avons affaire. Cette séparation entre le travail manuel et les puissances intellectuelles de la production existe dans toute production capitaliste (dès la manufacture), elle devient manifeste avec la grande industrie, mais n'acquiert une *réalité technique* que dans le procès de travail automatisé au moyen de l'informatique. La séparation entre le travail manuel et les puissances intellectuelles de la production n'est pas une division comme celle qui sépare le tourneur du fraiseur, elle est déjà la base et le résultat d'un approfondissement constant de la division du travail manuel. C'est ainsi que l'objectivation des puissances intellectuelles de la production devient l'objectivation de l'ensemble de la division du travail en une réalité technique qui représente la force sociale du travail mis en œuvre. Ce qui n'est pas sans conséquence sur les formes et les buts de la lutte de classe du prolétariat. Voilà le point à atteindre pour que simultanément le marché du travail acquière ses caractéristiques spécifiquement capitalistes qui, comme on l'a vu, paradoxalement, le rapproche, quant à son fonctionnement, de l'esclavagisme. Toute la force de travail disponible appartenant au capital par son pré-achat avant son engagement fractionné dans le procès de production d'un capital particulier, la division de cette force de travail n'est plus alors, à ce stade de la grande industrie, ni un a priori comme dans la division manufacturière, ni une coexistence (une somme) de spécialisations qui dépendent elles-mêmes de la parcellisation des machines comme dans le système de l'OST, mais la division d'une totalité qui, comme totalité objective de la force de travail sociale, préexiste à sa division et dont le capital a produit dans le procès de travail les organes spécifiques de son unité.

Jamais le taylorisme n'a nié le caractère coopératif du travail, il en est une des formes d'expression les plus hautes. Parce que la coopération est le fait du capital, le « taylorisme assisté par ordinateur » (Coriat) répond aux limites de la coopération capitaliste précédente dans lesquelles avaient pu s'insérer et lutter l'ouvrier-masse, limites dans lesquelles il avait pu affirmer une solidarité ouvrière et peser sur le procès de travail. Le capital ne met pas en œuvre une coopération, il est la coopération et celle-ci loin d'être contradictoire à la valeur est la forme par laquelle elle devient une « réalité technique ». La valeur n'est pas du tout contredite par la coopération, c'est parce que le capital est le premier mode de production à avoir pour but explicite la valeur d'échange que la « production à grande échelle » est une détermination de son concept.

Entre les deux formes de la manufacture, puis lors du passage à la grande industrie, puis à l'OST, puis au « taylorisme informatisé », c'est toujours la même « contradiction » que le capital reproduit. C'est exact, mais alors soit cette « contradiction » qui lui est inhérente est aussi sa dynamique, soit son règne aurait du s'achever avec la manufacture sérielle. Le procès de production coopératif est procès d'extraction de plus-value. La direction de ce

procès devient nécessairement despotique : que ce despotisme soit celui de toute une hiérarchie de surveillants ou directement incorporée dans des organes spécifiques du capital fixe objectivant les forces sociales du travail. Le caractère coopératif du travail n'est pas une dimension anthropologique de celui-ci opposé à sa division : division et coopération sont au fond identiques et il n'existe pas de dimension anthropologique du travail. Que cette identité soit une activité constante de la classe capitaliste, parce qu'elle est essentielle au procès d'extraction de la plus-value, que périodiquement la lutte des classes la remette en cause et que les systèmes technologiques en place ne puissent plus l'assurer, ne fonde pas une contradiction entre ses termes, sauf à faire, ce qui est faux, de la coopération quelque chose excédant la valeur.

Innovations techniques et innovations organisationnelles

Depuis le début des années 1990, le « taylorisme informatisé » a relancé la productivité de façon suffisamment énergique pour qu'elle flirte avec ses taux de croissance des années 1960.

La seconde moitié des années 1990 voit disparaître le fameux paradoxe de Solow : « on voit des ordinateurs partout sauf dans les indices de productivité ». Aux États-Unis, la productivité de l'industrie manufacturière augmente de 3,3 % par an de 1990 à 1995, puis de 5,5 % de 1995 à 2000 (*Le Monde*, 17 mai 2002), elle repart à 5,4 % en 2002. L'écart entre exécution et direction est inhérent au capital, ce n'est donc pas en le supprimant mais au contraire *en l'approfondissant* qu'il surmonte les limites d'une organisation historique du travail. Par l'introduction de l'informatique dans le procès de travail, le capital a répondu au savoir collectif et à la prégnance que les ouvriers développaient sur la chaîne fordiste classique, il a supprimé beaucoup de temps morts en saturant les postes de travail, il a maximisé les temps-machines (accélérant la rotation du capital fixe). Il a donné aux forces sociales du travail développées dans la coopération une existence adéquate à sa propre nature en ce qu'elles sont désormais objectivées dans des organes spécifiques du capital fixe. Le capital n'a pas humanisé la chaîne, toutes les expériences du début des années 1970 sont restées des expériences marginales. Mais, ironie de l'histoire, c'est sur la base de ces expériences organisationnelles que l'électronique et l'informatique donneront, quelques années après, toute leur mesure.

Dans la pratique de l'atelier, il y a dépassement (au sens d'*aufhebung*) du taylorisme par la recherche des meilleures combinaisons possibles entre innovations organisationnelles et innovations technologiques. Nous avons énoncé au paragraphe précédent les buts à atteindre pour la classe capitaliste, les moyens mis en œuvre, quant à eux, suivent deux lignes de recomposition du procès de travail : intégration et flexibilité. L'intégration doit répondre au taux d'utilisation relativement faible des machines dans l'industrie manufacturière, à ce niveau, l'attention se porte plus sur le travail mort et la rationalisation des temps-machines que sur l'intensification du travail vivant qui en est la conséquence, c'est l'organisation des flux. La flexibilité réside dans une adaptation immédiate aux aléas des commandes car la production de masse devient la production de produits « diversifiés » fabriqués par lots. Les combinaisons sont multiples :

- **la ligne fordienne automatisée** : innovation technologique (automatisation des postes de travail) mais pas organisationnelle ;

- **la ligne asynchrone** : maintien de la parcellisation mais gestion informatique des circulations, des approvisionnements selon des trajectoires complexes, le temps d'occupation des travailleurs et les charges de travail sont maximisés, organisation en îlots de production constamment saturés, une grande partie de l'encadrement est remplacée par l'informatique (FIAT, puis Ford et GM) ;
- **la ligne intégrée flexible** : comme pour la forme 1, séries de postes entièrement automatisés pour la fabrication et, comme pour la 2, chariots filoguidés pour la circulation, fabrication et circulation sont intégrées sur des lignes flexibles avec plusieurs programmes d'opération ;
- **la méthode Kan-Ban** : c'est une méthode d'organisation, le « juste à temps », qui touche tous les ateliers de l'usine mais aussi les fournisseurs sous-traitants, l'organisation est régie de l'aval vers l'amont, à partir des commandes, contrôle qualité sur place, poste par poste, la méthode est peu efficace sur des produits différenciés et en cas de fortes variations de la demande, elle appelle en outre une « mobilisation » des travailleurs, mais permet d'importantes économies de capital circulant.

Il y a là, dans ces multiples combinaisons, une modification de l'usage et des modalités de consommation productive du travail vivant. Il y a d'abord une extension du « travail indirect » : la productivité repose sur le taux d'engagement des outils et le rendement général des installations, le travail vivant doit faire face aux aléas, les réduire, les anticiper. La production en flux continu mais par lots implique le travail vivant dans de nouveaux équilibres et réglages des lignes. Les frontières entre travail direct et indirect deviennent floues et incertaines. Ensuite, la charge de travail s'accroît par la descente de certaines tâches de gestion dans l'atelier au sein même des activités de fabrication : ordonnancement, planning, lancement des fabrications. C'est l'humanisation capitaliste de la chaîne, la seule. Enfin, la substitution entre capital et travail touche très inégalement les diverses catégories d'ouvriers et surtout sa relation aux gains de productivité est complexe. Quelquefois, la substitution est forte et alourdit considérablement la composition organique, mais souvent les gains de productivité sont obtenus par des innovations organisationnelles entraînant même une baisse de l'intensité capitalistique.

Dans *L'Entreprise efficace*, Guillaume Duval souligne que « l'intensité capitalistique, c'est-à-dire la valeur des machines nécessaires pour produire un franc de valeur ajoutée, a reculé de 13 % de 1982 à 1996 [...] Les entreprises sont parvenues depuis quinze ans à accroître leur productivité sans avoir besoin d'investir massivement : elles ont réussi à rendre le travail humain quasiment aussi répétitif et fiable que celui des machines » (p. 15). Le renversement de la courbe de l'intensité capitalistique a eu lieu en France au début des années 1980, la substitution massive de capital au travail dans les années 1970 n'a pas eu pour effet d'accroître sensiblement la productivité et encore moins la rentabilité des entreprises, mais de briser la résistance des OS. Les techniques de l'information et de la communication interviennent bien sûr ici comme support matériel immédiat de l'investissement immatériel, mais l'essentiel demeure la plupart du temps la taylorisation des tâches et l'organisation des flux. La qualité a été un des vecteurs essentiels de cette progression de la productivité sans substitution du capital au travail. L'auteur se livre à un petit calcul fort instructif : si la fabrication d'un produit nécessite cent opérations successives, si, à chaque étape, le défaut est de seulement 1 %, pour disposer de cent produits corrects il faut en travailler 270 au départ : le travail réalisé sur 170 des 270 produits l'est donc en pure perte. Durant ces 20 dernières années, ce sont les améliorations organisationnelles, et notamment celles liées aux

« politiques de qualité » et à l'intensité du travail, qui ont permis aux entreprises de progresser en productivité, beaucoup plus que l'automatisation. « Malgré la baisse significative de l'intensité en capital des entreprises françaises, la productivité des salariés a continué de progresser avec une régularité de métronome depuis quinze ans : + 3,3 % par an et par personne, soit 4,6 points par heure compte tenu de la réduction du temps de travail qui s'est produit durant cette période. D'après l'INSEE, un salarié français du secteur marchand produit aujourd'hui (1998) 2,2 fois plus de richesses pendant chaque heure de travail qu'en 1970. En volume, à prix constant. » (Guillaume Duval, *op cit.*, p. 134-135). Cependant, une tendance s'est brisée par rapport aux « Trente Glorieuses », les gains de productivité sont « importants » et réguliers, mais ils ne sont plus croissants. Si l'on prend 1970 comme base 100, + 4,6 % cela représente un gain de 4,6 % en 1971 sur 1970 ; alors que 4,6 % de plus en 1993 ne représentent plus que 2,3 % supplémentaires par rapport à 1992, puisque la productivité était cette année-là au niveau 200 (deux fois plus qu'en 1970). La hausse est donc moins perceptible, même si elle est, en valeur absolue, tout aussi importante ; elle n'est pas exponentielle. « Augmenter la productivité du travail en réorganisant celui-ci et en l'intensifiant grâce aux politiques de qualité totale et de flux tendus, tout en diminuant l'intensité capitaliste, voilà le cœur de l'économie du néotaylorisme contemporain. Il est parvenu ainsi à casser, au moins provisoirement, la tendance séculaire du capitalisme à voir son intensité capitaliste, c'est-à-dire le besoin de capital immobilisé par unité de valeur ajoutée produite, augmenter sans cesse. Une tendance qui, selon Karl Marx, était inéluctable et devait, en réduisant le taux de profit du capital, entraîner la mort du système. Le néotaylorisme a permis au capitalisme de retarder les échéances, voire de retrouver une nouvelle jeunesse. » (*Ibid.*, p. 136) Encore que, parmi les causes qui contrecarrent cette loi de la baisse tendancielle, Marx ait pris soin, entre autres, de ranger : l'augmentation du degré d'exploitation du travail, la réduction du salaire au-dessous de sa valeur, la surpopulation relative, l'augmentation du capital par actions. Cette « nouvelle jeunesse » du capitalisme, comme dit Guillaume Duval, est tout de même problématique : les gains de productivité ne sont plus croissants, les progrès de l'automatisation qui pourrait les rendre croissants sont *en partie* bloqués, les investissements matériels et donc la section de la production est régulièrement en souffrance, la plus-value dégagée du fait même des modalités d'accroissement de la rentabilité trouve difficilement des opportunités rentables d'investissements, le besoin en capital des entreprises est limité, la politique salariale restrictive, corollaire des politiques organisationnelles limite structurellement la réalisation, en résumé : l'accumulation réelle ne suit pas les profits et le gonflement du capital fictif amène à des crises financières récurrentes. La restructuration n'est jamais un plan capitaliste et actuellement la classe capitaliste a du mal à trouver la « combinaison optimale » entre modifications organisationnelles et modifications technologiques. Les cycles moyens (8 ans) réapparaissent sous la forme classique de crises de surinvestissement (par rapport aux gains de productivité induits) et de surendettement (par rapport à la croissance extensive par fusions et rachats) alors même que les comptes d'exploitation des entreprises demeurent bénéficiaires. Ce n'est pas le paradis capitaliste, c'est, tout simplement, le capitalisme restructuré actuel.

Aux « politiques de qualité », il faut ajouter la diminution drastique des stocks qui n'accroît pas la productivité, mais, accélérant la rotation du capital, augmente le taux de profit. Grâce aux flux tendus, le niveau des stocks des entreprises françaises qui culminait à 56 % de leur valeur ajoutée en 1980 est passé à 38 % en 1996, une diminution de 32 %. Là aussi, une diminution de cette ampleur implique un bouleversement organisationnel le long de

la chaîne de production et de distribution. C'est dans ce contexte de la production en flux que s'expliquent les phénomènes d'externalisation, les grandes entreprises cessent de concevoir et de produire elles-mêmes les composants intégrés dans leurs produits. A ce niveau, la modularité de la production « multiproduit » allie les économies de variété et les économies d'échelles. En effet, les composants fabriqués par d'autres sont vendus à de multiples clients, ce qui développe des économies d'échelles qui n'existaient pas lorsque chaque entreprise produisait spécifiquement pour elle-même.

La « variété », le « multiproduit » ont finalement renforcé la taylorisation en élargissant le champ des produits et des services qu'elle pouvait dominer. Le flux, c'est la généralisation sociale de la chaîne. « Pendant longtemps, les freins sociaux (refus du travail divisé, déqualifié, poids des logiques de métier) et les freins techniques (complexité des équipements, incapacité à stocker le savoir des spécialistes pour le mettre à disposition de salariés peu qualifiés de façon décentralisée, etc.) ont suffi à empêcher le modèle de la chaîne de s'étendre au-delà de la chaîne d'assemblage final dans l'industrie automobile et dans quelques autres activités, malgré ses avantages déterminants au point de vue des délais et des stocks. » (Guillaume Duval, *op. cit.*, p. 74). Dans le même mouvement, les « problèmes sociaux » que posaient partout les services de maintenance, un des derniers bastions, dans les ateliers d'une « aristocratie ouvrière », largement indépendante dans l'organisation et le rythme de son travail de par son savoir-faire, sont éliminés de par la réduction de la fonction de maintenance à la règle commune du travail taylorisé. Le flux c'est également la possibilité de la substitution à une « grosse usine » de plusieurs unités distinctes installées à proximité de leurs clients principaux. Toute la logique de l'organisation de la production par métiers est déstabilisée, la disparition de l'identité ouvrière n'est une déduction logique de la structure du rapport d'exploitation restructuré que parce qu'elle est une multitude de « micro faits » qui touchent l'ensemble de la reproduction du rapport entre prolétariat et capital. Ces « micro faits » se constituent en système par les contraintes et les choix que déterminent les nécessités et la logique même de l'exploitation. Ce bouleversement tayloriste du taylorisme fait que Peugeot produit aujourd'hui 1 million de véhicules de plus qu'il y a quatre ans avec quasiment les mêmes usines (*Le Monde*, 27 septembre 2002).

Ce bouleversement passe avant tout par l'intensité accrue du travail de façon directe et indirecte au travers de la polyvalence. Ce qui caractérise la période actuelle c'est l'extension massive à tous les secteurs d'activité, dans l'industrie et les services, des principes tayloriens d'organisation du travail. La réorganisation de l'ensemble du procès de travail, pas seulement le stade de la fabrication, consiste à ne plus se fier à la qualification, au métier, à l'expérience, à la conscience professionnelle, il s'agit de définir et consigner par écrit ce que chacun fait et ce que chacun doit faire. Ce que Taylor et Ford n'étaient finalement parvenus à faire que dans un petit secteur de l'activité économique (les ateliers de fabrication de l'industrie de grande série), s'impose partout. Le taylorisme est *maintenant* en train de devenir le mode de travail dominant dans la totalité des activités économiques. *La nouvelle organisation du travail, c'est le taylorisme.*

Si le travail à la chaîne continue de progresser, il ne concerne en France qu'autour de 5 % des salariés, là n'est pas la nouveauté du taylorisme (même si la chaîne n'est plus celle des années 1960). La nouveauté réside dans son extension et dans l'application de ses principes autrement que sous la forme de la chaîne : contrainte de qualité et de délai, travail sous cadence imposée (presse à injecter le plastique ou bac à frites dans un *fast-food*), travail répétitif (+ 50 % dans les années 1980, selon les déclarations des salariés dans une enquête du

ministère du travail), rythme de travail imposé par la dépendance d'un collègue, extension du champ des normes dans l'entreprise, demande des clients, etc. Devenue contre-productive à la fin des années 1960, la taylorisation des tâches a retrouvé (et bien au-delà) sa dynamique après la crise des années 1970. Le « néotaylorisme » conserve les trois principes de base : séparer la conception de l'exécution, celle-ci est prescrite ; découpage du travail en séquences minimales quitte ensuite à la réunir dans la tâche prescrite ; le savoir-faire doit être la propriété de l'entreprise. Mais de nouveaux modes d'application de ces principes apparaissent : la recherche de l'implication du salarié au stade de la conception, celle-ci établie, elle est la propriété de l'entreprise et l'exécution sera tout autant, si ce n'est plus, prescrite ; la polyvalence qui renforce la chasse à la « flânerie ouvrière » ; l'incorporation du procès de production dans des organes informatiques ; l'utilisation d'une main-d'œuvre qui n'est plus à dresser pour le salariat mais dont la qualification moyenne est beaucoup plus élevée et dont les comportements sociaux acquis peuvent être utilisés ; le travail de groupes ; l'intégration des tâches de maintenance et celles de fabrication, la délocalisation au loin de certains segments productifs ou l'éclatement en petites unités de production, l'externalisation de nombreuses activités, l'éclatement du travailleur collectif. L'essentiel du taylorisme est préservé mais pour l'étendre horizontalement à la quasi totalité des secteurs d'activité et verticalement en dehors du strict travail ouvrier de fabrication, il fallait en modifier les règles d'application. Le travail n'a pas été « humanisé », la discipline est celle de nouvelles formes de rémunérations, de primes et de sanctions, de nouveaux critères de promotion, elle est celle du système des « flux », de la « qualité », du « groupe », elle est celle de la crainte du chômage. C'est une discipline, mais peut-on demander autre chose au rapport salarial ?

« Les digues ont cédé. Les contraintes sociales, les freins techniques ont disparu qui avaient permis de contenir pendant presque cent ans le travail taylorisé au sein des ateliers de quelques firmes produisant en grande série [...] Partout la logique du travail prescrit, subdivisé, contrôlé, s'infiltre désormais. Dans les agences bancaires comme dans les grands magasins, chez les comptables, dans les bureaux d'études ou les *fast-food* [...] La frontière a disparu qui séparait une sphère, finalement restreinte, de travail répétitif et prescrit et une large périphérie où le travail restait, au fond, de type artisanal. Du haut en bas de l'échelle, on rencontre désormais un continuum de situations qui s'inscrivent toutes dans le même cadre, répondent toutes à la même logique, celle voulue par Taylor : le *one best way* défini et imposé par l'entreprise. » (Guillume Duval, *op. cit.*, p. 165-166). Dans les services ou dans les départements des entreprises autres que la fabrication, l'informatisation est le moyen privilégié pour briser les logiques de métier et le regroupement des « cols blancs » par spécialités. Les structures sont dédiées à un produit ou un client particulier avec des salariés polyvalents détachés d'une profession précise. Actuellement, pour qu'une entreprise soit labellisée ISO, il faut tout d'abord qu'elle présente son organisation sous une forme normalisée qu'on appelle un manuel-qualité : ce document regroupe l'ensemble des procédures appliquées dans l'entreprise et décrit ce que chacun y fait, quelle responsabilité il a dans le processus de production, et comment, à chaque stade de la production, la qualité est contrôlée et enregistrée. Il ne s'agit plus seulement du travail des ouvriers, mais aussi – surtout – de celui des cols blancs (ingénieurs, cadres, techniciens) et des ouvriers professionnels qui avaient su se préserver depuis un siècle des menaces du taylorisme.

Si l'on retrouve l'histoire réelle du capital, de la crise et de la restructuration telle qu'on peut l'appréhender dans le procès de production immédiat, on peut comprendre comment

la crise qui semblait mortelle du taylorisme a pu être surmontée par... *l'extension du taylorisme lui-même.*

Organisation du procès de travail/ collectif ouvrier/cycle de luttes

Nous avons vu qu'il n'y a pas de contradictions entre la division du travail et la coopération mais identité, la division du travail n'existe qu'en corrélation avec l'accession à l'indépendance du caractère social de l'activité, la valeur, que la coopération transforme en loi technique. Mais c'est l'identité de leur identité et de leur différence qui n'est pas la simple identité abstraite des différences, c'est-à-dire la négation de celles-ci par réduction à leur « autre » ; la différence est conservée comme un moment subordonné, mais essentiel, de l'identité vivante concrète qui est la tension de ses moments différents. Entre division du travail et coopération, la différence est non-originale pour elle-même, mais résulte de la différenciation de l'identité originelle. Cette identité vivante concrète, c'est le capital. La critique de la division du travail face à la coopération ne peut aboutir qu'aux impasses de la *critique du travail*.

Si dès le premier moment de l'échange entre capital et travail, prolétaires et capitalistes ne se font pas face en tant que simples échangistes mais en tant que classes, c'est que le travail est la seule valeur d'usage qui puisse faire face au capital et cela en tant que puissance abstraite de travail. En tant qu'activité concrète, le travail est nécessairement dans le mode de production capitaliste, activité individuelle et isolée pour le travailleur, car en tant qu'activité collective et unifiée, il est activité du capital. « La coopération d'ouvriers salariés n'est qu'un simple effet du capital qui les occupe simultanément. Leur lien entre leur fonction individuelle et leur unité comme corps productif se trouve en dehors d'eux dans le capital qui les réunit et les retient. L'enchaînement de leur travaux leur apparaît idéalement comme le plan du capitaliste, et l'unité de leur corps collectif leur apparaît pratiquement comme son autorité, la puissance d'une volonté étrangère qui soumet leurs actes à son but » (Marx, *Le Capital*, Ed. Sociales, t.2, p. 24). « Comme personnes indépendantes les ouvriers sont des individus isolés qui entrent en rapport avec le même capital mais non entre eux. Leur coopération ne commence que dans le procès de travail ; mais là ils ont déjà cessé de s'appartenir. Dès qu'ils y entrent, ils sont incorporés au capital. En tant qu'ils coopèrent, qu'ils forment les membres d'un organisme actif, ils ne sont même qu'un mode particulier de l'existence du capital. » (*Ibid.*) « En fait l'unité dans la coopération, la combinaison dans la division du travail, l'emploi pour la production des forces naturelles et de la science, au même titre que les produits du travail eux-mêmes [...] leur font face comme fonction du capital et par suite, du capitaliste. Les formes sociales de leur propre travail ou les formes de leur propre travail social sont des rapports formés tout à fait indépendamment des travailleurs pris individuellement ; subsumés sous le capital, les travailleurs deviennent les éléments de ces formations sociales, mais ces formations sociales ne leur appartiennent pas. » (Marx, *Théories sur la plus-value*, Ed. Soc., t.1, p. 458). En tant que porteur et agent d'un travail concret le travailleur est nécessairement travailleur individuel et isolé, il est l'autre face de la coopération objectivée dans le capital. Si le travailleur est considéré comme agent d'un travail concret en tant que simple rouage de la production, cela signifie nécessairement que, de façon simultanée, son unité avec les autres travailleurs est posée comme étrangère, comme se concrétisant, s'objectivant, dans le capital. La division manufacturière du travail concret est un attribut du travailleur en tant que travailleur isolé, face à ce que le capital concentre comme force collective du travail. Le travailleur, comme agent d'un travail concret spécifique dans la division

du travail manufacturière ou sociale et l'objectivation des forces sociales du travail dans le capital sont les deux faces d'un même rapport : la subsumption du travail sous le capital. La division du travail n'existe, dans le mode de production capitaliste, que face à l'objectivation des forces sociales du travail dans le capital qui est activité du capitaliste.

Le regroupement des salariés dans des lieux géographiques restreints a été, dès la manufacture, la condition de leur coopération permettant en retour l'approfondissement de la division du travail (cf. l'épingle d'Adam Smith). Mais, l'identité entre la division du travail et la coopération n'est pas immédiate, elle est l'activité du capitaliste. Le travail divisé devait obligatoirement être concentré géographiquement pour que le capitaliste qui organise la coopération maîtrise la masse d'informations nécessaires à la continuité et la régularité de la production. « Mais cette nécessité de concentrer géographiquement les salariés a bien failli tuer le travail divisé. En effet, se sont constitués au fil du temps des établissements de plus en plus importants, regroupant chacun jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de salariés, au point de devenir de véritables villes. La gestion de ces ensembles énormes posait de plus en plus de problèmes : les chaînes d'information devenaient trop longues, nécessitant une bureaucratie pléthorique pour les administrer, la coordination de ces flux d'informations devenait un casse-tête inextricable et, *last but not least*, les salariés regroupés avaient progressivement découvert leur force collective et appris à s'en servir. D'où la situation de blocage, à la fin des années soixante-dix, dans la plupart des pays développés : partout le travail divisé, prescrit paraissait définitivement condamné faute de solutions pour gérer les immenses concentrations humaines qu'il avait engendrées. Si tel n'est pas le cas et si, au contraire, nous assistons aujourd'hui à une formidable extension du travail subdivisé et prescrit, c'est parce qu'on est parvenu à déconcentrer le travail taylorisé. En vingt ans, même pas une génération, de 1975 à 1995, la proportion de salariés français employés dans des établissements de plus de 500 salariés a été divisée par deux, passant d'un peu plus de 20 % (un salarié sur cinq) à moins de 10 % (un salarié sur dix). » (Guillaume Duval, *op. cit.*, p. 87-88) La technique ne mène pas le monde, c'est la nécessité absolue de sortir des impasses sociales et des rapports de force des années 1970 qui a déclenché et nourri la « révolution informatique ». Cette évolution n'a pas seulement touché les grosses unités industrielles, mais elle a aussi permis de centraliser des activités qui étaient auparavant décentralisées. C'est le cas du commerce avec le développement du commerce en franchise. Un commerçant franchisé Leader Price ou Ed fait « remonter » chaque soir les chiffres de vente et la nature des produits vendus, il consacre moins de temps à se réapprovisionner qu'un petit commerçant indépendant. Un programme de traitement des commandes, de gestion de production ou de comptabilité est la matérialisation d'une prescription qui fait pénétrer le travail taylorisé au cœur des plus petites entreprises. Passé un premier temps où l'uniformité du programme s'adaptait mal à la spécificité de chaque entreprise, on en est arrivé à des « logiciels paramétrables » que les fournisseurs transforment en du « sur mesure ». Par contre-coup, la possibilité d'objectiver et de stocker le savoir-faire des spécialistes facilite partout la déqualification des tâches et permet d'intégrer les activités de service au flux de la production. En achetant des ordinateurs, une entreprise achète avant tout une organisation du travail, ce qu'ont parfaitement compris les grands fabricants d'ordinateurs qui cherchent à vendre de l'organisation et non plus des « boîtes ». L'ensemble de l'entreprise est, en tant que tel, soumis à la logique appliquée jusque là aux seules activités de fabrication. Les techniques de l'information et de la communication sont le support immédiat de l'investissement immatériel en matière d'innovations organisationnelles.

Personne ne prétendra que par là le capital a surmonté ses contradictions. Dans le cadre du chômage de masse, ces transformations essentielles ont pu s'imposer sans affrontement direct et massif avec la classe ouvrière. Mais d'autres raisons interviennent. La petite maîtrise, avec la fonction directement disciplinaire du « petit chef », a souvent été éliminée, au profit de la valorisation de la coopération, de la prise de parole et de la pression du groupe (pourvu que cela soit contrôlé par la direction). Les entreprises ont choisi d'avoir une taille plus petite. En ayant cassé les logiques de qualifications par des logiques de comportement, c'est une substituabilité quasi totale des salariés entre eux qui a été introduite, renversant les rapports de force et renforçant la discipline, chaque salarié devient le concurrent de tous les autres. Bien sûr, cela n'a jamais empêché les conflits et ne les empêchera jamais, mais ce serait se bercer d'illusions que de croire que cela n'a aucune importance dans le cours quotidien du travail et son acceptation. Ensuite, « qualité », « flux », « pression du client » : les contraintes paraissent venir désormais de « l'extérieur » dans un monde concurrentiel où il faut savoir « sauver son entreprise ». De plus, les nouvelles formes du taylorisme, aussi bien par les innovations organisationnelles que par l'informatisation qui leur est liée, ont su dépasser l'étude des postes individuels (se retrouver ensuite avec le problème de leur liaison) pour « optimiser » la chaîne qui les relie, prendre le problème au niveau de l'ensemble, c'est-à-dire de l'appropriation des forces sociales du travail. Jusqu'au point où chaque entreprise se soumet volontairement à la certification de la normalisation non pas de ses produits mais des organisations qui les fabriquent : la norme ISO. Enfin, la capacité de cette généralisation du taylorisme relève d'un fait social global : elle assure une augmentation importante de la productivité du travail, stabilisant la reproduction sociale du mode de production même au prix de l'accentuation des inégalités.

Que cela soit dans les secteurs anciennement taylorisés où l'organisation du travail est profondément modifiée, ou dans les secteurs, bien plus nombreux, où les méthodes tayloriennes s'imposent de façon différente mais en conservant les principes de base du taylorisme, le collectif ouvrier est profondément bouleversé. Des catégories sont expulsées ou confinées à des tâches subalternes : les OS, les ouvriers de métier (les anciens « seigneurs des ateliers »), les jeunes issus de l'enseignement technique court. Les ouvriers professionnels dont les acquis techniques sont remis en question et leur autonomie contestée, face aux opérateurs et aux techniciens, ne savent plus ce qu'ils sont (comme la maîtrise). D'autres sont « valorisés » : les ouvriers opérateurs de conduite de système automatisés, les techniciens de production. Ces derniers deviennent le pivot autour duquel s'organise ce processus de déclassement/reclassement du collectif. A côté d'une masse d'ouvriers marginalisés dont les tâches sont devenues subalternes, banalisées et routinières, qui sont réduits à de simples capteurs et à qui, en outre sont imposés des contraintes nouvelles, apparaît une catégorie d'ouvriers à la jonction des tâches directes et indirectes, responsables d'opérations polyvalentes tant horizontalement (de même niveau d'abstraction sur plusieurs machines) que verticalement (tâches de niveaux différents sur une même machine).

Durant les « Trente Glorieuses », les ouvriers avaient échangé leur rôle de « pion » contre une progression régulière de leur salaire. Tout d'abord, cela n'est pas si vrai. Dans le pays phare du « fordisme », le fameux dispositif du *Collective Bargaining* incluait le *Job Control System* définissant de façon très rigide, par types de métiers, les règles de travail (les tâches, le nombre de pièces par heure, etc.). Il est à noter que ce dernier point disparaît nécessairement de « l'accord Saturne » (chez GM) présenté comme la « sortie vers le haut » du taylorisme. Mais ce n'est pas là l'essentiel. L'essentiel, c'est que si la classe capitaliste se donne tant

de mal pour briser cette organisation du travail sous sa forme la plus rigide, c'est d'une part parce qu'elle a épuisé ses potentialités en gains de productivité, mais aussi et surtout parce que cette organisation du travail, loin d'être un dispositif d'« implication » des ouvriers, était un formidable dispositif de résistance ouvrière. Le contraire même de l'« implication », *malgré les « hauts salaires »*.

Ce qui a échoué à Turin ne réussira peut-être pas dans le « tiers-monde ». À long terme (nous espérons ne pas être tous morts) cela peut paraître certain, mais, à court ou moyen termes, la Chine frôle les 10 % de croissance annuelle et la classe capitaliste s'en met plein les poches. L'accumulation du capital est identique à sa nécrologie mais ceux qui oublient que les termes de cette proposition ont une relation de réciprocité ne comprennent ni la nécrologie, ni l'accumulation. Qu'est-ce qui a échoué à Turin ? Ce n'est pas l'échange des « hauts salaires » contre la réduction à un statut de « pion ». Les « hauts salaires » étaient pour ceux qui n'étaient pas des pions (ouvriers professionnels, employés, etc.) et le statut de « pion » pour ceux qui n'avaient pas de « hauts salaires ». La constante de l'Automne chaud de 1969 aux usines FIAT est la revendication par les OS de fortes augmentations salariales alors que la CGIL, appuyée sur d'autres catégories ouvrières que les OS, cherche constamment à ramener les conflits sur le contrôle de l'organisation du travail.

La question est celle de la nature du « collectif ouvrier » et par là celle de l'« hégémonie » qui s'y constitue. Dans le cas de FIAT, durant l'Automne chaud, le basculement d'hégémonie prend souvent des formes violentes entre les catégories ouvrières : une disqualification symbolique, physique et organisationnelle de l'ouvrier professionnel ou de l'opérateur. En supposant même que l'on accepte la notion de « compromis » entre taylorisme et fordisme d'une part et « hauts salaires » d'autre part, il n'y eut pas rupture d'un « compromis », ceux qui le « rompirent » n'étaient pas ceux avec qui il avait été passé. Il est vrai que tout cela n'empêcha que l'organisation du travail avait volé en éclats. Mais, sur tous les fronts, du marché du travail au procès productif dans sa matérialité, en passant par le Welfare et la représentation syndicale et politique, la classe capitaliste a su déstructurer la puissance ouvrière telle qu'elle s'était manifestée et reconstituer d'autres dispositifs de mobilisation productive de la force de travail qui ont fini par faire système.

La « reconnaissance » du travail dans la reproduction même du capital, ce que nous appelons, pour l'ancien cycle de luttes, la confirmation d'une identité ouvrière, était une faiblesse de la reproduction du mode de production. Ce n'est pas pour autant que sa disparition se transforme automatiquement en force pour le capital. La classe capitaliste était face à deux nécessités : briser le collectif ouvrier ; briser la relation entre hausse du salaire et gains de productivité. C'est à partir de cela, qu'elle a « bricolé », au fil de l'eau, une nouvelle organisation du travail dans le procès de production immédiat.

Si l'on prend l'exemple de l'usine Peugeot de Sochaux, étudié par Beaud et Pialoux dans *Retour sur la condition ouvrière*, deux constatations s'imposent : c'est dans les années 1970 que la « solidarité de résistance » dans l'usine atteint son sommet, *au moment où la « compensation salariale » est à son apogée* ; au début des années 1980, cette « culture d'atelier », ce « savoir-faire collectif » ont disparu ou du moins ne sont plus opérationnels. Le travail a été réorganisé en groupes ou équipes autour d'un « moniteur » (échelon intermédiaire entre ouvriers et chef d'équipe), un système de primes collectives et individuelles a été instauré, un autocontrôle des équipes est mis en place, la petite maîtrise a été relayée par des jeunes BTS. La prime d'équipe amène le rappel à l'ordre des « déviants » par le groupe lui-même, ceux qui ne veulent ou ne peuvent accepter les formes minimales de « participation » sont

marginalisés. En même temps, la présence massive d'intérimaires fait peser une menace permanente sur les ouvriers tout en les déchargeant souvent des postes de travail les plus durs. En luttant contre l'inertie et la résistance ouvrières *héritées de l'ancienne organisation*, il s'agit de faire fonctionner les solidarités d'atelier au profit de la direction : la marche au quotidien de l'atelier est censée être déléguée au collectif ouvrier. *Dans le capital, la reconnaissance de la valeur du travail, c'est toujours le moyen de son asservissement plus grand, au-delà cela devient quelque chose qui lui est contraire.* Le « moniteur » reste proche de l'ouvrier de base et en même temps il a intérêt à jouer le jeu de la nouveauté organisationnelle, il peut être constamment rétrogradé. Il est la voie concrète par laquelle les projets d'« autocontrôle » et de « participation » sont mis en œuvre, c'est par sa médiation que le groupe se surveille et s'autocontrôle. Au moniteur, il est demandé d'être motivé, mais aussi des qualités qui le distinguent des « vieux OS » : savoir commander les pièces, établir les gammes de travail, s'assurer du contrôle qualité, savoir utiliser un ordinateur pour ficher chaque ouvrier de son équipe. Fin des années 80 (période économiquement faste), Peugeot embauche massivement des jeunes, niveau Bac, destinés, après un temps sur les chaînes, à tenir ce rôle et pour devenir conducteur d'installations automatisées, car la transformation organisationnelle ne va pas sans transformation technologique. Ces nouvelles formes technologiques accentuent la dépossession des OS qui n'ont plus de possibilité de se soustraire même temporairement à l'ordre de l'usine. Ces nouvelles formes organisationnelles et technologiques sapent les anciens moyens de résistance collective, les bases d'un « contre-pouvoir ouvrier », et court-circuitent les possibilités d'action des délégués auprès de la petite maîtrise.

En toute logique, la carrosserie, « bastion des luttes », est le secteur de l'usine qui subit les transformations les plus profondes (Habillage Caisse n°1 – HC1). Un nouveau bâtiment est construit, les automatismes sur la chaîne sont partout, la gestion se fait en flux tendus, interdiction de fumer, manger et boire sur les chaînes, obligation d'utiliser les salles de repos communes avec la maîtrise, introduction importante de nouveaux ouvriers professionnels (conducteurs d'installations automatiques) et de techniciens directement dans l'atelier, la polyvalence est de règle ainsi que le travail en groupe qui prend en charge une partie des anciennes activités du chef d'équipe. L'intégration des ouvriers de la carrosserie dans le nouvel atelier est très progressive et la direction prend soin de casser les anciennes équipes. Les ouvriers répliquent par un absentéisme massif, un jeu sur l'incompréhension des nouvelles consignes de fonctionnement des installations (les ouvriers appellent cela le jeu du « Hein ? Hein ? »), les micro-conflits sont continuels, ils refusent de se plier aux exigences du groupe, la « promiscuité » avec les agents de maîtrise, le tutoiement des chefs, la gestion des primes collectives. Quand le second atelier (HC2) est ouvert, la direction fait venir les équipes constituées, relâche la discipline (fumer, boire, manger, porter l'uniforme de l'atelier), mais aggrave les cadences sous une forme classique. Ce demi-échec conduit la direction de Peugeot à « sortir de Sochaux », à délocaliser par la construction de petites unités de production dispersées autour du site principal dans un rayon de 25 ou 30 km. Il ressort de cet épisode de HC1 et HC2 que si la relation entre division du travail et coopération est une question pour la classe capitaliste qui doit sans cesse produire leur identité, ce n'est pas le contenu de son conflit, maintenant, avec la classe ouvrière. Le contenu de ce conflit c'est la coopération en ce qu'elle est contrainte au surtravail, extorsion de plus-value. Il ressort également que c'est l'ancienne organisation du travail, qui est celle de la non-implication (ce qui ne peut qu'étonner les nostalgiques du compromis fordiste), que les salaires soient « élevés » comme

au début des années 1970, ou plus faibles comme dans les années 1990. Cela signifie que l'« implication » est toujours une contrainte, un rapport de force, et jamais un compromis.

Il n'empêche que la nouvelle organisation du travail a fait disparaître du paysage « l'élite ouvrière », l'ouvrier professionnel autonome dans son travail. Ces OP, figure essentielle de l'ancien cycle de luttes, qui socialisaient les OS dans le cadre d'institutions proprement ouvrières et représentaient un espoir de promotion. Il existe maintenant un trou entre le niveau des OS et celui des techniciens, totalement coupés des ouvriers malgré leur présence physique dans les ateliers de fabrication. Il est tout à fait exact que la condition ouvrière s'homogénéise par le bas. S'il ne passait pas OP, l'OS pouvait devenir contrôleur, cariste, régleur, mais tous ces emplois périphériques voient leurs tâches de plus en plus intégrées dans les tâches de production. Partout, la compétence se substitue à la qualification, le moniteur est l'exemple type de cette substitution, les innovations organisationnelles et technologiques ont pris à revers l'ancien système fondé sur l'ancienneté et la qualification professionnelle. La classe capitaliste a créé une nouvelle organisation du travail, mais c'est une nouvelle organisation du travail salarié productif de plus-value, et comme telle cette nouvelle organisation doit être *imposée* dans le cadre de la lutte des classes. Elle n'est pas parachutée toute faite sur les usines, comme sont amenés à le croire ceux qui ont considéré le fordisme comme une construction a priori.

A moins d'imaginer un capitalisme qui ne soit plus capitaliste, il n'est nullement « contradictoire » de « réduire à un pion celui qui valorise des systèmes complexes exigeant une disponibilité bien supérieure à celle de l'OS ». Cela ne peut que poser des problèmes à la valorisation du capital, c'est tout à fait exact, mais c'est précisément de la restructuration *du capital* dont il est question et non de la recherche du meilleur procès de production coopératif. Il faut le répéter, dans la coopération les ouvriers ont déjà cessé de s'appartenir, la coopération est une fonction du capital, en cela elle est consubstantiellement une contrainte à l'extorsion de surtravail. La « mobilisation » des travailleurs a toujours été disciplinaire, l'OST en est le parfait exemple. En outre, la « mobilisation » des travailleurs, durant les « Trente Glorieuses » a partout reposé sur une dualisation de l'emploi. Le fameux modèle allemand, modèle des hauts salaires et de la codétermination, avec les immigrés de l'Est à la fin des années 1940, puis dans les années 1950 et 1960 avec les Italiens et les Turcs, était déjà un système *dual* (cf., Roth, *L'autre mouvement ouvrier en Allemagne* et Walraff, *Tête de Turc*). La crise des années 1970 a renforcé cette caractéristique quand les syndicats ont échangé la modération salariale contre la protection des salariés des effets de la « rationalisation ». Cette « protection » s'est, dans les faits, traduite par le licenciement des jeunes étrangers. Dans la décennie 1980, quand IG Metall pose comme priorité la lutte contre le chômage par la réduction du temps de travail et la formation, cela se traduit par le « renforcement » du noyau central de la classe ouvrière et la dégradation des conditions de vie et de travail pour les autres. Le capitalisme réellement existant a toujours fait de la segmentation du marché du travail (les femmes et les enfants dans la manufacture puis dans la grande industrie), une des caractéristiques essentielles du marché du travail. Il ne s'agit pas d'un aménagement de la réalité par rapport au concept, la segmentation du marché du travail est inhérente au concept même de capital (cf. in *Travail salarié et Capital*, les lois de la paupérisation relative et absolue). La segmentation du marché du travail n'aboutit jamais à la coexistence d'ensembles cloisonnés et parallèles qui seraient en contradiction avec la nécessité de la concurrence inhérente au système. Tout le monde connaît la théorie de la « file d'attente ».

Le calcul des effectifs « au plus juste » et la mobilisation permanente de la main d'œuvre transforment tous les rapports entre le travail et le temps. Les horaires journaliers et hebdomadaires sont moins stables. Le morcellement des périodes travaillées et l'incertitude sur les horaires à venir se font plus fréquents. Les parcours professionnels sont plus chaotiques. La recherche de flexibilité dans les affectations, le recours à la sous-traitance et aux contrats temporaires provoquent une instabilité des collectifs de travail et des itinéraires personnels. La systématisation des réductions d'effectifs, le « dogme » du flux tendu, les déséquilibres dans la relation de sous-traitance, ont des effets contreproductifs. Entre la culture de l'urgence et le besoin de maîtriser, individuellement et collectivement, les situations de travail, les antinomies de cette période deviennent visibles, mais ce sont celles de cette phase du capital restructuré et non des manques par rapport à la situation antérieure.

Ces antinomies sont celles d'une époque spécifique. Il y a un rapport structurel et qualitatif, et non simplement la nécessité toujours existante de tirer le maximum de plus-value (la baisse du taux de profit peut devenir un rabâchage sans intérêt), entre la revivification de l'extraction de plus-value sous sa forme absolue et le rapport salarial dans la restructuration. Ce rapport c'est l'appropriation des forces sociales du travail dans les formes de mobilisation de la force de travail disponible, dans le procès de production immédiat et dans son articulation au procès de circulation. La restructuration est dépassement des modalités qui portèrent la baisse du taux de profit : la création d'une force de travail de plus en plus sociale et collective et les modalités de l'appropriation de cette force. Dépasser cette situation c'est considérer que cette force sociale de travail est *constamment* l'objet de l'exploitation capitaliste. La revivification de l'extraction de plus-value sous sa forme absolue est une détermination de la disparition de l'identité ouvrière : le moment productif se dilue dans le cycle de vie et est soumis au nécessité de la rotation du capital.

Le niveau où tout se noue en ce qui concerne la restructuration est celui du cycle mondial du capital. L'« internationalisation », ou « mondialisation » du capital, n'est pas une caractéristique à côté d'autres caractéristiques comme la reproduction de la force de travail, la monnaie, le procès de production immédiat, ou le rapport entre production et circulation. La mondialisation du cycle du capital est la forme générale de la restructuration, ce n'est qu'ainsi qu'existe la fluidité du double moulinet de la reproduction du capital. Elle n'en est pas la dynamique, qui demeure la plus-value relative, mais la synthèse de toutes les caractéristiques, une sorte d'abstraction intermédiaire.

La mondialisation n'est pas ce qui transforme le procès de production immédiat, la reproduction de la force de travail, la rotation du capital ; ce sont plutôt les transformations suivantes, comme dépassement des limites antérieures sur la base de la dynamique de la plus-value relative, qui construisent la mondialisation. Il s'agit des transformations du procès de production immédiat (production de plus-value), de la gestion et reproduction de la force de travail, des modalités et des aires de transformation de la plus-value en capital additionnel, du système monétaire et financier coiffant et rendant cohérent l'ensemble, ramenant à un commun dénominateur les disparités productives et imposant à chaque capital particulier la propre nécessité pour lui des transformations précédentes, comme la contrainte à la mondialisation.

La mondialisation

La mondialisation n'est pas une extension homothétique des rapports capitalistes sur chaque parcelle des territoires constituant la planète, mais une structure spécifique d'exploitation et de reproduction du rapport, tel qu'il s'est restructuré, comme géographie. En tant que géographie, elle est le contenu comme forme de la restructuration du rapport entre prolétariat et capital. Segmentation, flexibilité, abaissement de la valeur de la force de travail dans les combinaisons sociales de sa reproduction et de son entretien, sont devenus en eux-mêmes des processus de diffusion illimitée, tout comme la transformation de la plus-value en capital additionnel ou l'appropriation des forces sociales du travail. N'aborder les transformations du marché mondial qu'en elles-mêmes, comme concurrence entre les capitaux, ce n'est encore qu'une vision partielle de la mondialisation. Cette vision n'intègre pas qu'une telle transformation de la métamorphose de la plus-value en capital additionnel n'existe que si le procès de production immédiat, où se forme la plus-value, et que si le renouvellement du face à face avec le travail, où elle devient capital additionnel, sont un procès de production et une reproduction de la force de travail, eux-mêmes restructurés.

Homogénéité, hiérarchie et développement capitaliste endogène

Le capitalisme ne suppose pas un espace homogène où chaque porteur de marchandise équivaut à son voisin. On confondrait ainsi la valeur et le capital. Quand il s'agit du porteur de la marchandise bien particulière qu'est la force de travail, le capital se délecte de la diversité des origines de cette marchandise, de ses particularités, de l'originalité de ses modes de formation et de reproduction, de sa segmentation. Il s'ingénie même à créer sans cesse de nouvelles distinctions. L'espace de l'accumulation capitaliste n'est pas celui de la petite production marchande, il est celui des niveaux inégaux de développement, de la dépendance et de l'échange inégal. Cet espace est simultanément fragmenté et homogène. La fragmentation et l'homogénéité résident conjointement dans la transformation de la valeur en prix de production, incluant la péréquation des taux de profit. Depuis les travaux d'Arghiri Emmanuel, de Wallerstein, de Braudel, de Samir Amin, de Palloix et de Gunder Frank sur le système capitaliste mondial, jusqu'à ceux plus récents de Michalet, de Carroué ou de Adda, il y a une constante : que ce soit l'internationalisation ou la mondialisation, l'une ou l'autre se définissent dans la relation entre les *différenciations* territoriales (nationales ou régionales) et l'*homogénéisation*, toujours hiérarchisée, liée à l'accumulation du capital.

Le capitalisme ne suppose pas plus un « espace homogène » (c'est-à-dire celui de la petite production marchande), qu'il ne suppose qu'un pays ne peut développer les conditions de l'accumulation du capital que de façon endogène. Les révolutions industrielles endogènes s'achevant (difficilement pour certains pays – Autriche-Hongrie, Italie) dans le dernier tiers du XIX^e siècle, il faut donc en conclure que l'espace capitaliste est clos depuis cette époque. Les « dragons » ne sont pas « handicapés » par l'absence de développement autocentré. On peut, bien sûr, dire que les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne ou la France ne se sont pas développés ainsi. Il est évident que la Malaisie ne deviendra pas les États-Unis. Il s'agit au travers de cet argument de dire que l'industrialisation des pays du « tiers-monde » ne s'effectuant pas comme celle des pays du « centre », elle n'est au mieux qu'une fausse industrialisation, qu'il n'y a pas d'expansion du capitalisme. Il est *peut-être* vrai qu'au jeu de la concurrence mondiale gagne celui qui a développé aussi son marché intérieur. Mais aucune question ne se pose ainsi dans la mondialisation actuelle du mode de production capita-

liste. Il ne s'agit pas de savoir si l'Indonésie va gagner et *contre qui*, mais de savoir de quelle façon l'Indonésie participe, dans son cadre national, à la concurrence et à la valorisation à l'intérieur du capital mondial. Cette participation n'est pas identique à celle de la Corée du Sud, qui développe un marché intérieur même limité, ou à celle de l'Union Européenne. On ne peut plus réclamer à aucune fraction du capital mondial investie dans le cadre d'une aire nationale d'avoir en elle les déterminations de sa cohérence. Pas même aux États-Unis.

Le fait qu'un pays puisse ne pas développer les conditions sociales du capitalisme de l'intérieur était déjà un acquis théorique banal dans les années 1960. Il n'y a pas en effet de structure « dualiste », où l'on aurait d'un côté le développement, de l'autre un non-développement : l'un et l'autre secteur jouent leur rôle par rapport aux exigences de la valeur. Si l'on comprend ce que cela signifie : à l'échelle du capitalisme mondial, la distinction entre facteurs internes et facteurs externes est relativisée, puisque tous les facteurs sont internes à cette échelle. Le « sous-développement » est le produit du développement mondialisé du capitalisme, « développement » et « sous-développement » constituent les deux faces du même phénomène : le développement mondial. C'est une banalité. Si l'on admet que développement et sous-développement sont les deux faces d'un même développement capitaliste, d'un même processus d'accumulation à l'échelle mondiale, demander actuellement à un pays « sous-développé » de développer les conditions sociales du capitalisme de l'intérieur, c'est répondre par avance à la question : la chose est impossible dans l'énoncé même du problème. En revanche, si l'on pose ainsi la question en supposant que les réponses peuvent être ouvertes, cela signifie que l'on ne considère pas « développement » et « sous-développement » comme les deux aspects d'une même totalité mais que l'on a fait siennes les « théories de la croissance » les plus banales de l'économie ordinaire : chaque pays suit son rythme comme si l'Algérie actuelle était la Grande-Bretagne du XVIII^e siècle. (Arrow, Brunel).

On ne peut poser la question de la mondialisation du capital dans les termes d'une contradiction absolue. Mondialisation d'un côté, développement endogène de l'autre, chacun des termes suppose la non-existence de l'autre. La phase nouvelle dans laquelle le système mondial est entré est fondée sur l'industrialisation de la périphérie et non sur son blocage (les régions qui sont restées confinées dans la spécialisation agro-minièrre – l'Afrique au sud du Sahara – sont marginalisées). Il est vrai que cette industrialisation est fortement dépendante quant à ses débouchés, ses techniques, ses flux financiers, que consommation et investissement sont largement dépendants des transferts de l'extérieur (rente et/ou endettement). Elle fonde une polarisation d'un type nouveau entre régions du monde et à l'intérieur de chaque région. La fin des cohérences nationales, c'est l'accroissement des inégalités et toutes les nouvelles asymétries sont véhiculées par le capital financier. Mais dire que les problèmes de cette industrialisation proviennent de ce qu'elle ne répond pas aux critères du développement endogène n'a plus aucun sens. Poser la fameuse question « peuvent-ils industrialiser le tiers-monde ? » (Souyri), en imaginant que la réponse positive serait la concurrence d'égal à égal entre les États-Unis et Taïwan, l'un et l'autre comme ensemble cohérent et autocentré, c'est bien sûr ne pouvoir y répondre que négativement. Au jeu de la concurrence mondiale, pour les chaussures de sport, il est évident que l'Indonésie ou le Vietnam ne peuvent rivaliser avec le fabricant américain Nike (ou inversement...).

« A partir des années 1960, l'Asie – l'ASEAN surtout – est devenue une terre d'élection des groupes automobiles japonais qui, en 2000, y détiennent 80 % du marché. Ils se mourent dans les législations nationales via des implantations directes ou en joint-ventures avec des constructeurs locaux qui bénéficient de transferts de technologies afin d'atteindre

50 % à 60 % de valeur ajoutée locale. Ainsi la “règle de contenu local”, instaurée en 1971 par le gouvernement thaïlandais qui, entre 1975 et 1994, passe de 25 % à 54 %, permet la création d’un tissu industriel local. La seule exception notable est la Corée du Sud dont ils se retirent à l’extinction des accords de licence dans les années 1970 alors que Séoul soutient ses propres *chaebols* (Hyundai, Daewoo...).

« Mais la crise asiatique, avec l’effondrement de 70 % du marché entre 1997 et 1999, oblige les firmes à réorganiser leurs systèmes productifs. Ces États deviennent les bases d’exportation vers les marchés en croissance d’Europe, d’Océanie et d’Amérique latine. Toyota y développe une intégration régionale en jouant sur les synergies de son dispositif. On assiste à l’émergence d’un véritable réseau d’échanges de composants et de pièces détachées entre la Malaisie, la Thaïlande, l’Indonésie et les Philippines. Enfin elle y transfère l’assemblage de certains modèles réalisés jusqu’ici au Japon (modèles de sport pour l’Europe et l’Australie, etc.). La valeur ajoutée y est augmentée afin de baisser les coûts de production et d’éviter la faillite des sous-traitants et équipementiers locaux dont le tissu est encore fragile à l’exception de la Thaïlande (600 firmes, 300 000 emplois). Enfin, depuis 1991, la Chine devient prioritaire avec six usines (Pékin, Mandchourie, Sichan) afin de desservir un marché encore très parcellisé entre provinces. » (Laurent Carroué, *Géographie de la Mondialisation*, Ed. Armand Colin, p. 202)

Soit les constructeurs japonais fabriquent à Manille ou Djakarta, parce que cela leur revient moins cher, des automobiles (à noter qu’il s’agit même de modèles de « sport ») qu’ils vendent en Europe en développant un tissu industriel local, soit, s’ils ne le font pas, comme en Corée du Sud, c’est que les Coréens s’en chargent eux-mêmes.

Capital financier et mondialisation

On peut aborder la mondialisation actuelle en utilisant en grande partie la grille d’analyse définie par Charles-Albert Michalet dans *Qu’est-ce que la Mondialisation ?* (Ed. La Découverte). La mondialisation est un phénomène à trois dimensions : la dimension des échanges de biens et de services, la dimension des investissements directs à l’étranger et la dimension de la circulation des capitaux financiers. Les trois dimensions sont bien sûr interdépendantes et la succession des configurations historiques de la mondialisation est la résultante de la transformation de la hiérarchie des interdépendances entre ces trois dimensions. Cette typologie explicative permet de mettre de l’ordre dans la question et de ne pas se contenter des affirmations péremptoires des fortes têtes du communisme théorique qui, faisant la chasse à toutes les nouveautés, aiment à asséner que le capital a toujours été mondial, ce qui est une affirmation tout aussi juste que totalement inutile. De là, Michalet construit trois configurations qui sont des « types idéaux » : la configuration inter-nationale ; la configuration multi-nationale ; la configuration globale. La dernière est la configuration actuelle liée à la domination du capital financier. Mais Michalet ne va pas au-delà de cette typologie, c’est-à-dire ne relie pas organiquement en tant que procès général du capital la hiérarchie des interdépendances et les modalités d’extraction de la plus-value. La configuration actuelle de la mondialisation est la mise en forme, en tant que géographie du procès général du capital, des déterminations de la restructuration du rapport d’exploitation.

Il est facile de dire que la finance ne produit rien et qu’en fin de compte tout provient de « l’économie réelle ». Là également on ne fait qu’asséner une vérité qui finalement ne nous avance pas à grand chose, encore que, régulièrement, des formules sur « le capital se valorisant de plus en plus en dehors de la production » échappent à de nombreux commen-

tateurs critiques du capitalisme (ils ne sont pas tous à ATTAC). Il est tout à fait juste que la circulation financière ne crée ni valeur, ni plus-value. Il faudrait cependant déjà remarquer, ce qui n'est pas négligeable, qu'elle redistribue le profit, qu'elle est le vecteur essentiel de sa péréquation. Elle effectue cette péréquation non seulement entre les capitaux de « l'économie réelle », mais encore entre les fractions fonctionnelles du capital (capital productif, capital commercial, capital financier). En ce sens, elle est formatrice du cycle mondial du capital. Une fois que l'on a dit que la circulation financière ne créait ni valeur, ni plus-value, on n'en est pas débarrassé pour autant. Dans la formation d'un cycle mondial du capital, la circulation financière et sa logique débordent et s'étendent aux autres dimensions dites « réelles » de l'économie : la production et les échanges de biens et de services. C'est d'abord la diffusion sur l'ensemble des activités des objectifs de rentabilité financière, mais plus généralement, la gestion des firmes se calque sur la gestion de portefeuille des banques et des fonds d'investissements et les actifs industriels sont assimilés à des actifs financiers, ce dont s'aperçoivent quotidiennement et tout à fait *réellement* les ouvriers licenciés. Dire par exemple que l'enchaînement des crises asiatiques, à la fin des années 1990, montre bien que la finance ne crée rien ne nous avance pas à grand chose, plus important est de montrer comment le capital productif passe par des dynamiques financières qui définissent sa *rentabilité* et comment sa crise s'ordonne à ce niveau (cf. Jérôme Sgard, *l'Économie de la panique*, Ed. La Découverte).

L'espace le plus pertinent de la mondialisation à dominante financière est donc celui du « réseau » reliant les différentes places financières, le plus souvent *off shore*. Le statut d'extraterritorialité de ces places et leur indépendance par rapport aux réglementations des banques centrales et des organisations internationales ne relèguent pas les États au musée des antiquités, même si ceux-ci ne sont plus l'élément pertinent de base qu'ils étaient dans la configuration multinationale de la mondialisation qui s'était mise en place après la Seconde Guerre mondiale. Dans le système mondial, les États et les ensembles régionaux d'États se trouvent être les espaces nécessaires à la définition et à la gestion des différenciations internes à la totalité. « Pour qu'une firme puisse cumuler l'existence de marchés de grande taille et en expansion avec de bas coûts de production, il faut un espace économique différencié. L'intégration régionale constitue un terrain de manœuvre adapté au développement des stratégies globales car elle permet, d'une part, de créer un territoire où circulent librement les biens, les hommes, les capitaux, les investissements, et, d'autre part, de réunir des économies inégalement développées avec des différences de coûts salariaux. C'est la raison pour laquelle il est à prévoir que les investissements directs à l'étranger (IDE) se polariseront de plus en plus dans des régions comme l'ALENA ou l'Union Européenne élargie à l'est et au sud et, en Asie, dans la zone ASEAN. » (Michalet, *op. cit.*, p. 64-65) Ces zones, dans la logique financière, ont vocation à se confondre avec des zones monétaires (dollar, yen, euro), entre lesquelles pourront jouer les arbitrages entre les différents taux des marchés financiers et les taux des changes qui, s'ils sont dépendants des anticipations (et de la réalisation effective) de profits, traduisent les conditions de la valorisation dans le langage déterminant les déplacements de capitaux. On ne peut constater d'un côté la prégnance des logiques financières, et, de l'autre, se contenter de dire que la vérité est dans le capital productif comme si les premières n'informaient pas le second : le financement des IDE n'échappe pas à la dimension financière de la mondialisation.

Si le cadre national change de niveau de pertinence en ce qu'il n'est plus l'élément de base d'une multi-*nationalisation*, il a en charge dans le cadre des regroupements continentaux de

gérer, comme moyen terme, la spécialisation régionales infranationales. En cela, à son niveau propre et au niveau des régions, il est l'agent de l'articulation des différenciations. Dans le cadre des grands ensembles supranationaux, ce ne sont pas les États eux-mêmes qui sont les territoires de spécialisations mais les régions. Si l'on considère les échanges entre aires nationales dans un ensemble supranational on constate la domination des échanges intra-branches, c'est-à-dire d'une *diversification*, en revanche, la *spécialisation*, comme échanges inter-branches, se constate au niveau des régions. Tout cela peut paraître très « technique » mais la conclusion est capitale. Le niveau global qu'organise le capital financier ne coiffe pas les relations entre États. Dans un premier temps on pourrait dire que, conformément à sa nature, il les néglige en définissant les territoires pertinents de la spécialisation comme la région infranationale, mais dans un deuxième temps, il les relégitime de façon précaire (certaines régions accèdent au statut d'État ou de quasi-État) comme le moyen terme nécessaire dans la mise en relation de ces régions dans un espace plus vaste, supranational. Espace supranational dont seul l'État national peut être, *à ses risques et périls*, le maître d'œuvre. Par la spécialisation des territoires régionaux, les zones nationales et supranationales apparaissent construites comme adéquates au débordement des logiques financières sur l'économie dite « réelle ». Le capital ne s'échappe jamais en une valorisation fictive mais la valorisation du capital en tant que valorisation du capital productif (la seule) peut être subordonnée aux règles de la valorisation du capital fictif, c'est-à-dire aux règles de la « capitalisation ». Nous avons là tout simplement une tendance contenue dans le concept même de capital qui est une puissance sociale, l'« indépendance » du capital-argent étant la forme achevée de cette puissance sociale.

La mondialisation : valorisation des inégalités et dissociation territoriale

Il n'y a pas de « marché mondial » comme espace homogène où chacun soit l'« équivalent de son voisin ». De l'agro-alimentaire aux aciers spéciaux, l'entrée sur le marché mondial est contrôlée par un nombre restreint de firmes. Le marché mondial n'est pas ouvert, il est d'entrée de jeu un « espace maillé » (Michalet) qui se définit par la création et la reproduction de divisions et de cloisonnements. Il s'agit de l'enchevêtrement de trois niveaux : les structures mises en place par les grandes firmes et leurs sous-traitants ; les « marchés » internes hiérarchisés des multinationales ; les alliances entre ces multinationales. L'accès au marché mondial échappe rarement à ce maillage. La circulation à l'intérieur même des firmes multinationales est devenue majoritaire dans les échanges internationaux totaux. Une part majoritaire et qui plus est croissante de ces échanges échappe donc au « marché ». Voir l'espace mondial comme espace homogène et dire que la mondialisation est arrêtée en chemin parce qu'elle ne peut parvenir à cet idéal revient à présenter comme condition d'une mondialisation « réussie », garante de la « bonne santé » du capital, quelque chose qui n'a strictement aucune chance de s'accomplir parce que cette condition n'a rien à voir avec l'objet auquel elle est censée s'appliquer.

Il est évident que les nouvelles périphéries ne seront pas les gagnantes de la concurrence mondiale, parce que la mondialisation c'est le déploiement de stratégies de plus en plus fines et systématiques de valorisation des inégalités spatiales, c'est-à-dire sociales. Valorisation des inégalités dont la réussite même les reproduit, les accentue et les renouvelle. Segmentation technique (siège, centres de recherche, usines de production) et segmentation sociale (ingénieurs et cadres, techniciens, ouvriers) se recourent et permettent la mise en place de ces stratégies. Comment peut-on songer dans la mondialisation actuelle à poser la

question de sa réussite en termes de capitalisme autocentré ? Le géant de la sous-traitance électronique mondiale, Solectron, a son siège à San Francisco mais possède 82 usines dans 21 pays, le second, Flextronics a son siège à Singapour et 91 usines dans 44 pays. On peut souligner les contradictions inhérentes à ce type de déploiement du capital (dépendance de capitaux étrangers volatiles, non adéquation entre la croissance locale de la production et de la consommation, fragilité vis-à-vis des donneurs d'ordres, versatilité des marchés, dépendance du taux des changes et d'intérêts), mais il faut prendre pour ce qu'elles sont, des contradictions *de leur propre système* et non des faiblesses par rapport à un manque, à ce qu'elles ne sont pas.

Les territoires des pays « sous-développés » devenant des « nouveaux pays industriels » ou « émergents » sont des « territoires dissociés » ou des « systèmes-mosaïques », pour reprendre les expressions imagées de Laurent Carroué. « On assiste ainsi à la juxtaposition de cellules aux fonctions dissociées qui s'adressent de manière privilégiée à tel ou tel segment du marché mondial sans cohérence forte entre elles » (Carroué, *op. cit.*, p. 167). Deux exemples : la Thaïlande et le Viêt-Nam.

L'insertion de la Thaïlande dans la mondialisation repose sur cinq grandes spécialités très différentes les unes des autres et qui mettent en valeur chacune une portion réduite de l'espace national. Industrie manufacturière d'exportation dans la partie centrale et à Bangkok ; émigration de travail vers le Moyen-Orient pour la paysannerie du centre et du nord-est, hévéaculture dans le sud, pêche et aquaculture dans le golfe du Siam et la mer des Andaman, tourisme de masse sur l'axe Bangkok, Pattaya au centre et Phuket au sud. Il est évident qu'un tel territoire national dissocié à l'extraversion systémique pose pour l'État des problèmes d'unité et de construction nationale et, pour le prolétariat, les contraintes de sa reproduction échappent à toutes nécessités se bouclant sur cette aire « nationale ».

Le Viêt-Nam, quant à lui est représentatif d'un autre type de problème. Dans la majorité des pays dits « émergents », seul le sommet de la hiérarchie urbaine, c'est-à-dire la capitale et les plus grandes métropoles, présentent les conditions nécessaires à un fonctionnement efficace du capitalisme. Au Viêt-Nam, la quasi totalité des IDE sur lesquels repose la stratégie exportatrice du pays se concentrent autour de Hanoï et de Hô Chi Minh-Ville. De vastes espaces sont totalement marginalisés : Centre médian, Hauts Plateaux, Nord-Ouest.

Cependant tout cela signifie, non une absence de cohérence, mais que la cohérence n'est ni thaïlandaise, ni vietnamienne. La cohérence de la reproduction du capital n'est plus ni locale, ni même nationale. Elle est mondiale. Concrètement, nous évoquions précédemment les géants de la sous-traitance électronique, eux-mêmes « dépendants » de leurs donneurs d'ordres, c'est à ce niveau que se boucle une cohérence de la reproduction du capital. Des segmentations que l'on trouvait auparavant sur des espaces plus ou moins restreints (un capital national n'a jamais uniformisé son territoire et la reproduction de la main-d'œuvre : ni les États-Unis, ni l'Allemagne, ni la France ou la Grande-Bretagne et encore moins l'Espagne ou l'Italie) *s'évalent maintenant sur une échelle planétaire*.

On peut également prendre des exemples qui, parce que plus inattendus, indiquent que la logique de « dissociation des territoires » n'est pas qu'une détermination du rapport Nord-Sud, mais générale de la restructuration. En ce qu'elle transforme les aires anciennement constituées, la « dissociation » n'est pas le signe de l'incapacité de la période actuelle à voir l'apparition de nouvelles aires capitalistes. Au Canada, les traités de libre commerce avec les États-Unis de 1988, puis de l'Aléna de 1992 renforcent les logiques centrifuges. « La géographie des échanges extérieurs des Provinces canadiennes traduit un processus de

désintégration horizontale puisque le marché national ne concentre plus qu'un tiers des flux au profit d'une intégration verticale nord/sud polarisée par l'espace économique états-unien (58 %). Ce phénomène est particulièrement net pour l'Ontario et le Québec qui réalisent les trois-quarts du PIB national. Chaque économie provinciale se spécialise dans une division du travail de plus en plus intercontinentale qui valorise ses avantages comparatifs prioritairement sur le marché voisin : céréales des grandes plaines, hydrocarbures du piémont des Rocheuses, industrie manufacturière (automobile et aéronautique) de l'est, hydro-électricité du Québec vers la côte est des États-Unis. ». On pourrait dire que le Canada est un cas particulier parmi les pays développés de par son interdépendance quasi génétique avec les États-Unis. Cependant, même aux États-Unis, l'expansion de tous les échanges internationaux, accélère la concentration de capital au bénéfice des régions les plus puissantes. Entre 1990 et 2000, les exportations mondiales des États-Unis ont augmenté de 74 %, mais la Californie et le Texas captent un tiers des surplus, six États la moitié (Illinois, New York, Washington, Floride) et quinze états les trois-quarts. A l'autre bout, la moitié des États se partagent les 10 % restants. Si l'on se situe à un niveau d'échelle inférieur à celui des États (au niveau des districts douaniers) : 12 districts réalisent 67 % des exportations. La même polarisation se retrouve au Royaume-Uni où le Grand Bassin londonien réalise 50 % des exportations.

La dissociation n'est pas un phénomène spécifique aux pays capitalistes « émergents » mais un phénomène général de l'économie *mondiale*. En cela, elle ne peut être un argument en faveur d'une incapacité de ces pays à devenir des aires capitalistes.

La Thaïlande ne deviendra jamais, comme capital national, un concurrent des États-Unis comme capital national, parce que la question n'existe plus ainsi, en revanche Solec-tron pourra fermer des usines américaines et en ouvrir en Thaïlande, fermer un centre de recherche en Israël pour le déplacer en Inde, et pourquoi pas son siège de San Francisco aux Îles Caïman, enfin investir ses bénéfices « thaïlandais » en Irlande ou en Ecosse, etc. Cela, si nécessaire, avec l'appui de *son État*. Dire que le développement capitaliste s'est effectué jusqu'à présent (en réalité, cela prend fin dans le dernier tiers du XIX^e siècle) dans une logique intégratrice d'aire nationale est une chose (qui pourrait être discutée, mais admettons, cf. Wallerstein : la constitution des États à l'époque capitaliste s'effectue toujours dans un *système d'états hiérarchisé*), dire que, si cela ne s'effectue pas ainsi, il n'y a pas de développement ou d'extension du capital est autre chose. C'est fixer des règles et des limites à un système qui par définition ne vit qu'en les bouleversant toutes et qui se crée par là de nouvelles contradictions qui ne sont pas *l'absence de l'ancien dans le nouveau*.

On pourrait également dire qu'il n'y a pas assez de place aujourd'hui sur le marché mondial pour des pays qui vivent du commerce extérieur. Mais cette objection s'inscrit dans une problématique bizarre : comme s'il s'agissait dans ce commerce extérieur d'une juxtaposition d'entités réellement autonomes et non, le plus souvent, d'une organisation intrafirme ; comme si, également, le marché mondial était une constante. Aussi bien le développement des industries lourdes que celui d'industries légères produisant des biens de consommation ne s'inscrivent pas dans le cadre national d'une accumulation extensive, seul cadre où l'on pourrait considérer leur développement comme bloqué : la sidérurgie et l'aéronautique brésiliennes, l'automobile et les puces coréennes, les télévisions, les jouets et l'aluminium chinois, les T-shirt tunisiens, les médicaments génériques indiens, etc. Il est exact que les délocalisations n'ébauchent pas un développement autonome. L'industrialisation du « tiers-monde » ne recréera jamais un « développement autonome autocentré », un « compromis fordiste », un mouvement ouvrier institutionnalisé. Exportation de pétrole,

maquiladoras, cela est instable et ne transformera jamais le Mexique en nouvelle Allemagne. Mais, ce n'est pas le problème, et tout compte fait le « fordisme » lui aussi n'a pas été très stable et encore moins l'industrie subventionnée des tentatives de développements autocentrés et populistes dans les périphéries. Dans le cas des économies de rente : le pétrole n'a pas favorisé le décollage de l'Algérie ou du Nigéria. La rente pétrolière ne peut donner qu'une économie distributrice et internationalement dépendante. Pour l'Algérie, la rente a autorisé une longue période de développement autocentré dont les limites n'ont pas été provoquées mais révélées par le retournement des prix.

Si nous revenons brièvement sur le cas des États-Unis, il est loin d'être évident que ceux-ci se sont développés en respectant des critères idéaux : espace homogène, quantitatif et démocratique ; chaque porteur de marchandise égal de son voisin ; pas de barrière de caste ou d'ethnie. Sauf dans les mauvais Westerns, les terres libres n'ont pas été le territoire d'une robuste démocratie. Entre le colon et l'« espace vierge », il y avait toujours l'État, le spéculateur ou la compagnie ferroviaire redistribuant à leur profit les énormes lots conquis et créant un capitalisme agraire sur la base d'un réservoir de main-d'œuvre à cheval entre un statut de fermier misérable et d'ouvrier agricole (cf. Howard Zinn). Ce n'est pas exactement le scénario d'*Une petite maison dans la prairie*. La réussite industrielle, quant à elle, s'est accompagnée d'inégalités constantes et d'une segmentation ethnique de la force de travail organisée autour du rejet des Noirs et du dernier arrivant (cf. Leonardo Di Caprio in « Gangs of New-York »). On peut même, au-delà de l'histoire particulière des États-Unis, généraliser la critique de cette vision iréniste d'un espace homogène, quantitatif, démocratique, égalitaire, etc. comme condition du développement capitaliste. « A l'intérieur d'un même pays, il s'opère aussi une concentration du capital dans une région – ou des régions – animée d'une dynamique autonome (relativement) par rapport à celle des autres régions. Là encore, c'est le mécanisme de valorisation qui est à la base du phénomène, et tous les efforts des États pour modifier une telle situation sont, sinon voués à l'échec, du moins accompagnés de peu de résultats. Cependant, le capital se fonde au départ sur un déséquilibre géographique et historique, dû à des facteurs nationaux, ethniques, politiques, etc. Par exemple, l'unification de l'Italie a été effectuée sous la direction du Nord, nettement plus évolué que le reste du pays. Mais après l'achèvement de l'unité italienne, l'écart a subsisté et s'est même creusé entre un Nord moderne et développé et un Sud pauvre, peu productif dans son agriculture et faiblement industrialisé. L'opposition est bien connue entre une partie du pays développée, et l'autre servant de réservoir de main-d'œuvre. Le capital va – ou reste – là où sa valorisation est la plus facile, et l'état de fait qui en résulte est irréversible, ou en tout cas difficilement modifiable. » (Jean Barrot, *op. cit.*, p. 79).

En Corée, la crise de 1997 est bien la preuve que l'avenir n'est pas dans le marché intérieur et le développement autocentré : il n'y aura pas de néofordisme en Corée, ni nulle part ailleurs en Asie. Partout où, comme en Argentine, des bases fordistes avaient pu apparaître, elles se sont plus ou moins violemment effondrées, c'est cela la restructuration réellement existante, c'est cela le capitalisme actuel, que cela ne soit pas le « fordisme » est le dernier de ses problèmes puisque justement le fordisme avait été son problème et sa crise.

C'est à l'occasion de la « crise de la dette » en 1981, que se constitue le fameux « consensus de Washington », c'est la fin du « keynésianisme » de la Banque Mondiale. Il ne faudrait pas négliger que, à la tête de la Banque, le chef de file de ce « keynésianisme » n'était autre que Mac Namara, Secrétaire d'État américain à la défense de 1961 à 1968 au moment de l'« escalade » au Viêt-Nam et des interventions en Amérique latine. Le développement auto-

centré était sous contrôle. En Bolivie, en 1952, le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR) prend le pouvoir, toute la production d'étain est nationalisée, mais Patino, le roi de l'étain, avait fait de sa société un consortium américain, le nouveau pouvoir l'indemnise royalement et la Comibol (l'entreprise d'État) reste sous la dépendance de Patino pour la commercialisation de son propre minerai. Avec le retournement des cours dans les années 1980, c'est la Comibol qui se charge de licencier 23 000 des 26 000 mineurs qu'elle emploie. Au début des années 1980, le développement autocentré, c'est-à-dire le *développement industriel subventionné* s'effondre sous des montagnes de dettes que le renversement des taux d'intérêts ne crée pas, il fait passer ce capital d'une dévalorisation potentielle à une dévalorisation effective.

Le « mauvais scénario », un scénario extrêmement chaotique l'a emporté, mais c'est lui que nous devons étudier pour lui-même et non par rapport au fait qu'il n'est pas le « bon ».

Déstructuration et recomposition

Nous assistons, il est vrai, à une déstructuration de tous les capitaux nationaux, tant dans les économies émergentes, mais aussi, ce qui est beaucoup plus intéressant pour comprendre la nature du phénomène, dans les centres les plus développés. Mais, est-il si évident qu'il le paraît que le capital déstructure plus qu'il ne structure ? La structure est ailleurs, dans la structure des firmes et des réseaux et aussi des formes étatiques/infra-étatiques/supra-étatiques d'aménagement des territoires et de gestion de la main-d'œuvre.

Même l'activité des grandes banques d'affaires américaines comme Goldman Sachs, Morgan Stanley ou Merrill Lynch qui travaillent sur des marchés financiers globaux et intégrés ne peut être analysée d'une façon seulement abstraite sans considérer cette activité dans sa façon d'articuler des territoires et de structurer cette articulation. Les cinq premières banques d'affaires ont leur siège à New York, mais, pour Merrill Lynch, par exemple, entre 1996 et 2000, la part des États-Unis dans son chiffre d'affaires passe de 75 % à 66 % et de 80 % à 60 % en ce qui concerne ses profits entre 1980 et 2000 (l'Europe passe de 8 % à 26 % des profits mondiaux). Loin d'être déterritorialisé, le réseau d'agences de ses banques doit d'abord leur permettre de drainer le capital ou l'épargne d'une zone plus ou moins étendue avant de l'investir en se diversifiant pour répartir les risques. Cette localisation du dispositif technique se moule sur la géographie des centres de décision de l'économie mondiale, sur les espaces les plus riches de la planète et valorise quelques nœuds comme Dubaï, Beyrouth, Durban. Ce dispositif mondial *intègre et remodèle les spécificités nationales* des politiques monétaires, de la nature des monnaies utilisées, des taux d'intérêts différenciés, des structurations variables des endettements. La stratégie de drainage sélective du capital fonctionne aux niveaux continentaux et nationaux. On peut légitimement soutenir que le drainage et l'investissement des capitaux est « déstructuré » à l'échelle nationale (encore que les banques se coulent dans les spécificités locales autant qu'elles les remodelent), cependant ils se *restructurent à une autre échelle*, différente il est vrai mais bien réelle et nullement virtuelle.

Prenons maintenant un domaine d'activités plus « terre à terre », celui de l'agro-alimentaire. Les contraintes techniques, économiques, géographiques y sont beaucoup plus exigeantes, sans parler des contraintes culturelles beaucoup plus prégnantes que ce qu'une rapide idéologie de l'américanisation du monde le laisse entendre. Entre quatre et six groupes mondiaux se partagent le marché. La nécessité de disposer d'avantages concurrentiels indiscutables a amené les quatre premières firmes du secteur à passer d'une logique d'accumulation conglomérale à des stratégies de spécialisation avec recentrage sur quelques activités.

Cela se traduit par un processus permanent de « rationalisations sociales et industrielles » afin de réduire les coûts. Procter et Gamble (300 marques) a lancé en 2000 un plan intitulé « Organisation 2005 » qui prévoit la suppression de 15 000 emplois (13 % des effectifs), la fermeture de 10 usines et la réduction de son nombre de marques. Nestlé ferme 10 de ses 50 usines en Europe. Unilever a cédé sa chimie, ses emballages, ses activités dans les transports et la publicité pour se recentrer sur l'alimentation et l'hygiène/produits ménagers. Il s'agit pour Unilever d'assurer sa maîtrise d'un marché de consommateurs internationaux grâce à des marques commerciales notoires et par une position locale quasi-monopolistique dans des pays comme l'Égypte, le Honduras, la Chine, le Mexique. Pour obtenir cette *cohérence*, Unilever s'impose une *instabilité* permanente faite de cessions et d'acquisitions continues dont le but est de réduire son catalogue à 400 marques (1 600 en 2000), en se concentrant sur celles qui lui procurent 80 % de ses ventes, la liste est constamment en mouvement. Là également, cette *structure globale cohérente* se traduit dans la géographie de l'appareil productif par une instabilité économique permanente. Cependant, à y regarder de plus près, l'emboîtement des échelles territoriales est assez simple.

Pour Unilever, à l'échelle mondiale, la production est concentrée sur 150 sites stratégiques de niveau mondial complétés par une trentaine d'unités à rayonnement national. Entre 1999 et 2004, 150 des 380 sites ont commencé à être fermés ou vendus et 45 000 emplois supprimés.

Aux échelles continentales, dans les pays développés, où le marché est stable, la croissance repose sur les rachats et la promotion de grandes marques. Dans les pays en développement, principalement ceux dits « émergents », la croissance est considérable avec l'émergence d'une classe moyenne qui veut consommer les produits emblématiques du modèle occidental.

Aux échelles nationales et locales, les situations sont très variables du fait de la spécialisation des sites sur des marques qui seront soit vendues soit gardées. Boursin à Pacy dans l'Eure ou Amora à Carvin (Côte d'or), malgré le caractère national du marché, sont conservés ; en revanche Royco, à Dissey dans la Vienne, est cédé à Campbell Soup et Boursault à Auzances dans la Creuse à Bongrain. Trois autres sites français (Elida-Fabergé – Le Meux, Oise –, Lipton – Gémenos, Bouches du Rhône –, Sun – St-Vulbas, Ain), dans le cadre de l'organisation verticale du continent européen par activités, se voient attribuer des responsabilités européennes.

A regarder le cadre français, le capital déstructure, à considérer les trois niveaux d'échelles, le capital structure fortement l'espace de sa valorisation, c'est-à-dire de la reproduction des rapports sociaux *capitalistes*.

Les secteurs minier et pétrolier représentent des cas très particuliers où l'accès aux gisements (la notion de « réserves prouvées » ne se limite pas, loin de là, à des contraintes géologiques) détermine les stratégies mondiales. Dans le secteur manufacturier, certains segments à faible valeur ajoutée (textile) ou à production de masse (électronique grand public) peuvent délocaliser leur production, en revanche la majeure partie des activités industrielles demeurent sur leurs bases territoriales. « Dans les produits à haute valeur ajoutée (biens d'équipement et bien de consommation élaborés), qui constituent le cœur des systèmes productifs de ces pays [les pays capitalistes centraux] se développent essentiellement des stratégies de marché. A partir de la maîtrise de son espace national, la firme s'internationalise sur des marchés exigeants et concurrentiels en produisant progressivement sur place et en développant tous les services périproductifs accompagnant la fourniture d'équipements

(formation, maintenance, réparation, adaptation-clients...). Enfin dans les biens intermédiaires (sidérurgie, verre ciment, énergie, papier-carton...), les coûts de transports de ces pondéreux sont tels que la proximité du marché joue encore un rôle déterminant dans leurs localisations. » (Carroué, *op. cit.*, p. 192).

Siemens (matériel électrique, communications, automatismes, informatique et composants, matériel médical, etc.) avec ses 1 300 filiales, ses 900 sites de production, ses 447 000 salariés dans 190 pays, organise sa production autour de huit divisions verticales et découpe la planète en grandes unités régionales quant à sa logique commerciale, le tout coiffé par la direction centrale de Munich qui gère l'activité mondiale par départements fonctionnels (finance, ressources humaines, etc.). Sa géographie commerciale s'adapte à son orientation sectorielle : pays développés de haut niveau technique, pays « émergents » en voie d'équipement. Ces stratégies sectorielles et commerciales se traduisent par des cessions (composants, locomotives, etc.), le renforcement de ces principaux pôles de compétence passant par des accords industriels et de croissance externe. Globalement, entre 1990 et 1999, ces stratégies aboutissent à ce que les gains de productivité et la pression sur les salaires font chuter les coûts salariaux de 43 % à 34 % des ventes, au profit des actionnaires. Dans les années 1980 et 1990 le nombre de salariés passe de 344 000 à 447 000, l'internationalisation productive s'accélère au profit des espaces les plus exigeants. Les emplois stagnent en Allemagne mais progressent dans le reste de l'Europe et en Amérique, l'Asie qui représente 5 % des emplois au début de la période en représente 10 % en fin de période (25 000 salariés en Chine). Cette internationalisation est très hiérarchisée.

La Bavière et Munich, outre les fonctions de direction, polarisent les fonctions de productions très élaborées et de recherche. La Suisse et l'Autriche sont transformées en annexes technologiques de l'Allemagne du sud, à un degré moindre de compétence ces annexes s'étendent, depuis la chute du Mur de Berlin sur les pays de l'Europe médiane.

L'Irlande se voit confier certaines activités de montage informatique et le centre d'appels européen. Au Mexique, six usines de montage de petit matériel électrique pour réexportation. Le reste de l'internationalisation est essentiellement commerciale et périproductive. Déstructuration ou très forte structuration, tout dépend du niveau d'échelle à partir duquel on regarde les choses.

Le secteur automobile a été très tôt internationalisé, profitant de marché de masse et de la grande possibilité de segmentation technique, sociale et géographique de son procès industriel. Mais, ce procès d'internationalisation est affecté depuis une vingtaine d'années d'un certain nombre de ruptures majeures. La conception d'un nouveau modèle est un risque qui doit être amorti dans des échelles de plus en plus vastes, mais les gros volumes de production doivent s'accompagner d'une individualisation sociale et géographique, chaque constructeur réduit le nombre de moteurs et de plates-formes (ensemble châssis-suspension) tout en augmentant la variété de produits finaux proposés. Jusqu'à maintenant toutes les tentatives de « voiture mondiale » ont échoué (Ford Focus et Mondeo), les constructeurs doivent faire face à des marchés nationaux ou continentaux, pour l'automobile le marché mondial n'existe pas. Il faut être présent simultanément sur les marchés matures de la Triade (80 % du marché mondial) et être à la conquête des marchés émergents instables, sans perdre le contrôle de son marché intérieur. Les évolutions technologiques et industrielles se traduisent par la montée en puissance des grands équipementiers qui captent une part croissante de la valeur ajoutée. Dans les dix dernières années, on est passé de quinze grands constructeurs mondiaux à six.

Toyota (dont nous avons déjà parlé) offre le parfait exemple d'une organisation spatiale à la fois internationale et fortement polarisée, déstructurante et fortement restructurante.

Au Japon, le bastion historique autour de Nagoya continue à rassembler 87 % des emplois japonais de Toyota avec 12 usines, le siège social, la logistique, mais le centre financier chargé de gérer les flux mondiaux du groupe est à Londres. A ce rassemblement autour de Nagoya échappent trois usines récentes à Tokyo. Le dualisme du système productif n'est pas une récente innovation liée à la restructuration mais un point qui dès les années 1960 définit le fonctionnement de la firme : au Japon même, Toyota est entouré d'un énorme réseau de sous-traitants organisé sur un modèle pyramidal (1^{er}, 2^e et 3^e ordre). Ce réseau autorise, depuis l'après-guerre, une segmentation fine des marchés locaux du travail à travers un fort dualisme qui réserve précarité et bas salaires aux sous-traitants.

Dans les années 1960, Toyota s'attaque d'abord à quelques pays du « Sud » : Brésil en 1959, Afrique du sud en 1962, Australie 1963, Thaïlande 1964. Les implantations en Amérique du nord ne surviennent que dans les années 1980 et en Europe dans les années 1990. Le dispositif productif est intégré et hiérarchisé à l'échelle mondiale. Destinées à alimenter les marchés nationaux ou continentaux, les fonctions de montage sont parfois accompagnées par des usines de composants. Afrique, Amérique latine, Moyen-Orient connaissent une hypertrophie des activités commerciales complétées par quelques activités de montage éparses. La mondialisation souligne les profondes différences territoriales existantes, mais elle fait plus que les souligner, elle fait de ces différences une hiérarchie dans une totalité qui leur échappe.

Ce sont des caractéristiques identiques que nous livre le survol de la grande sous-traitance électronique : la valorisation des inégalités spatiales. Elle présente cependant une nouveauté. Avec la sous-traitance électronique, la sous-traitance qui jusque là fonctionnait dans des échelles régionales ou nationales, fonctionne dans une échelle mondiale et comme dans l'automobile, cette sous-traitance commence à absorber une part croissante de la valeur ajoutée et alimente le mythe des entreprises sans usines.

Ce transfert massif des usines aux grands sous-traitants s'accompagne d'un recours tout aussi massif à l'emploi précaire et aux bas salaires, l'externalisation devient rapidement synonyme de délocalisation des activités. En effet, le rachat par les sous-traitants des usines qui appartenaient aux donneurs d'ordres s'accompagne d'une brutale rationalisation, de licenciements massifs et de la concentration du secteur. L'impact dans les pays développés est considérable pour certaines régions (l'Aquitaine en France, la région de Göteborg en Suède). Il y a déstructuration du tissu industriel régional ou national qui n'est absolument pas « compensée » par la création d'une cohérence nationale dans les pays sous-développés qui accueillent les nouveaux sites industriels. Là également la cohérence et la structure sont ailleurs : à l'échelle mondiale.

Si la mondialisation n'est pas la répétition élargie de la naissance des grandes nations industrielles actuelles, n'en est-elle pas moins l'accession à la modernité de centaines de millions de paysans chinois s'entassant comme main-d'œuvre temporaire à la lisière des métropoles sous le scintillement des gratte-ciel, de dizaines de milliers de jeunes indonésiennes fabriquant des poupées Barbie multi-ethniques, de Libériens de douze ans s'insérant, un Uzi à la main, dans le commerce international du diamant, du quart des jeunes Moldaves entre 18 et 30 ans venant faire le tapin en Europe occidentale ?

La déstructuration n'est qu'une illusion d'échelle, elle est restructuration et cohérence à l'échelle mondiale principalement au travers de l'organisation des firmes multinationales.

On peut objecter que celles-ci n'assurent qu'une fraction minoritaire de la production capitaliste mondiale. Nous répondons qu'elles contrôlent et hiérarchisent les secteurs dans lesquels elles sont actives et que pour la quasi totalité des entreprises elles sont le passage obligé pour accéder au marché. Mais il y a une autre objection beaucoup plus fondamentale : la juxtaposition de stratégies de firmes cohérentes, *à leur niveau*, ne donne pas *ipso facto* la cohérence de la reproduction des rapports sociaux capitalistes.

Ce maillage mondial crée une nouvelle géographie, très incertaine et problématique, c'est toujours le « mauvais scénario », mais c'est celui du capital restructuré, c'est le nôtre. La cohérence mondiale de la reproduction des rapports sociaux capitalistes n'est pas la reproduction à une autre échelle de la cohérence plus ou moins nationale antérieure. Nous n'y retrouverons jamais les mêmes caractéristiques. Ce que nous allons rapidement montrer maintenant c'est que jusque dans le « désordre » il y a un ordre et un contrôle.

La mondialisation : disjonction entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail

La nouvelle organisation mondiale capitaliste impose, à l'échelle planétaire, le contenu et la forme du rapport d'exploitation capitaliste tel qu'il est sorti de la restructuration née dans la défaite ouvrière du début des années 70. Des Partis Communistes jusqu'à toutes les formes du gauchisme, du conseillisme et de l'autonomie ; de la révolution allemande à Mai 68 et l'Automne chaud italien en passant par la guerre d'Espagne, il s'agissait toujours, pour le prolétariat, de faire valoir une réorganisation de la société sur la base de sa puissance acquise dans la société capitaliste. Toutes les vaches n'étaient pas grises, mais toutes étaient dans le même pré. Les modalités mêmes de reproduction du capital confirmait cette puissance comme *mouvement ouvrier* et *identité ouvrière* qui trouvaient leurs marques les plus solides dans les compromis élaborés dans le cadre national où, de façon plus ou moins cohérente, se bouclait l'accumulation du capital. Le prolétariat était la classe du travail associé et, en tant que tel, il subvertissait les formes d'appropriation et d'exploitation capitalistes de ce travail associé qui se révélèrent alors comme limitées. A la demande de se sacrifier pour « sortir de la crise », il avait allègrement répondu que l'obligation au travail salarié méritait seulement de crever.

Contre ce vaste mouvement de révoltes ouvrières, la classe capitaliste releva le défi. De droite à gauche de cette classe, il s'agissait de faire place nette de tous les obstacles à la fluidité de l'exploitation et de sa reproduction. Le mouvement ouvrier a disparu et l'identité ouvrière est devenue un folklore branché. L'extraction de plus-value sous son mode relatif se devait, dans cette restructuration, cette lutte des classes, de bouleverser constamment et d'abolir toute entrave en ce qui concerne le procès de production immédiat, la reproduction de la force de travail, le rapport des capitaux entre eux. Aujourd'hui, ce procès ne comporte aucun élément, aucun point de cristallisation, aucune fixation qui puisse être une entrave à sa fluidité nécessaire et au bouleversement constant qu'il nécessite.

Dans ces caractéristiques, la restructuration est mondiale et crée un monde à son image. Le monde n'est pas un cadre donné. En ce sens, la mondialisation n'est pas une extension planétaire, mais une *structure spécifique d'exploitation et de reproduction du rapport capitaliste*. En cela, malgré son importance, la critique de la mondialisation ne peut être un point de départ de la critique actuelle du mode de production capitaliste.

De la restructuration du rapport d'exploitation est sorti un monde nouveau. Là où il y avait une localisation jointe des intérêts industriels, financiers et de la main-d'œuvre peut

s'installer une *disjonction entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail*. D'un côté, les fractions ou segments du cycle mondial global du capital créent un « surmonde » au niveau des investissements, du procès productif, du crédit, du capital financier, de la circulation de la plus-value, du cadre concurrentiel. De l'autre, « ceux d'en bas » ont droit à une assistance compassionnelle et « ceux d'encore plus bas » aux opérations de police et aux missions humanitaires. À terme, le mieux auquel on puisse prétendre est d'appartenir à cette force de travail collective achetée à vie contre un revenu social misérable et par là individuellement et transitoirement exploitée à plus faibles coûts. Cet uniforme précarisation de la reproduction d'un salariat de plus en plus dévalué inclut la menace d'être précipité dans le cercle en dessous. Au dessous, c'est « l'enfer sur terre » : le « sous-monde » de la misère et de l'exode rural, des économies parallèles de survie, des camps de réfugiés.

Dans ce nouveau monde, un peu partout s'installe un système de répression prépositionné dans une étroite conformité entre l'organisation de la violence et celle de l'économie jusqu'à effacer la distinction entre guerre et paix, entre opérations de police et guerres.

Dans les favelas du Brésil, les prisons des États-Unis, les banlieues des grandes métropoles, les zones franches de Chine, les contours pétroliers de la Caspienne, la Cisjordanie et Gaza, la guerre policière est devenue la *régulation* sociale, démographique, géographique, de la gestion, de la reproduction et de l'exploitation de la force de travail. Les mafias qui représentent la seule branche du capital international qui manient à la fois le capital financier et la violence locale permanente sont les alliés naturels des « gouverneurs de province » qui entreprennent des guerres bon marché, des petites guerres de conquête, guerres de voisinage poussées jusqu'à l'ethnisation et comportant le massacre et le nettoyage ethnique comme moyens ordinaires de traitement des exclus. La répression est permanente, non pas partout, mais partout possible : interventions « coup de poing », mission de pacification forcée, missions policières, missions humanitaires. Il s'agit d'une gestion globale : revenus à la limite de la survie, sous menace de mort, pour des masses d'individus lancées vers les villes par la destruction des agricultures, jetables après usage et massacrées par des paramilitaires ou parapoliciers.

L'espace de ce nouveau monde capitaliste n'est que la reproduction à toutes les échelles (monde, continents, aires régionales, pays, métropoles, quartiers) de cet enfer et de son organisation en cercles. L'exploitation et sa reproduction organisent une géographie où chaque territoire met en abîme la hiérarchisation mondiale. C'était déjà l'organisation classique de la « jungle américaine », de ses villes, de ses ghettos, de ses banlieues propres, de ses Disneyland. À chaque niveau d'échelle, se côtoient et s'articulent : un noyau « surdéveloppé » ; des zones constellées de focalisations capitalistes plus ou moins denses ; des zones de crises et de violence directe s'exerçant contre des « poubelles sociales », des marges, des ghettos, une économie souterraine du trafic d'hommes et de femmes, contrôlée par des mafias diverses. Drogues, armes, diamants, piraterie, contrebande sont des activités économiques marchandes s'insérant, à leur place, dans le mode de production capitaliste. En 1998, l'ONU estimait le trafic de drogue entre 300 et 500 milliards de dollars, soit entre 8 % et 10 % du commerce mondial, la contrefaçon à 100 milliards ; avec les trafics de main-d'œuvre et la prostitution, on atteint 1 000 milliards de dollars, près de 20 % du commerce mondial.

Il est facile d'imaginer cette cohérence mondiale de la valorisation si l'on reste au niveau d'échelle le plus grand : des hypercentres capitalistes regroupant les fonctions hautes dans la hiérarchie que nous avons vue s'établir dans l'organisation des firmes (finances, haute

technologie, centres de recherche, etc.) ; des zones secondaires avec des activités nécessitant des technologies intermédiaires, regroupant la logistique et la diffusion commerciale, zones à la limitation floue avec les périphéries consacrées aux activités de montages souvent en sous-traitance ; enfin, zones de crises et « poubelles sociales » dans lesquelles prospèrent tout une économie informelle sur des produits légaux ou non. Cette économie « noire » non seulement permet la survie de ces zones, mais encore, par les trafics de main-d'œuvre, d'énergie, de capitaux d'origine « non déclarée », permet la fluidité des régions qui les entourent (peut-on imaginer la reproduction dans les républiques pétrolières ou gazières de l'Asie centrale sans l'opium afghan, ou la survie des secteurs « modernes » de la Bolivie sans la production de coca ?). Si la valorisation du capital est unifiée au travers de ce zonage, il n'en est pas de même de la reproduction de la force de travail. Chacune de ces zones a des modalités de reproduction spécifique. Dans le premier monde : des franges à hauts salaires avec privatisation des risques sociaux imbriquées dans des fractions de la force de travail où sont préservés certains aspects du « fordisme » et d'autres, de plus en plus nombreuses, soumises à un « nouveau compromis ». Dans le deuxième : régulation par de bas salaires imposés par une forte pression des migrations internes et la grande précarité de l'emploi, îlots de sous-traitance internationale plus ou moins stables, peu ou aucune garantie des risques sociaux, migrations de travail. Dans le troisième : aides humanitaires, trafics divers, survie agricole, régulation par toutes sortes de mafias et de guerres plus ou moins microscopiques mais aussi par la revivification des solidarités locales et ethniques. Le capitalisme est en train de réussir le tour de force de retravailler clan, ethnie, « sociabilité primaire », à les durcir comme des organes spécifiques de la reproduction de sa force de travail disponible. Au Pakistan, textile, produits en cuir, tapis pour Ikea, confection pour Wal-Mart, linge de maison en coton pour les Galeries Lafayette, Carrefour, Auchan, peaux pour les chaussures Eram, ballons de foot pour Adidas, Nike et Puma, tout cela passe par une mobilisation et une circulation de la main-d'œuvre à base clanique. La disjonction est totale entre la valorisation mondiale unifiée du capital et la reproduction de la force de travail adéquate à cette valorisation. Entre les deux, la relation réciproque de stricte équivalence entre production de masse et modalités de la reproduction de la force de travail, qui définissait le fordisme, a disparu.

Nous disions qu'il était relativement facile d'appréhender cette cohérence à son plus grand niveau d'échelle, mais, à ce niveau même, elle n'existerait pas si on ne la retrouvait à tous les autres niveaux. Ce n'est qu'en existant à tous les niveaux qu'elle peut être une cohérence et non une juxtaposition car c'est par là, en se retrouvant à tous les niveaux, que peuvent exister *un* marché mondial des produits, des capitaux et de la force de travail (il n'y a pas de raison qu'un Américain aussi peu qualifié qu'un Pakistanais gagne plus que lui). Le zonage est une détermination fonctionnelle du capital : maintenir, malgré la rupture entre les deux, des marchés mondiaux en expansion et une extension planétaire de la main-d'œuvre disponible, cela *en dehors de toute relation nécessaire sur une même aire de reproduction prédéterminée* (c'est pour cela que le zonage se doit d'être une mise en abîme). Un véritable tour de force, « bricolé » au cours de la restructuration, qu'aucun grand stratège régulationniste ou néolibéral n'aurait pu envisager.

Il serait facile de retrouver ce zonage dans les périphéries, chacune ayant, à son niveau, ses centres hyperdéveloppés, ses zones constellées, ses « poubelles », mais il est beaucoup plus intéressant d'en montrer le fonctionnement dans les régions du « premier monde ».

En Grande-Bretagne, la City est la première place financière d'Europe, face à la « désindustrialisation » du pays, elle est à la première place des activités économiques pour sa

contribution à la balance des paiements, elle dégage le premier solde mondial pour les places financières. En 2000, elle occupe un million d'emplois (500 000 à Londres, 300 000 à la City même), elle représente 6 % du PNB. Elle concentre un personnel hautement qualifié dans un marché du travail à la pointe des déréglementations sociales et économiques. L'hégémonie de la City participe au remodelage économique, social et culturel des fonctions métropolitaines centrales. À l'échelle régionale, la région du Sud-Est, incorporant Londres et la City, est la plus riche et la plus dynamique du pays en regroupant 36 % du PIB, 30 % de la population et en accaparant l'essentiel des créations d'emplois dans un desserrement sélectif des activités vers la périphérie londonienne et son bassin régional (East Anglia, Sud-ouest et Ouest-Midlands). Cette segmentation fonctionnelle, sociale et technique participe à l'exacerbation des disparités régionales au sein du Royaume-Uni (nous laissons de côté les emboîtements d'échelle que l'on peut poursuivre à l'infini, dans la mesure où Londres est la première place financière *offshore* mondiale – euro-obligations). Dans les années 1980 et 1990, la société britannique est profondément remodelée selon le modèle des 30-30-40 : 30 % d'exclus d'un véritable travail, 30 % de travailleurs totalement précaires, 40 % de « privilégiés » disposant d'un emploi à temps plein ; « On assiste ainsi à un appauvrissement généralisé de la société britannique, à un net déclassement social de millions de personnes et à un délabrement marqué des infrastructures (voies ferrées, métro londonien) [...] Surtout, l'insertion inégale et spécialisée dans la mondialisation affecte profondément les économies régionales du fait de la juxtaposition sur le territoire de systèmes différenciés et de la faiblesse des logiques régulatrices de l'État : à la grande métropole mondiale des services et de la finance londonienne répondent l'Ecosse des hautes technologies de la Silicon Glen et les régions charbonnières et textiles de la 1^{ère} et 2^{ème} révolution industrielle en déclin profond. » (Carroué, *op. cit.*, p. 46). La hiérarchisation mondiale est ici mise en abîme à l'intérieur même d'un pays qui globalement appartient au sommet de cette hiérarchie. Là où la chose devient réellement passionnante, c'est dans l'étude du deuxième niveau, celui des constellations plus ou moins dense de grumeaux de capital, branchés sur l'internationalisation, dans un pays hiérarchiquement dominant.

En 2000, l'Écosse localise 600 entreprises étrangères (pour 46 %, américaines). À partir des années 1980, la région connaît une importante mutation vers les « hautes technologies ». En 2000, 40 % des micro-ordinateurs, 60 % des terminaux et stations de travail, 50 % des distributeurs bancaires et 13 % de la production de semi-conducteurs d'Europe sont fabriqués en Écosse. Développement fragile, comme l'a illustré la fermeture de Motorola en 2001, personne ne soutiendra que l'Écosse connaisse une période de développement capitaliste autocentré. Comme nous le disions, c'est à l'échelle de la région que nous retrouvons reproduites les disparités hiérarchiques générales. Les espaces industriels et urbains traditionnels sont soigneusement évités par les implantations des industries de « haute technologie » (en particulier l'agglomération de Glasgow). Ces implantations privilégient les villes nouvelles moyennes et les « parcs industriels » le long des nœuds autoroutiers. « Ce dispositif se traduit par une forte ségrégation sociale et résidentielle qui oppose les nouvelles banlieues pavillonnaires plus ou moins chics des ingénieurs, cadres et techniciens aux vieux quartiers ouvriers marginalisés, en proie au chômage, à la drogue et au déclassement qui se transforment en ghettos pour les populations démunies et les nouveaux immigrés. » (Carroué, *op. cit.*, p. 172). Chaque niveau reproduit la ségrégation entre espaces « décisionnels », espaces « branchés » et espaces « évités ».

Nous ne pouvons parler de mondialisation de la valorisation du capital que dans la mesure où la hiérarchisation ne met pas simplement côte à côte, à l'échelle mondiale, trois types d'espaces et de fonctions se présentant chacun comme un bloc uni et homogène. Si tel était le cas, un des principes de base du capital restructuré en tant que mondialisation, la disjonction entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail, disparaîtrait. Cette disjonction ne serait pas le fonctionnement d'un système unique, mais le simple côtoïement de trois mondes aux règles de reproduction différentes, l'un de ces mondes exploitant les autres mais chacun conservant une cohérence particulière. La rupture d'une relation nécessaire entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail brise les aires de reproduction cohérente dans leur délimitation régionale ou même nationale. La disjonction produit l'entrecroisement et son infinie répétition. Les régions que nous avons définies comme « intermédiaires » sont les plus intéressantes parce qu'elles sont précisément celles où le côtoïement est le plus intense.

Cette organisation extravertie de l'économie britannique est bien sûr liée à une histoire sociale particulière et aux rapports de forces entre la classe ouvrière et une bourgeoisie qui avait, avec ses transnationales et la finance, d'autres choix possibles, d'autres horizons jouables. C'est à la fin des années 1970, années terribles pour le capitalisme anglais qui ne parvient plus à remettre au travail la classe ouvrière de façon régulière et efficace (cf. Cajo Brendel, *Lutte de classe autonome en Grande-Bretagne*, Échanges et Mouvement, 1977), que le pays bascule d'une simple logique de captage des IDE (initiée très tôt dans les années 1950) à une totale extraversion en sacrifiant sa base productive nationale (y compris l'éclatement des monopoles publics).

Dans un autre ordre de niveau hiérarchique mondial, le front pionnier du soja du sud-ouest brésilien articule branchement mondial, régions périphériques, « poubelles sociales ». Ce front met en valeur, dans le Mato Grosso et le Parana, des terres vierges et fertiles selon une logique spéculative, le but est de desservir le marché agro-industriel mondial, la modernisation nécessaire chasse les colons les plus pauvres vers le Paraguay, colons brésiliens qui représentent, en 2001, 10 % de la population du pays. La partie orientale du Paraguay devient une périphérie du front pionnier brésilien, tandis que le reste du pays survit dans un état d'abandon. Plus bas encore dans l'ordre hiérarchique mondial, les transnationales minières ou pétrolières, ou les États eux-mêmes, réinventent l'économie de comptoirs. Au Viêt-Nam, le développement de la culture du café lancé par l'État dans les années 1990 a entraîné la déforestation de 500 000 hectares des Hauts Plateaux du centre du pays, la confiscation des terres par les planteurs a enfoncé les montagnards dans la marginalisation et une totale misère. C'est en Afrique sub-saharienne que les logiques de pillage s'affirment avec la plus extrême violence comme lors du dépeçage de l'ex-Zaïre. Mais même dans le cas extrême de l'ex-Zaïre, le « pillage » produit des territoires et des articulations conformes, à leur niveau d'échelle, à la géographie de la mondialisation en tant que reproduction des rapports sociaux capitalistes et valorisation du capital. La prédation accompagne la « tribalisation » de la vie politique, la multiplication des milices, les clans au pouvoir sont associés comme prête-noms. Nous n'avons pas là quelque chose d'absolument nouveau : les interventions militaires lors de la sécession du Katanga en 1960, ou les deux « guerres du Shaba » à la fin des années 1970. Là aussi, la nationalisation, tant vantée comme source de cohérence sociale, n'a été au Zaïre qu'une transformation des richesses minières en source de profits pour Mobutu et son clan. À partir des années 1980, le modèle de l'exploitation diamantifère (fin du monopole de la De Beers) s'étend à presque tous les minerais dont l'exploitation passe

aux mains d'une oligarchie régionale et privatisée. Les groupes miniers de « type nouveau » dont le modèle est l'American Mineral Fields de Jean-Raymond Boulle (ex directeur général de la De Beers au Zaïre) sont avant tout des architectures financières passant par les Bourses nord-américaines (Vancouver et Toronto), qui contractent des alliances avec des conglomérats comme De Beers, appuient des hommes comme Kabila ou Museveni, et militarisent leur activité économique. Après avoir tenté de déloger les poids lourds du secteur minier, elles s'orientent vers des alliances avec eux et surtout les ont amené à se structurer comme eux. Cette prédation s'inscrit elle-même dans la reproduction de capitaux eux-mêmes « périphériques ». En République Centrafricaine, les groupes d'investisseurs qui épuisent les ressources forestières du pays sont indonésiens ou malaisien et les diamants, dont le pays est le cinquième producteur mondial, sont commercialisés, depuis 1996, par des mafias russes.

On ne peut parler de cette « déstructuration »/restructuration générale du mode de production capitaliste en tant que mondialisation qui est la forme nécessaire des déterminations de la restructuration du rapport d'exploitation sans évoquer les flux migratoires. Il s'agit de la forme la plus immédiatement évidente de la disjonction dont nous parlions. La multiplication des guerres qui deviennent *un mode de gestion et de régulation* de cette économie capitaliste mondiale fait que le nombre de réfugiés dans le monde passe de 2,5 millions de personnes à 25 millions entre 1975 et 2000, auquel il faut ajouter 20 millions de déplacés dans leurs propres frontières. Cette population surnuméraire, encombrante, parquée, éliminée et renouvelée, devient un enjeu dans cette logique prédatrice pour laquelle elle est immédiatement mobilisable (la zone du cacao en Côte d'Ivoire en 2002, le pétrole du sud-Soudan).

Au-delà des réfugiés, selon le BIT, le stock mondial de travailleurs migrants passe de 45 millions à 150 millions entre 1965 et 2000, auquel s'ajoutent 25 à 30 millions de migrants illégaux. L'intérêt actuel de ces mouvements est de ne plus être seulement polarisés entre Nord et Sud, mais de devenir de plus en plus des mouvements allant d'un Sud attractif vers un Sud répulsif. Que cela soit le Nord ou le Sud attractif, les pôles émetteurs sont toujours considérés comme des réservoirs à disposition selon l'état des conjonctures économiques ou démographiques. Ainsi, située à un autre niveau, la déstructuration des zones émettrices est fonctionnelle : en Italie, 57 % des travailleurs émigrés travaillent en Lombardie ou en Vénétie ; 80 % des migrants résidants aux États-Unis vivent dans les espaces métropolitains de New York, Miami, Los Angeles, Houston, Dallas. Au travers des transferts financiers les effets de retour sont également nombreux sur les zones émettrices, sans parler du rôle économique classique des diasporas dans les flux de capitaux et de marchandises. (cf. Michel Peraldi, *La Fin des norias ? réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Ed. Maisonneuve & Larose ; Alain Tarrius, *La Mondialisation par le bas, les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Ed. Balland)

Une unification de l'espace capitaliste

Il est évident que les rapports entre États capitalistes ne sont plus conformes au traité de Westphalie et que le cadre national ne se confond plus avec celui de la valorisation du capital dans une localisation jointe des intérêts industriels, financiers et de la main-d'œuvre. L'espace n'en devient pas pour autant mal maîtrisé. Les « marches » n'existent pas en elles-mêmes, elles ne sont pas des données de géographie physique comme les plaines ou les vallées. Une époque du capital définit ce que sont ses marches, non seulement leur localisation

mais surtout leur nature. Dans le capitalisme actuel, une marche cela peut être le Libéria ou une zone franche dans les quartiers nord de Marseille.

Le monde entier ne peut être semblable à Amsterdam ou Chicago, mais la restructuration n'a de sens qu'en réunifiant l'espace capitaliste le plus moderne et le reste du monde autour de cet espace. Cette réunification n'a jamais été aussi étroite, parce que justement il n'y a plus d'espaces autonomes et autocentrés et qu'elle est effective, à tous les niveaux d'échelle, par l'interpénétration des espaces les plus modernes et les plus marginaux (il faut rappeler que les stratégies économiques d'autocentrage reposaient sur la « double vie » du travailleur : travail industriel/reproduction « traditionnelle »). C'est précisément cette unité extrême dans l'interpénétration, la fin du chacun chez soi, que souvent, tout à notre nostalgie fordiennne, nous ne voyons que comme éclatement.

La réunification est si étroite que les centres ont à faire la *police* partout. Dans un mode de production capitaliste mondialisé où aucun « compromis » n'est envisageable entre le capital et un prolétariat mondial, la guerre civile ou la guerre externe devient le lieu de l'estimation et de la mise en place des rapports de force dans la lutte des classes, le « lieu de la régulation » (cf. Alain Joxe, *l'Empire du chaos*, Ed. La Découverte.) La violence devient un mode de régulation à toutes les échelles de la reproduction du mode de production capitaliste, il est remarquable d'observer la convergence quasiment fractale de la macrocosmique stratégie de W. Bush et de la nanocosmique stratégie de Sharon, de l'assassinat de masse et du génocide programmé au bulldozer et à l'assassinat ciblé. Partout, à tous les niveaux, le capital a recréé la « frontière » contre tous les obstacles à sa libre circulation et accumulation et à sa libre exploitation de la force de travail (ou à son élimination).

Disjonction entre reproduction de la force de travail et valorisation du capital ; mise en abîme dans chaque espace particulier de la hiérarchie mondiale, c'est sur ces deux points liés entre eux que se joue maintenant la cohérence de la reproduction mondiale des rapports sociaux capitalistes.

Ce qui est analysé comme déstructuration régionale ou nationale (désétatisation) prend son sens et est définitoire d'une autre cohérence mondiale, dans le cadre de la restructuration générale du mode de production capitaliste. Le problème consisterait à définir théoriquement le statut des interfaces entre les focalisations productives plus ou moins denses du cycle mondial du capital et ce que l'on décrit comme marges, tribus ou ghettos, économies souterraines, mafias diverses, kleptocraties, centres financiers off-shore. La nouveauté réside dans le fait qu'il ne s'agit plus d'articulations entre le mode de production capitaliste et d'autres modes de production, même si ceux-ci n'avaient de signification que par rapport au premier, mais de la diffusion hiérarchique globale du mode de production capitaliste posé mondialement comme une totalité. Le cycle mondial du capital ne peut plus se décrire comme articulation mais plutôt comme diffusion. On ne peut plus également parler d'enclaves ou de développement par enclaves, dans la mesure où, dans une société duelle, avec les économies souterraines, les ghettos ou les ethnies, c'est toute la société qui fonctionne pour et par ces enclaves, même si ce n'est que pour rembourser quelque projet pharaonique improductif.

Dans cette situation de dépassement des intégrations nationales et régionales, la reproduction du capital qui se bouclait plus ou moins sur une aire délimitée perd ce cadre de référence et de cohérence. L'État en assurait la cohérence, en ce qu'il émane du pôle dominant (celui qui subsume l'autre) de l'implication réciproque entre prolétariat et capital, il était le garant de cette implication réciproque, c'est ce que l'on appelle assurer le « compromis

social ». Le principe fondamental, conceptuel, de cette perte de cohérence réside dans *la scission entre le procès de valorisation du capital et la reproduction de la force de travail*. Les notions d'économie parallèle ou souterraine sont bien superficielles en ce qu'elles ne font que renvoyer au caractère légal de l'activité (déclarée ou non), à sa taille ou à son marché immédiat, elles ne rendent pas compte des racines de cette « souterranéité », et du caractère beaucoup plus global du phénomène.

La valorisation du capital s'échappe « par le haut » en fraction ou segment du cycle mondial global du capital, au niveau des investissements, du procès productif, des emprunts, du marché, de la circulation de la plus-value, de la péréquation du profit, du cadre concurrentiel.

La reproduction de la force de travail s'échappe « par le bas » : autosubsistance, solidarités locales, économies parallèles, ce qui retravaille d'anciennes cohésions sociales en conférant au domaine religieux de nouvelles significations d'être-ensemble. Parallèlement, le cadre national central et le rôle de l'État se délitent. Les interventions, comme aux Philippines, ont, entre autres, pour but de torpiller tout arrangement national ou régional comme cela avait déjà été le cas dans le Golfe. Aux Philippines, le pouvoir central avait conclu un accord de cessez-le-feu avec le FMIL de Mindanao. Que ce soit avec la politique des protectorats (Kosovo, Macédoine, Timor oriental, Cambodge et maintenant Afghanistan et Côte d'Ivoire), avec les politiques de renationalisation (*nation building*), ou avec le minage de toute réentente nationale, ce dont il s'agit c'est de *séparer d'une part reproduction et circulation du capital et d'autre part reproduction et circulation de la force de travail*. La reproduction et l'accumulation du capital au Pakistan ou aux Philippines ne sont pas elles-mêmes en connexion avec la reproduction de la force de travail pakistanaise ou philippine.

Le rapport social d'exploitation comme lutte des classes a toujours été tout autant économique que militaire, mais ce qui frappe actuellement c'est la situation de « désordre » si on la compare à la relation entre économie et violence telle qu'elle avait été simplifiée par l'instauration des États-nations souverains du XVII^e au XIX^e siècle, et ensuite par la bipolarité Est/Ouest. La coexistence et la mise en abîme partout des trois niveaux de la hiérarchisation productive mondiale (noyau « surdéveloppé », zones constellées de « grumeaux » de focalisations capitalistes plus ou moins denses, zones de crises, violence s'exerçant contre des « poubelles sociales », ou bien des génocides) amène à une conformité spatio-temporelle entre l'organisation de la violence et celle de l'économie. Ce zonage apparaît à toutes les échelles (pays, régions, villes, quartiers) c'est une diffusion hiérarchique et non une articulation. Dans les zones de crise qui peuvent être des régions, pays, des provinces ou de simples quartiers, la violence comme continuation de l'économie par d'autres moyens réduit les médiations politiques au strict minimum. Il n'y a pas de négociations pour établir « une vie de vaincu vivable ». Création de sous-systèmes conflictuels complexes (adversaires multiples) et bloqués, l'intervention du « leader » n'est pas exigible ou obligatoire. Les accords de Dayton pour la Bosnie ne sont qu'un cessez-le-feu : une seule clause obligatoire, le dispositif militaire. Les petits conflits oubliés, sans issues possibles, sans risques d'extension, sans « effet domino », se multiplient dans le désintérêt international. Le monde unipolaire, débarrassé de la nécessité d'intervenir partout pour contrer l'adversaire, a *autorisé la reconnaissance* de « mondes inutiles ». Mais ce « chaos » qui nous saute aux yeux au point de nous éblouir n'est que *l'ordre de la restructuration capitaliste*. Les déterminations fondamentales du rapport d'exploitation restructuré sont étendues mondialement et partout reproduites à toutes les échelles par la fluidité du double moulinet de la reproduction du capital qu'impose

l'extraction de plus-value sous son mode relatif. *La localisation, territorialement jointe, de la reproduction de la force de travail et de la valorisation du capital était l'obstacle paradigmatique à cette fluidité et résumant tous les autres.*

Le globalisme de la valorisation du capital, dont les États-Unis cherchent actuellement à prendre la tête pour ne pas se laisser subvertir par elle (toute phase nouvelle du mode de production capitaliste passe par un changement de leader ou une reconfiguration du leader lui-même), amène à déconstruire les souverainetés nationales et les logiques de voisinage territorial ; recomposer les éléments en branches fonctionnelles transnationales sur lesquelles s'exerce le « leadership naturel » des États-Unis. D'un côté, la globalisation économique et militaire est « balkanisation » par destruction de toutes les souverainetés ou réglementations nationales, et de l'autre, une forme de « débalkanisation », de *réunification* de ce nouveau monde par la construction d'espaces économiques unifiés non-souverains. La mondialisation n'est pas une extension mais une construction de son monde, elle crée l'espace dans lequel elle s'accomplit. Il s'agit de consolider les noyaux durs du capitalisme mondial, d'éliminer les États ou mouvements sociaux hostiles ou bloquant le marché, les flux de marchandises, de capitaux, de libération de main-d'œuvre, de contrôler la prolifération de la valeur et de la petite production marchande sur de vastes espaces comme ceux de la Russie et de l'Asie centrale. Il faut sortir des alliances à territorialité définie : caractère archaïque de l'OTAN. Le *partnership* avec les Russes (qui ne va pas sans heurts), dans le cadre d'un OTAN redéfini, devient une nouvelle alliance offensive contre des *probabilités d'insécurité*, sans zone prédélimitée. Ce n'est pas une alliance avec « l'État russe souverain », c'est la Russie et ses abords eux-mêmes qui deviennent une « frontière » de l'« élargissement » : « l'OTAN aide militairement la démocratisation et l'extension de l'économie capitaliste libérale en Russie et à sa périphérie » (déclaration liminaire de l'accord).

La politique économique et militaire des États-Unis prenant en charge la mise en ordre d'une valorisation mondialisée du capital combine deux stratégies : « l'élargissement clintonien » et la « mise en ghetto civilisationnel » – population éjectable dans les « petites guerres barbares » – de la droite républicaine. Il ne s'agit jamais de la mise en forme d'un espace vierge mais d'une histoire. Le zonage est mouvant, la lutte des classes le modifie, transforme les niveaux d'insertion, c'est le cadre dans lequel elle se déroule et simultanément qu'elle construit (les entreprises quittent l'Indonésie où la main-d'œuvre est « trop chère » pour le Viêt-Nam). C'est un cadre constamment à imposer parce qu'il est constitué par la lutte des classes elle-même, qui peut même momentanément se renationaliser, chercher à recréer, comme au Brésil, des compromis, au niveau hiérarchique assigné par la totalité. La lutte de classe modèle et rend mouvante cette décomposition/recomposition, elle impose pour chaque espace des marges de manœuvre et recrée pour chaque territoire des enjeux de différenciations. En même temps, la classe capitaliste mondiale et ses fractions locales imposent mondialement une mise en forme spatiale de l'exploitation.

Après les petites guerres barbares du Kosovo, de Timor, de Colombie, de Panama, de Somalie, de Bosnie, du Rwanda et du Zaïre, d'Afghanistan, la guerre en Irak a été la première, à grande échelle, qui a pour objet la mise en forme de cette nouvelle économie-monde globale qui est l'espace que construit la restructuration du mode de production capitaliste. Si la guerre de 1991 fut encore une guerre qui s'est jouée sur le plan des rapports inter-étatiques, l'actuelle se proclame ouvertement comme moment régional d'une « solution planétaire » aux désordres internes de la globalisation de la reproduction du capital : l'armée américaine intervient à Kandahar, à Mogadiscio ou à Bagdad comme à Los Angeles. « Il n'y aura pas

de paix. A tout moment, durant notre vie entière, il y aura de nombreux conflits dans des formes mutantes, tout autour du monde. Le conflit violent fera les gros titres des journaux, mais les luttes culturelles et économiques seront plus constantes et en définitive plus décisives. Le rôle de facto des forces armées américaines sera de maintenir le monde comme un lieu sûr pour notre économie et un espace ouvert à notre dynamisme culturel. Pour parvenir à ces fins, nous ferons un bon paquet de massacres [*a fair amount of killing*]. » (Commandant Ralph Peters, « Constant Conflicts », *Parameters*, été 1997.)

Les États-Unis imposent à leurs « partenaires » les nouvelles règles du mode de production capitaliste. Au Moyen-Orient, comme partout, les intérêts économiques des États-Unis se situent à une échelle d'organisation supérieure à celle de chaque État de la région ou de leur somme. Le globalisme des intérêts américains impose de déconstruire les souverainetés nationales et les logiques de voisinage territorial et de recomposer les éléments nationaux en branches fonctionnelles à vocation transnationale sur lesquelles s'exerce le « leadership naturel » des États-Unis dans une *réunification* de ce nouveau monde balkanisé. « Hostile aux intérêts des États-Unis » désigne tout ce qui peut faire obstacle à la libre circulation du capital : un chantage absolu sur les autres puissances économiques, un contrôle absolu de tous les flux. Si pour les États-Unis, l'ennemi est désigné sous l'appellation de « terrorisme », il ne s'agit pas seulement de propagande paranoïde, mais d'un processus guerrier d'emblée défini comme récurrent, l'ennemi n'est plus un adversaire désigné, mais la forme labile d'opposition et de résistance intrinsèque à la réorganisation de l'exploitation et de sa reproduction. La faillite du cadre national et la délégitimation des États dans la plupart des périphéries sont alors les fondements de la renaissance des communautarismes religieux. Ils expriment, organisent et contrôlent la pauvreté en tant que telle. Les « damnés de la Terre », dont certains attendaient la destruction du système capitaliste « occidental », sont devenus, à la suite de l'universalisation du mode de production capitaliste, les « inutiles au monde », les « pauvres » qui trouvent l'expression de leur souffrance et la forme communautaire de leur révolte dans toutes les religions. Dans de nombreuses régions, comme en Palestine, renvoyée à une mise en ghettos et à des solidarités de proximité, la lutte de classe s'ethnicise, ethnicisation tout à fait moderne.

Nous ne chercherons pas à imaginer les formes et les contenus que peuvent prendre les luttes du prolétariat thaïlandais, vietnamien ou chinois, mais quelques éléments sont fortement probables : il ne constituera ni grands syndicats à l'occidentale, ni partis ouvriers, il oscillera entre des affrontements entre la partie embauchée de la main-d'œuvre et son immense partie mouvante et des convergences entre elles, entre des luttes d'usines sur les conditions de travail et les salaires et des soulèvements pour retrouver les anciennes conditions de reproduction essentiellement rurales, il ne pourra être exempt de revendications nationales. Au-delà de ces fortes probabilités, une chose est sûre : la dissociation territoriale et fonctionnelle qui travaille le prolétariat des pays « émergents » bloque la formation d'identités nationale ou ouvrière, qui réclament de se stabiliser dans un système de reproduction nationalement cohérent, et ouvre la voie à des luttes interclassistes. Cependant, cet interclassisme même, conjugué au fractionnement de la classe ouvrière dans toutes les fonctions de la reproduction du capital et de sa propre reproduction, conjugué à la concomitance en un même moment des états successifs de la force de travail, produit un enjeu considérable : le prolétariat des pays « émergents » ne peut affronter les conditions qui lui sont faites comme des conditions particulières sur lesquelles il pourrait avoir le moindre contrôle. Ses propres conditions sont inséparables de celles des paysans, des vagabonds, des classes moyennes,

nous avons là le marais de l'interclassisme, la source d'affrontements violents, mais aussi la possibilité que ses intérêts propres deviennent ceux de la « société » et s'abolissent, dans leur défense, comme intérêts propres. Le prolétariat des pays « émergents » ne porte pas l'avenir de la « révolution communiste mondiale », mais il pourra marcher au même pas qu'elle, celui de la propre remise en cause du prolétariat dans son affrontement avec le capital, et cela à partir de ses propres conditions.

Jamais plus que maintenant (et bien moins que demain), la valorisation n'a entraîné dans son mouvement la majeure partie du globe, y compris l'Afrique au travers de ses migrations internes vers les régions de plantations, les zones minières, les métropoles portuaires et les migrations extra-continentales vers l'Europe ou l'Asie du sud, dans ses économies de réseaux prospérant sur les fractures territoriales et de développement. Dans tout l'ouest, la relation aînés/cadets s'est effondrée, libérant les énergies nécessaires à l'anarchie marchande, à l'exploitation sauvage des ressources, chapeautée par quelques grandes firmes et dont les bénéfices, via la kleptocratie locale, échouent en Suisse, à Guernesey au Luxembourg ou aux Îles Vierges.

Il faut rappeler la Somalie de l'intervention américaine de 1993. Un pays composé à 70 % de nomades structurés par des appartenances lignagères désarticulées par une récente apparition de l'État en 1960. Milices, ports francs, exportation de viandes vers la péninsule arabe furent les résultats de ce choc. En dehors de l'objectif onusien de constitution d'un gouvernement unitaire, dans les années 1990, à sa façon, une nouvelle aire entraînait dans le monde libre de la libre circulation des marchandises. « A l'inverse de ce qu'a connu l'Europe du XIX^e siècle, aucune révolution industrielle n'est venue, en Afrique, désagréger les liens communautaires caractéristiques du monde rural, fondés sur la parenté et les disciplines claniques, pour leur substituer, dans les villes, des solidarités toutes nouvelles axées sur de communs intérêts professionnels : les classes sociales. Et si, l'État-nation, en Europe, s'est formé parallèlement à l'industrialisation, si la démocratie représentative s'y est construite autour des classes sociales, l'État africain est lui, issu d'une simple transposition, sur une société rurale et communautaire d'institutions élaborées en Europe, par et pour une société urbaine, stratifiée en classes, et centrée sur la compétition individuelle. » (Thierry Michalon, « Légitimité de l'État et solidarité ethnique », *Le Monde diplomatique*, novembre 1993). Dans les États de l'Afrique de l'ouest, pendant trente ans, le constant gonflement de la fonction publique comme des entreprises publiques, permis par l'accaparement étatique de rentes agricoles ou minières, a fini par transformer la société en rendant les campagnes dépendantes des marchés et en provoquant un gigantesque exode vers les villes. Avec la crise de la dette, le retournement du cours des matières premières, la montée en puissance de nouveaux pays producteurs plus efficaces dans les cultures de rente, durant les années 1980, ces États ont perdu leur légitimité et leur capacité à acheter le consentement d'intérêts divergents. Ils n'étaient pas le signe d'un paisible développement capitaliste, mais une transposition masquant son absence et en résultant. La transposition s'est effondrée au travers des rivalités communautaires qu'elle avait elle-même suscitées comme luttes d'accès à ses services et faveurs. C'est le libre développement de ces rivalités, dans l'éclatement actuel des structures étatiques, qui livre la société à une véritable mutation capitaliste.

Tout cela est moche, instable, c'est le capitalisme. Ce n'est pas une « domination négative », ce qui n'a aucun sens, c'est une autre organisation du monde capitaliste. On ne peut dire, comme font Dauvé et Nesic, après Rubak, que la classe ouvrière est en expansion permanente et nier cette expansion dans chaque région du monde. Dire qu'aujourd'hui le

capitalisme « se replie sur ses bastions historiques » (p. 49), même provisoirement, est le signe d'une totale cécité.

Pour l'ex-URSS, il est vrai que la remise au travail productif de plus-value à des allures peu orthodoxes (sans jeu de mots), mais, au-delà des clichés, l'extrême faiblesse de la productivité s'accompagne d'une mise à disposition presque totale des travailleurs : accomplir toutes les tâches dans l'entreprise, heures supplémentaires non payées, travail informel à l'intérieur ou à l'extérieur de l'usine, double ou triple emploi, activités domestiques marchandes (les ouvriers représentaient encore 59 % de la population active en 1999). En 1998, le nouveau code du travail fait passer la journée de travail de 8 à 12 heures, encourage la flexibilité, le travail sur plusieurs postes, légalise le non-paiement des salaires, enlève toute garantie d'emploi pour les syndicalistes et réduit le licenciement à une simple formalité. Le troc, le paiement en nature, le tiers de la population en dessous du seuil de pauvreté etc. rendent les choses « exotiques », mais nous ne sommes que face à des formes exacerbées des modifications mondiales des rapports de travail. En 1998, durant la « guerre des rails », les mineurs ont paralysé le trafic ferroviaire en Sibérie occidentale, principalement dans le Kouzbass, en 1999, les grèves connues n'ont concerné que les travailleurs payés par l'État (enseignants et personnels médicaux), « mais de nombreuses grèves éclatent à de micro-niveaux, dans des ateliers ou usines isolées, et ne passent pas dans les statistiques » (*Le Messager syndical*, Bulletin d'information sur le mouvement ouvrier en Fédération de Russie, sur internet – hébergé sur le site national d'ATTAC). Sous les systèmes de troc et de logements, presque toujours liés à un emploi, le capital renouvelle avantageusement le système des magasins patronaux des débuts de l'industrialisation, nous savons que le capitalisme se plaît à revivifier sur des bases nouvelles toutes ses anciennes structures de reproduction. Le paiement en nature et les systèmes de reproduction sociale (logement, magasins), encore liés à l'usine dans un système paternaliste et autoritaire, provoquent un attachement ouvrier à l'usine qui se voit jusque dans la formes des luttes ouvrières. Dans certaines entreprises, une forme de « contrôle ouvrier » est même instaurée, visant à empêcher la liquidation de l'entreprise : le combinat de Vyborg ou l'usine de pompes de Iasnogorsk (pour Vyborg, dossier dans *Le Messager syndical*). En outre, de la Caspienne à Vladivostok, de St-Petersbourg à Samara, c'est la petite production marchande qui prolifère dans une vitalité obscène et alimente les fonds recyclés par les oligarques dans l'économie internationalisée. Ce n'est pas la nationalisation nassérienne du commerce, mais c'est beaucoup plus dynamique, ça « motive » plus et ça rapporte gros.

La thèse du « repliement sur les bastions » renvoie à une question économique majeure, celle du mode d'accumulation actuel du capitalisme : phase extensive ou phase intensive. La distinction entre ces deux types d'accumulation ne renvoie que partiellement aux deux modes d'extraction de la plus-value. Si l'extraction de plus-value sous son mode relatif est largement dominante, il n'est jamais exclusif, et en outre il peut lui-même se modeler soit comme autocentrage de l'accumulation sur les régions déjà les plus développées soit comme extension. *Par l'énorme saccage (« la planète des bidonvilles »), c'est paradoxalement une extension de l'accumulation intensive qui se réalise.*

La théorie de l'accumulation capitaliste et de la reproduction des rapports de production fondés sur le capital comme « peau de chagrin » ne résiste pas à la critique. Dans cette théorie, la dualité du monde capitaliste (développé/non-développé – pour simplifier à l'extrême) n'est pas considérée comme faisant système, si le développé est presque toujours compris comme créant le « non-développé » et parfois même comme le reproduisant, il n'est

jamais compris comme le reproduisant comme nécessaire pour lui-même (c'est la limite d'une théorie de la valeur qui la considère, justement, comme destructrice, mais ne voit dans la destruction que son aspect négatif) ; ensuite, cette « théorie de la peau de chagrin » considère que ce qui est contradictoire dans l'accumulation capitaliste signe son échec et non simultanément sa dynamique ; enfin, elle n'est qu'une théorie objectiviste des rapports entre capitaux. La mondialisation n'est pas une tache d'huile sur un espace *donné*, mais une structure d'accumulation dans la *construction* d'un espace. C'est bien parce que le « saccage » est une extension de l'accumulation intensive qu'il n'y a plus de tiers-mondisme qui n'était que la frustration d'un capital autocentré.

La mondialisation produit son adversaire interne comme « terrorisme » au même niveau d'universalité abstraite : le capital/la religion. L'aspect policier de l'interventionnisme américain en particulier et occidental en général n'est pas le signe d'un repliement plus étroit du « Nord » sur lui-même. C'est une accélération de la mondialisation qui est en œuvre dans cet interventionnisme, une mise au pas dans le cadre du double échappement de la reproduction globale du rapport de production capitaliste que nous avons évoqué : disjonction entre un échappement de la production de la valorisation et des conditions de l'accumulation vers « le haut » et de la reproduction de la force de travail et des conditions de sa disponibilité et de sa mobilisation vers « le bas ». Si ce procès nous fournit la clé de la déliquescence étatique, il ne peut cependant se poursuivre sans une réétatisation *limitée* de certaines régions après le développement capitaliste subi depuis 25 ans. Nous sommes entrés dans un monde capitaliste étrange dans lequel plus les modes de reproduction de la force de travail semblent s'éloigner des « règles théoriques » de la subsumption réelle, plus le mode de production devient totalement et partout spécifiquement capitaliste.

Le monde s'organise toujours autour de l'expansion du salariat et de l'échange. En ce qui concerne les échanges mondiaux qui croissent depuis 25 ans plus vite que la production mondiale, c'est d'une évidence telle qu'il n'y a rien d'autre à dire. En ce qui concerne les marchés intérieurs, la chose est plus subtile. Dans les aires les plus développées, de nombreux secteurs qui pouvaient être considérés comme « hors échange », sans pour autant être gratuits, car entrant dans la reproduction socialisée de la force de travail, sont happés dans le mouvement ordinaire de la marchandise et l'entraide devient « l'aide à domicile », chaque membre des classes moyennes peut même, avec dégrèvement fiscal, se muer en petit employeur occasionnel.

Dans le « tiers-monde », de la Chine au Mexique, en passant par l'Afrique même, l'extension vertigineuse de la misère urbaine est une formidable extension des échanges, ces masses urbanisées récentes sont happées par les circuits d'échanges, leur misère même en est le résultat. Quelle était la prégnance de l'échange marchand pour des millions de villageois chinois, ou pour les villages de brousse ? En Argentine, quand la monnaie nationale s'effondre et disparaît, le premier besoin est d'en créer des subsidiaires. Quant à l'extension du salariat, depuis trente ans, toute l'Asie du sud et du sud-est, les pays d'Amérique latine voient leur population de salariés croître, et maintenant la Chine, où les bidonvilles qui s'étendent à la périphérie et qui entourent les gares sont de véritables organisations du travail salarié, est entrée dans la valse. La crise du Sud-Est asiatique en 1997, c'est la crise de ce formidable développement capitaliste, crise qui a les caractéristiques des nouvelles modalités internationales de la valorisation dominée par le capital financier. On ne peut dire que le travail salarié ne s'étend pas que si l'on a en tête que le travail salarié, c'est le travail salarié

fordiste. A juger l'époque nouvelle aux critères de l'ancienne, on ne pourra que conclure que « c'était le bon temps ». Mais ce n'est pas le sujet.

Bien sûr ni la Thaïlande, ni le Mexique, ni même la Corée ne deviendront des « pays fordistes ». Le problème n'est pas là. Le capital restructuré connaît de graves difficultés, il est toujours le capital, mais *ce sont ses difficultés propres et non le fait qu'il n'est plus maintenant ce qu'il était* « autrefois ». Dans un système d'exploitation où l'emploi salarié est organisé comme précaire et en rotation sur des masses parfois énormes, le capital libère une masse de travail disponible supérieure à celle qu'il absorbe productivement, c'est à la fois la condition de ces nouvelles modalités d'exploitation et un réel problème de « régulation ». La disjonction entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail, qui est une caractéristique générale de la mondialisation du rapport d'exploitation, nous donne un régime de développement problématique dans lequel le redressement du taux de profit ne se traduit pas *ipso facto* par un redressement du taux d'accumulation. Nous sommes là dans les problèmes du capital restructuré et il en connaît bien d'autres, mais aucun de ces problèmes ne consiste à ne plus être fordiste. C'est comme si quelqu'un s'avisait de dire que le problème de la PAC c'est d'avoir rompu l'autosubsistance paysanne.

C'est un nouveau monde que la restructuration du rapport d'exploitation entre le prolétariat et le capital dessine. Un monde, où, à tous les niveaux d'échelles, se côtoient et s'interpénètrent des pôles hyperdéveloppés, de vastes zones constellées de grumeaux capitalistes et des « poubelles sociales ». Mais partout le salariat et l'échange règnent de plus en plus en maîtres uniques.

EN CONCLUSION : LA RESTRUCTURATION TELLE QU'EN SON CONCEPT

Nous avons brièvement parcouru la longue liste des modifications du rapport d'exploitation qui lie le prolétariat et le capital depuis le moment de l'achat-vente de la force de travail jusqu'aux modalités de sa reproduction, en passant par le procès de travail lui-même, les nouvelles combinaisons entre les deux modalités d'extraction de la plus-value, l'appropriation des forces sociales du travail, les modalités de la péréquation entre les capitaux, la mondialisation et la fin des aires nationales. La croissance n'est pas celle des « Trente Glorieuses », la domination américaine n'est plus de même nature qu'avant l'effondrement du bloc soviétique (mais est-elle affaiblie par rapport à une période où lui échappaient « $\frac{2}{3}$ des terres émergées » et « $\frac{1}{3}$ de l'humanité » ?), un chômeur est toujours quelqu'un privé d'emploi, mais le chômage peut-il être analysé de la même façon au XIX^e siècle, dans les années 60, et maintenant ? Le capital restructuré est bien entendu toujours le capital, en tant que tel, il a des contradictions ; conclusion : la restructuration serait limitée, inachevée car ne retrouvant pas « l'équilibre fordiste », en définitive, elle ne serait qu'apparente. Du fait que le capital restructuré soit toujours le capital, donc toujours l'exploitation et la baisse tendancielle du taux de profit, on en conclut que la restructuration est incertaine. En fait, ici, les contradictions inhérentes à l'accumulation du capital sont confondues avec la crise du mode de production capitaliste. Croissance faible, chômage comme moment du rapport salarial (et non plus opposé), modification du rôle et du fonctionnement de la domination américaine, retour des crises de cycles courts, régulation financière de la péréquation du taux de profit, sont des caractéristiques du rapport capitaliste restructuré *et des axes autour desquels se modulera sa crise*. Dans le rapport capitaliste tel qu'il s'est restructuré, les axes qui portent la baisse du taux de profit apparaissent au niveau de la péréquation, au niveau de la

transformation de la plus-value en capital additionnel, au niveau de la reproduction (dans la première phase de la subsumption réelle, ces axes se définissaient au niveau de la reproduction collective de la force de travail, et au niveau du procès de travail). La contradiction interne de cette phase de la valorisation se situe entre le travail immédiatement productif et la condition même de ce travail productif : être une force de travail socialisée, « le general intellect ». Il faudrait étudier la manière dont certaines très grandes entreprises tentent de transformer la vente d'un produit en vente d'un abonnement à des services continus dans lesquels la propriété reste aux mains du producteur, le client paie un flux d'expériences et de savoirs. Le mouvement, bien avancé dans l'informatique, la téléphonie et le marché des semences agricoles sous licence (Monsanto, Novartis), est beaucoup plus balbutiant dans l'automobile, la pharmacie (en partenariat avec l'assureur BUPA, Glaxo vous vend en Grande-Bretagne un suivi vous assurant de rester en bonne santé) ou l'industrie des loisirs par exemple, mais déjà assez bien implanté dans la « vente » de poids-lourds aux États-Unis (30 % des véhicules en circulation) ou des climatiseurs (Carrier, leader du secteur aux États-Unis, vend désormais des services de climatisation).

La restructuration actuelle est une deuxième phase de la subsumption réelle du travail sous le capital. Nous nous expliquerons ici brièvement avec les références canoniques marxiennes sur le sujet, issues du *Capital*, des *Fondements*, du *Chapitre inédit*. On ne peut amalgamer, considérer au même niveau, plus-value absolue et subsumption formelle ; plus-value relative et subsumption réelle. C'est-à-dire que l'on ne peut confondre une détermination conceptuelle du capital et une configuration historique. La plus-value relative est le principe formateur et dynamique de la subsumption réelle, principe qui structure puis bouleverse la première phase de celle-ci. La plus-value relative est le principe unifiant les deux phases de la subsumption réelle. De cette façon, la subsumption réelle a une histoire parce qu'elle a un principe dynamique qui la forme, la fait évoluer, pose certaines formes du procès de valorisation ou de circulation comme des entraves et les transforme. La plus-value relative, qui affecte le procès de travail et toutes les combinaisons sociales du rapport entre le prolétariat et le capital et conséquemment des capitaux entre eux, est ce qui permet de poser une continuité entre les phases de la subsumption réelle et une transformation de celle-ci. Si on identifie plus-value relative et subsumption réelle, la compréhension d'une transformation de la subsumption réelle devient impossible, sauf à rajouter un élément ou une configuration du procès de valorisation plus ou moins hétérodoxe par rapport au concept de capital, car on a déjà tout (il n'y a pas, en effet, de troisième mode d'extraction de la plus-value). Si les deux coïncident, tout ne peut être que donné dès l'instauration historique de la subsumption réelle.

Le premier point consiste donc à ne pas amalgamer les formes d'extraction de la plus-value et les configurations historiques auxquelles renvoient les concepts de subsumption formelle et de subsumption réelle. Le deuxième point consiste à voir la différence de rapport entre plus-value absolue et subsumption formelle et entre plus-value relative et subsumption réelle. Il est contenu dans le concept lui-même que l'extraction de plus-value sous son mode absolu peut s'appréhender au seul niveau du procès de travail. Le capital s'empare d'un procès de travail existant qu'il allonge et intensifie, au plus il se contentera de regrouper les travailleurs. Le rapport entre extraction de plus-value sous son mode relatif et subsumption réelle est beaucoup plus complexe. On ne peut se contenter de définir la subsumption réelle au seul niveau des transformations du procès de travail. En effet pour que l'introduction des machines soit synonyme de croissance de la plus-value sous son mode relatif, il faut que

l'augmentation de la productivité que cette introduction entraîne affecte les biens entrant dans la consommation de la classe ouvrière. Il faut donc la disparition de la petite agriculture, l'emprise du capital sur la section II de la production (celle des biens de consommation). Ce qui advient, dans son évolution, bien après l'introduction des machines dans le procès de travail. Mais même ce développement capitaliste dans la section II ne doit pas être abordé sans réserve. En effet, le textile français et même anglais du début du XIX^e siècle est peu destiné à la consommation ouvrière, la production est vendue sur des marchés ruraux (elle dépend alors des cycles agricoles), sur le marché urbain des classes moyennes, ou à l'exportation (cf. Rosier et Dockès, *Rythmes économiques* et Braudel et Labrousse, *Histoire économique et sociale de la France*, t. 2). L'extraction de plus-value relative affecte toutes les combinaisons sociales, du procès de travail aux formes politiques de la représentation ouvrière, en passant par l'intégration de sa reproduction dans le cycle propre du capital, le rôle du système du crédit, la constitution d'un marché mondial spécifiquement capitaliste (pas seulement capitaliste marchand) la subordination de la science (cette subsomption de la société s'effectue selon les pays à des rythmes différents, la Grande-Bretagne ayant joué historiquement un rôle pionnier). La subsomption réelle est une transformation de la société et pas seulement du procès de travail.

On ne peut parler de subsomption réelle, en accord avec le concept même de plus-value relative, qu'au moment où toutes les combinaisons sociales sont affectées. L'affectation de la totalité possède son critère. La subsomption réelle devient un système organique, c'est-à-dire qu'elle part de ses *présuppositions propres* pour créer à partir d'elle les organes qui lui font défaut, c'est ainsi qu'elle devient une totalité. La subsomption réelle se conditionne elle-même, alors que la subsomption formelle transforme et modèle, selon les intérêts et les nécessités du capital, un matériau social et économique existant.

Cela nous permet d'introduire un troisième point, la subsomption réelle du travail (donc de la société) sous le capital est par nature *toujours inachevée*. Il est dans la nature de la subsomption réelle d'atteindre des points de rupture, car la subsomption réelle surdétermine les crises du capital comme *inachèvement de la société capitaliste*. C'est le cas lorsque le capital crée à partir de lui les organes spécifiques et les modalités d'absorption de la force de travail sociale qui avait été créés dans la première phase de la subsomption réelle. La subsomption réelle inclut dans sa nature d'être une perpétuelle autoconstruction scandée par des crises, le principe de cette autoconstruction réside dans son principe de base, l'extraction de plus-value sous son mode relatif. En ce sens, si la restructuration actuelle peut être considérée comme accomplie, c'est un élément définitoire de la période, elle ne sera jamais accomplie au sens où les politiques de restructuration seraient achevées, au contraire elles vont se poursuivre à rythme soutenu, « l'offensive libérale » ne s'arrêtera pas, elle aura toujours de nouvelles rigidités à renverser. Il en est de même pour l'intégration capitaliste mondiale qui doit sans cesse être redéfinie par des pressions entre alliés et des interventions militaro-policières.

Cette autoconstruction permanente de la subsomption réelle est incluse dans l'extraction de plus-value sous son mode relatif, c'est cette autoconstruction qui se bloque et se redéfinit dans les crises de la subsomption réelle. C'est de la plus-value relative qu'il faut partir pour comprendre comment la première phase de la subsomption réelle entre en crise au début des années 1970. Qu'est-ce qui s'est constitué, à l'intérieur d'elle-même, en entrave à elle, dans cette phase ? On retrouve là, la contradiction relative à l'appropriation et à la reproduction de la force de travail, précédemment évoquée. Il s'agit de situer cette contradiction interne de la première phase de la domination réelle relativement à la plus-value

relative, et donc d'analyser comment c'est à partir d'elle comme principe dynamique, que se mettent en place les axes de la restructuration. On confère ainsi un sens à ces axes, une signification, une nécessité par rapport à ce que sont l'exploitation et le capital.

De ce point de vue, par rapport à la production de plus-value relative, les axes qui ont porté la baisse du taux de profit dans la phase antérieure nous offrent la vision des éléments que le capital doit abolir, transformer, ou dépasser dans la restructuration actuelle. Cependant à ce niveau, l'approche est encore empirique en ce que la liste de ce qui est à dépasser ne constitue pas en soi le principe commun du dépassement, la loi de transformation, sa hiérarchisation et structuration conceptuelle. Déjà cependant, on peut rassembler tout cela en deux grandes parties, recouvrant la spécificité de la plus-value relative par rapport à la plus-value absolue : le procès immédiat de production ; les combinaisons sociales (reproduction de la force de travail, rapport entre les sections et les capitaux, aires d'accumulation).

Dans le premier point, nous avons affaire à toutes les caractéristiques du procès de production immédiat (travail à la chaîne, coopération, production-entretien, travailleur collectif, continuité du procès de production, sous-traitance, segmentation de la force de travail), et à toutes les séparations (travail, chômage, formation), qui fondaient une identité ouvrière et conféraient, comme contenu, à la contradiction entre les classes, la production de plus-value (et non pas cette production comme immédiatement adéquate à la reproduction du rapport social qu'elle produit), à partir de laquelle se jouait le contrôle sur l'ensemble de la société comme gestion et hégémonie. Cette identité ouvrière était inhérente à une contradiction dans laquelle le prolétariat se constitue en force autonome face au capital dans la propre reproduction d'ensemble de celui-ci. En deuxième lieu, nous avons affaire aux modalités de l'accumulation et de la circulation (rapport entre production et marché, accumulation nationale, différenciation entre centre et périphérie, division mondiale en deux aires d'accumulation, apparition « matérielle » de la monnaie), qui elles aussi concourent à la constitution de cette identité.

Si par rapport à ces deux grandes catégories, qui regroupent ce qui de façon immédiate est apparu comme obstacle à la poursuite de l'accumulation, on en revient à la plus-value relative comme principe de développement et de mutation de la subsomption réelle, et que l'on se demande en quoi ces éléments peuvent faire spécifiquement, qualitativement, obstacle à la croissance de la plus-value relative, on est amené à trouver le principe de base synthétique de la restructuration.

Il s'agit de tout ce qui peut faire obstacle au double moulinet de l'autoprésupposition du capital, à sa fluidité. On trouve d'une part toutes les séparations, protections, spécifications qui se dressent face à la baisse de la valeur de la force de travail, en ce qu'elles empêchent que toute la classe ouvrière, mondialement, dans la continuité de son existence, de sa reproduction et de son élargissement, doive faire face en tant que telle à tout le capital : c'est le premier moulinet, celui de la reproduction de la force de travail. On trouve d'autre part toutes les contraintes de la circulation, de la rotation, de l'accumulation, qui entravent le deuxième moulinet, celui de la transformation du surproduit en plus-value et capital additionnel. N'importe quel surproduit doit pouvoir trouver n'importe où son marché, n'importe quelle plus-value doit pouvoir trouver n'importe où la possibilité d'opérer comme capital additionnel, c'est à dire se transformer en moyens de production et force de travail, sans qu'une formalisation du cycle international (pays de l'Est, périphérie) ne prédétermine cette transformation. La fluidité de chacun des moulinets n'est mis en œuvre que dans et par celle de l'autre.

L'exploitation qui est le contenu de ce rapport se décompose en trois moments : achat-vente de la force de travail ; subsumption du travail sous le capital ; transformation de la plus-value en capital additionnel, c'est-à-dire en nouveau moyen de travail et force de travail modifiée. Avec la restructuration actuelle, ce sont les deux bras du moulinet qui deviennent adéquats à la production de plus-value relative en même temps que le procès de production immédiat, leur intersection, qui confère à chacun son énergie et la nécessité de sa métamorphose. C'est en ce sens que la production de plus-value et la reproduction des conditions de cette production coïncident. C'est la façon dont étaient architecturées d'une part l'intégration de la reproduction de la force de travail, d'autre part la transformation de la plus-value en capital additionnel et enfin l'accroissement de la plus-value sous son mode relatif dans le procès de production immédiat, qui devint entravées à la valorisation sur la base de la plus-value relative. C'est-à-dire finalement la façon dont le capital, comme système organique, se constituait en société.

Cette non-coïncidence entre production et reproduction était la base de la formation et confirmation dans la reproduction du capital d'une identité ouvrière, elle était l'existence d'un hiatus entre production de plus-value et reproduction du rapport social, hiatus autorisant la concurrence entre deux hégémonies, deux gestions, deux contrôles de la reproduction. L'adéquation entre la plus-value relative et ses trois déterminations définitoires (procès de travail, intégration de la reproduction de la force de travail, rapports entre les capitaux sur la base de la péréquation) implique la nécessité de la coïncidence entre production et reproduction et, corollairement, la coalescence entre la constitution et la reproduction du prolétariat comme classe, d'une part, et d'autre part sa contradiction avec le capital.

Il est évident que le passage d'une phase de la subsumption réelle à une autre phase de celle-ci ne peut avoir la même ampleur que le passage de la subsumption formelle à la subsumption réelle, mais on ne peut se contenter de poser entre les deux phases de la subsumption réelle qu'une continuité, un processus de révélation du capital à sa vérité, le changement ne serait alors qu'élimination d'archaïsmes, la transformation ne serait alors, en définitive, que formelle ne changeant rien fondamentalement à la contradiction entre prolétariat et capital. A la limite, c'est la notion même de crise entre les deux phases qui disparaîtrait. On ne passerait pas réellement d'une configuration particulière de la contradiction à une autre, et la notion de restructuration disparaîtrait par la même occasion.

Ce qui importe pour décider s'il y a eu restructuration ou non, ce n'est pas l'accumulation de faits, mais le critère. Si l'on considère d'abord que ce critère est celui de la dynamique du système, nous avons cherché à montrer que, de ce point de vue, on ne pouvait que conclure que la restructuration avait eu lieu, à la condition de prendre au sérieux ce critère, c'est-à-dire de ne pas demander à un système modifié de remplir les conditions du système antérieur, de ne pas identifier le « fordisme » au capitalisme lui-même. Mais, ce critère lui-même n'est pas le plus pertinent. Il demeure dans l'objectivité du discours et de l'analyse économique. Une restructuration du mode de production capitaliste est une restructuration du rapport d'exploitation, en cela elle est une restructuration de la contradiction entre le prolétariat et le capital.

Si l'on ne peut se limiter à présenter une liste de faits, c'est qu'il faut considérer que l'ensemble de ces modifications fait système comme élimination d'une identité ouvrière et comme définition de la contradiction entre les classes au niveau de leur reproduction. Et c'est pour cela, parce que ces modifications définissent une contre-révolution, qu'elles sont une restructuration, ou alors il faut dire clairement que la contradiction entre les classes

telle qu'elle définissait l'ancien cycle de luttes porte la révolution (même s'il ne s'agit que de sa « possibilité »), que l'échec était contingent, ce qui est toujours sous-entendu par une analyse normative.

Avec l'identité ouvrière, c'est tout ce qui fondait le prolétariat, dans le cycle de luttes antérieur, à se poser en rival du capital à l'intérieur de la reproduction de celui-ci, que la restructuration du mode de production capitaliste dépasse, contre et au travers de l'échec, dans le début des années 70, du cycle de luttes antérieur. C'est à cette situation que met fin la restructuration du mode de production capitaliste engagée dans les années 1970, et c'est une nouvelle structure et un nouveau contenu de la contradiction entre le prolétariat et le capital, l'exploitation, qui définissent maintenant un nouveau cycle de luttes : « au delà de l'affirmation du prolétariat ».

Il n'existe pas de restructuration du mode de production capitaliste sans défaite ouvrière. Cette défaite c'est celle de l'identité ouvrière, des partis communistes, du syndicalisme, de l'autogestion, de l'auto-organisation, du refus du travail. C'est tout un cycle de luttes qui a été défait, *sous tous ces aspects*, la restructuration est essentiellement contre-révolution, cette dernière ne se mesure pas au nombre de morts. Ce n'est ni la crise qui a déclenché les luttes ouvrières, ni les luttes ouvrières qui ont mis le capital en crise. Pour dépasser la question, il faut historiciser la contradiction entre le prolétariat et le capital, c'est la même totalité (une phase historique de l'exploitation) qui entre en crise comme pratiques respectives du prolétariat et de la classe capitaliste.

Face à l'action ouvrière, le procès de travail capitaliste est devenu réellement beaucoup plus fragile, mais il faudra qu'au cours de ce nouveau cycle de luttes s'effectue une recomposition de la classe, autour de ces nouvelles figures du travailleur taylorisé, sur l'ensemble de la société, en liaison intrinsèque avec les luttes sur les modalités nouvelles de la reproduction (précarité, chômage, flexibilité, mobilisation extensive), pour que cette fragilité devienne la réalité de luttes ouvrières massives et récurrentes. Ce n'est pas la figure du précaire, en tant que position sociale particulière, qui, en elle-même, est la nouvelle figure centrale de la recomposition ouvrière, c'est cet ouvrier socialement taylorisé et par là même contaminé par toutes les caractéristiques de la précarité. Processus long et difficile qui passera par des phases et des *circonstances* imprévisibles, car la nature même de cette recomposition contient son contraire dans la fragilisation individuelle des prolétaires, leur plus grande substituabilité et l'affaiblissement de la force que représentait face au capital la qualification professionnelle (cette relation bizarre, mais longtemps efficace, entre l'OS et l'OP – la grève de 1989 à Peugeot Sochaux a été un signe de la rupture de cette relation), la disparition d'une identité ouvrière. Mais c'est dans cette difficulté même que réside l'espoir et la possibilité d'une lutte contre le capital qui soit immédiatement l'abolition de toutes les classes.

TOO MUCH MONKEY BUSINESS¹



Nous publions ici la version abrégée d'un texte en cours de rédaction. La version « complète », dans son état actuel, peut être consultée sur le site de *Théorie Communiste*.

INTRODUCTION : LE STATUT DU CAPITAL FINANCIER

IL EXISTE une étroite connexion entre la mondialisation des échanges (capitaux financiers, IDE², marchandises – biens et services), la dérégulation financière, la flexibilisation du salariat, sa précarisation et la mise en concurrence mondiale des travailleurs, l'effondrement des économies planifiées (le socialisme réel) et la « révolution informatique » autorisant le morcellement des activités, les stratégies d'externalisation et, dans le procès de production, l'objectivation dans le capital fixe des forces sociales du travail (coopération, division du travail aussi bien manufacturière que sociale). Cette étroite connexion, c'est le capitalisme restructuré tel qu'il s'est constitué au cours des années 1970 et 1980, la finance a, dès les débuts, été à l'avant-garde (moyens et contenu) de cette restructuration.

Pour Marx, la base de toute analyse de la finance réside dans l'affirmation : « il n'y a qu'un seul capital, face au travail, mais ce capital existe sous deux formes » (le capital prêté et investi fonctionnant réellement comme capital et le titre – créances, actions – qui le représente : titres et obligations se présentant comme un capital aux yeux de leurs détenteurs). Les actions, par exemple, représentent un capital réel, celui qui a été investi et qui fonctionne dans les entreprises. Mais, « ce capital n'existe pas deux fois, une fois comme valeur-capital des titres de propriété, des actions, la seconde en tant que capital investi réellement ». (*Le Capital*, Ed. Sociales, t.7, p. 138). Dans certains cas, comme les créances sur

1. « *Too much monkey business* raconte tous les tracas de la vie quotidienne. Je commençais à fabriquer des mots nouveaux à partir de deux mots déjà existants, et comme les créateurs du dictionnaire Webster ne me mettaient ni au pilori ni au pilon pour avoir fabriqué de nouveaux mots américains, j'ai continué. Chacun des plaignants de ma chanson y allait de son petit chapelet de misères : le pompiste, le père de famille, l'étudiant, la fille séduite et abandonnée, l'ancien combattant, etc. » (Chuck Berry, *Mon autobiographie*, Ed. Michel Lafon, p. 138)

2. Investissement directs à l'étranger.

l'État, aucun capital ne correspond au titre (Bons du Trésor), nous sommes dans une fictivité pure et simple : ce n'est pas un capital du point de vue de l'emprunteur, de même pour le crédit aux ménages (crédit à la consommation). En effet, les intérêts versés par l'État et les ménages ne proviennent pas d'une plus-value, c'est un prélèvement de revenus (par l'intermédiaire de l'impôt en ce qui concerne l'État, sur le salaire pour les ménages). Même dans le cas d'un dédoublement du capital, la fictivité peut se démultiplier : l'action s'échange, des titres dérivés se forment sur le cours des actions ou de tout autre produit financier. De cela, il découle que dans un premier temps, *un krach boursier n'est pas, en soi, une destruction de valeur*, il peut la provoquer.

Cette conception du capital fictif comme dédoublement permet à Marx d'introduire les fonctions de la finance : système de crédit, y compris Bourses et banques. Le capital financier est également la matérialisation de la tendance à former un marché mondial, par sa mobilité il est le principal vecteur de l'égalisation des taux de profit, face à l'impossibilité de retirer d'une branche le capital productif dont la principale partie est composée de capital fixe : les duplicata – actions – peuvent être revendus, capital argent investi ailleurs, entraînant la dévalorisation du capital réel. Le capital financier acquiert sa prééminence sur les autres formes du capital, d'une part, parce qu'il est la séparation effectuée de la propriété du capital et de la gestion, d'autre part, du fait qu'il est le capital comme rapport social devenu simple marchandise, enfin, représentant l'égalisation du taux de profit, il est le capital social au côté des capitaux particuliers. Il est lui-même « l'abstraction concrète » $A - A'$.

Par rapport à $A - A'$, « Le procès de production apparaît seulement comme un intermédiaire inévitable, un mal nécessaire pour faire de l'argent » (Marx, *Le Capital*, t. 4, p. 54). Dans cette apparition comme « intermédiaire inévitable », se produit une inversion qui n'est pas sans conséquence pour la financiarisation du capital productif dont nous traiterons plus loin. Il s'agit de l'inversion entre l'intérêt et le profit d'entreprise. Le taux de profit moyen n'est pas perceptible au capitaliste individuel, mais à tout moment il n'existe, pour une opération donnée, qu'un seul taux d'intérêt fixé par le marché. L'intérêt semble venir en premier et le profit d'entreprise être un reliquat (Marx fait des dividendes une subdivision de l'intérêt). Les rapports réels sont renversés, mais c'est précisément le monde renversé dans lequel nous vivons et dans lequel chacun, comme agent économique particulier, prend ses décisions (*cf.* la réalité du fétichisme in *Théories sur la plus-value*, Ed. Sociales, t. 3, pp. 597 à 605).

Cependant, on peut se demander comment ces opérations diverses de crédit, intriquées dans la « reproduction réelle du capital » peuvent avoir accédé à une dynamique qui leur est propre. Il y a une difficulté à définir le statut économique de la finance. Pour produire celui-ci, il faut passer par la théorie de la reproduction du capital, qui fait que le capital en général a une existence particulière.

« Une simple remarque, avant de continuer. Le *capital en général* est, certes, contrairement aux capitaux particuliers, 1° *une simple abstraction* ; mais ce n'est pas une abstraction arbitraire ; elle représente la *differentia specifica* du capital en opposition à toutes les autres formes de la richesse ou modes de développement de la production (sociale). Ses caractéristiques générales se retrouvent dans chaque capital ; elles font de chaque somme de valeurs un capital. Les différences au sein de cette abstraction sont autant de particularités abstraites caractérisant toute espèce de capital, soit positivement, soit négativement (par exemple, capital fixe ou capital circulant) ; 2° le capital en général a une existence *réelle*, différente de tous les capitaux particuliers et réels.

« L'économie ordinaire le reconnaît, même si elle n'y a rien *compris*. Elle en fait un élément important de sa théorie des compensations, etc. Ainsi, le capital a une *forme générale* bien qu'il appartienne à des capitalistes particuliers : sous cette *forme élémentaire*, le capital s'accumule dans les banques ou est distribué par elles et, selon l'expression de Ricardo, se répartit de façon admirable en proportion des besoins de la production. Sous forme de prêt, c'est un levier entre les différents pays. L'une des lois du capital en général, c'est que, pour se valoriser, il doit se poser sous une forme double, – ce qui lui permet une double valorisation. Ainsi, le capital de la nation qui représente par excellence le capital vis-à-vis des autres, est prêté à une tierce nation pour se valoriser. Ce doublement, ce rapport à soi-même comme à un tiers, devient bougrement réel dans ce cas.

« Si le général est une *differentia specifica pensée*, il est aussi par ailleurs une forme réelle *particulière* à côté de la forme du particulier et de l'individuel. » (Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, Ed. Anthropos, pp. 412-413). L'existence particulière réelle du capital en général définit le champ de la théorie de la finance chez Marx comme celui de la conversion de l'argent en capital sous la forme particulière d'un capital dit « porteur d'intérêt » : « [...] l'argent se fait marchandise, mais marchandise d'une sorte particulière. Autrement dit, ce qui revient au même, le capital en tant que tel devient marchandise. » (*Le Capital*, t. 7 p. 8). Il faut définir la finance à partir de l'ensemble de l'économie capitaliste et non comme un secteur particulier. Comme nous le verrons, avec la période actuelle c'est le capitalisme qui est financier.

Le capital financier est A – A', le capital affirme ici tous les attributs qui en font une valeur en procès (qui ne se perd pas dans ses passages successifs entre les différentes formes de la marchandise), il a une liberté de mouvement totale et n'est qu'une exigence de rentabilité. En fait, ici, l'exploitation du prolétariat à l'échelle mondiale est la face cachée et la condition de la valorisation et de la reproduction de ce capital qui tend vers un absolu degré d'abstraction. Ce qui a changé, dans la période actuelle, c'est l'échelle du champ à l'intérieur duquel s'exerce cette pression : le prix de référence est devenu le prix minimal mondial. Ce qui signifie une réduction drastique, si ce n'est une disparition des différentiels admissibles de taux de profit. La recherche du profit maximum n'est pas une nouveauté, mais, comme on le verra, la norme salariale a changé avec la fin du parallélisme entre la croissance de la productivité et des salaires, ainsi que l'aire de péréquation, à l'intérieur de laquelle s'exerce cette pression : la financiarisation du capital est avant tout une défaite des ouvriers face au capital.

HISTORIQUE : LA RESTRUCTURATION COMME CONSTRUCTION DU CAPITALISME FINANCIER

A partir de 1933, aux États-Unis, avec la politique dite « keynésienne », avec la baisse des taux d'intérêt et la contraction des dividendes versés, l'État se substitue à la finance dans le contrôle de la macro-économie, ce qui serait impossible dans une économie nationale ouverte. En 1944, Bretton Woods et la généralisation du contrôle des changes complètent donc le système.

Jusqu'en 1914, le nombre d'entreprises cotées en Bourse avait été très faible, cette quantité s'élargit durant les années 1920 pour atteindre un maximum en 1929. Après la Seconde Guerre mondiale, la nationalisation de pans entiers de l'économie dans de nombreux pays industrialisés maintient cette quantité à un niveau relativement bas en comparaison de la

croissance du PIB. Entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et le début des années 1970, ce sont moins les banques qui prennent la place des marchés financiers que des marchés financiers implicites internes aux grandes entreprises : les revenus d'un secteur sont affectés par l'entreprise à de nouvelles activités. Il ne s'agit pas ici seulement de modalités de gestion, ou plutôt, à travers ces modalités, ce sont les mécanismes d'égalisation des taux de profit qui sont en jeu. Quand actuellement, le capital financier renvoie les entreprises à leur « cœur de métier », c'est non seulement de la maximisation de leur profit dont il s'agit, mais aussi du fait que la diversification par laquelle passe l'égalisation des taux de profit est reprise en main par la finance.

Dans l'endettement médié par les banques, celles-ci fournissent du crédit et se refinancent auprès de la Banque centrale, c'est une économie d'endettement, en général le système est très administré quantitativement par l'encadrement du crédit et qualitativement par la politique de « crédits bonifiés ». Dans cette configuration, les charges financières ne sont en général pas une préoccupation pour les entreprises dans la mesure où le système s'accompagne d'une progression inflationniste des prix. La situation se renverse dans les années 1980. On passe à une économie de marchés financiers. L'objectif est alors une économie dont la base réside dans les fonds propres, c'est-à-dire que l'investissement résulte des apports des actionnaires (les actions figurent au bilan dans les fonds propres de l'entreprise). Cela suppose également une élimination de l'inflation et une politique de monnaies fortes. Un fonctionnement des entreprises centré sur les fonds propres suppose un vigoureux redressement du taux de profit et une baisse des charges financières. En France, le taux d'autofinancement passe de 79,6 % en 1985 à 105 % en 1995 (dans les années 1960 et 1970, ce taux variait autour de 60 %). Les banques se sont adaptées à ce régime de financement en développant le FCP (Fonds Commun de Placement) et autres SICAV.

Dans le cours de leurs opérations, les banques créent des formes déterminées de capital fictif avec le crédit à des fins d'investissement. Dans le cas français, jusqu'à la fin des années 1960, les banques nationalisées travaillent de concert avec le Commissariat général du Plan et créent du capital fictif de cette sorte (duplicata des investissements) jouant le rôle d'auxiliaire de l'accumulation du capital réel. A partir du milieu des années 1970, se développe une seconde sorte de capital fictif composé de produits financiers dérivés de ce premier capital fictif, les deux s'enchevêtrent. Leur degré d'effectivité est toujours tributaire de l'appropriation de plus-value, mais il s'agit de produits dérivés de ce premier capital fictif. Les transactions des institutions financières engendrent leur forme spécifique propre de capital, ce sont des actifs financiers dont la valeur repose toujours sur la capitalisation d'un flux de revenus futurs mais qui n'ont comme tels aucune contrepartie dans le capital industriel effectif.

Lorsque l'on achète des actions d'une banque, la contrepartie du titre (action) n'est pas un capital réellement investi dans la production, mais les actifs de la banque qui sont eux-mêmes constitués de divers titres et créances dont une partie seulement correspond à de l'argent fonctionnant réellement comme capital productif de plus-value. Parce qu'il existe plusieurs sortes de capital fictif (en caricaturant « plus ou moins fictif »), on peut dire qu'il existe une sphère financière dans laquelle une partie de la plus-value produite s'investit. Michel Husson, dans de nombreux textes, défend l'idée selon laquelle il n'existe pas de sphère financière pour le placement de la plus-value. Cette dernière est soit consommée soit accumulée, il n'existe pas de troisième sphère, dit-il, dans la mesure où ce qui est placement pour l'un est endettement pour l'autre. Il est exact que ce qui est placement pour l'un est

endettement pour l'autre, mais le processus peut se résoudre en un gonflement des divers titres et créances s'empilant les uns sur les autres sans se défaire dans la consommation ou l'accumulation.

A la suite de la crise de rentabilité du capital au début des années 1970, l'argent est moins « facile », la concurrence s'accroît, les exigences dans l'allocation des capitaux et le contrôle des investissements se renforcent. Les investissements doivent être sélectionnés. C'est la période du flottement des monnaies, la fin du contrôle des changes, les politiques de taux d'intérêt redeviennent attractives, les produits dérivés apparaissent et les contrats à termes deviennent la règle des marchés.

Les années 1980 voient la concomitance de plusieurs phénomènes : la réaction actionnariale, la « révolution libérale », la restriction des dépenses publiques, un mouvement général de privatisations, la disparition des pays de l'Est, la priorité accordée à la stabilité monétaire. La globalisation financière devient la synthèse de toutes les transformations de la période, non pas leur cause mais leur forme générale (cf. *La restructuration telle qu'en elle-même*, p. 17).

La « globalisation financière » a pour acte de naissance la levée des limitations à la circulation des capitaux aux États-Unis en 1974, mais prend sa réelle dimension avec le Big Bang de la City à la fin des années 1970, suite au recyclage des pétrodollars, et s'étend au reste de l'Union européenne avec l'Acte Unique de 1986, enfin en 1989, tous les pays de l'OCDE adoptent le *Code de libéralisation*. Quant aux États-Unis, le *Glass-Steagall Act* par lequel il était interdit, aux États-Unis, aux banques de dépôts de souscrire et placer des actions et obligations des sociétés, est abrogé en 1988. Le volet international de la restructuration du capitalisme mondial à l'issue de la Seconde Guerre mondiale disparaissait : la possibilité de s'opposer temporairement, dans des situations de crises, au mouvement de capitaux.

A la fin des années 1960, les marchés sont encore cloisonnés à cause du système de change international fondé sur l'étalon-dollar. Lors du premier choc pétrolier, la capacité d'épargne inemployée augmente, la déréglementation commence de façon anarchique avec l'installation des banques américaines à Londres. A partir du début des années 1970, le capital porteur d'intérêt est au cœur de toutes les politiques de sortie de crise (il fallait briser l'inflation non pour sauver le créancier en tant que tel, mais parce qu'il représentait la valeur et le capital, l'inflation surtout si elle est corrélée à la stagnation équivaut à une faillite étalée dans le temps). Cela avait commencé par une phase initiale entre 1965 et 1973 de réaccumulation d'un capital spécialisé dans le prêt autour des eurodollars.

Le mouvement se poursuit avec les pétrodollars recyclés dans les pays du « Tiers-Monde » où s'ouvrent des espaces encore peu exploités. Les dettes sont alors contractées à taux variable indexé sur le dollar qui est en pleine déconfiture. Mais en 1979, avec le relèvement simultané des taux d'intérêt et du dollar, la Fed opère un véritable coup d'État financier en faveur des créanciers. La dette devient ineffaçable. L'étape suivante est la perte de la prééminence des banques comme maîtresses du mouvement A – A' qui est passé, dans cette phase préliminaire de la reconstitution d'un capital de prêt, par la diminution de la fiscalité sur le capital et les très hauts revenus, la baisse relative et parfois absolue de la part salariale dans le revenu national et la titrisation de la dette publique³. La dette publique a

3. La titrisation de la dette permet de lever les contraintes pesant sur les gouvernements au moment de financer le budget, elle permet de cesser de nourrir l'inflation en attirant de l'extérieur les sommes oisives en quête de placement.

entraîné un transfert de richesses en faveur des investisseurs institutionnels non-bancaires et de leurs mandants. A la fin des années 1960 et durant les années 1970, les Eurodollars, les pétrodollars et la dette publique ont permis la résurrection des marchés financiers. Partout, de la mondialisation à la baisse de la part salariale dans la valeur ajoutée, en passant par les privatisations, l'arrêt de l'inflation, l'effondrement des pays de l'Est entrés au début des années 1970 dans les circuits financiers internationaux, la sélection des investissements et la reprise du taux de profit, le capitalisme financier s'est retrouvé être à l'avant-garde de la restructuration qui a liquidé l'ancien cycle de luttes et de la réorganisation capitaliste qui s'en est suivie.

La suite, cela a été la diversification financière vers les titres d'entreprises : les dividendes devenant le mécanisme le plus important d'appropriation de la plus-value. En 1990, les divers types de fonds financiers représentent 40 % de la capitalisation de la Bourse de New York contre 3 % en 1950, c'est la fin de l'actionnariat dispersé qui n'avait aucune possibilité d'influer sur les décisions de l'entreprise et principalement sur l'affectation des bénéfices. Il s'ensuit une conception purement financière de l'entreprise, qui fait de celle-ci une collection d'actifs divisibles et liquides susceptibles d'être cédés ou achetés au gré des opportunités.

Comme on le verra au chapitre suivant, la financiarisation est une mise en forme du capitalisme productif qui devient financier au sens où il ne fonctionne que selon les critères définis par cette égalisation des taux de profit en temps réel qu'est la finance. Après sa période initiale de constitution, on peut dater sa mise en place comme régime d'accumulation dominant du coup d'État financier de la Réserve Fédérale en 1979. Cette année-là, la Fed donne au capital financier ses assises au moyen d'un brusque relèvement des taux d'intérêt. Mais ensuite, une fois le créancier ou l'actionnaire assuré de sa position prédominante, l'étape suivante consiste à maintenir la liquidité par des taux interbancaires bas, voire très bas. Il s'agit de donner presque en permanence de l'oxygène au marché des actifs qui structure le fonctionnement même de l'entreprise, du capital productif. Les normes de rentabilité financière ont transformé ce qui pouvait être le taux d'exploitation nécessaire de la force de travail pour la survie de l'entreprise. Le capital a toujours recherché la production maximale de plus-value, mais celle-ci n'est pas un absolu, mais une norme historique dictée par les modalités de la concurrence et de l'égalisation des taux de profit, l'état des forces productives, la concentration du capital, les modalités de reproduction de la force de travail et le système des besoins historiquement existant. Ce qui a modifié profondément les rapports du capital à la classe ouvrière : salariat plus indéterminé, faiblement structuré politiquement et syndicalement, disparition de l'alternative socialiste, chômage et plus grande vulnérabilité. La configuration du capitalisme qui finalement est ressortie de cette évolution est le résultat de mesures prises par les pays capitalistes centraux pour résoudre la crise structurelle telle qu'elle se manifestait au début des années 1970 : déréglementation des flux financiers, des échanges commerciaux et des investissements directs entre autres.

FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL DU CAPITALISME FINANCIER

Le fonctionnement du capitalisme financier a besoin d'un apport constant de liquidités (croissance de 13 % sur un an à la fin 2007). Dans la configuration mondiale actuelle, cet apport est fourni par les déséquilibres américains, c'est-à-dire par l'endettement extérieur des États-Unis, qui fait figure de « consommateur en dernier ressort », comme on parle de « prêteur en dernier ressort ». Dans une économie ouverte et en système des changes

flottants présupposant une dématérialisation de la monnaie, un pays peut investir plus qu'il n'épargne et consommer au-delà de son revenu.

Les liquidités sont créées par la Banque centrale dans ses opérations de politique monétaire (achat d'actifs contre injection de liquidités). La croissance très rapide de ces liquidités est due à deux raisons : d'une part, la politique très laxiste américaine faite d'un *policy-mix* expansionniste monétaire et budgétaire (baisse des taux et baisse des impôts) ; d'autre part, lié au premier point, le régime de change mondial.

Le « consommateur en dernier ressort » américain alimente à l'autre bout de la chaîne d'énormes excédents commerciaux (la Chine, bien sûr). Ces excédents commerciaux, accumulés par les pays exportateurs sous forme de réserves de change (pour éviter l'appréciation de leur monnaie par rapport au dollar) sont re-prêtés sur les marchés financiers par l'intermédiaire des banques centrales et alimentent la création monétaire. « Comment cette accumulation de réserves de change conduit-elle à une création de liquidités supplémentaires ? Prenons par exemple la Banque centrale de Chine. Pour éviter une dépréciation excessive du dollar par rapport au renminbi chinois, elle achète des actifs en dollars [obligations d'État et d'agences publiques américaines – Fannie Mae et Freddie Mac, par exemple]. Pour cela, elle crée sa propre monnaie, elle achète du cash en dollars sur le marché des changes (par exemple auprès d'un exportateur chinois), en payant avec le cash en renminbi qui a été créé, puis elle utilise le cash en dollars pour acheter des actifs en dollars qu'elle met en réserve. Il y a bien eu hausse des réserves de change et création de monnaie par la banque centrale ; le vendeur des actifs en dollars se retrouve détenteur de cash en dollars et peut utiliser ces liquidités comme il le souhaite pour rééquilibrer son portefeuille. » (Patrick Artus, *Que devraient faire aujourd'hui les banques centrales ?*, in ouvrage collectif, *Comprendre la finance contemporaine*, Ed. La Découverte, p. 226). Le mécanisme dépend de deux conditions. La première est évidente : la confiance dans les actifs en dollars. La seconde est beaucoup plus délicate : l'acceptation (ou la contrainte) par le pays exportateur de s'appauvrir relativement. C'est une question difficile, car c'est cet appauvrissement relatif qu'il faudrait parvenir à définir. L'effet pervers de cette configuration, au-delà de l'accumulation de déficits gigantesques que seule une baisse concomitante du dollar, de la consommation intérieure et de l'investissement américain pourra résorber, réside dans le fait que les capitaux se dirigent non pas vers les pays au potentiel de croissance le plus élevé, mais vers le pays où le système financier est le plus développé, c'est-à-dire le plus liquide. On peut déjà remarquer que l'accumulation de réserves de change par les banques centrales a son origine dans la réticence des investisseurs privés à accroître la part en dollars de leur portefeuille. Les banques centrales se substituent à eux pour boucler le marché des changes en absorbant les dollars excédentaires et en les recyclant sur le marché financier américain. Mais une baisse du dollar peut intervenir à tout moment (depuis 1971, le dollar a perdu $\frac{2}{3}$ de sa valeur par rapport au DM, puis à l'euro, et $\frac{3}{4}$ contre le yen), et seule une récession américaine peut stabiliser le dollar.

L'organisation financière de l'accumulation capitaliste qui passe par une croissance continue et « sans limites » des liquidités fait du krach son mode de régulation.

L'effondrement de la fictivité s'accompagne d'une contraction brutale du crédit qu'il s'agit alors de restaurer. En effet, bien que fictifs, ces actifs pèsent de tout leur poids sur la société, car ils constituent une « accumulation de droits, de titres juridiques sur une production à venir » (*Le Capital*, t. 7, p. 131). C'est la forme de la « puissance autonome de la valeur ». En cela, la garantie de l'existence autonome de la valeur exige qu'on lui sacrifie les marchandises et les capitaux réels. Le capital fictif est porteur de crises financières de façon

automatique, non seulement comme *possibilité* dans l'opposition qu'il représente entre la forme autonome de la valeur et les marchandises et capitaux réels, mais aussi en tant que *cause effective* par l'écart entre le montant toujours plus élevé des créances sur la production en cours et future et la capacité effective du capital engagé dans la production à les honorer. Cela de par le mécanisme même de la rentabilité exigée qui elle-même détermine, sélectionne et limite les investissements. La fragilité est accrue par le jeu des transactions boursières qui poussent à la hausse la valeur nominale des actifs relativement aux flux de revenus auxquels ils ouvrent droit. La fragilité devient systémique du fait que l'actif même des banques est composé de titres qui sont également du capital fictif. Au moindre accident, les banques ne peuvent plus offrir de nouveaux crédits et doivent recouvrer leurs créances au plus vite. Les divers fonds de placement sommés de régler leurs dettes doivent vendre les titres et actions qui composent l'actif de leur bilan, accélérant par là la baisse des cours dans un véritable cercle vicieux. Pour défendre coûte que coûte le capital fictif des titres, il faut alors injecter des liquidités.

La monnaie est un bien qui, à un certain moment du cycle économique, est recherché spécifiquement. « La fonction de la monnaie comme moyen de paiement [matière des contrats à terme] implique une contradiction sans moyen terme. Tant que les paiements se balancent, elle fonctionne seulement d'une manière idéale, comme monnaie de compte et mesure des valeurs. Dès que les paiements doivent s'effectuer réellement, elle ne se présente plus comme simple moyen de circulation, comme forme transitive servant d'intermédiaire au déplacement des produits, mais elle intervient comme incarnation individuelle du travail social, seule réalité de la valeur d'échange, marchandise absolue. Cette contradiction éclate dans le moment des crises industrielles ou commerciales, auquel on a donné le nom de crise monétaire [la crise monétaire dont nous parlons ici est une phase de n'importe quelle crise, ajoute Marx en note].

« Elle ne se produit que là où l'enchaînement des paiements et un système artificiel destiné à les compenser réciproquement se sont développés. Ce mécanisme vient-il, par une cause quelconque, à être dérangé, aussitôt la monnaie, par un revirement brusque et sans transition, ne fonctionne plus sous sa forme purement idéale de monnaie de compte. Elle est réclamée comme argent comptant et ne peut plus être remplacée par des marchandises profanes. L'utilité de la marchandise ne compte pour rien et sa valeur disparaît devant ce qui n'en est que la forme. La veille encore, le bourgeois, avec la suffisance présomptueuse que lui donne sa prospérité, déclarait que l'argent est une vaine illusion. La marchandise seule est argent, s'écriait-il. L'argent seul est marchandise ! Tel est maintenant le cri qui retentit sur le marché du monde. Comme le cerf altéré brame après la source d'eau vive, ainsi son âme appelle à grands cris l'argent, la seule et unique richesse. L'opposition entre la marchandise et sa forme valeur est pendant la crise, poussée à outrance. Le genre particulier de la monnaie n'y fait rien. la disette monétaire reste la même, qu'il faille payer en or ou en monnaie de crédit, en billets de banque, par exemple. » (Marx, *Le Capital*, Ed. Sociales, t. 1, p. 143). Une crise du crédit est une demande massive de *cash* à la place des titres et dépôts.

Ainsi le capitalisme financiarisé, devenu le régime de croissance du capitalisme, va de bulle en bulle. Chaque sortie de krach prépare la bulle suivante. Une telle répétition suppose l'absence d'inflation donc présuppose une contrainte forte sur les salaires obtenue par le chômage et la mise en concurrence mondiale des travailleurs. Quand la valeur des actifs s'accroît, l'appréciation du collatéral (l'actif mis en gage) permet aux banques de distribuer davantage de crédits. La bulle éclate, la richesse des emprunteurs s'effondre, les prêts se rédui-

sent et les taux d'intérêt montent en même temps que la distribution de crédit se contracte, l'effet sur l'activité se manifeste, une accentuation de la production de liquidités fait repartir la machine au travers des politiques des banques centrales et des déficits américains.

La question qui se pose est alors la suivante : dans quelles conditions les politiques monétaires expansionnistes perdent-elles la capacité d'éviter qu'une crise financière ne dégénère en *déflation* ? [Car dans le capitalisme actuel une crise d'accumulation : on verra plus loin que l'on ne peut plus considérer le capital financier comme un simple auxiliaire de l'accumulation et encore moins comme une forme parasitaire – Duménil et Lévy –, ni comme un pis-aller face au manque d'opportunités d'investissements rentables – Husson et *Echanges* –, mais au contraire comme la dynamique même de l'accumulation du capital devenu capitalisme financier.]

La crise des crédits immobiliers (l'expression est préférable à celle de crise des *subprimes*, dans la mesure où quasiment toutes les catégories de crédits immobiliers ne manquent pas d'être touchées et pas seulement les crédits *subprimes*) diffère quantitativement et qualitativement des précédentes.

Quantitativement, les masses d'actifs en jeu et la proportion de ceux qui deviennent « nuls » n'est plus du même ordre, lors de l'éclatement de la précédente bulle, celle du Nasdaq, la Fed avait pu se permettre de laisser « le marché faire son œuvre », facilitant la dévalorisation du capital et, par là même, la sélection naturelle et les restructurations/concentrations dans ce secteur de pointe de l'économie mondiale.

Qualitativement, la crise touche au cœur la configuration mondiale fondée sur les États-Unis comme « consommateur en dernier ressort », toute l'architecture du marché mondial des capitaux et de son approvisionnement en liquidités. L'approvisionnement mondial en liquidités à partir des déficits américains est antérieur à la fin des années 1990, mais à ce moment-là il se combine avec l'accumulation de réserves de change des pays émergents exportateurs qui se désendettent massivement. Ainsi, la crise actuelle s'inscrit dans une double temporalité : elle est structurelle à la configuration de l'accumulation comme capitalisme financier et elle est crise d'un cycle particulier dans cette configuration amorcé avec la crise asiatique de 1997-1998 (ce que Jacques Sapir appelle : « le cycle américain » et que Michel Aglietta et Laurent Berrebi décrivent minutieusement, faisant de la crise asiatique un moment charnière de l'histoire économique récente, dans *Désordres dans le capitalisme mondial*, Ed. Odile Jacob). L'inscrire dans cette double temporalité est essentiel pour envisager son avenir.

Mais surtout, l'analyse générale de la crise comme crise de la rentabilité du capital mettant à nu le capital fictif, ne doit pas, comme c'est trop souvent le cas, occulter l'objet même de cette crise qui n'a pas à être rangé dans le petit tiroir des apparences que l'on referme soigneusement avec la clé du « vrai ». La crise a éclaté parce que les salariés américains ne pouvaient plus payer leur crédit, c'est-à-dire *de par le rapport salarial même qui fondait la financiarisation de l'accumulation capitaliste*. C'est le fondement même de la financiarisation de l'accumulation capitaliste qui est touché.

La base véritable de tout le fonctionnement du capitalisme financier réside dans la compression structurelle des salaires au niveau mondial qui juggle l'inflation malgré l'alimentation constante en liquidités et autorise les flux de plus-value validant les actifs créés jusqu'à ce que leur croissance nominale excède leur valeur de capitalisation, ce qui est la définition de la bulle. C'est précisément cette compression, qui, avec la crise des crédits immobiliers, fait retour comme la contradiction même du système sous la forme d'une énorme crise de

réalisation, c'est-à-dire de surproduction. Le crédit hypothécaire servait à toutes sortes de consommation, autres que seulement l'achat de biens immobiliers (sans oublier les défauts sur les cartes de crédit), l'économiste Daniel Cohen estime le « manque à consommer » consécutif à l'éclatement de la bulle immobilière à environ 1 500 milliards de dollars (*Le Monde*, 28 novembre 2008). La crise de surproduction est la baisse tendancielle du taux de profit (nous aborderons plus loin cette question théorique fondamentale en montrant que la dualité de la théorie des crises, dans la théorie marxiste, entre crise de surproduction et crise de suraccumulation est une illusion qui, historiquement, au moment de la crise de la fin des années 1960, a été juste). Maintenant, la Fed doit accepter, elle n'a pas le choix, une récession et laisser remonter le taux d'épargne couplé à une baisse du dollar qui ne peut manquer de survenir (ce qui ne signifie pas une augmentation de la part salariale dans la valeur ajoutée).

Nous en sommes au point où une augmentation des liquidités ne fait plus rien reparaitre au travers du crédit, car celui-ci est bloqué. Il est bloqué non seulement parce que les banques se retrouvent avec des bilans catastrophiques du fait de milliards d'actifs qui ne valent quasiment plus rien, mais aussi du fait que la baisse des taux se transforme en « trappe à liquidités » comme cela avait été le cas au Japon durant les années 1990. La grande originalité de cette crise, vis-à-vis de la longue suite de celles qui l'avaient précédée, est d'avoir touché le fondement même de la configuration d'accumulation mise en place depuis la fin des années 1970. C'est pour cela, parce que le fondement même est touché, que l'abondance de liquidités que les banques centrales s'efforcent de rétablir reste investie en liquidités ou quasi liquidités : les emprunts d'État dits « sans risques », sans effet de soutien à l'économie réelle. La trappe à liquidités est définie par un taux d'intérêt nominal s'approchant tendanciellement de zéro (le taux d'intérêt réel peut être négatif en période de forte inflation, mais jamais le taux d'intérêt nominal ne peut l'être, ni même égal à zéro). Dans cette situation plus personne n'emprunte, plus personne ne prête, et tous les agents remettent leurs achats à plus tard. Les politiques monétaires deviennent inefficaces, l'abondance de liquidités ne sert plus à rien. Actuellement, la manifestation la plus visible de ce phénomène de trappe à liquidités est la facilité avec laquelle le Trésor américain parvient à placer ses bons à court terme (à long terme c'est plus difficile, liquidité oblige) à des taux à peine supérieurs à zéro, les investisseurs suppliant presque le Trésor d'accepter leur argent (en revanche les entreprises, même les plus « sûres » – récemment EDF ou Saint-Gobain –, sont contraintes d'acquitter des primes importantes pour lever des fonds sur les marchés obligataires ou simplement emprunter). Mais les banques centrales ayant pris en réserve des montagnes d'actifs pourris (« toxiques »), c'est leur propre « crédibilité » qui est d'une fragilité extrême. On peut envisager que c'est là la prochaine crise qui équivaudra alors à *un lock-out mondial* du fait que nous n'aurons plus « seulement » une crise du rapport salarial, mais une *crise mondiale de la valeur* elle-même. Pour ce qui est de la crise actuelle, le passage par une réduction des déficits et donc une réduction des liquidités, c'est-à-dire une déflation et une longue dépression, est inévitable. Cela signifie pour restaurer le taux de profit : dévalorisation du capital, accroissement du chômage, baisse de la part salariale, renforcement des pays à bas salaires dans la production mondiale pris dans l'étau de leur avantage comparatif (les bas salaires) et de la nécessité de développer leur marché intérieur.

C'est parce que de bulle en bulle, c'est le rapport salarial qui est maintenant au cœur de la crise actuelle (la fin de la séquence inaugurée par la crise asiatique qui a marqué un tournant dans l'organisation de la mondialisation) que cette bulle-là a pris les dimensions

que nous lui connaissons et que le mécanisme de la relance par un relâchement du crédit ne joue plus. Nous sommes face à la surproduction.

« Dans un système de production où tout l'édifice complexe du procès de reproduction repose sur le crédit, si le crédit cesse brusquement et que seuls aient cours les paiements en espèces, on voit bien qu'une crise doit alors se produire, une ruée sur les moyens de paiement [la ruée sur le cash]. À première vue donc, toute la crise se présente comme une simple crise de crédit et d'argent. Et, en fait, il ne s'agit que de la convertibilité des effets de commerce en argent. Mais dans leur majorité, ces traites représentent des achats et des ventes réels, dont le volume dépasse de loin les besoins de la société, ce qui est en définitive à la base de toute la crise. Mais, parallèlement, une quantité énorme de ces effets ne représente que des affaires spéculatives qui, venant à la lumière du jour, y crèvent comme des bulles ; ou encore ce sont des spéculations menées avec le capital d'autrui, mais qui ont mal tourné ; enfin des capitaux-marchandises qui sont dépréciés ou même totalement invendables, ou des rentrées d'argent qui ne peuvent avoir lieu. *Tout ce système artificiel d'extension forcé du procès de reproduction ne saurait naturellement être remis sur pied parce qu'une banque, par exemple la Banque d'Angleterre, s'avise alors de donner à tous les spéculateurs, en papier-monnaie émis par elle, le capital qui leur manque* [souligné par nous], d'acheter à leur ancienne valeur nominale la totalité des marchandises dépréciées. Du reste, tout ici est à l'envers, car dans ce monde de papier n'apparaissent nulle part le prix réel et ses éléments concrets : il n'est question que de lingots, d'espèces métalliques, de billets de banque, d'effets de commerce, de titres [...]

« Du reste, à propos de cette surabondance de capital industriel qu'on constate dans les crises, une remarque s'impose : le capital-marchandise est en soi du capital-argent en même temps, c'est-à-dire une somme de valeurs, qu'exprime le prix de la marchandise. Comme valeur d'usage, c'est une certaine quantité de certains objets d'usage et c'est de ces objets qu'au moment de la crise il y a surabondance. Mais en tant que capital-argent en soi, capital-argent potentiel, il est soumis à une constante expansion et contraction. A la veille de la crise, et pendant la durée de celle-ci, le capital-marchandise subit, en sa qualité de capital-argent potentiel, une contraction. Pour son possesseur et les créanciers de celui-ci (de même qu'en tant que garantie des traites et des prêts), il représente moins de capital-argent qu'au temps où il a été acheté et où on a procédé à des escomptes et des prêts gagés sur lui. Si c'est là ce qu'on veut dire quand on prétend que le capital-argent d'un pays se trouverait réduit en période de crise, pareille affirmation est synonyme alors de celle-ci : les prix des marchandises ont baissé. » (*Le Capital*, t. 7, pp. 151-152).

On peut donc dire qu'une crise du capital financier, une crise du crédit, est immédiatement identique à une crise de surproduction. Le capital-marchandise, qui est en soi du capital-argent, représente moins de capital-argent. La crise du crédit se confond avec une crise de surproduction, quand cette crise de surproduction est générale en ce qu'elle ne touche pas un type particulier d'actifs, mais le rapport salarial, l'échappatoire consistant à renflouer les « spéculateurs » n'est plus opérante. Le capital-marchandise ou le capital industriel représente tout simplement moins d'argent qu'au temps où il a servi de collatéral à toutes sortes d'opérations financières.

Pour comprendre pourquoi la crise actuelle est une crise de surproduction, il faut revenir sur le fonctionnement général du capitalisme financiarisé (nous examinerons plus précisément le cas des États-Unis dans le quatrième chapitre), qui n'est que la mise en forme et la synthèse de toutes les déterminations du capital restructuré (cf. *La restructuration telle qu'en*

elle-même, p. 103). À la base nous sommes face à un paradoxe : la remontée régulière du taux de profit dans les pays de la Triade (Amérique du Nord, Europe, Japon) ne se traduit pas par une augmentation généralisée et durable de l'accumulation. Nous reprenons ici certaines analyses et les données fournies par Michel Husson dans un texte intitulée : *La hausse tendancielle du taux d'exploitation (Imprecor, janvier 2008 et consultable sur son site Web)*⁴. Sur une base 100 en 2000, le taux de profit passe de 65 à 110 entre 1982 (le point le plus bas de la chute amorcée en 1971) et 2006. En revanche, le taux d'accumulation fluctue entre 2 % et 3 % sur la même période, avec trois phases ascendantes : 1982-1989 ; 1992-2000 ; 2002-2006 (source : Commission européenne, 2007). Cette hausse du taux de profit sur la période tient à deux facteurs : la hausse du taux d'exploitation ; la croissance fluctuante des investissements qui, même dans les phases les plus fastes, est inférieure à celle du profit. Part salariale en baisse dans la valeur ajoutée, croissance des investissements en raison inférieure à la part du capital dans cette valeur ajoutée, le taux de profit $[pl/(C + V)]$ ne peut que croître. Il ne sert à rien pour expliquer tout et son contraire de bégayer continuellement : « baisse du taux de profit ... baisse du taux de profit... ».

Dans les pays de l'Union européenne, malgré la crise qui débute à la fin des années 1960, la part salariale reste à peu près stable jusqu'au milieu des années 1970, où elle augmente brusquement ; le retournement de tendance intervient dans la première moitié des années 1980, la part salariale se met à baisser, puis tend à se stabiliser à un niveau historiquement très bas. Un mouvement identique est observé en Chine, au Mexique, en Thaïlande, etc. Le paradoxe américain où la part salariale ne baisse « que » de 3,5 % sur la période, alors que le pouvoir d'achat de la majorité de la population stagne ou même régresse, tient à la formidable progression des très hauts salaires d'une mince couche de bénéficiaires (la part du revenu national allant au 1 % des « salariés » les mieux payés est passée de 4,4 % à 8 % entre 1980 et 2005).

La courbe générale de la part salariale s'explique par le rapport des forces entre classes sociales et plus précisément par la restructuration qui se met en place au milieu des années 1970. Le critère véritable de toute restructuration est d'être une défaite ouvrière, chaque fois spécifique. La mise en forme de l'accumulation et de la reproduction du capital par le capital financier, ce que l'on peut appeler la financiarisation du capital, a été à la fois le contenu et le moyen de la restructuration, de la défaite ouvrière. Si c'est par la financiarisation que le capital a retrouvé le chemin de la hausse du taux de profit, cela s'est fait au travers d'un ralentissement de la croissance, d'une hausse du chômage, d'une déstabilisation totale de la classe ouvrière, de sa mise en concurrence au niveau mondial, de l'éclatement des grands centres industriels dans les pays développés. [La formation d'immenses zones industrielles en Chine ou en Inde ne pourra jamais donner naissance à un mouvement ouvrier semblable à ce que l'on a connu en Occident : ce n'est pas seulement la concentration qui donne le mouvement ouvrier, mais un certain type d'articulation entre l'accumulation du capital et la reproduction de la force de travail.]

« La baisse de la part salariale a conduit à un rétablissement spectaculaire du taux de profit moyen à partir du milieu des années 1980. Mais, dans le même temps, le taux d'accumulation a continué à fluctuer à un niveau inférieur à celui d'avant crise. Autrement dit, la ponction sur les salaires n'a pas été utilisée pour investir plus [...] Le profit non investi a

4. Toute la problématique de ce texte de Michel Husson se trouve sous une forme plus développée dans son livre : *Un pur capitalisme*, Ed. Page deux.

été principalement distribué sous forme de profits financiers. L'écart entre le taux de profit dégagé par les entreprises et la part de ces profits allant à l'investissement est donc un bon indicateur du taux de financiarisation. » (*ibid.*) C'est à partir de ce point que l'argumentation de Husson dérape.

Husson ne tombe pas dans le panneau de la « finance parasite », il insiste bien sur le fait qu'on ne peut « séparer une tendance autonome à la financiarisation et le fonctionnement normal du "bon" capitalisme industriel » (*ibid.*) ; pour lui : « A partir du moment où le taux de profit augmente grâce au recul salarial sans reproduire des occasions d'accumulation rentable, la finance se met à jouer un rôle fonctionnel dans la reproduction en procurant des débouchés alternatifs à la demande salariale. » (*ibid.*). Malgré l'intérêt des faits qu'elle met à jour, l'argumentation de Michel Husson devient fautive sur plusieurs points.

Tout d'abord, la consommation des très hauts « salaires » (il s'agit en fait d'une part prélevée sur la plus-value), qui se tourne vers l'industrie du luxe, ne peut pas être un « débouché alternatif » à la demande salariale. L'extraordinaire dynamisme de l'industrie du luxe durant ces vingt dernières années est indéniable, mais la demande alternative n'en est pas une dans la mesure où le développement de cette industrie est une menace pour la reproduction du capital, en effet sa consommation ne reproduit ni n'accroît aucun capital constant ni aucun capital variable.

Ensuite, le rôle fonctionnel de la finance est posé comme un pis-aller, dans la mesure où le rétablissement du taux de profit ne s'accompagne pas d'occasion d'investissement rentable en proportion. C'est sur ce point que Husson articule tout le programme revendicatif démocrate radical qui constitue la seconde partie de son livre *Un pur capitalisme* (les besoins sociaux de la classe ouvrière n'intéressent pas le capital). À partir d'un présupposé inverse, un taux de profit trop bas, l'explication courante (que l'on trouve dans le bulletin *Echanges*), consistant à dire « la plus-value va vers la finance parce que le taux de profit est trop bas (donc il n'y a pas intérêt à investir productivement) » aboutit à la même conclusion : la finance comme pis-aller. Quelque chose existe parce qu'autre chose n'existe pas.

Enfin, Husson est en contradiction avec une grande partie de son propre raisonnement. « De ce point de vue [celui de la mondialisation], la fonction principale de la finance est d'abolir, autant que faire se peut, les délimitations des espaces de valorisation : elle contribue en ce sens à la constitution d'un marché mondial. La grande force du capital financier est en effet d'ignorer les frontières géographiques et sectorielles, parce qu'il s'est donné les moyens de passer très rapidement d'une zone économique à l'autre, d'un secteur à l'autre [...] La fonction de la finance est ici de durcir les lois de la concurrence en fluidifiant les déplacements du capital. En paraphrasant ce que Marx dit du travail, on pourrait avancer que la finance mondialisée est le processus d'abstraction concrète qui soumet chaque capital individuel à une loi de la valeur dont le champ d'application s'élargit sans cesse. La caractéristique principale du capitalisme contemporain ne réside donc pas dans l'opposition entre un capital financier et un capital industriel, mais dans l'hyper-concurrence entre capitaux à laquelle conduit la financiarisation. » (*ibid.*). Et il faudrait ajouter à « l'hyper-exploitation » de la force de travail, ce que fait Husson par ailleurs en soulignant que cette concurrence exacerbée est nécessaire pour maintenir la pression à la hausse de l'exploitation ; elle établit en outre un mode de répartition adéquat aux nouvelles conditions de valorisation et de reproduction du capital (entre 2004 et 2005, l'économie américaine a créé deux millions d'emplois sans tension sur les salaires). Mais alors comment considérer simultanément la

financiarisation comme la condition même de la hausse du taux d'exploitation et comme un pis-aller ?

Bien sûr nous sommes dans un système contradictoire, mais les contradictions et les limites sont celles-là même de ce qui constitue la dynamique du système et en définit les conditions de fonctionnement. La finance n'est ni un parasite ni un pis-aller.

Les deux théories (« parasite » ou « pis-aller ») ne sont pas en fait très éloignées. Husson considère que « la finance n'est pas un obstacle au fonctionnement normal du capital » (*La finance capitaliste*, ouvrage collectif, Ed. PUF), mais il appelle financiarisation l'écart entre profit et accumulation : le profit non accumulé correspond principalement à la distribution de revenus financiers (*ibid.*). C'est exact, mais il faut considérer la chose aussi dans sa relation inverse, c'est cette contrainte de la finance qui est la condition et la mise en forme du redressement du taux de profit par la hausse du taux d'exploitation *et* par la pression sur les investissements. Si l'on explique la faiblesse des investissements par la ponction financière, l'écart semble disparaître. Pourtant dans le fonctionnement du capitalisme on ne voit pas de signes d'une telle contrainte. Le taux d'autofinancement des entreprises atteint des niveaux inégaux et le prélèvement de ressources en Bourse est très faible (précisément pour maintenir la rentabilité des actions existantes en ne diluant pas le capital, les entreprises rachetant même leurs propres actions avec leurs bénéfices ou s'achetant mutuellement leurs actions) ; la baisse des rendements financiers au début des années 2000 n'a pas entraîné d'augmentation des investissements. On pourrait soutenir que si les entreprises agissent ainsi, c'est par manque d'opportunités d'investissement rentables relativement au niveau de valorisation requis du capital. Mais on a vu par ailleurs que le taux de profit sur la période ici considérée augmente, sauf à considérer le capital existant comme un ersatz du capital potentiel, il faut conclure que ce relèvement du taux de profit est dépendant de ce type d'accumulation et de rythme d'investissement (c'est ce bouclage du raisonnement qui est absent dans les travaux de Husson).

Ce régime d'accumulation *est* le procès du capitalisme financier : *le capitalisme financier est un procès de production*. On peut également reprocher à Husson, malgré tout l'intérêt d'une grande partie de son analyse, de considérer la crise comme une crise de réalisation, ce qui n'est pas faux, mais sans poser la question de l'identité de la crise de surproduction (crise de réalisation) avec la suraccumulation, c'est-à-dire que la surproduction est surproduction de capital par rapport à la valorisation, et donc son identité avec la baisse du taux de profit (voir plus loin).

La situation actuelle correspond à un rétablissement du taux de profit avec un taux d'investissement constant et une baisse de la part salariale. Dans cette situation, outre la plus-value réinvestie qui est loin de suivre l'augmentation du taux de plus-value, la plus-value consommée compense en partie l'augmentation du taux de plus-value, une autre partie de cette plus-value est consacrée à l'achat d'actions, d'obligations et de titres divers. Cette dernière utilisation fait système avec son corollaire : la contraction des investissements pour augmenter le taux d'exploitation et le taux de profit. En effet, ces titres, achetés avec cette plus-value non-investie « exigent » eux aussi cette pression sur le taux d'exploitation et sur le taux de profit. Les deux éléments font système jusqu'à la bulle... Tout se passe comme si les conditions de valorisation et de reproduction ne pouvaient être assurée que par un taux d'accumulation relativement peu élevé en regard du taux de profit. On pourrait parler d'un équilibre de sous-accumulation.

En résumé, le taux de profit augmente mais pas le taux d'accumulation ; le capital se heurte au problème de la réalisation ; la consommation de la bourgeoisie et des couches très supérieures du salariat n'est pas suffisante. Les théoriciens ou économistes comme Michel Husson, François Chesnais, Lévy et Duménil, etc., butent sur une limite politique dans leurs analyses du capitalisme financier (en effet il faut parler de *capitalisme financier* et non de capital financier, ce dernier existe bel et bien mais ce n'est pas l'entrée théorique juste).

Cette limite consiste à ne pas considérer le capitalisme financier comme un procès de production, comme le contenu et la production des déterminations et de tous les paramètres de la production. Ils peuvent le dire et même le montrer, mais cela demeure une extériorité, une imposition sur le procès de production. Or, le procès de production *est* financier. *Le taux d'accumulation n'est pas faible malgré un taux de profit élevé, mais le taux de profit est élevé parce que le taux d'accumulation est faible.* Le profit ne va pas se perdre (« les profits se dirigent *donc* dans la finance... », comme disent aussi bien Husson qu'*Echanges*) dans l'accumulation financière comme si sa production n'était pas déjà organisée, définie par elle. *Idem* pour la consommation et la question de la réalisation. La consommation bourgeoise n'est pas un pis-aller, et la « sous-consommation » ouvrière une entrave à l'expansion dans la mesure où l'expansion n'existe et n'est que *cette* expansion, liée à l'écrasement des salaires dans les nécessités du capitalisme financier.

Ce n'est par défaut que les profits se dirigent vers la finance (une partie se convertissent en consommation, une autre en nouveau investissement via la finance, et d'autres en actifs financiers adossés à d'autres actifs), comme s'ils augmentaient sans que l'on sache quoi en faire. La finance n'est pas quelque chose qui arrive *avant* ou *après*, ou qui supervise. L'accumulation et le profit sont définis par des lois financières. Il est donc faux de penser que le rétablissement du taux de profit devrait permettre un rétablissement de l'accumulation. Il ne s'agit pas de dire que « tout baigne », mais il ne faut pas comprendre là où « ça coince » comme des dysfonctionnements dus à la prégnance du capital financier (et celle-ci comme un pis-aller face aux profits dégagés dans la production), mais comme les contradictions du capitalisme financier qui est tout autant le haut taux de profit que le faible taux d'accumulation. Les profits sont financièrement définis.

LE CAPITALISME FINANCIER EST UNE MISE EN FORME DU CAPITALISME PRODUCTIF

La mise en forme financière du capital productif est une réalité empiriquement constatable. Il s'agit des fusions-acquisitions ; des recentrages stratégiques ; des stratégies mobiles ; les entreprises doivent offrir de la rentabilité par la compression des investissements ; la recherche de la domination d'un marché (l'obsession du surprofit et de la rente), le démantèlement des conglomérats (les investisseurs se chargent de la diversification du capital et des risques qui ne sont plus de la compétence des entreprises) une évaluation en temps réel de la rentabilité et de la gestion des entreprises. La plupart de ces éléments pris séparément ne sont pas nouveaux, c'est l'ensemble et surtout la manière dont ils sont imposés et mis en œuvre qui l'est.

La prise de pouvoir de l'actionnaire cela signifie que l'actionnaire veut « légitimement » (puisque'il prend plus de risques) gagner plus que le créancier qui est censé, quels que soient les résultats de l'entreprise, recouvrer sa créance. Les capitaux propres sont donc plus rémunérés que la dette, pour l'entreprise c'est la ressource la plus chère. Or, la rentabilité

d'un investissement est mesurée par le rapport entre un revenu et le capital investi pour engendrer ce revenu. Le pouvoir de l'actionnaire se traduit donc par la compression des investissements (la stratégie dite du bilan allégé), il s'agit, dans le bilan de l'entreprise, d'alléger l'actif (les actifs immobilisés pour la production plus le besoin en fonds de roulement) face au passif constitué des capitaux propres et des dettes financières (la provenance des fonds). Cet allègement de l'actif est obtenu par diverses méthodes dont l'externalisation des activités non essentielles au « cœur de métier »⁵, il s'agit de minimiser l'apport en fonds propres : moins les actionnaires mettent de leur poche plus la rentabilité sera grande. L'idéal devient l'entreprise sans actifs (en forçant le trait, les entreprises « scotchées » dans la production sont condamnées à « usiner » pour les autres dans une pyramide de sous-traitance).

La « création de valeur » commande la décision d'investir. Dans cette logique de la rémunération des fonds propres, le taux de profit moyen correspond à une conservation de la valeur et non à une « création ». Une entreprise détruit de la « valeur pour l'actionnaire », si elle ne lui procure pas un rendement supérieur à ce qu'il pourrait attendre d'une moyenne d'investissements moins risqués. Il ne suffit pas de gagner de l'argent pour « créer de la valeur ». La rentabilité attendue est fixée par le meilleur du marché mondial, ce qui signifie : « comprimer » les fournisseurs, « étrangler » les salariés. Pour obtenir cette rentabilité, il faut soit une rentabilité très élevée, fournie par une domination quasi exclusive du marché mais toujours contestée, soit un très fort levier d'endettement avec tous les risques que cela comporte. Le modèle des LBO (*Leverage Buy Out*) est le paroxysme de l'utilisation du levier d'endettement. Le rachat d'une entreprise par LBO est effectué, en général, en mobilisant 70 % de dettes financières et 30 % de fonds propres. Il s'agit le plus souvent d'entreprises sous-cotées à la Bourse (souvent sorties par les racheteurs de la cotation) dégageant un *cash flow* important (c'est-à-dire rapidement beaucoup de liquidités par une rotation rapide du capital accentué, par les « dégraissages » effectués lors du rachat). Le *cash flow* dégagé sert à rembourser la dette, au fur et à mesure que celle-ci est remboursée, arithmétiquement, la part des fonds propres augmente. Au terme de l'opération, les actionnaires initiaux sont totalement propriétaires de l'entreprise, dont le revenu total ne rémunère plus que leurs actions qui, dans l'opération, ne se sont pas diluées par une augmentation de capital. Il ne reste plus qu'à revendre l'entreprise dont les actions, dont la rémunération a été massivement augmentée, ont acquis par là même une valeur infiniment supérieure à leur valeur originelle.

Le calcul de cette « création de valeur », se réfère à une norme qui sera le coût d'usage du capital. En langage financier, cette norme a été baptisée EVA (*Economic Value Added*). L'idée est de soustraire du taux de profit une telle norme. Le calcul du coût du capital emprunté ne pose pas de problème, il est mesuré par le taux d'intérêt ; le coût des fonds propres est mesuré, quant à lui, en appliquant un rendement qui est une pondération des rendements de divers types de placements sur les marchés financiers (dans le calcul de l'EVA, le levier d'endettement joue un rôle important). C'est ainsi que l'on obtient cette fameuse norme tournant autour de 15 %. Cela signifie que tout capital doit rapporter un surprofit, ce qui est une contradiction dans les termes, mais ce n'est pas une aberration dans une régulation où le capital financier assume une péréquation du taux de profit, quasiment en

5. Boukharine et Lénine refusent les thèses sous-consommationnistes au profit du déséquilibre entre les sections de production et en dernière analyse au profit de la contradiction entre le caractère social de la production et l'appropriation privée.

temps réel, et où les effets de cette recherche sur l'accumulation du capital productif sont bien réels.

L'EVA mesure donc l'écart entre la rentabilité d'un capital donné et une rentabilité de référence. On peut considérer l'EVA comme une mesure de la plus-value extra, c'est-à-dire l'écart entre la rentabilité d'un capital particulier et le taux de profit général. Cette norme instrumentalise parfaitement l'intensification de la concurrence. Nous sommes entièrement dans l'autoprésupposition du capital ayant défini tous ses moments et créé tous ses organes : le taux de profit moyen ou général est considéré comme acquis, normal. Le travail socialement nécessaire est considéré comme une expression de la norme de rentabilité. Les entreprises qui « créent de la valeur » sont celles qui ont engagé une dépense de travail inférieure à la norme de travail socialement nécessaire, avec le redécoupage permanent des entreprises et l'écrasement des salaires, la pression et le risque sont reportés sur les salariés.

LE COURS DE LA CRISE ACTUELLE

En premier lieu, aborder le cours de la crise actuelle contraint à affronter une question théorique fondamentale, celle de la théorie des crises. Il s'agira ensuite d'analyser comment la crise se manifeste comme le renversement des déterminations et de la dynamique du capitalisme restructuré. Nous passerons alors à la présentation du cours de l'économie américaine durant les dix dernières années pour aboutir à la crise des *subprimes*.

Schématiquement, la tradition marxiste s'est séparée en deux grandes tendances : les théories sous-consommationnistes liées ou non aux théories du déséquilibre entre les sections de la production capitaliste dans la reproduction du capital ; les théories du fonctionnement valeur du capital fondée sur la suraccumulation du capital par rapport à sa valorisation, c'est-à-dire sur la baisse tendancielle du taux de profit. D'un côté, toute l'orthodoxie ou la dissidence sociale-démocrate de Bernstein à Rosa Luxembourg, en passant par Kautsky et Hilferding⁶, de l'autre une minorité de francs-tireurs théoriques, comme Grossman et Paul Mattick⁷. Si cette crise nous oblige à ce retour théorique, c'est que nous sommes confrontés à une double évidence contradictoire : d'un côté la seule théorie marxiste cohérente des crises est celle développée par Paul Mattick⁷, c'est-à-dire celle fondée sur la baisse tendancielle du taux de profit ; de l'autre *cette crise est une crise de sous-consommation* (elle *est* et non « *apparaît comme* »). Notre principale confrontation théorique en tant que confrontation productive ne peut s'engager qu'avec les thèses de la suraccumulation de capital par rapport à ses capacités de valorisation, c'est-à-dire avec Mattick et ses deux principaux ouvrages sur la question : *Marx et Keynes* (Ed. Gallimard, 1972) et *Crises et théories des crises* (Ed. Champ libre, 1976).

Mattick affirme la thèse marxienne fondamentale sur les crises, mais de façon unilatérale : « Dans l'optique marxienne, les diverses théories des crises existantes – qui ramènent le problème soit à une sous-consommation soit à une surproduction de marchandises –, ne font que décrire du dehors les mécanismes de la crise. Suivant Marx, en effet, la surproduc-

6. Il faudrait également ajouter dans cette tendance, l'école dite du Capitalisme Monopoliste d'État (CME), emmenée par Paul Boccara.

7. Lorsque nous ne précisons pas, il s'agit de Paul Mattick (1904-1981) et non de son fils nommé également Paul Mattick (Junior, Jr) qui est, également, un théoricien de l'économie marxiste et dont nous aurons à commenter des articles récents.

tion périodique de moyens de production et de marchandises, qui empêche la réalisation de la plus-value, n'est rien d'autre qu'une surproduction de moyens de production inaptes à fonctionner comme capital, c'est-à-dire à permettre d'exploiter le travail à un degré d'intensité donné. Et quoique la surproduction de marchandises soit un fait avéré, la théorie de Marx n'est nullement sous-consommationniste. Aux yeux de son auteur en effet, la production capitaliste est antinomique – et ne peut que le rester – avec le pouvoir de consommation qu'elle a elle-même engendré, et cela en temps de prospérité comme en temps de crise. Il faut donc expliquer l'augmentation de la demande sociale inhérente aux phases d'essor du système, non par une croissance du pouvoir de consommation proportionnelle à celle de la production, mais par l'accroissement du nombre des travailleurs désormais mis en œuvre. » (*Marx et Keynes*, p. 118). Il est vrai que Mattick reprend ici un paragraphe du chapitre sur *Les contradictions internes de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit* : « Surproduction de capital ne signifie jamais autre chose que surproduction de moyens de production – moyens de travail et subsistances – pouvant exercer la fonction de capital, c'est-à-dire susceptibles d'être utilisés pour exploiter le travail à un degré d'exploitation donné ; cependant que si ce degré tombe au-dessous d'une certaine limite, cette chute provoque des perturbations et des arrêts de la production capitaliste, des crises, une destruction de capital. » (*Le Capital*, Ed. Sociales, t. 6, p. 268).

Et pourtant : « La raison ultime de toute véritable crise demeure toujours la pauvreté et la limitation de la consommation des masses, en face de la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si elles n'avaient pour limite que la capacité de consommation absolue de la société. » (*Le Capital*, Ed. Sociales, t. 7, p. 145).

A partir du moment où, en subsomption réelle du travail sous le capital, le sous-consommationnisme n'avait plus pour horizon que la gestion sous diverses formes du mode de production capitaliste, une théorie révolutionnaire des crises se devait d'être anti sous-consommationniste. Mattick n'historicise jamais son point de vue, il se contente de dire qu'il est le vrai point de vue marxien sur les crises, que les autres sont des erreurs. Mais le « retour » à la baisse du taux de profit s'effectue dans la critique et la polémique du sous-consommationnisme, et il en reste, chez Mattick, indélébilement marqué. Revenir dans ces conditions à la baisse tendancielle du taux de profit, c'est développer unilatéralement cette théorie des crises comme baisse tendancielle du taux de profit. C'est s'enfermer dans une opposition que l'on a soi-même créée (dans des conditions historiques et idéologiques particulières). La théorie de la baisse tendancielle du taux de profit s'est imposée comme la seule pouvant rendre compte du caractère historique du mode de production capitaliste et de sa caducité, dans un système où les échanges extérieurs au système étaient devenus marginaux et où la reproduction de la force de travail était intégrée dans la reproduction du capital.

L'élection de cette théorie n'advint pas uniquement par défaut, elle est la seule à replacer au cœur de la contradiction du système l'exploitation de la classe ouvrière comme dynamique et limite du système lui-même. Le prolétariat est compris comme classe révolutionnaire, non parce qu'il est la classe souffrante et l'exécuteur le mieux placé d'une sentence que le système prononce contre lui-même, mais parce que c'est sa propre existence et son propre rôle dans le système qui est en jeu dans cette contradiction se manifestant dans les crises. Mattick n'est pas allé jusqu'à désobjectiver la contradiction qu'est la baisse tendancielle du taux de profit, mais tout était en place pour le faire.

Le problème que nous avons avec Mattick, c'est d'être resté enfermés dans cette dichotomie, dans cette partition antithétique de la théorie des crises entre baisse tendancielle du

taux de profit et sous-consommation ouvrière (la question de la réalisation). « La baisse du taux de profit s'exprime par le biais des phénomènes de marché » (*Crises et théories des crises*, p. 84) : pour Mattick, la question de la réalisation est toujours renvoyée au domaine de l'apparence, de la manifestation, par rapport à une vraie réalité essentielle qui est la baisse tendancielle du taux de profit.

« La véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même. Voici en quoi elle consiste : le capital et son expansion apparaissent comme le point départ et le terme, comme le mobile et le but de la production ; la production est uniquement production pour le capital, au lieu que les instruments de production soient des moyens pour un épanouissement toujours plus intense du processus de la vie pour la société des producteurs. Les limites dans lesquelles peuvent uniquement se mouvoir la conservation et la croissance de la valeur du capital – fondées sur l'expropriation et l'appauvrissement de la grande masse des producteurs – ces limites entrent continuellement en conflit avec les méthodes de production que le capital doit employer pour ses fins et qui tendent vers l'accroissement illimité de la production, vers la production comme une fin en soi, vers le développement absolu de la productivité sociale du travail. Le moyen – le développement illimité des forces productives de la société – entre en conflit permanent avec le but restreint, la mise en valeur du capital existant. Si le mode de production est, par conséquent, un moyen historique de développer la puissance matérielle de la production et de créer un marché mondial approprié, il est en même temps la contradiction permanente entre cette mission historique et les conditions correspondantes de la production sociale. » (*Le Capital*, Ed. Pléiade, t.2, p. 1032) Marx n'établit pas ici de contradiction entre la production capitaliste et « les besoins sociaux réels de la société » (comme le soutient Mattick, *Crises et théories des crises*, p. 101), il établit seulement que le mode de production capitaliste est un mode de production transitoire. Les « besoins sociaux réels » ne sont pas un des termes d'une contradiction, bien au contraire, il s'agit juste de préciser de quoi on ne parle pas, de quoi il n'est pas question ici. La contradiction présentée ici est interne au mode de production capitaliste : les limites dans lesquelles se meuvent la conservation et la croissance de la valeur ont expressément pour fondements « l'expropriation et l'appauvrissement de la grande masse des producteurs », et ces limites entrent en conflit avec « l'accroissement illimité de la production ».

Les rapports de distribution et de consommation que présente Marx comme l'autre terme de la contradiction sont explicitement les rapports antagoniques spécifiques de la société capitaliste : « Les conditions de l'exploitation immédiate et celle de sa réalisation ne sont pas identiques. Elles ne diffèrent pas seulement par le temps et le lieu, théoriquement non plus elles ne sont pas liées. Les unes n'ont pour limite que la force productive de la société, les autres les proportions respectives des diverses branches de production et la capacité de consommation de la société. Or, celle-ci n'est déterminée ni par la force productive absolue, ni par la capacité absolue de consommation, mais par la capacité de consommation sur la base de rapports de distribution antagoniques, qui réduit la consommation de la grande masse de la société à un minimum susceptible de varier seulement à l'intérieur de limites plus ou moins étroites. Elle est en outre limitée par la tendance à l'accumulation, la tendance à agrandir le capital et à produire de la plus-value sur une échelle élargie. [...] Mais plus la force productive se développe, plus elle entre en conflit avec la base étroite sur laquelle sont fondés les rapports de consommation. » (*Le Capital*, t.6, p. 257-258). Ces quelques lignes sont essentielles, car ici suraccumulation et sous-consommation sont plus que reliées, elles sont identifiées comme un seul et unique procès contradictoire. La théorie de

la sous-consommation est fausse si l'on se contente de dire que la crise a pour origine la sous-consommation des masses, c'est-à-dire si l'on ne justifie pas celle-ci par la tendance à l'accumulation, c'est-à-dire si l'on conserve les termes de la contradiction dans un rapport d'étrangeté l'un vis-à-vis de l'autre ; or, tendance au caractère illimitée de la production et sous-consommation des masses sont réciproquement chacune la raison d'être de l'autre : la production se heurte aux limites étroites des rapports de consommation qui sont eux-mêmes limités par la tendance à l'accumulation. La théorie sous-consommationniste est fausse et ne permet pas, sur sa base, de passer à une théorie unique identifiant sous-consommation et suraccumulation (théorie de la baisse tendancielle du taux de profit) ; la théorie de la suraccumulation est juste, à condition de la développer en dehors de la dichotomie des deux théories, elle permet le passage à une théorie unique.

« Le développement de la productivité sociale du travail se manifeste de deux manières : *primo*, dans la grandeur des forces productives déjà créées, dans le volume des conditions de production – qu'il s'agisse de leur valeur ou de leur quantité – dans lesquelles a lieu la production nouvelle et dans la grandeur absolue du capital productif déjà accumulé ; *secundo*, dans la petitesse relative, par rapport au capital total de la fraction de capital déboursée en salaire, c'est-à-dire dans la quantité relativement minime de travail vivant requis pour reproduire et mettre en valeur un capital donné en vue d'une production de masse, ce qui suppose en même temps la concentration du capital. » (*Œ Capital*, t.6, p. 259-260). À suivre attentivement le cours du développement de la productivité sociale du travail, on s'aperçoit que la baisse tendancielle du taux de profit inhérente à ce développement est identique à la baisse relative de la part déboursée en salaire, alors que la masse de la production et de la plus-value qu'elle contient s'accroît en proportion du développement de cette force productive sociale. Par là, la baisse tendancielle du taux de profit est égale à un problème de réalisation. « On produit périodiquement trop de moyens de travail et de subsistances pour pouvoir les faire fonctionner comme moyens d'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit. On produit trop de marchandises pour pouvoir réaliser et reconvertir en capital neuf la valeur et la plus-value qu'elles recèlent *dans les conditions de distribution et de consommation impliquées par la production capitaliste* [souligné par nous], c'est-à-dire pour accomplir ce procès sans explosions se répétant sans cesse. » (*Œ Capital*, t.6, p. 270). En règle générale la théorie de la suraccumulation se contente de la première phrase, de la première partie de cette citation, oubliant la suite qui n'est, il est vrai, que la répétition de la première formulation, répétition que Marx effectue car son propos est aussi de démontrer, contre les économistes, qui admettent une surproduction de capital, qu'une surproduction générale de marchandises est non seulement possible dans le mode de production capitaliste, mais encore qu'elle est la même chose que cette surproduction de capital. Il ne s'agit pas comme, de façon embarrassée, le suggère Mattick, d'une formulation « imputable soit à une erreur de jugement soit à une faute de plume » (*op.cit.*, p. 100).

L'augmentation de la masse du profit qui permet l'accumulation, et donc la croissance absolue des salariés en dépit de leur diminution relative, continuera à provoquer la baisse du taux de profit. En effet, ce n'est qu'exceptionnellement que l'accumulation n'affecte pas le rapport entre le capital constant et le capital variable. L'accumulation vise un accroissement de la productivité, or, pour qu'une nouvelle méthode de production accroisse la productivité, il faut qu'elle transfère à la marchandise, prise à part, une portion supplémentaire de valeur, pour usure de capital fixe moindre que la part de valeur qu'on économise en raison

de la diminution de travail vivant⁸. Ainsi, l'accumulation qu'autorise la croissance de la masse du profit malgré la baisse de son taux, si elle multiplie les journées de travail simultanées, contrairement à l'apparence, n'accroît pas la consommation ouvrière relativement à la production totale, et ce, en même temps que le taux de profit continue de baisser. Dans le processus de l'accumulation, la baisse du taux de profit est toujours *identique* à la limitation de la consommation ouvrière. La suraccumulation de capital, c'est-à-dire la pénurie de plus-value, dans le mécanisme même qui y mène, est toujours non seulement identique, mais ayant sa raison d'être dans la nécessité de la sous-consommation ouvrière relativement à la masse accrue de la production. Pénurie de plus-value d'un côté ne signifie jamais rien d'autre que pléthore de l'autre. La pénurie de plus-value par rapport à l'accumulation est sa pléthore par rapport à sa réalisation, il n'y a pas entre les deux de primauté, de relation de causalité : la baisse du taux de profit, c'est la réduction du travail nécessaire par rapport à la masse de capital en augmentation nécessaire pour contrecarrer la baisse du taux par la masse.

« On produit trop de marchandises pour pouvoir réaliser et reconvertir en capital neuf la valeur et la plus-value qu'elle recèlent *dans les conditions de distribution et de consommation impliquées par la production capitaliste* [c'est nous qui soulignons] » (*Le Capital*, t.6, p. 270). Il n'est absolument pas question de « capacité absolue de consommation » mais de la « capacité de consommation sur la base de rapports de distribution antagoniques » (*ibid.*, p. 257). Quand Mattick explique qu'on ne saurait tirer de telles remarques aucune théorie des crises à base sous-consommationniste, ni faire de la réalisation de la plus-value le problème principal du mode de production capitaliste, il a parfaitement raison, mais il n'a raison qu'une fois admise la séparation entre les deux thèses (suraccumulation et surproduction). Dans le cadre de la séparation, Mattick a raison sur toute la ligne contre les sous-consommationnistes, mais c'est la séparation qui est fautive.

« La surproduction a spécialement pour condition la loi générale de production du capital : produire à la mesure des forces productives (c'est-à-dire selon la possibilité qu'on a d'exploiter la plus grande masse possible de travail avec une masse donnée de capital) sans tenir compte des limites existantes du marché ou des besoins solvables [encore une fois il ne s'agit pas des « besoins de la société »], et en y procédant par un élargissement constant de la reproduction et de l'accumulation donc par une reconversion constante de revenu en capital, tandis que d'autre part la masse des producteurs demeure et doit nécessairement demeurer limitée à un niveau moyen de besoins de par la nature de la production capitaliste. » (*Théories sur la plus-value*, Ed. Sociales, t.2, p. 637).

Marx peut paraître ici adopter un point de vue purement « sous-consommationniste », mais c'est bien de *surproduction de capital* dont il s'agit de par la « reconversion constante de revenu en capital » et de l'augmentation de la part *constante* du capital (c'est cette précision qui, n'étant pas explicitement formulée, fait apparaître ici l'argumentation de Marx comme purement « sous-consommationniste ») dans cette reconversion du fait que « la masse des producteurs doit nécessairement demeurer limitée à un niveau moyen de besoins de par la nature de la production capitaliste ». La surproduction de capital est bien une surproduction de marchandises, relativement à la limitation nécessaire de la consommation ouvrière pour accroître la richesse accumulée. Cette limitation est bien le fondement de la surproduction

8. Cette loi exprime la limite à la croissance des forces productives dans le mode de production capitaliste en dépit de sa tendance à leur développement de façon illimitée.

de capital, à condition de voir aussi cette limitation comme la croissance constante du capital constant dans la « reconversion du revenu en capital ».

Il suffit d'introduire le paramètre C (capital constant) pour unifier la théorie des crises : la crise, au niveau des capitalistes individuels et de tous les agents de la production et de la circulation, et la crise au niveau des lois générales d'accumulation du capital global. La contradiction entre la « production pour la production » et « les rapports de distribution et de consommation limités » ne provient pas simplement du fait que « trop de revenu a été transformé en capital » (on serait là purement dans la thèse sous-consommationniste), mais du fait que, dans cette transformation, la part de C augmente constamment.

Ce qui est déterminant c'est que l'on peut expliquer l'identité en partant de la suraccumulation, mais on peut également le faire en partant de la sous-consommation ouvrière. Le but de la production capitaliste est, avec une masse de richesse donnée, de rendre le surproduit ou la plus-value les plus grands possible. Ce but est atteint par une croissance du capital constant relativement plus rapide que celle du capital variable, ou par la mise en œuvre du plus grand capital constant possible avec le plus petit capital variable possible. La même cause (la recherche de la plus grande plus-value possible) produit la croissance de la masse du profit et la baisse de son taux *par la diminution du fonds d'où les ouvriers tirent leur revenu*. Dans la reproduction du capital, cette diminution devient la cause qui entrave la conversion des marchandises en nouveaux moyens d'accroître l'exploitation du travail. Prise dans ce sens, la relation entre surproduction et suraccumulation devient : c'est parce que le fonds de consommation des ouvriers est constamment réduit vis-à-vis de la masse de la production, donc à partir de la sous-consommation que l'on parvient à la surproduction de capital, c'est-à-dire à l'impossibilité de renouveler l'exploitation du travail de façon efficace. Il ne s'agit pas, dans le passage entre surproduction et suraccumulation, de la possibilité d'un renversement de causalité, car il n'y a pas de rapport de causalité entre les deux termes, il s'agit même phénomène sous deux aspects différents, chacun des deux permettant de trouver l'autre.

Dans *le même chapitre* du *Capital* consacré aux « contradictions internes de la loi » (chapitre fondamental en ce qui concerne la théorie des crises), Marx peut écrire : « plus les forces productives se développent, plus elles entrent en contradiction avec les fondements étroits sur lesquels reposent les rapports de consommation. » (*op. cit.*, Ed. La Pléiade, t.2, p. 1027) ; et un peu plus loin : « [...] trop de moyens de travail et de subsistance sont produits périodiquement pour qu'on puisse les faire fonctionner comme moyens d'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit. » (*ibid.*, p. 1040). La suite de la dernière citation est alors explicite : « Il s'est produit trop de marchandises pour qu'on puisse réaliser et reconvertir en capital nouveau la valeur et la plus-value qui s'y trouvent contenues, c'est-à-dire exécuter, dans les conditions de répartition et de consommation de la production capitaliste, ce processus soumis à des explosions périodiques. » (*ibid.*)

Si nous pouvons produire une théorie unique des crises au niveau de la statique (bien que celle-ci soit toujours un procès), nous devons la mettre à l'épreuve de la dynamique, c'est-à-dire de la succession des phases d'expansion, de renversement et de crise, de « sortie de crise ». Dans le cadre dualiste et conflictuel dans lequel fonctionne Mattick exposant la « vraie » théorie des crises, un de ses arguments forts, plusieurs fois utilisé tant dans *Marx et Keynes* que dans *Crises et théories des crises*, consiste à dire que la disproportionnalité entre production et consommation est non seulement fonctionnelle dans le « bon » déroulement

de l'accumulation capitaliste, mais encore que la « sortie de crise » est une accentuation de cette disproportionnalité.

Dans la phase d'expansion, que la disproportionnalité soit fonctionnelle ne signifie rien d'autre, comme on l'a montré, que le caractère tout autant fonctionnel de l'augmentation de la composition organique du capital. Sous-consommation et surproduction de capital sont la même contradiction immanente à l'accumulation qui éclate dans les crises.

Le moment du renversement du cycle de l'expansion en crise peut d'abord être appréhendé dans la relation entre taux et masse du profit. Si nous examinons ce processus de compensation de la baisse du taux par la croissance du capital, une de ses conditions de réussite réside dans une progression de l'augmentation de la masse du capital total plus rapide que celle de la baisse du taux de profit. En outre, non seulement la croissance de la masse du capital doit être en raison supérieure à la baisse du taux de profit, mais cela ne suffit pas. Dans le cadre d'une composition organique en hausse, pour employer autant de capital variable ou, mieux, plus de capital variable, il faut que la partie constante du capital ait, proportionnellement, une croissance supérieure à celle du capital total nécessaire pour compenser la baisse du taux de profit par sa masse. Ainsi, une fraction de plus en plus grande du revenu est transformée en capital constant.

Donc le processus de compensation de la baisse du taux par la croissance de la masse du capital qui explique simultanément la possibilité de la prospérité et la nécessité de son renversement est, là encore, absolument identique à la disproportionnalité croissante entre production et consommation par lequel le processus peut se poursuivre, et à cette même disproportionnalité entre production et consommation qui éclate dans la crise. La contradiction immanente qui se développait dans la prospérité éclate dans la crise. La baisse absolue de la rentabilité du capital éclate dans la crise : trop de revenu a été transformé en capital et plus précisément en capital constant, la suraccumulation *est* surproduction, la surproduction *est* suraccumulation. Mattick approche quelques fois cette unification de la théorie des crises : « Le résultat de la concurrence généralisée, c'est que le capital constant grandit plus vite que le capital variable [...] C'est ce processus lui-même qui permet de réaliser la plus-value par le truchement de l'accumulation, sans égards pour *les restrictions de la consommation qui en constituent le préalable obligé* [souligné par nous]. La plus-value se présente comme du nouveau capital, à son tour générateur de capital. Aussi aberrant qu'il soit, ce cours des choses est en réalité la conséquence d'un mode de production exclusivement axé sur la production de plus-value. Le capital ne saurait cependant croître et multiplier à loisir, car ce même processus vient se briser sur l'écueil de la baisse tendancielle du taux de profit. A partir d'un certain seuil, la réalisation de la plus-value par le biais de l'accumulation cesse de rapporter la plus-value nécessaire à la bonne marche de l'accumulation. Il s'avère alors, qu'à défaut de pouvoir être réalisée par ce biais, une fraction de la plus-value se trouve gelée et que la demande du côté de la consommation est trop restreinte pour permettre de convertir en profit la plus-value enfouie dans les marchandises. » (*Crises et théories des crises*, pp. 102-103). Mais deux pages plus loin, Mattick émet l'hypothèse suivante : « Si la plus-value créée dans la sphère de la production était assez élevée pour permettre d'accélérer ce rythme toujours davantage, rien n'empêcherait la consommation de croître en même temps que l'accumulation au lieu de lui faire obstacle » (*ibid.*, p. 105). Il faut noter ici que l'hypothèse est incohérente du fait des « restrictions de la consommation qui en constituent le *préalable obligé* [de l'accumulation] ». Mattick frôle souvent l'unification de la théorie des crises, mais

le dualisme fondamental dans lequel il fonctionne lui fait toujours effectuer un petit pas en arrière quand il lui paraît être allé trop loin.

C'est la question de la « sortie de crise » que nous devons maintenant examiner, car cette question recèle un des principaux arguments de Mattick en faveur de la prééminence de la suraccumulation sur la surproduction de marchandises vue comme effet second.

Contre la théorie sous-consommationniste, Mattick insiste sur le fait que les crises se terminent par un accroissement, et non un fléchissement de la production, et que cet accroissement est dû à une exploitation plus poussée du travail. La réalisation de la plus-value s'effectue par le canal d'une relance de l'accumulation et Mattick souligne que la résorption de la crise passe par une distorsion accrue entre la production et la réalisation de la plus-value, entre la production et la consommation : « Pour résorber la crise il faut que plus de travail social revienne au capital et moins aux ouvriers. » (*Crises et théories des crises*, p. 96). C'est là, pour Mattick, l'argument définitif disqualifiant les théories sous-consommationnistes. Dans une théorie des crises non unifiée, l'argument est péremptoire.

C'est le paramètre C (capital constant) qu'il faut examiner, car il est l'opérateur de l'unification de la théorie des crises. La sortie de crise signifie que, dans la crise elle-même, deux processus ont eu lieu : *primo* une augmentation de l'exploitation, c'est-à-dire du taux de plus-value (pl/V) ; *secundo* une dévalorisation du capital constant tant fixe que circulant (matières premières, etc.), phénomène auquel Mattick ne donne pas toute son importance⁹. Il en résulte un rétablissement du taux de profit « par les deux bouts » : augmentation de la plus-value ; diminution de la valeur du capital constant et même variable (la crise a agi sur le niveau des salaires). La dévalorisation de C n'a pas de limite inférieure, on reprend une entreprise pour un euro ou un dollar symbolique, la baisse de V, elle, a pour limite la simple survie du travailleur. Si C et V ont été dévalorisés, la dévalorisation de C est supérieure à celle de V. Il en résulte non seulement une baisse de $C+V$, mais encore une baisse de la composition organique du capital, celle-ci est renforcée par ce phénomène très important dans la sortie de crise : une *concentration* de capital *dévalorisé*. « Une grande partie du capital nominal de la société, c'est-à-dire de la valeur d'échange du capital existant, se trouve détruite pour toujours, quoique cette destruction, *qui ne touche pas la valeur d'usage* [souligné par nous], puisse être très favorable à la nouvelle reproduction » (Marx, *Matériaux pour l'« Economie »*, Ed. La Pléiade, t.2, p. 463)¹⁰. La capacité du capital à absorber une certaine quantité de travail, et donc à se valoriser, dépend de sa valeur d'usage, et non de sa valeur d'échange. Un même capital peut avoir été divisé par dix, quant à sa valeur d'échange, et mettre en mouvement toujours la même quantité de travail. Au cours de la crise, la dévalorisation des deux fractions du capital productif ne répond pas aux mêmes lois, la dévalorisation de C est constamment susceptible d'être supérieure à celle de V.

Nous avons cherché à montrer précédemment que c'était l'évolution de C (augmentation de la composition organique) qui identifiait la baisse tendancielle du taux de profit à la sous-consommation ouvrière (et vice-versa). La sortie de crise s'effectue par un accroisse-

9. Plus précisément, Mattick expose ce mécanisme (*Marx et Keynes*, p. 90) mais sans souligner la distorsion qui s'opère alors, dans la crise, entre la dévalorisation de C et la dévalorisation de V, donc son incidence sur le taux de profit.

10. Dans le même passage, Marx précise auparavant que l'arrêt de la production peut provoquer également une destruction réelle de capital : machines arrêtées et qui rouillent, bâtiments inachevés, marchandises qui pourrissent, etc.

ment du taux d'exploitation et non par la distribution d'argent aux ouvriers, mais la composition organique du capital a été modifiée en faveur de V. Il y a reprise de l'accumulation, mais la part du revenu que la société transforme en capital constant a baissé. Ainsi la sortie de crise ne passe pas, comme le voudraient les sous-consommationnistes, par une augmentation du pouvoir d'achat ouvrier (ce qui supposerait la situation aberrante dans laquelle les ouvriers seraient à même de racheter une partie de la plus-value qui leur a été extorquée), mais le taux de profit a été rétabli par une augmentation de la plus-value *et* par une modification de la composition organique du capital, qui diminue la part du revenu transformé en capital constant. Ainsi la disproportionnalité entre la consommation et la production n'est pas abolie, mais le rétablissement du taux de profit est identique à la croissance, relativement à la production totale de la part de revenu destinée à la consommation.

Il faut résumer cette longue discussion sur la théorie des crises. La distorsion entre la masse de la production (en valeur) à réaliser et la capacité de consommation de la société est réellement une distorsion, dans la mesure où, si la production ne peut être réalisée, c'est-à-dire si elle ne peut fonctionner comme capital additionnel (transformé en C et en V) au taux de profit requis, la raison en est dans la sous-consommation ouvrière, c'est-à-dire dans la réduction relative et/ou absolue de V (capital variable) par rapport à C (capital constant). Le même phénomène, qui est l'augmentation de la composition organique du capital, est d'un côté baisse du taux de profit, et de l'autre réduction structurelle nécessaire de la consommation ouvrière. Cette dernière, c'est-à-dire les rapports de distribution capitaliste, la loi du salaire, est définitoire de la loi de l'augmentation de la composition organique. Sous-consommation ouvrière (par rapport à la valeur produite) et baisse du taux de profit sont absolument identiques. Sous-consommation ouvrière, cela signifie nécessité d'accroître la part de la production nécessaire à l'accumulation sous la forme de capital constant et réduction du capital variable, c'est-à-dire que le mécanisme même de l'accumulation capitaliste est par définition distorsion entre la capacité de consommation de la société et croissance de la production. C'est-à-dire (autrement dit) que la baisse tendancielle du taux de profit est substantiellement identique à la sous-consommation ouvrière relativement à la croissance de la production selon les lois du capital.

La question de la réalisation, les problèmes de la circulation, ne sont pas une conséquence de la baisse tendancielle du taux de profit, le blocage dans l'accumulation provenant d'une masse accrue de valeur à valoriser ne sont, autrement dit, qu'une distorsion croissante atteignant un point limite entre V et C dans la répartition de la production entre la part consommée et celle réservée à l'accumulation. La croissance de cette dernière, c'est-à-dire l'augmentation de C et la baisse de V est, d'une part, le procès même de la baisse du taux de profit et, d'autre part, cette distorsion entre la masse de la valeur produite et la capacité de consommation de la société selon les lois de distribution du mode de production capitaliste qui ne sont que le mouvement réciproque de C et de V (dans la mesure où la société ne serait composée que d'ouvriers productifs et de capitalistes, ce qui heureusement pour les mangeurs de plus-value n'est pas le cas). Distorsion croissante, qui elle-même est absolument identique à la croissance de la composition organique. La crise portée par la baisse tendancielle du taux de profit est par définition *et par cause* une crise sous-consommationniste qui elle-même est donnée, c'est-à-dire n'existe, que parce qu'elle est baisse tendancielle du taux de profit. Nous sommes ici au-delà de quelque chose qui *est* et qui *se manifeste comme* (Mattick). Ce qui est appréhendé au niveau de la réalisation n'est autre que l'augmentation de la composition organique qui elle-même n'est autre que la résultante de la distorsion

croissante entre V et C , distorsion qui s'enracine dans la nécessaire croissance de la plus-value qui est dans sa cause même la réduction de V : la racine de la baisse tendancielle du taux de profit.

La pénurie de plus-value par rapport à l'accumulation est sa pléthore par rapport à la réalisation : il n'y a pas de primauté. La baisse du taux de profit, c'est la réduction du travail nécessaire par rapport à la masse du capital en augmentation, et la multiplication de la production pour rattraper la baisse du taux par la masse. On ne produit pas assez de plus-value, cela signifie on ne peut pas réaliser cette plus-value. En effet, on ne produit pas assez de plus-value, cela signifie la conversion en C a été trop considérable, cela signifie aussi (par définition et simultanément), absolument et relativement, le travail nécessaire réglant la consommation de la masse des producteurs est relativement et absolument descendu trop bas (ce n'est pas un rapport de cause à effet entre les deux ; la pénurie de plus-value est identique à sa pléthore).

La raison ultime de toute véritable crise demeure toujours la pauvreté et la limitation de la consommation des masses. Cette limitation n'est que sous un autre aspect la croissance du taux de plus-value et, par là, la baisse du taux de profit. C'est étonnant de constater que c'est toujours de façon événementielle que les questions théoriques les plus fondamentales sont mises à l'ordre du jour.

La production de cette unité de la théorie des crises est fondamentale pour définir la crise actuelle. La crise actuelle est une crise du rapport salarial¹¹, tant comme capacité de valorisation du capital, que comme capacité de reproduction de la classe ouvrière en tant que telle. C'est une crise de la réalisation, une crise existant comme sous-consommation (existant et non se manifestant comme). Trois raisons à cela : faiblesse de la productivité ; faiblesse des investissements ; modalités d'exploitation de la force de travail. Ce dernier point résume les autres en ce qu'il est la synthèse de toutes les caractéristiques du capitalisme restructuré. Car c'est bien le capitalisme restructuré qui est spécifiquement entré en crise. Que l'on considère les transformations du marché du travail, les modalités d'exploitation de la force de travail dans le procès immédiat, la reproduction sociale et collective de cette force de travail, la mondialisation financière du capital, la transformation de la plus-value en capital additionnel, les contradictions et les limites qui explosent actuellement sont celles-là mêmes qui avaient constitué la dynamique du système et en avaient défini les conditions de développement (Paul Mattick Junior – Jr – qui considère cette crise comme le lent aboutissement de celle du début des années 1970, néglige la restructuration du capital qui a eu lieu)¹².

La multiplication des journées simultanées accroît la plus-value, mais laisse V constant (précarité, temps partiel, délocalisation, concurrence mondiale des travailleurs, etc.), d'où accroissement constant de la distorsion entre croissance de la production et consommation ouvrière (à la limite V ne fait pas des ouvriers des consommateurs). Cela sans que l'on ait une croissance des investissements proportionnelle à la croissance de la plus-value, si bien que le moteur de l'extension de l'accumulation n'est pas proportionnel à la croissance de la plus-value (transformation de la plus-value en capital additionnel). Tendanciellement,

11. Tout ce texte sur la crise n'a d'intérêt que comme introduction au texte *Revendiquer pour le salaire*, p. 103. C'est là que pour nous les choses se nouent et se jouent.

12. Nous tenons à préciser que nous n'avons rien de spécial contre la famille Mattick, nous sommes désolés de paraître la poursuivre de génération en génération.

l'accumulation capitaliste ne joue pas son rôle dans la réalisation. En outre, la faiblesse de la croissance de la productivité fait que pour un même V , ce dernier n'absorbe pas une masse croissante de produits (en valeur d'usage).

La restructuration du capitalisme qui s'est mise en place, du milieu des années 1970 au milieu des années 1990, a profondément modifié le caractère du rapport entre prolétariat et capital¹³. Disparus, alors, les contraintes sur l'accumulation que représentaient les rigidités des marchés du travail nationaux, les protections sociales, la division de l'économie mondiale en blocs issus de la guerre froide et les développements nationaux protégés que cela permettait dans la « périphérie » de l'économie mondiale. La crise du modèle social fondé sur le modèle productif et l'État-providence keynésien aboutit à la financiarisation, au démantèlement et à la délocalisation de la production industrielle, à la destruction d'un pouvoir ouvrier, d'une identité ouvrière confirmée par la reproduction du capital, à la dérégulation, la fin de la négociation collective, la privatisation, l'évolution vers le travail temporaire et flexible. La restructuration globale capitaliste – la formation d'un marché global du travail de plus en plus unifié, la mise en place de politiques néolibérales, la libéralisation des marchés, et la pression internationale à la baisse des salaires et à la détérioration des conditions de travail – représente une contre-révolution dont le résultat est que la contradiction entre le prolétariat et le capital se situe maintenant au niveau de la reproduction du rapport *matérialisée par le capitalisme financier*, au niveau de l'implication réciproque de ses termes (prolétariat et capital).

Dans la crise actuelle, ce sont ces caractéristiques définitoires du capitalisme restructuré qui, de dynamiques, se sont retournées en limites et contradictions du développement, qui, de contre-tendances à la baisse tendancielle du taux de profit, sont devenues les axes portant cette baisse. Les raisons que donne Husson à la crise, malgré toutes les critiques que nous avons pu leur faire par ailleurs, sont tout à fait suffisantes pour expliquer ce retournement. Surtout, au travers de ces raisons, on peut saisir l'identité de la crise de surproduction et de la crise de suraccumulation, c'est-à-dire, dans le cas spécifique, comment une crise de sous-consommation est une crise de suraccumulation. Dans cette configuration, la suraccumulation de capital est une suraccumulation de titres divers et un gonflement exponentiel de la valeur des actifs financiers donnant droit à une part de la plus-value réellement produite (le retournement des taux de profit a lieu au début de 2007). Il est illusoire de croire que le capital s'est orienté vers la finance par « manque d'opportunités d'investissements rentables », puisque c'est précisément cette organisation financière du capitalisme qui conditionnait le taux de profit et était la contrainte à l'exploitation maximale du travail. L'augmentation de la « composition fictive » du capital pèse tout autant sur le taux de profit que l'augmentation de la composition organique.

Avant de passer, dans cette perspective, au cours spécifique du capitalisme américain durant ces dix dernières années qui a été le foyer de la crise actuelle, nous pouvons nous risquer à quelques pronostics. Cette crise n'est pas la crise finale *de ce cycle d'accumulation* (d'exploitation)¹⁴, son contenu est le rapport salarial et, à travers la dette et les déficits pu-

13. Nous reprenons ici la présentation des thèses de TC faite dans le n°1 de la revue anglaise *End Notes* – novembre 2008.

14. Il n'est pas question ici de « crise finale du capitalisme », qui en tant que telle ne peut être un objet théorique, il s'agit là d'une notion qui se situe en dehors du champ de la théorie. Nous ne pouvons théoriquement qu'envisager le cycle de luttes dans lequel nous nous trouvons et la crise du cycle

blics elle en prépare une autre dont l'objet sera la *création monétaire* elle-même, c'est-à-dire *la valeur*. C'est-à-dire encore, au travers de la crise de la valorisation du capital, la crise de la capacité pour l'activité humaine d'être mesurée et la possibilité pour les produits de cette activité de se rapporter les uns aux autres dans une abstraction.

Pour appréhender le cours spécifique du capitalisme américain durant ces dernières années, nous nous référerons principalement à un article de David M. Kotz : *Contradictions of Economic Growth In The Neoliberal Era : Accumulation And Crisis In The Contemporary U.S. Economy* (Contradictions de la croissance économique à l'époque néolibérale : accumulation et crise dans l'économie américaine contemporaine – toutes les traductions de citations sont de nous), publié en 2008, dans le n°40 de la revue *Review Of Radical Political Economics*. Lorsque nous reprenons certaines citations de Kotz, il est évident que nous ne le faisons qu'une fois présupposés les développements précédents à propos de surproduction et suraccumulation, et les critiques adressées à Husson, dont les thèses de Kotz sont souvent proches.

Kotz résume la thèse générale de son texte de la façon suivante : « Dans la forme néolibérale du capitalisme, l'expansion économique s'accompagne de profits en hausse et de salaires stagnants, créant ainsi un problème potentiel de surproduction. Cet obstacle à l'expansion a été surmonté dans l'économie américaine, durant la période néolibérale, par l'augmentation de la dette des ménages et l'apparition d'une bulle des actifs. Toutefois, certaines tendances de l'économie américaine, laissent présager que les méthodes passées pour défendre l'expansion et éviter une crise sévère dans la période néolibérale sont peut-être devenues non viables. » Précisons que, pour nous, la contradiction entre la croissance du profit (création de plus-value) et les conditions de la réalisation existe bien, mais existe et se ramène à une contradiction interne de la création de plus-value : la création de plus-value et le taux de profit qui en dépend seront d'autant plus élevés qu'il y aura limitation de l'investissement, donc de l'accumulation, donc de son rôle central dans la réalisation.

La principale de ces « méthodes pour défendre l'expansion » réside dans les moyens d'accroître la demande, malgré la stagnation des salaires par le développement de toutes sortes de prêts et de dettes. C'est cette déconnexion entre salaire et possibilité de consommation qui éclate dans la crise en 2007-2008 et autorise à parler de crise du rapport salarial¹⁵. La poursuite de la croissance de la consommation des ménages, inhabituelle dans une telle conjoncture, mais encouragée par la politique de la Réserve fédérale, évite une sévère récession en 2001. Les américains ne s'endettent plus sur leurs revenus mais sur leurs actifs. Et, un niveau en dessous dans l'organisation des faits : la dette extérieure américaine se retrouve, selon le mécanisme que nous avons présenté précédemment, à financer la dette domestique. Après 2001, pour alimenter constamment en oxygène (liquidités) le capitalisme financier, la Fed procède à une baisse massive de ses taux, cependant cette chute des taux ne freine en rien le déclin de l'investissement des entreprises malgré une remontée du taux de profit de 2,6 % en 2001 à 4,6 % en 2005, les ménages prennent le relais. En fait, il semblerait que la chute du taux de profit de la fin des années 1990 n'a pas été soldée, résolue.

d'accumulation qui est le nôtre. Comme Kant, par les catégories a priori du temps et de l'espace, avait défini les limites de la Raison et exclut la métaphysique de son champ, les catégories a priori que sont, pour la théorie, l'histoire et la conscience comme être conscient, excluent de son champ la notion de crise finale.

15. Voir le texte *Revendiquer pour le salaire*.

Nous nous trouvons devant une explication complexe de la crise actuelle qui doit combiner (en se limitant au moyen terme) deux temporalités. Primo, la phase qui va de 2001 à 2007 ; secundo la phase qui va de 1991 à 2007. Comprise à l'issue de la phase 2001-2007, la crise actuelle éclate comme une crise dont le point de départ, si ce n'est l'explication dernière relève de la déconnexion entre consommation et revenu (salaires), fondée sur un endettement des ménages non seulement croissant, mais de plus en plus fondé sur les actifs, acquis à crédit, eux-mêmes. Si l'on prend pour perspective temporelle la phase 1991-2007, les choses prennent une autre coloration. Nous avons eu un boom de l'investissement dans les années 1990, qui s'achève par une baisse rapide du taux de profit entre fin 1997 et le milieu 2001, puis une faible reprise du taux de profit qui n'entraîne pas les investissements, malgré une baisse spectaculaire des taux d'intérêt, la croissance (autour de 4 % entre 2002 et 2006, ce qui est loin d'être négligeable) est alors tirée par la consommation des ménages au moyen de la dette.

Cette seconde temporalité nous amènerait à considérer que la crise qui éclate en 2007 n'est que l'achèvement de la crise de 2001, dont l'effet de purge aurait été en partie gommé par l'encouragement à l'endettement des ménages¹⁶. Cette explication est en partie exacte, mais seulement en partie. Dans cette vision, les deux périodes ne sont pas organiquement liées. La seconde période, celle du « boom de la consommation par la dette », n'est qu'un accessoire anecdotique, un artifice ayant servi à repousser les conséquences effectives de la « vraie » crise.

Ce qui est négligé, c'est que la crise de suraccumulation est une crise de surproduction, elle est identiquement suraccumulation et sous-consommation (que la croissance de l'endettement ne masque pas mais révèle jusqu'au paroxysme) et elle se développe sous ces/ses deux formes. Nous avons affaire à un processus unique qui s'est développé en deux temps (avec dans les années 2002/2005-2006 un nouvelle période d'expansion américaine). Les deux temps se sont même rencontrés en 2004 et 2005, s'unifiant avec la reprise des investissements fixes en même temps que se poursuivait l'essor de la consommation par la dette avant que n'éclate la crise en 2007.

La liaison organique entre les deux temps de ce processus unique réside dans *la relation entre salaire et accumulation* dans le capitalisme, tel qu'il s'est restructuré à partir du milieu des années 1970. Nous ne pouvons ici que renvoyer, une fois encore, au texte *Revendiquer pour le salaire*, rappelons cependant quelques points essentiels. Dans le capitalisme restructuré, la reproduction de la force de travail a été l'objet d'une *double déconnexion*. D'une part déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail, d'autre part, déconnexion entre la consommation et le salaire comme revenu. Objet d'une double déconnexion, « revendiquer pour le salaire » est devenu, capitalistiquement, illégitime ; cette illégitimité *enferme* la revendication dans la contradiction entre surtravail et travail nécessaire ; cet enfermement est une crise du travailleur libre, dont l'élément central est ce que nous appelons l'achat global de la force de travail ; la paupérisation absolue est le concept rendant compte de l'immédiateté de cet enfermement. Dans ce régime financiarisé d'accumulation du capital où, comme le dit Husson, la hausse tendancielle du taux d'exploitation est de règle, la crise de suraccumulation s'est logiquement développée indissociablement comme

16. En 2001, la Fed avait laissé plonger le Nasdaq sans filet de sécurité, mais avait empêché toute contagion au-delà.

crise de sous-consommation. La « seconde phase » n'est pas le fruit d'un artifice retardant l'apparition du « vrai ».

La théorie « révolutionnaire » des crises du capitalisme est tétanisée par la question de la réalisation, c'est-à-dire en fait par la réalité concrète et immédiate de la crise présente. Elle refuse la question de la réalisation (ne veut pas la voir) pour repousser le réformisme qui prend la figure d'un Lord anglais. Mais il y a plus, cette théorie doit préserver la classe ouvrière. Inclure la question de la réalisation dans la baisse du taux de profit (« dans » et non comme apparence sans substance), c'est situer la crise comme ayant pour cœur le rapport salarial, l'existence même de la classe ouvrière. C'est considérer l'existence même de la classe ouvrière (comme rapport d'implication réciproque au capital) comme l'objet et l'enjeu de la crise. En outre, cette vision se limite à l'espace américain. La consommation américaine se combine avec la grande phase d'investissement dans les pays émergents (durant les années 2000). Nous sommes, à nouveau, renvoyés à l'importance de ce tournant de la fin des années 1990, où crise asiatique et crise américaine se combinent pour finalement donner la configuration des années 2000 : l'époque des États-Unis comme « consommateur en dernier ressort », époque qui combine une suraccumulation mondiale par rapport au taux de profit et une surproduction vis-à-vis des rapports de consommation qui présupposaient et découlaient de cette période d'accumulation. L'éclatement géographique de la configuration entre suraccumulation et surproduction est la forme même de la déconnexion entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail. L'ouvrier chinois ne peut pas être l'agent d'un marché intérieur, l'ouvrier américain est un consommateur sans rapport avec le paiement de sa force de travail (jusqu'à un certain point).

Durant tous les cycles d'expansion précédents, aux États-Unis, depuis 1962, la croissance redémarre avec un rapide essor de l'investissement fixe non-résidentiel. Ce n'est pas le cas en 2002. À partir de 2003, la hausse de la consommation par la dette se généralise, elle devient le moyen général par lequel les ménages sont capables de continuer à accroître leurs dépenses. C'est en 2003 que l'investissement résidentiel prend son envol puis se combine, comme nous l'avons signalé avec la brève reprise de l'investissement fixe non-résidentiel. Cette reprise de l'investissement est due à la remontée du taux de profit, provenant de l'écart entre la compression de la croissance des salaires réels et la croissance de la production par ouvrier.

Malgré la brève reprise des investissements, la dynamique majeure de la période demeure la croissance de la consommation par la dette. En 2005, année où le taux d'épargne des ménages américains devient négatif (moins 0,4 % du revenu), alors que le revenu disponible n'augmentait que de 1,4 %, les dépenses de consommation augmentaient de 3,5 %. Les taux d'intérêt, qui étaient demeurés très bas durant la période, autorisaient les ménages à rapidement accroître leurs dettes relativement à leurs revenus sans accroître exagérément le poids de leur remboursement. Mais, en 2005, les taux se retournent à la hausse et la charge de la dette augmente, faisant en outre obstacle aux possibilités de refinancement.

Toutes les contradictions se nouent après 2005 pour mener au déclenchement de la crise actuelle. D'abord la croissance de la consommation autorisée par la croissance de la dette alors que les salaires stagnent ou croissent faiblement ; ensuite la croissance de l'investissement fixe des entreprises autorisée par un taux de profit en légère augmentation après 2002, elle-même reposant sur la compression des salaires. Il y a simultanément suraccumulation de capital et surproduction de marchandises : suraccumulation parce que sous-consommation ; sous-consommation parce que suraccumulation. Les prolétaires ne consomment

jamais une partie de la plus-value comme le sous-entendent les théories sous-consommationnistes qui opposent la baisse ou la stagnation des salaires à la réalisation de la plus-value croissante qui en est le résultat. Le secret réside dans la trop grande transformation de revenu en capital constant par laquelle la production augmente en masse, alors le taux de profit baisse tendanciellement, ainsi que la capacité de consommation de la société. La consommation ouvrière est bloquée, par rapport à la production croissante, parce que trop de revenu a été transformé en capital constant (en fin de compte la production de moyens de production ne peut jamais qu'être au service de la consommation) ; trop de revenu a été transformé en capital constant parce que le but de la production capitaliste est la production maximale de plus-value et la réduction de la consommation ouvrière. Cette réduction bloque alors la reproduction du capital. La transformation d'une plus-value accrue en capital additionnel est simultanément bloquée, d'une part, par la faiblesse du degré d'augmentation de l'exploitation qui pourrait en résulter et, d'autre part, par le degré déjà atteint de la réduction de la consommation ouvrière qui ne pourrait se poursuivre que par une accélération de la transformation de revenu en capital.

Dans le mode de production capitaliste, la pauvreté du travailleur est un produit de l'accumulation mais elle lui fait simultanément obstacle. La constante réduction de la consommation ouvrière à un minimum fait elle-même obstacle à l'accumulation du capital, car, si elle accroît le taux de la plus-value, elle contrecarre l'augmentation de sa masse (qui est déterminante pour le taux de profit) en devenant un obstacle à la multiplication des travailleurs par la croissance de C qu'elle présuppose. Dans le capitalisme financiarisé, une telle chose s'actualise de la façon suivante. Le capital financier met en forme le taux de profit en jouant sur ses deux composantes : il crée une concurrence mondiale entre les travailleurs et établit une pression constante et *continue* à la baisse des salaires ; il impose, du fait de la rentabilité exigée, un frein à l'expansion des investissements. Nous avons donc une baisse de la valeur de la force de travail, une augmentation du taux de la plus-value, mais nous n'avons pas, pour la même raison, une augmentation au moins proportionnelle des journées simultanées de travail, qui ferait en sorte que le capital variable demeure au moins constant en masse. Les moyens mêmes mis en œuvre font que l'augmentation du taux de la plus-value entre en contradiction avec l'augmentation de la masse de la plus-value. La baisse de la consommation ouvrière devient un obstacle à l'accumulation. Accumulation et distribution se présupposent et se bloquent réciproquement. Dans les mécanismes de la titrisation des prêts immobiliers, des tendances déjà liées entre elles se nouent en contradiction : le rapport salarial, la financiarisation du capital, l'endettement, la contrainte sur les salaires, la place fonctionnelle particulière des États-Unis dans l'économie mondiale. Suraccumulation et sous-consommation se répondent. Fin 2005, l'économie américaine est entrée dans ce cercle vicieux. L'ultime épisode en a été le développement puis la crise des crédits *subprimes*.



REVENDIQUER POUR LE SALAIRE

« Jusqu'en 2005, nous avions un sentiment d'appartenance à ce groupe, et même une fierté. Aujourd'hui, tout ça est illusoire. Finalement, on se comporte comme on est considéré. Comme des mesures d'ajustement financier, pour que nos dirigeants puissent présenter des chiffres un peu plus intéressants aux investisseurs. »

Un salarié de STMicroElectronics, *La Provence*, 15 janvier 2009

SI, DE FAÇON GÉNÉRALE, dans le cycle de luttes actuel, la revendication n'est plus ce qu'elle était, c'est de façon spécifique que revendiquer pour le salaire prend maintenant une signification nouvelle. La revendication salariale est certainement devenue le terrain où, dans l'action du prolétariat, se prépare la production de l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure et cela *au plus intime d'elle-même* : le rapport salarial par lequel son existence physique/sociale de classe existe dans et dépend du capital.

Nous montrerons :

objet d'une double déconnexion, « revendiquer pour le salaire » est illégitime ;

1. cette illégitimité *enferme* la revendication dans la contradiction entre surtravail et travail nécessaire ;
2. cet enfermement est une crise du travailleur libre dont l'élément central est ce que nous appellerons l'achat global de la force de travail ;
3. la paupérisation absolue est le concept rendant compte de l'immédiateté de cet enfermement ;
4. enfin, telle qu'elle se construit dans son rapport au capital, la revendication pour le salaire peut être la dynamique d'une recomposition historiquement spécifique du prolétariat.

REVENDIQUER POUR LE SALAIRE EST ILLÉGITIME

Dans les luttes actuelles, dans l'activité du prolétariat, revendiquer et se heurter à sa propre existence comme classe comme étant la limite de son action ne sont plus les termes d'une alternative, termes exclusifs l'un de l'autre. Depuis longtemps déjà la lutte revendicative ne s'identifie plus aux gros bataillons syndicaux, à la légitimation réciproque de la classe ouvrière dans ses organisations et du capital comme terre nourricière du travail. Depuis

longtemps la lutte revendicative n'est plus la voie royale de la montée en puissance de la classe ouvrière se renforçant, s'unissant pour devenir « l'avenir du monde ». De son côté, pour la classe capitaliste, la grève revendicative n'est plus légitime dans un processus conflictuel interne et largement national d'accumulation appelé « fordiste », comme elle avait pu l'être. Il existe maintenant une intrication structurelle entre, d'une part, être en contradiction avec le capital, ce qui inclut la revendication et, d'autre part, se remettre soi-même en cause comme classe qui n'est rien d'autre que son rapport au capital (c'est dans cette intrication que se situent ce que nous avons appelés par ailleurs (TC 20) les *écarts* à l'intérieur de l'action en tant que classe entre n'avoir pour horizon que le capital et se remettre en cause en tant que classe). Dans les luttes actuelles, la revendication a de plus en plus de difficultés à ne pas être, en tant que telle, déstabilisée dans le cours même de la lutte et à produire les formes d'organisation qui lui correspondent sans que celles-ci soient contestées.

Les prolétaires ne trouvent dans le capital, c'est-à-dire dans leur rapport à eux-mêmes, que toutes les divisions du salariat et de l'échange et aucune forme organisationnelle ou politique, aucune revendication, ne peut plus surmonter cette division. Le prolétariat n'est rien en soi, mais un rien plein de rapports sociaux qui font que, contre le capital, le prolétariat n'a d'autres perspectives que sa disparition. La revendication ne construit plus un rapport au capital comportant la capacité pour le prolétariat de trouver en lui-même sa base, sa propre constitution, sa propre réalité, sur la base d'une identité ouvrière que la reproduction du capital, dans ses modalités historiques, venait confirmer. Le prolétariat reconnaît le capital comme sa raison d'être, son existence face à lui-même, *comme la seule nécessité de sa propre existence*. Le prolétariat voit son existence comme classe s'objectiver dans la reproduction du capital comme quelque chose qui lui est étranger et qu'il est amené à remettre en cause.

Cette intrication entre revendiquer et se remettre soi-même en cause comme prolétaires qui est caractéristique de ce cycle de luttes et qui se résume dans l'appartenance de classe comme limite générale de ce cycle, se retrouve de façon spécifique jusque dans la revendication par excellence : la revendication salariale. Là, la revendication ne disparaît pas, c'est en elle-même qu'il faut chercher son changement de signification.

Avec la crise du régime fordiste d'accumulation et son dépassement dans la restructuration du mode de production capitaliste au cours des années 1970 et 1980, lentement, dans le rapport entre prolétariat et capital, la revendication salariale devient illégitime et même « hors système ». (voir note 1)

Depuis plusieurs mois, en se limitant au cadre français, les conflits sociaux liés au pouvoir d'achat s'enchaînent à une cadence soutenue dans le secteur privé et le secteur public. Après la forte mobilisation des employés de la grande distribution lors de la « journée nationale d'action » qui s'est, en de nombreux lieux, poursuivie plusieurs jours (16 jours dans un hypermarché Carrefour de Marseille), le personnel de L'Oréal France a pris le relais lundi 18 février 2008. Des mouvements similaires se sont produits fin 2007, par exemple à Air France ou chez Conforama. La contestation s'amplifie et affecte des entreprises où la grève était une pratique quasi inconnue. Ainsi, les salariés des groupes de presse Moniteur puis Prisma viennent d'obtenir une augmentation après des arrêts de travail. Les salariés déclenchent spontanément des arrêts de travail, court-circuitant les syndicats, comme cela s'est produit en décembre 2007, dans un site de Darty à Mitry Mory (Seine et Marne). Chez L'Oréal, un délégué syndical CFDT reconnaît que les organisations ont été « débordées par la base » sur certains sites tant « le mécontentement et le sentiment d'injustice » étaient forts (*Le Monde* 20 février 2008). Mais, comme on l'a vu avec la grève de novembre 2007 à la

SNCF, le « débordement » prend des formes nouvelles qui ne sont plus les pratiques conflictuelles légitimant/délégitimant le syndicat comme représentant de la classe ouvrière, mais la forme de mouvement parallèle où chacun joue sa partition.

Le « sentiment d'injustice » dont parlait un représentant syndical dans l'article cité du *Monde* renvoie directement aux caractéristiques du capital restructuré et, par là, à la nature actuelle de la revendication salariale. Le « partage des richesses » de question essentiellement conflictuelle dans le mode de production capitaliste est devenue, en outre, *taboue*. « Certains groupes en bonne santé financière ont été confrontés à des conflits très durs, alors même que leur politique sociale paraissait correcte. Ainsi, en octobre 2007, les stewards et les hôtesses d'Air France ont fait grève pendant cinq jours bien que 80 % d'entre eux aient vu leur salaire augmenté de 16,6 % en moyenne entre 2003 et 2006, d'après la direction. Leur mécontentement se nourrissait d'une lassitude consécutive aux efforts qu'ils estimaient avoir consentis depuis une décennie pour contribuer au redressement de l'entreprise [...] Si la rémunération ne récompense pas ces sacrifices "l'idée d'un déséquilibre" peut très vite émerger. » (*Le Monde* 20 février 2008).

Mais ce n'est pas une « idée », c'est la caractéristique d'un changement structurel dans le mode d'accumulation et de reproduction du capitalisme. « J'ai attendu et j'attends encore quelque normalisation dans le partage du profit et des salaires car la part des salaires dans la valeur ajoutée est historiquement basse, à l'inverse d'une productivité qui ne cesse de s'améliorer [...] Ce découplage entre faibles progressions salariales et profits historiques des entreprises fait craindre une montée du ressentiment, aux États-Unis comme ailleurs, contre le capitalisme et le marché » (Alan Greenspan, ancien directeur de la Réserve fédérale américaine, *Financial Times* 17 septembre 2007, cité dans *le Monde Diplomatique* janvier 2008). D'après le FMI, dans les pays membres du G7, la part des salaires dans le produit intérieur brut a baissé de 5,8 % entre 1983 et 2006, au sein de L'Union Européenne cette part a chuté de 8,6 %, et en France de 9,3 % (Michel Husson : *La baisse tendancielle de la part salariale*, <http://hussonet.free>) ou 8,4 % selon l'Insee (qui ne calcule pas la part salariale par rapport au PIB mais sur la valeur ajoutée des entreprises non financières). Le PIB s'élevant en France à près de 1 800 milliards d'euros ce sont entre 120 et 170 milliards d'euros qui ont ripé de la rémunération de la force de travail à celle du capital.

La masse salariale a deux composantes (le salaire direct et les cotisations) : « Dans un premier temps, le salaire net a fait baisser la part salariale à un niveau qu'on ne peut plus faire trop descendre. Dans un second temps, la part des cotisations prend le relais » (Michel Husson, cité dans *le Monde Diplomatique* janvier 2008). Il faut en outre considérer que de telles statistiques ne s'occupent pas des inégalités croissantes dans la répartition des salaires (cadres supérieurs, dirigeants d'entreprise, stock options, etc.), mais seulement de la part de la masse salariale globale dans le PIB. C'est au début des années 1980 que ce basculement intervient : d'une part, avec la croissance du chômage et les restructurations en direction des pays à bas coûts de main-d'œuvre, des salaires ne sont plus versés et leur part dans le PIB se réduit « naturellement » ; mais aussi depuis 1980 « la proportion des travailleurs à temps partiel est passée de 6 % à 18 % de l'effectif salarié total et celle des autres formes d'emplois atypiques (intermittence, intérim, etc.) de 17 % à 31 % du salariat. » (*Le Monde* 30 novembre 2007). C'est en fait l'ensemble du rapport salarial qui est modulé par ces formes d'emplois « atypiques ». La précarité n'est pas seulement cette part de l'emploi que l'on peut qualifier *stricto sensu* de précaire. Intégrée maintenant dans toutes les branches d'activités, elle est bien sûr une « menace » sur tous les emplois dits « stables ». Les emplois stables

adoptent les caractéristiques de la précarité dont principalement la flexibilité, la mobilité, la disponibilité constante, la sous-traitance précarisant l'emploi même « stable » des PME, le fonctionnement par objectifs dans les grandes entreprises. La liste des symptômes de la contagion de la précarité sur les emplois *formellement* stables est longue.

Il y a une erreur à éviter, celle qui consisterait à simplement considérer cette attaque du salaire comme une constante linéaire du capitalisme allant en s'aggravant, sans tenir compte du fait que si le capital est valeur en procès et donc l'exploitation du travail sa définition même, la relation entre le capital et le travail, dans son procès d'ensemble de reproduction, est toujours historiquement spécifique. Dans la phase antérieure du mode de production capitaliste, cette exploitation produisait ses propres conditions d'effectuation alors optimales du point de vue même de la valorisation du capital. Cela comportait tout ce qui faisait de la reproduction du prolétariat une détermination de la reproduction du capital lui-même : service public, bouclage de l'accumulation sur une aire nationale, inflation glissante « gommant » l'indexation des salaires, « partage des gains de productivité ». De tout cela découlait une construction et reconnaissance légitime dans le mode de production capitaliste du prolétariat comme interlocuteur national socialement et politiquement, cela du point de vue même du capital. On ne peut se contenter de miser sur la dynamique des luttes salariales (ou de n'importe quelle autre type de luttes) en pensant que tout peut en sortir, les luttes salariales, comme les autres, appartiennent à des structures historiques qui les définissent ainsi que leurs acteurs et par là les possibles ou les trajectoires de leur dynamique.

Dans le capitalisme restructuré, la reproduction de la force de travail a été l'objet d'une *double déconnexion*. D'une part, déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail ; d'autre part, déconnexion entre la consommation et le salaire comme revenu.

Pour la première, là où il y avait une localisation jointe des intérêts industriels, financiers et de la main-d'œuvre s'installe cette disjonction au travers d'un zonage en abîme de l'espace de reproduction du capital (ce qui définit la mondialisation) où la reproduction du capital est unifiée mais pas celle de la force de travail. Dans ce zonage, unifié par le capital financier, la relation réciproque de stricte équivalence entre production de masse et modalités de la reproduction de la force de travail a disparu. La mise en abîme du zonage maintient malgré la rupture entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail, des marchés mondiaux en expansion et une extension planétaire de la main-d'œuvre disponible, cela en dehors de leur relation nécessaire sur une même aire de reproduction prédéterminée (cf. *La restructuration telle qu'en elle-même*).

Pour la seconde :

« Puisque l'exigence du rendement financier conduit les entreprises à comprimer les salaires réels relativement aux progrès de la productivité, le pouvoir d'achat salarial n'est pas suffisant pour créer une demande effective capable de soutenir le profit attendu. Certes les catégories supérieures de revenus sont une source de dépenses. Mais le nombre de consommateurs n'est pas assez grand pour entraîner une croissance globale vigoureuse. C'est la consommation du plus grand nombre qui doit être stimulée en dépit de l'augmentation trop faible des salaires. Cependant l'endettement de plus en plus élevé, favorisé par une politique de taux d'intérêt bas, permet que les dépenses agrégées des ménages augmentent plus vite que leurs revenus. Ces dépenses valident les profits des entreprises et font monter les prix des actifs, en tout cas certains prix d'actifs, de manière que la richesse des ménages progresse par rapport à leurs revenus. [...] On comprend donc que la régulation macro-éco-

nomique du capitalisme a profondément changé. Dans le régime de croissance dit fordiste, c'était une régulation par les flux. Le cœur en était la progression conjointe de la productivité et des salaires réels qui maintenait stable le partage primaire des revenus. Le crédit y jouait certes un rôle. Il pouvait provoquer un emballement conjoncturel de la demande par le financement du logement et des biens durables de consommation. C'est pourquoi les tensions dans ce régime de croissance entraînaient l'inflation combattue par des politiques monétaires restrictives, mais qui avait la vertu de dévaloriser les dettes. Il en résultait ainsi un cycle de la demande modulé par la variation du taux d'inflation.

« Dans le régime de la valeur actionnariale, la régulation passe par les marchés des actifs. C'est l'accroissement de la richesse des ménages, accompagnée d'une inégalité sociale grandissante, qui est le régulateur parce qu'il soutient la demande qui valide le rendement financier du capital. Mais l'accroissement de cette richesse n'est pas possible sans l'expansion du crédit qui élève les prix des actifs. C'est pourquoi les excès du crédit se répercutent sur les fluctuations des prix des actifs. Les tensions dans la régulation se manifestent par des crises financières, pas par des flambées d'inflation. La faible progression de la grande majorité des revenus salariaux d'un côté, les pressions déflationnistes sur les prix exercées par la concurrence des pays émergents de l'autre, verrouillent la propagation des tensions inflationnistes localisées. [...] La viabilité de l'endettement devient le point focal de ce mode de régulation dont la logique consiste à déplacer le risque macro-économique sur les ménages. [...] L'ensemble du système financier s'est adapté au fonctionnement d'une économie dans laquelle la dette des ménages est la source principale de la demande [s'était adapté, faudrait-il dire] » (Aglietta et Berrebi, *Désordres dans le capitalisme mondial*, Ed. Odile Jacob, pp. 56-57, 60, 62).

« La concurrence des pays émergents a transformé le mode de formation des prix sur les marchés des biens et du travail. Les entreprises ont perdu leur pouvoir sur les prix dans les marchés de leurs produits. Or la valeur actionnariale les force à accroître le rendement du capital. C'est pourquoi elles se retournent sur le marché du travail pour livrer une attaque féroce sur les coûts salariaux. On a montré que la conséquence est une déformation du partage primaire des revenus au détriment des salariés. Non seulement la part salariale a diminué tendanciellement, mais la répartition des revenus au sein des salariés est devenue de plus en plus inégalitaire. La valeur actionnariale impose ainsi sa logique à toute l'économie. En inversant les pouvoirs dans la gouvernance des entreprises, elle inverse aussi la répartition des risques. Au lieu que le profit soit la part fluctuante du revenu dans le cycle économique, ce sont les revenus des actionnaires qui sont protégés. Le risque est rejeté sur les salariés par la déconnexion des salaires et de la productivité, par le chômage et la précarité.

« Il se pose alors un problème de cohérence macro-économique. Pour maintenir un profit haut et régulier il faut une demande dynamique. Elle ne peut pas venir des pays émergents puisqu'ils sont en excédent structurel de leurs balances des paiements. Elle ne peut pas venir des revenus salariaux dont la croissance est faible. Elle vient des revenus distribués aux actionnaires et à l'élite dirigeante, mais la masse globale de ces revenus est insuffisante pour soutenir une demande agrégée en croissance rapide. La réponse à ce problème se trouve dans une autre dimension de la globalisation financière qui est la puissance d'expansion du crédit. Le capitalisme contemporain trouve la demande qui permet de réaliser les exigences de la valeur actionnariale dans le crédit aux ménages. Ce processus atteint son paroxysme aux États-Unis. » (*ibid.*, p. 63). Nous laisserons volontairement de côté le problème théorique de fond que pose la relation profit/demande/accumulation/reproduction dans le capitalisme restructuré (voir note 2).

Un tel système de relation entre revenu et consommation ne peut qu'être fondé sur d'énormes différenciations salariales et les renforcer, mais il ne faut pas oublier que les pauvres ne sont pas oubliés comme nous le montre la crise des subprimes et la montée des surendettements dans tous les pays. Dans la succession des crises financières qui, depuis une vingtaine d'années, régulent le mode de valorisation actuel du capital, la crise des subprimes est la première à avoir pour point de départ non pas des actifs financiers se référant à des investissements en capital mais à la consommation des ménages et plus précisément des ménages les plus pauvres. En cela, elle est une crise spécifique de la relation « salariale » du capitalisme restructuré.

« Trouver un succédané au salaire direct – dont on a bien compris maintenant que son augmentation n'était plus à l'ordre du jour – est déjà en soi une manœuvre frauduleuse, mais l'accomplir en exposant directement les salariés aux instabilités de la finance, et en tentant de les rendre solidaires de ce qui majoritairement les asservit, c'est beaucoup, un peu trop même » (*Le Monde diplomatique*, mars 2008). N'oublions pas que ce qui, en premier lieu, asservit le salarié, c'est le salaire, néanmoins ce serait passer à côté d'une transformation considérable que de ne pas tenir compte de ce que : « Pris dans l'étau de la concurrence qui ne fait diminuer les prix qu'à condition de réduire leurs salaires, dans la servitude de l'endettement, devenu aussi indispensable que le revenu pour vivre, les salariés ont, pour couronner le tout, la chance d'être tyrannisés à leur frais, puisque l'épargne qu'instrumentalise la finance actionnariale, celle qui réclame du rendement à n'en plus finir, c'est bien la leur. » (*ibid.*). Environ 1/3 des salariés américains travaillent pour des entreprises dont le principal actionnaire est un fonds de pension.

Il y a actuellement dans la revendication salariale une dynamique qu'elle ne pouvait avoir précédemment. Dynamique *interne* qui lui est donnée par l'ensemble de la relation entre prolétariat et capital dans le mode de production capitaliste tel qu'il est sorti de la restructuration.

Nous avons répertorié quatre points par lesquels nous pourrions définir cette dynamique actuelle de la revendication salariale : dans la relation salaire/profit/investissement/consommation, le salaire n'est plus un élément de la régulation d'ensemble du capitalisme ; il y a déconnexion entre reproduction de la force de travail et valorisation du capital ; il y a déconnexion entre revenu et consommation par l'implication financière massive des revenus salariaux (l'endettement et les fonds de pensions deviennent la parade à l'exclusion du salaire direct et indirect du mode de régulation) ; la segmentation de la force de travail devient fonctionnelle à ce régime des salaires. On peut ajouter qu'aucune résurrection des relations salariales telles qu'elles étaient dans les aires centrales du capital ne verra le jour dans le développement du salariat dans les pays actuellement dits « émergents » (l'exemple de la Corée qui s'en était approché est éclairant sur ce point, cf. Loren Goldner : *La classe ouvrière coréenne : de la grève de masse à la précarisation et au reflux 1987-2007*, dans le n° 23-24 de *Ni patrie ni frontières*, mars 2008 – voir note 3).

Ces quatre points nous permettent de comprendre ce que nous avançons au début : la revendication salariale a changé de signification. Au sommet du cycle de luttes précédent, les opéaristes voyaient dans la revendication salariale l'autovalorisation ouvrière et le refus du travail comme triomphe du « travail social ». Ce contenu n'était que le renversement contre le capital de l'importance du travail et de la classe ouvrière telle qu'elle était définie et confirmée dans cette première phase de la subsumption réelle. Il ne s'agissait pas seulement de plein-emploi, mais c'était la place que la reproduction du capital avait définie au travail

dans sa propre reproduction qui définissait la capacité pour le prolétariat à faire de cette place une arme contre le capital (voir note 4).

Actuellement, la revendication salariale retrouve un caractère central dans la lutte des classes. Bien sûr, le partage de la journée de travail entre travail nécessaire et surtravail est toujours définitoire de la lutte des classes. Mais maintenant, dans la lutte sur ce partage, c'est paradoxalement dans ce qui définit le prolétariat, au plus profond de lui-même, comme une classe de ce mode de production et rien que cela, qu'apparaît pratiquement et conflictuellement, dans le rapport même au capital qui le définit comme classe, que son existence de classe devient pour le prolétariat la limite de sa propre lutte en tant que classe. Dans le cours le plus trivial de la revendication salariale, le prolétariat voit son existence comme classe s'objectiver comme quelque chose qui lui est étranger dans la mesure où le rapport capitaliste lui-même le pose *en son sein* comme *un étranger*. Les quatre points exposés définissent la revendication salariale comme un système contradictoire : essentiel et déconnecté ; laminé comme revenu et central en tant que consommation et circulation financière ; unifié comme force de travail sociale mondiale et par là-même segmenté et zoné.

LA CONTRADICTION SURTRAVAIL/TRAVAIL NÉCESSAIRE

Revendiquer pour le salaire n'est pas en soi une « activité d'écart » mais certainement le terrain le plus général et le plus immédiat où peut s'annoncer la production de l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure. Revendiquer pour le salaire ne nous donnera pas une nouvelle unification de la classe *pour elle-même* face au capital car les contradictions internes qui l'animent ne peuvent plus fonder le salaire comme unité de la classe pour elle-même sans intégrer que non seulement le rapport salarial a toujours été une contradiction dans le capital mais encore que cette contradiction est devenu contradictoire à ce dont elle était la dynamique : l'accumulation du capital. Dans la revendication salariale telle qu'elle se définit maintenant, c'est l'objet comme totalité, le mode de production capitaliste, qui est en contradiction avec lui-même dans la contradiction de ses éléments, tant du côté du prolétariat que du côté du capital, parce que cette contradiction à l'autre est pour chaque élément une contradiction à soi-même. C'est à la contradiction entre travail nécessaire et surtravail que nous avons ici affaire. A la différence de l'apogée du cycle de luttes précédent, la nouveauté c'est que les transformations de la relation salariale font que la revendication salariale est *totale*ment immergée dans cette contradiction.

« Dans la production fondée sur le capital, l'existence du temps de travail *nécessaire* est conditionnée par la création du temps de travail *excédentaire*. [...] Comme nous l'avons vu, la loi du capital, c'est de créer du surtravail, du temps disponible. Il ne peut le faire qu'en mettant en mouvement du *travail nécessaire*, c'est-à-dire en procédant à l'échange avec l'ouvrier. Sa tendance est donc de créer le plus possible de travail, en même temps que de réduire le travail nécessaire à un minimum. Le capital s'efforce donc à la fois d'augmenter la population ouvrière et de rendre une partie de celle-ci surnuméraire et inutile jusqu'à ce que le capital puisse l'utiliser. [...] Mais le travail est et reste la présupposition, le surtravail n'existant qu'en fonction du travail nécessaire et dans la mesure où celui-ci existe. Le capital doit donc créer sans cesse du travail nécessaire pour en extraire du surtravail : il doit l'augmenter (d'où une multiplication des journées simultanées) pour accroître son excédent : mais il doit en même temps, abolir le travail nécessaire pour en faire du surtravail. [...] Mais, le nouvel excédent de capital ne peut être mis en valeur que s'il continue son échange avec du

travail vivant. Ainsi le capital s'efforcera d'augmenter la population ouvrière en même temps qu'il diminue constamment la partie nécessaire du travail de celle-ci (et en met une partie en réserve). [...] En même temps et à mesure que le capital crée du surtravail, il crée et abolit le travail nécessaire : le surtravail n'existe que dans la mesure où le travail nécessaire existe et n'existe pas » (Marx, *Fondements...*, Ed. Anthropos, t.1, p. 354-357).

« Si le *travailleur est libre*, c'est qu'il est déjà virtuellement un *pauvre*. [...] Si le capitaliste n'a pas besoin de son surtravail, l'ouvrier ne pourra effectuer son travail nécessaire ni produire ses moyens de subsistance. » (*ibid.*, t.2, p. 105)

« La force de travail ne peut effectuer son travail nécessaire que si son surtravail peut avoir une valeur pour le capital, si celui-ci peut le valoriser. [...] Le travail n'est nécessaire pour autant seulement qu'il est une condition de la valorisation du capital. Le rapport entre travail nécessaire et surtravail, tel qu'il est posé par le capital, se renverse donc : une partie du travail nécessaire – du travail reproduisant la force de travail – devient superflue, et cette force de travail devient un excédent par rapport à la population laborieuse qui n'est pas superflue, parce qu'elle reste nécessaire au capital. » (*ibid.*, p. 111)

En résumé, pour ce qui nous intéresse, il apparaît que la contradiction entre le surtravail et le travail nécessaire dans le capitalisme n'oppose pas deux termes existant chacun pour lui-même. La contradiction du travail nécessaire vis-à-vis du surtravail est une contradiction à lui-même : il n'existe que pour ne pas exister, il n'est la condition du surtravail que dans la mesure où le surtravail le supprime, le rend « superflu ». De même, le surtravail en rendant superflu le travail nécessaire le nécessite pour s'accroître. On pouvait, dans le cadre du programmatisme, fonder l'indépendance du « sujet prolétaire » (pour parler comme les opéraïstes) dans la lutte sur le salaire : le revenu ouvrier comme négation de toute complémentarité par rapport au capital, les ouvriers seraient à même de faire de leur conservation et reproduction une résistance irréductible et destinée à être victorieuse contre la valorisation, les ouvriers subvertiraient le capital par la part de revenu qu'ils s'approprieraient, par la transformation du salaire en « revenu ouvrier » dans une opposition irréductible à la valorisation du capital. Nous n'aurions là finalement que l'aboutissement du caractère social de la production et l'impossibilité de « mesurer le travail » nécessitant la « réappropriation de la richesse sociale ». Le travail aurait alors affirmé lui-même le caractère social de la production et, dans la lutte sur le salaire, la caducité de la loi de la valeur (l'impossibilité de faire de l'appropriation du travail d'autrui la base de la richesse). Une telle perspective ne suppose pas que l'implication réciproque contradictoire entre travail nécessaire et surtravail n'existe pas, seulement, dans la façon dont les termes étaient définis, la lutte de classe pouvait être la négation de cette implication réciproque contradictoire, pouvait avoir pour contenu et objectif de briser la chaîne qui relie les termes entre eux. Cela est terminé.

LA CRISE DU TRAVAILLEUR LIBRE

Sans reprendre ici toutes les transformations du marché du travail et des modalités de l'exploitation de la force de travail développées dans *La Restructuration telle qu'en elle-même*, nous n'en signalerons que quatre.

– *L'achat global de la force de travail*

La force de travail est présumée comme propriété du capital, non seulement formellement (le travailleur a toujours appartenu à toute la classe capitaliste avant de se vendre à tel ou tel capitaliste), mais réellement en ce que le capital paie sa reproduction

individuelle en dehors même de sa consommation immédiate qui pour chaque force de travail n'est que la manifestation de sa définition en tant que fraction, simple partie aliquote, de cette force de travail générale déjà propriété du capital. Le capital n'est pas soudain devenu philanthrope, dans chaque travailleur il reproduit quelque chose qui lui appartient : la force productive générale du travail devenue extérieure et indépendante de chaque travailleur et même de leur somme. Inversement, la force de travail directement en activité, consommée productivement, voit son travail nécessaire, lui revenant en fraction individuelle, défini non par les besoins exclusifs de sa propre reproduction, mais en tant que fraction de la force de travail générale (représentant la totalité du travail nécessaire), fraction du travail nécessaire global. *Il tend à y avoir péréquation entre revenus du travail et revenus d'inactivité* et institutionnellement contagion entre les deux.

Durant la première phase de la subsomption réelle, le capital s'est d'abord heurté à cette globalisation de la force de travail et du travail qui lui était nécessaire, il l'a d'abord divisée en catégories rigides, ne parvenant pas à l'intégrer, la consommer et la reproduire en tant que force de travail sociale même. C'est cette division même qui maintenant s'impose comme continuité dans *l'interpénétration de ses éléments*, il y a d'abord répulsion, exclusion entre ces diverses catégories, mais en même temps leur attraction mutuelle en tant que choses identiques finit par l'emporter.

- *L'excédent structurel mondial d'offre de travail* qui caractérise le marché mondialisé du travail : perte de tout pouvoir de négociation et de reconnaissance de la revendication comme socialement légitime et faisant sens dans la reproduction du capital (les États-Unis ont frisé dans la période récente une quasi situation de plein-emploi sans croissance salariale), mais aussi suppression de toute pertinence à la liaison entre la production, la productivité et la réalisation sur une échelle nationale ou même régionale.
- *Le caractère largement majoritairement contraint des dépenses ouvrières*, celles qui font dire « quand on a tout payé il ne reste plus rien » : en France, 75 % en 2006 contre 50 % en 2001, chiffres Insee (*Le Monde* 20 février 2008).
- *L'absorption*, au travers de la régulation de la consommation par toutes les formes d'endettement et de fonds, *de la petite circulation dans la grande circulation*. (voir note 5).
- La synthèse de ces quatre caractéristiques (y compris les dépenses contraintes de la consommation ouvrière) se situe dans ce mouvement paradoxal pour le capitalisme consistant à tendre à transformer le travailleur libre en esclave.

Dans la situation actuelle de son autoprésupposition, le capital « retourne », dans ses formes de développement les plus évoluées, à des formes de mobilisation de la force de travail reprenant les déterminations de l'esclavage (aucun pathos dans cette considération). À plusieurs reprises, Marx expose les conditions fondamentales de l'échange salarié.

« Les conditions fondamentales sont exprimées par le rapport originel lui-même : 1° il y a, d'un côté, la force de travail vivante sous une forme purement subjective, séparée des éléments de sa réalité objective, c'est-à-dire aussi bien des conditions du travail vivant que des moyens de subsistance pour maintenir en vie la force de travail ; bref, nous avons d'un côté la possibilité vivante du travail dans toute son abstraction.

2° Il y a, de l'autre côté, la valeur, ou le travail matérialisé. [...]

3° Il doit il y avoir entre les deux côtés un libre rapport d'échange – circulation monétaire – fondé sur la valeur et non sur un rapport de domination et de servitude ; en d'autres termes, il faut qu'il y ait une médiation entre les deux extrêmes [...] Comme il n'est pas

possible de s'emparer directement du travail d'autrui, il faut acheter la force de travail à l'ouvrier dans le procès d'échange.

Enfin, 4° le côté représentant les conditions objectives du travail en tant que valeurs indépendantes et existant pour elles-mêmes, doit avoir la *forme valeur* et avoir pour but l'autovalorisation et l'argent, et non pas la jouissance immédiate ni la création de valeurs d'usage. » (*Fondements de la critique de l'économie politique*, Ed. Anthropos, t.1, pp. 427-428)

Les deux premières conditions semblent d'abord subsister comme conditions fondamentales (1° la force de travail vivante sous une forme purement subjective ; 2° de l'autre côté, la valeur, ou le travail matérialisé), mais on peut contester la même qualité à la troisième condition : « il doit y avoir des deux côtés un libre rapport d'échange - circulation monétaire - fondé sur la valeur, et non sur un rapport de domination et de servitude ». Arrivé à un certain stade de développement du rapport d'exploitation comme autoprésupposition du capital, ce rapport fondé sur la valeur se trouve amené à reprendre les déterminations de domination et de servitude qui définissaient l'esclavage. Est-ce que nous n'en sommes pas à la possibilité de « s'emparer directement du travail d'autrui » quand les formes socialisées du salaire assurent une liaison entre le travailleur et la subsistance (RMI, ASS, impôt négatif, revenu garanti ...) ? Il faut considérer la formidable socialisation de la reproduction globale de la force de travail totale dans le lissage entre revenus d'activité et revenus de substitution comme une remise en cause par le capital lui-même, conformément à son nécessaire processus d'autoprésupposition, du « libre rapport d'échange » qui assure la médiation entre les deux premières « conditions fondamentales ». Remise en cause de cet échange libre que Marx considère comme une « formalité essentielle ». Dans certains cas extrêmes mais non atypiques ou marginaux, pour le « travailleur pauvre » français qui va au « Secours populaire » ou aux « Restos du cœur », ou pour l'Américain qui reçoit des bons de nourriture, la circulation monétaire est même, en partie, abolie.

Naturellement cette transformation de la troisième condition touche aux trois autres. Pour la première (la séparation du travail et des éléments de sa réalité objective) : au niveau des « moyens de subsistance pour maintenir en vie la force de travail ». La séparation tend à être abolie (esclavage), en « échange » d'une appartenance immédiate, d'une employabilité constamment présumée, d'une mobilisation constante de la force de travail individuelle, simple fraction aliquote de la force de travail globale. L'exploitation d'une force de travail *déjà vendue en totalité* (la somme des forces de travail individuelles et, dans le temps, la durée d'une vie productive) permet le découpage de son exploitation directe en fractions sécables à l'infini.

La vente par morceaux de la force de travail n'est vraiment qu'une forme phénoménale du salariat. L'ouvrier ne vendra sa force de travail à sa valeur qu'en considérant le cycle entier et sa moyenne entre les phases de prospérité et les phases de crise où son salaire baisse nécessairement ou même disparaît (une situation que les régulations du salaire tendent à faire disparaître, la tendance est plus aux « working poors » qu'au chômeurs totalement démunis). Cependant cette vente par morceaux est une forme phénoménale nécessaire : « L'esclave reçoit une quantité régulière et fixe de subsistances ; ce n'est pas le cas du travailleur salarié » (Marx, *Salaire prix et profit*, Ed. la Pléiade, t.1, p. 526). Le calcul de la valeur journalière de la force de travail comme réparation de l'usure proportionnelle de la force de travail représentée par l'espérance de vie active du travailleur fait augmenter cette valeur journalière avec l'augmentation de la longueur et/ou de l'intensité du travail dans la

journée; « L'intérêt même du capital réclame de lui une journée de travail normale ». Mais (à nouveau comparaison avec l'esclavage) la question devient celle de la possibilité du remplacement, du renouvellement. La vente journalière, hebdomadaire ou mensuelle de la force de travail est réglée sur la valeur totale (30 ans par exemple) de la force de travail, dont la vente par morceaux ne fait que réaliser une quote-part. Dans les États du sud des États-Unis l'exploitation d'un esclave était programmée sur sept ans.

Pour les deuxième et quatrième conditions, la force de travail étant toujours déjà achetée, la valeur qui lui fait face est elle aussi présupposée « faire de la valeur ». Elle est valeur parce que présupposée « autovalorisation ». Les deux conditions sont réunies et la valeur qui est « de l'autre côté » (travail matérialisé) fonctionne comme n'importe quel capital fictif (appropriation sur un revenu). Nous avons là un développement « naturel » du capital.

En effet, l'échange salarial est la médiation entre des éléments qui forment un tout, mais dont la séparation est poussée jusqu'à l'autonomie respective et la personnification. Il fait du capital une forme de circulation qui présuppose, elle-même, les extrêmes qu'elle relie (à la différence du simple échange de marchandises). Il s'ensuit que la 4^e condition n'est pas une simple glose sur la 2^e, elle nous indique l'englobement réciproque de la circulation et de la production. Il faut distinguer deux acceptions de l'échange (de la circulation) : d'une part, l'échange comme moment particulier du procès de reproduction, qui alors alterne avec la phase de production, d'autre part, l'échange en tant que forme du procès de reproduction comme par exemple dans des expressions comme « la production fondée sur l'échange ». Pour le capital, dès lors qu'on le considère dans son mouvement d'ensemble, la production inclut la circulation tout autant que l'inverse. « La circulation n'est qu'un moment de la production car c'est uniquement par cette dernière que le capital devient capital ; et, de même, que la production n'est qu'un moment de la circulation, si nous considérons celle-ci comme la totalité du procès de production. » (*Ibid.*, t.2, pp. 10-11). Ainsi, à la différence de la circulation simple, les éléments que la circulation médie ne lui sont plus extérieurs mais ses présuppositions et son résultat. Les moyens de production en tant que valeurs indépendantes et existantes pour elles-mêmes, sont alors constamment ramenés à leur nature de *forme-valeur* qui a pour but l'autovalorisation en tant que rapport nécessaire à la force de travail vivante. Le développement du capital implique qu'il crée à partir de lui-même les organes qui font encore défaut, ici une organisation du marché du travail, c'est-à-dire une médiation qui dans ses modalités immédiates mêmes ne soit que le mouvement des extrêmes dont l'unité est présupposée dans chacun. Le passage des « conditions objectives *en tant que valeurs indépendantes* (souligné par nous) et existant pour elles-mêmes » (2^e condition) à la « *forme-valeur* » (4^e condition) que Marx prend la peine de souligner n'est pas une redondance. La « forme-valeur » est la valeur en tant que forme du travail social qui n'a pas encore acquis une forme concrète et indépendante (la valeur d'échange), elle est *l'expression des rapports de production*, elle se différencie (abstraitemment) de la valeur comme grandeur déterminée (ce qui est précisément ce que Marx développe à propos de la deuxième condition).

La force de travail n'appartient plus à l'ouvrier « libre », c'est la condition fondamentale des modifications de l'ensemble du rapport. Le travailleur ne se comporte plus comme « sujet » vis-à-vis de l'activité de sa force particulière. Le travailleur n'appartient pas à un propriétaire particulier, mais sa force de travail appartient à l'ensemble de la classe capitaliste : la constitution de Sparte, dans laquelle l'esclave est une propriété collective, nous montre que cela ne contredit pas l'esclavage. Le « vaste choix ouvert à la liberté formelle de l'ouvrier » (*ibid.*, p. 428) a disparu. Le rapport de « libre-échangiste » qui était une « mystification »

et une « illusion » disparaît en tant que mystification et illusion. L'ensemble de la force de travail de la classe a été acheté et individuellement il n'y a aucun échappatoire à cet achat (dans les pays de capitalisme développé).

La condition fondamentale du capital, que l'on avait au départ, c'est-à-dire que la force de travail vivante soit propriétaire d'elle-même, s'est renversée, comme toutes les formes de propriété dans le mode de production capitaliste. Cette propriété « se transforme dialectiquement » en droit pour le capital de posséder la totalité, dans l'espace et dans le temps, de la force de travail, et en devoir pour le « propriétaire de la force de travail » de respecter sa capacité de travail comme une puissance appartenant à un autre. En achetant la force de travail, c'est-à-dire la capacité à créer la richesse qui devient la sienne et non plus celle du travail, le capital, d'emblée avait renversé le droit de propriété. Voilà que maintenant c'est cette capacité même, propriété de l'ouvrier, qui, conformément au développement du salariat, est la propriété du capital que le travailleur est tenu d'entretenir et de livrer quand le propriétaire la réclame. Le travailleur ne « conserve » plus sa force de travail « en l'aliénant », mais cette relation en elle-même porte son renversement, il l'aliène et par cela en demeure le « dépositaire ».

« L'emploi capitaliste du machinisme altère foncièrement le contrat dont la première condition était que capitaliste et ouvrier devaient se présenter en face l'un de l'autre comme personnes libres, marchands tous deux, l'un possesseur d'argent ou de moyens de production, l'autre possesseur de force de travail » (Marx, *Le Capital*, Ed. Sociales, t.2, p. 79). Si cette « altération » tient d'entrée à l'apparition du machinisme et de la grande industrie qui massifie la force de travail dont la reproduction est présupposée dans sa masse et dans ses divisions par la reproduction du capital, et si cette altération est intrinsèque à l'extraction de plus-value sous son mode relatif, elle ne se réalise qu'avec la restructuration actuelle : général intellect, achèvement du fordisme, segmentation de la force de travail, traitement de la totalité de la force de travail disponible comme travail nécessaire.

La force de travail qui fait face au capital, qui lui est « matière exploitable », est, avec la grande industrie, globale, universelle, massifiée, présupposée, produite et reproduite par le capital (bien que cela soit d'abord problématique), elle lui appartient même avant qu'elle soit « librement vendue » par son « possesseur », c'est là que réside l'esclavage. Mais pour cela, il faut tout le procès historique de la première phase de la subsumption réelle pour que le capital ait créé les conditions sociales et technologiques de cette appropriation qui est la tendance inhérente au machinisme et à la grande industrie, pour que le capital puisse réaliser organisationnellement et efficacement, rendre réel quotidiennement et pour chaque force de travail individuelle, qu'elle est déjà sa propriété, parce qu'elle est *réellement* déjà payée avant d'entrer, dans le procès de production, par fractions temporelles d'une même force de travail individuelle ou fractions de la force de travail globale à un moment donné. Dans un cas comme dans l'autre la fraction n'est qu'une partie aliquote d'une valeur totale qui est celle du travail nécessaire et que le capital paie de façon régulière (à échéances). C'est une altération globale du contrat qui est alors, avec la restructuration qui a eu lieu du début des années 70 au milieu des années 90, *réalisée*. C'est parce que c'est réellement le fondement de l'esclavage que l'on retrouve que les durées d'utilisation de telle ou telle force de travail, que la rotation des fractions embauchées, que les formes de paiement peuvent être fractionnées à l'infini : l'achat primordial a déjà eu lieu, l'acte de propriété a déjà été signé. Tout ceci implique naturellement le plein développement des conditions spécifiques de l'extraction de plus-value relative (c'est-à-dire la période antérieure).

« Le machinisme bouleverse tellement le rapport juridique entre l'acheteur et le vendeur de la force de travail, que la transaction entière perdit même l'apparence d'un contrat entre personnes libres. C'est ce qui fournit plus tard, au Parlement anglais, le prétexte juridique pour l'intervention de l'État dans le régime des fabriques » (*ibid.*, p. 81). Marx demeure, malgré son insistance, très évasif sur ce bouleversement, tout en y ajoutant cependant une détermination capitale: l'intervention de l'État. C'est l'intervention de l'État qui est le moyen terme entre les deux extrêmes qui sont la force de travail individuelle et la force de travail globale disponible, dont la première n'est plus qu'une partie aliquote dont toutes les déterminations (valeur, qualification...) n'existent pas en elle-même, de façon première, dans cette force individuelle, mais seulement en tant que fraction de cette force globale dont le capital, au travers de l'État, fixe socialement la reproduction, d'abord simplement formellement - règles d'utilisation - avant de la fixer réellement par son achat en gros. (voir note 6)

Il y a crise de l'ouvrier libre. Il est étonnant de retrouver, dans la situation de l'ouvrier précaire contraint au travail par une organisation coercitive étrangère, pour un salaire toujours identique et peu éloigné de ce qu'il touche en dehors de ses périodes d'activités, des déterminations qui sont celles de l'esclavage. L'ouvrier est-il toujours « propriétaire de sa force de travail »? En socialisant l'échange de la force de travail et sa consommation productive, le capital ne remet-il pas en cause son fondement, l'existence du travailleur libre? Souvent les modes de production se sont achevés dans la rigidification, l'institutionnalisation, de leurs catégories économiques et sociales (Dioclétien, Charlemagne).

En produisant du capital additionnel, le travail s'astreint lui-même à créer encore du capital additionnel, il s'agit alors de mettre en forme cette contrainte comme contrainte, de dépasser la situation formelle du contrat et de l'échange individuel. *Il faut briser l'apparence, même si ce n'était qu'une apparence, du contrat individuel; le premier moment de l'échange doit se hisser pour lui-même au niveau de son contenu (non pas un échange mais un rapport entre des classes), doit devenir formellement son contenu. L'autoprésupposition devient un processus qui n'est pas seulement un résultat, mais qui féconde, détermine et donne son contenu et impose sa forme à chacun de ses moments.*

Il faut que la contradiction entre le prolétariat et le capital soit parvenue au niveau de leur reproduction respective pour que la condition de l'appropriation nouvelle du travail d'autrui, soit tout simplement, à présent, l'appropriation passée de travail d'autrui, devienne la forme même de l'échange sur le marché du travail (globalement, la restructuration se définit comme la dissolution de tous les points de cristallisation du double moulinet de l'autoprésupposition du capital). Les échangistes n'apparaissent plus comme passant un contrat, cette idéologie est caduque au moment même où elle devient le terme (« le contrat ») qui recouvre une réalité qui n'a plus rien à voir avec elle, ni en réalité – ce qui était déjà le cas –, ni formellement, ce qui ne l'était pas. Cela signifie que la contradiction entre les classes se situe au niveau de leur reproduction respective, est abolie jusqu'à l'apparence de l'échange *individuel* et pour un *temps déterminé*. Si l'on considère que l'exploitation c'est la succession de trois moments (le face à face de la force de travail et du capital en soi et l'achat-vente de la force de travail; l'absorption du travail vivant par le travail objectivé dans le procès de production immédiat où se forme la plus-value; la transformation de la plus-value en capital additionnel), *l'autoprésupposition du capital existe pour elle-même dans chacun de ses moments, ou mieux, l'exploitation existe comme autoprésupposition dans chacun de ses moments* et non seulement comme principal *résultat* du procès de production capitaliste (ce n'était pas le cas auparavant, c'est une transformation substantielle).

Il ne subsiste même plus un « simulacre d'échange » : la classe ouvrière *manifestement* appartient à la classe capitaliste ; sa force de travail globale, *en extension* (somme des travailleurs) et *en durée* (la vie de travail - l'exploitation est dorénavant pensée sur la durée de la vie : formation, retraite, période de « chômage »... et durant les périodes d'activité, son exploitation est modulée sur des périodes de plus en plus longues) est a priori la propriété de la classe capitaliste. L'ouvrier individuel voit disparaître la « liberté » de vendre sa force de travail, il reçoit un *entretien* global. En tant que capital circulant, le capital variable s'apparente de plus en plus *formellement* au cycle des matières premières et auxiliaires (production en flux), *substantiellement* il n'entre pas dans le procès de production en tant que tel - sous la forme de sa valeur d'usage - s'y substitue la force de travail.

Le simulacre de l'échange reposait sur le fait que le capitaliste semblait donner en échange de la force de travail des valeurs lui appartenant (simulacre, car ces valeurs étaient le propre produit de l'ouvrier) ; l'ouvrier vendait, en personne libre, sa force de travail. Il n'a plus maintenant à se donner ce mal, sa force de travail est d'emblée présumée, et cela ouvertement comme appartenant à la classe capitaliste, qui la prend selon ses besoins. Il est remarquable que partout les systèmes d'organisation du chômage évoluent d'une situation de droits acquis à une situation de mobilisation de la force de travail : passage d'un système d'indemnisation des chômeurs à un système d'organisation de l'emploi. Même le simulacre de l'échange a disparu et cela des deux côtés.

Pour que « les présuppositions qui apparaissaient à l'origine comme les conditions de son devenir [...] apparaissent maintenant comme résultats de sa propre réalisation » (Marx, *Fondements...*, t.I, p. 423), il faut que le capital ait supprimé en lui-même l'autonomie conférée à la force de travail, la capacité de se rapporter à elle-même comme classe productive et comme propriétaire de la force de travail (il faut également que le capital ait supprimé les barrières à sa propre circulation qu'il avait lui-même élevées).

Si les travailleurs ne peuvent plus briser la chaîne qui relie entre eux les termes de l'implication réciproque contradictoire entre travail nécessaire et surtravail qui a pris les formes de l'esclavage, cela signifie que revendiquer pour le salaire (travail nécessaire) c'est directement présupposer, dans le maintien ou l'augmentation du travail nécessaire, la nécessité de la croissance du surtravail ... qui le supprime. C'est pour cela que, comme nous l'annoncions comme objet de ce texte, la revendication salariale est certainement devenue le terrain où se prépare la production de l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure et cela *au plus intime d'elle-même* : le rapport salarial par lequel son existence physique/sociale dépend du capital. L'exploitation, la relation médiate du travailleur avec ses conditions subjectives d'existence et l'extraCTION de surtravail dans la subsumption du travail sous le capital, est bien la contradiction entre le prolétariat et le capital parce qu'elle est, dans le mode de production capitaliste lui-même, une contradiction c'est-à-dire pour elle-même. Le rapport salarial dont l'essence en mouvement est la contradiction entre le surtravail et le travail nécessaire est lui-même dans ce mode de production dont il est un des deux rapports sociaux de production fondamentaux une contradiction pour celui-ci : la limitation du capital est précisément ce rapport contradictoire, cette lutte de classes. Tout son développement s'effectue de manière antagonique, comme aliénation du travailleur qui se comporte vis-à-vis des conditions produites par lui-même comme vis-à-vis d'une richesse étrangère et de sa pauvreté à lui. Mais encore faut-il que la contradiction apparaisse dans la vie même des deux classes qui se font face dans ce mode de production.

LA PAUPÉRISATION ABSOLUE

La forme la plus immédiate de la contradiction entre le travail nécessaire et le surtravail dans ses conditions actuelles est la *paupérisation absolue* (nous n'aurons ici qu'à résumer les pages de *Travail salarié et capital* – 1849) qui pour une longue période historique était tombée en désuétude).

La croissance du capital de la société entraîne une augmentation de la concurrence entre capitalistes ce qui entraîne une augmentation de la productivité du travail (division du travail, machinisme), mais aucune division du travail, aucun stade du machinisme n'est un stade acquis, stable. La division du travail rend alors le travail plus intense, ce qui à son tour rend superflue une fraction de la classe ouvrière, ce qui entraîne un accroissement de la concurrence entre travailleurs (une nouvelle sorte de concurrence, une concurrence perpétuelle, en mouvement, déterminant le flux d'entrée et d'exclusion du procès productif, comme flux justement). L'augmentation de la division du travail provoque la simplification du travail qui cause la baisse du salaire. L'ouvrier sauvegarde la masse de son salaire en travaillant davantage (Marx/Sarkozy), mais plus il travaille, moins il reçoit en salaire, car il fait concurrence à ses compagnons de travail.

Le machinisme produit les mêmes effets mais à une échelle beaucoup plus grande, les ouvriers habiles sont remplacés par des peu qualifiés, les hommes par des femmes, les adultes par des enfants, les Américains par des Mexicains, les Mexicains par des Chinois, les Chinois par des Vietnamiens. La guerre entre capitalistes se gagnent en congédiant les armées de travailleurs. Les travailleurs doivent trouver à s'embaucher dans de nouveaux secteurs, en général, c'est d'autres parties de la classe laborieuse qui sont embauchées, d'où la nécessité de traiter la force de travail comme une totalité, car c'est ainsi qu'elle est reproduite et tourne dans le procès de travail, dans la multiplicité et le renouvellement du procès de travail.

Le travailleur qui trouve à se réembaucher, ou les jeunes qui pénètrent alors dans le procès de production, seront payés « plus bas, plus mal ».

Le remplacement, rendu possible par la machine, de l'homme adulte qualifié par la femme et les enfants, entraîne une baisse du salaire nominal individuel (et du salaire réel) ; mais aussi et encore plus important : « il faut à présent que quatre fois plus de travailleurs qu'auparavant consomment leur existence à gagner le salaire nécessaire à leur famille ». (*Travail salarié et Capital*, Ed. la Pléiade, t.I, pages 221 à 228). (voir note 7)

UNE « RECOMPOSITION » DE CLASSE

Si nous utilisons le terme de « recomposition » entre guillemets, c'est que celle-ci n'est pas une condition préalable d'une montée des luttes et d'un approfondissement de celles-ci préparant une activité révolutionnaire. Elle ne pourra s'effectuer qu'au travers de la multiplication des activités d'écart au cours de ces luttes et s'identifier à la remise en cause de la classe dans sa propre action contre le capital.

Dans le n°19 de *Théorie Communiste*, nous écrivions : « Être en contradiction avec le capital, c'est, pour le prolétariat être en contradiction avec son existence comme classe. Il ne s'agit pas d'un simple changement de forme et même de contenu, mais d'une transformation de la composition de la classe ouvrière et donc de sa pratique. *Le nouveau cycle de luttes n'est pas un miracle structuraliste*, mais l'action d'une classe ouvrière recomposée. Il s'agit de la disparition des grands bastions ouvriers et de la prolétarianisation des employés, de la ter-

tiarisation de l'emploi ouvrier (spécialistes de l'entretien, conducteurs d'engins, chauffeurs routiers, livreurs, manutentionnaires, etc. - ce type d'emploi est maintenant majoritaire chez les ouvriers), du travail dans des entreprises ou des sites plus petits, d'une nouvelle division du travail et de la classe ouvrière avec l'externalisation des activités à faible valeur ajoutée (travailleurs jeunes, payés au smic, souvent intérimaires, sans perspective professionnelle), de la généralisation des flux tendus, de la présence de jeunes ouvriers pour qui la scolarisation a rompu le fil des générations et qui rejettent massivement le travail en usine et la condition ouvrière en général, des délocalisations, de la segmentation mondialisée de la force de travail, de son emploi, de sa reproduction.

Face à l'action ouvrière le procès de travail capitaliste est devenu réellement beaucoup plus fragile, mais il faudra qu'au cours de ce nouveau cycle de luttes s'effectue une recomposition de la classe autour de ces nouvelles figures du travailleur taylorisé sur l'ensemble de la société en liaison intrinsèque avec les luttes sur les modalités nouvelles de la reproduction (précarité, chômage, flexibilité, mobilisation extensive), pour que cette fragilité devienne la réalité de luttes ouvrières massives et récurrentes. Ce n'est pas la figure du précaire, en tant que position sociale particulière, qui, en elle-même, est la nouvelle figure centrale de la recomposition ouvrière, c'est cet ouvrier socialement taylorisé (le taylorisme s'est étendu à l'ensemble des activités et de la vie ouvrière, le taylorisme est le système social de la production et de la reproduction) et par là même contaminé par toutes les caractéristiques de la précarité. Processus long et difficile qui passera par des phases et des *circonstances* imprévisibles, car la nature même de cette recomposition contient son contraire dans la fragilisation individuelle des prolétaires, leur plus grande substituabilité et l'affaiblissement de la force que représentait face au capital la qualification professionnelle (cette relation bizarre, mais longtemps efficace, entre l'OS et l'OP), et l'existence d'une identité ouvrière. Mais c'est dans cette difficulté même que réside l'espoir et la possibilité d'une lutte contre le capital qui soit immédiatement l'abolition de toutes les classes. [...] Quand le rapport contradictoire entre le prolétariat et le capital ne se définit plus que dans la fluidité de la reproduction capitaliste, le prolétariat ne s'oppose au capital que dans le mouvement où il est lui-même reproduit comme classe. Cet affrontement du prolétariat à sa propre constitution en classe est maintenant le contenu de la lutte de classe et *l'enjeu* de celle-ci est la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe et de toutes les classes. ».

Nous pouvons maintenant ajouter que revendiquer sur le salaire sera le fondement de cette recomposition, recomposition qui dans son fondement même ne sera pas une agrégation mais la remise en cause par le prolétariat de son existence de classe dans sa contradiction avec le capital.



NOTE 1

École de la régulation

Employant plusieurs fois des termes issus de « l'École de la régulation », il est bon de présenter à grands traits celle-ci.

Le terme de régulation (issu de la biologie) a été introduit en économie, au début des années 1970, par Gérard de Bernis qui se sépare de l'école marxiste dite « conventionnelle »

représentée par Paul Boccara et la théorie du « capitalisme monopoliste d'État ». Il s'agit pour les premiers « régulationnistes » (de Bernis, Aglietta, Coriat, Lipietz, Boyer...) de fournir des explications *spécifiques* des crises *historiques*. Ils reprochent à Boccara une approche en termes de suraccumulation/dévalorisation peut-être juste mais trop générale et mettant l'accent de façon unilatérale sur les formes de concurrence et de centralisation financière au détriment des rapports de travail qui ne jouent pas le rôle central dans l'explication des crises. Sans adopter le concept de « capitalisme historique », leurs travaux sont influencés par l'approche historique de Wallerstein et Braudel. Le livre « fondateur » est celui d'Aglietta *Régulation et crise du capitalisme* (Calman Lévy, 1976), issu de sa thèse de 1974.

Dans un texte de 1995, Alain Lipietz écrit : « Nous étions pour la plupart polytechniciens, hauts fonctionnaires du puissant appareil planiste d'expertise économique de l'État développementaliste fondé par Vichy et magnifié par les cadres keynés-marxistes issus de la Résistance. [...] La régulation est née entre communisme et maoïsme à la française, ce mélange spécifique de pensée d'André Gorz et d'opéraïsme italien. [...] Nous étions les fils rebelles d'Althusser : nous avions appris à reconnaître derrière l'anarchie grouillante des actes d'échanges économiques, la reproduction du face à face entre les classes, exploités et exploités [...] pour rompre avec cette hypostase de la structure, il fallait retrouver la contradiction marchande, retrouver l'autonomie des sujets, y compris les entrepreneurs. ». Après 1983 (la rigueur), « il fallut rentrer dans le rang » (*ibid.*), sauf lui, bien sûr, qui est entré... chez les « Verts ».

En gros, l'idée de base de *l'École de la régulation* est que dans la société capitaliste, il y a en œuvre des forces essentiellement divergentes, mais certaines normes sociales, certaines institutions, certaines régularités font quelquefois converger ces forces. Bien que le capitalisme soit constitué et structuré par des forces essentiellement antagonistes, pendant certaines périodes, des institutions adéquates si elles sont trouvées, sont en mesure de maintenir une certaine cohérence d'où peut naître la croissance. La longue période de croissance de l'après Seconde Guerre est l'objet d'étude essentiel des « régulationnistes », ils forgeront pour caractériser cette période le concept de « fordisme » (repris de Gramsci). Le fordisme, c'est d'un côté la ligne de montage, une machine formidable de dégagement de gains de productivité et d'extraction du surtravail. Mais d'un autre côté, le fordisme est aussi un « principe de contractualisation entre syndicats et patrons permettant d'établir des règles de partage des gains de productivité, se traduisant notamment par des hausses systématiques et anticipées du pouvoir d'achat des salariés. Plus généralement sont désignés aussi comme fordien tous les systèmes des conventions collectives dès lors qu'ils permettent, de manière négociée, d'obtenir un partage et une diffusion des gains de productivité entre partenaires sociaux et secteurs de l'économie sociale. Ainsi grâce à des formes économiques et non économiques, les deux dimensions "production" et "demande" peuvent être reliées dans une dynamique cohérente, pour constituer le cœur de ce que l'on a désigné comme les "cercles vertueux", si caractéristiques de la croissance fordienne. » (Coriat, 1995). Le fordisme c'est « la poignée de main visible ».

La doctrine est articulée autour de deux concepts de base : le « régime d'accumulation » qui exprime les modalités par lesquelles la section I (biens de productions) et la section II (biens de consommation) sont articulées entre elles ; le « mode de régulation » qui est l'ensemble des codifications des rapports sociaux fondamentaux qui, relayant et redoublant les modalités réelles de dégagement, de partage et de diffusion des gains de productivité, assurent sur le long terme la reproduction de la société dans son ensemble. A la fin des années

1960, avec l'épuisement des gains de productivité, le blocage des institutions de conciliation, la révolte des OS, la montée de l'inflation, le poids des dépenses sociales, l'internationalisation des firmes, le « mode de régulation » entre en crise. Depuis les régulationnistes sont à la recherche du nouveau « mode de régulation » dont le fordisme demeure le paradigme.

Sans se confondre avec le keynésianisme, la filiation de *l'École de la régulation* par rapport à ce dernier est importante en ce qui concerne la considération du salaire, du point de vue de l'ensemble des patrons, comme coût et comme *investissement*. La référence au New Deal américain des années 1930 est également fondatrice.

Pour une critique rapide de *l'École de la régulation*, cf. *Théorie Communiste* 19, p. 17 à 26.

NOTE 2

Crise : taux de profit/demande

Dans le mode de production capitaliste, la crise est, dans son concept, *pénurie de plus-value*. C'est parce qu'elle est pénurie de plus-value que la crise apparaît comme surproduction par rapport à la demande effective. En effet, l'augmentation de la force productive du travail ne croît pas dans le même rapport que le surtravail, alors que la masse des produits, quant à elle, croît dans un rapport identique à celui de la force productive, la croissance du surtravail n'affecte que la partie nécessaire de la journée de travail : plus celle-ci est déjà minime, moins la croissance de la force productive aura un effet significatif sur la croissance du surtravail (si le travail nécessaire ne représente qu' $\frac{1}{4}$ de la journée de travail, le doublement de la force productive fera croître le surtravail d' $\frac{1}{8}$, plus le surtravail est déjà grand moins sa croissance est rapide pour un même doublement de la force productive du travail, la plus-value – forme monétisée du surproduit résultant de ce surtravail – se rapportant au capital total engagé, le taux de profit baisse en fonction de la baisse du travail nécessaire que la croissance du surtravail entraîne pour une même unité de capital). Par là, la pénurie de profit devient une crise de surproduction. Mais la surproduction qui apparaît comme surproduction de marchandises par rapport à la demande effective est alors une surproduction de capital par rapport aux capacités de valorisation (la cause essentielle de la crise ne se perd pas dans sa « manifestation »). La surproduction de capital ne signifie rien d'autre que surproduction de moyens de production (moyens de travail et subsistances) pouvant exercer la fonction de capital, c'est-à-dire susceptibles d'être utilisés pour exploiter le travail à un degré d'exploitation donné. Le procès se déroulant au niveau de la reproduction du capital apparaît comme une démonétisation du capital marchandise et comme blocage au niveau du marché et pour chaque capital comme une simple limite de la demande. Pour chaque capital, la solution apparaît résider dans l'élargissement de sa part de marché afin de s'emparer d'une portion supplémentaire de surtravail social devenu globalement insuffisant. En outre, tous les obstacles dressés par la baisse du taux de profit (accompagnée d'une augmentation de la composition organique et de toutes sortes d'effets de rente) à la création de capitaux additionnels et donc à l'élargissement de la circulation nécessaire à la réalisation de cette partie du produit total que constitue la plus-value donnent aux origines mêmes de la crise l'allure de surproduction de marchandises.

Les problèmes de réalisation sont donc la conséquence, la forme de manifestation, des problèmes liés au taux de profit. La question que pose le capitalisme dans sa phase actuelle

est d'avoir de façon concomitante des taux de profits élevés et des problèmes structurels de réalisation et même (peut-être) l'un pouvant expliquer l'autre (et réciproquement).

NOTE 3

Corée du Sud

« En 1997-1998, la crise financière asiatique força la Corée du Sud à passer sous la tutelle du FMI, ce qui accéléra considérablement la précarisation de la classe ouvrière coréenne, précarisation qui avait été la principale riposte capitaliste aux avancées de la fin des années 1980. Aujourd'hui, au moins 60 % de la main d'œuvre vivent dans la précarité la plus brutale. Soumis aux licenciements instantanés, les travailleurs précaires touchent des salaires et des avantages sociaux qui sont au moins inférieurs de moitié à ceux des travailleurs fixes (10 % de la population). Les vestiges bureaucratiques des syndicats démocratiques radicaux du début des années 1990 ne sont plus aujourd'hui que des organisations corporatistes représentant cette élite de la classe ouvrière, et *autant de luttes ont éclaté entre les travailleurs fixes et les travailleurs précarisés qu'entre l'ensemble des ouvriers et le capital lui-même* [souligné par nous]. » (Loren Goldner, *op.cit.*)

NOTE 4

L'opéraïsme (Negri) et la lutte sur le salaire

Pour l'opéraïsme, les luttes ouvrières de la fin des années 1960 et du début des années 1970 sortent de la « vieille » problématique du mouvement ouvrier de la lutte pour le salaire comme lutte se référant à la « valeur du travail », forme nécessaire revêtue par le salaire. Il s'ensuit que la lutte *pour* le salaire devient une lutte *sur* le salaire, elle perd sa fonction dynamique dans la reproduction et le développement du capital, elle brise alors ce que les opéraïstes appellent « le plan ». D'autre part, l'ouvrier de la chaîne se reconnaît comme étranger à l'usine, comme n'étant pas « le producteur », c'est le renversement politique d'une défaite.

« La reprise par la classe ouvrière du terrain salarial choisi par les patrons au début du siècle, la reprise aussi de l'attaque contre la qualification - mais une attaque conçue cette fois ci comme exigence du droit au revenu, au salaire détaché de la productivité - a entraîné la lutte par tous les moyens, contre la valeur du travail, de ce travail abstrait que la compréhension ouvrière peut désormais saisir dans toute sa clarté et dans toute sa nudité. C'est cela le sentiment précis de l'ouvrier qui lutte en dehors du syndicat : s'il lutte en dehors du syndicat, *c'est parce qu'il lutte en dehors du développement*, parce qu'il manifeste ainsi sa propre étrangeté, son désintérêt aussi bien pour le processus productif que pour les nécessités du développement.

« Interpréter autrement les luttes sur le salaire signifie être dans l'impossibilité d'expliquer la donnée fondamentale de ces luttes : l'autonomie. Si les ouvriers luttaient sur le salaire sans mettre en question le développement, sans vouloir casser la valeur du travail et les catégories, ils l'auraient fait dans la cage dorée des syndicats. Et ici personne ne doit nourrir d'illusions velléitaires : à l'intérieur de la négociation syndicale pour des objectifs compatibles avec le développement, les ouvriers savent par expérience qu'il est possible de gagner. Mais c'est justement parce que les luttes sont contre ce type de "victoires temporaires" et ne

doivent plus être encore une fois l'élément moteur du développement capitaliste, parce que les ouvriers ont reconnu qu'ils avaient des intérêts à part, bien à eux, que l'insubordination autonome et partisane des ouvriers saute à la gorge de la société capitaliste. » (Negri, *Les ouvriers contre l'État, refus du travail*, publié en France par « Matériaux pour l'intervention » en 1973, p. 65).

Dans ces luttes, telles que les opéraïstes les analysent, le « travail » se définit comme ce qui est refusé dans la lutte sur le salaire, c'est-à-dire comme ce qui a une valeur dans le salaire. L'ouvrier cassant la « mystification » de la « valeur du travail », revendique sa reproduction en dehors de toute référence au développement du capital (le plan, dont sa lutte *pour* le salaire fait partie), à partir de ses besoins. C'est en cela que, pour Negri, le « salaire garanti » est un refus du travail. Les conflits programmés entre État et syndicats ne parviennent plus à canaliser les besoins matériels de la classe ouvrière dans une adhésion quelconque aux impératifs du développement. Dans les luttes salariales, la classe ouvrière refuse alors de se définir dans le cadre du travail, c'est-à-dire de quelque chose qui n'existe que défini par le capital comme ce qui a une valeur dans le salaire. Les besoins ouvriers ne sont pas négociables et l'arme salariale définit les contours concrets de l'autonomie ouvrière comme un refus du travail.

« En 62 en Belgique, 63 en France, 64 en Italie, 67 en Allemagne, dans toute l'Europe en 68-69, les luttes ont provoqué une formidable poussée des salaires. Cette pression ouvrière s'est exercée sur le salaire quantitatif, le salaire monétaire, et à l'enseigne de la spontanéité des années 60, les ouvriers n'ont pas perdu leur temps pour "qualifier politiquement" les différents aspects du salaire. Ils ont dépassé d'un seul coup la notion du salaire comme reproduction de la force de travail pour saisir immédiatement le salaire comme coût politique du travail et comme revenu. Dans les pays à capitalisme mûr, cette phase de la lutte a vu les ouvriers utiliser l'arme du salaire en *affirmant leur domination sur le processus de production de la plus-value* (souligné par nous), en exerçant une pression de masse *sur et dans le développement* (souligné par nous). Il faut remarquer qu'il ne s'agit plus de luttes *pour* le salaire mais *sur* le salaire, sur le terrain salarial compris comme un moment très concret dans la concurrence ouvriers-capital sur le plan du travail. » (*ibid.*, p. 71). De ses luttes naît la nécessité du pouvoir ouvrier : « Pouvoir d'abord dans le cycle capitaliste de développement pour expérimenter et construire le terrain du pouvoir ouvrier tout court. Ce pouvoir ouvrier commence là où finit le chantage du salaire, là où l'obligation "socialiste" du travail comme unique "liberté" ouvrière fait place à la dictature des prolétaires sur le travail utile et nécessaire (...). » (*ibid.*, p. 72). La classe ouvrière affirme sa puissance acquise dans le développement capitaliste (et surtout cette identité ouvrière que la reproduction du capital avait confirmée à l'intérieur d'elle-même) non en s'emparant des moyens de production, en généralisant sa condition, en développant la valeur comme un mode de production, mais en « refusant de produire le capital ».

Pour les luttes ouvrières, le grand danger serait de prendre la voie « socialiste » de la « juste évaluation de chaque travail », car là on reviendrait en deçà du point de départ fourni par le développement capitaliste lui-même. « Dans un cycle de développement capitaliste, où il apparaît de plus en plus clairement que si le salaire doit à tout prix être lié à la productivité, celle-ci tend à être comprise comme productivité moyenne nationale, et non pas comme celle de chaque travail en soi ; à partir de ce niveau d'acceptation capitaliste du travail comme travail social, s'ouvre et s'est ouvert pour la classe ouvrière un énorme espace politique d'intervention, pour la recomposition, et la massification d'objectifs qui

se retournent contre le plan du développement : augmentations égales pour tous, tous les objectifs sur les salaires et les horaires résumés par le salaire politique, c'est-à-dire en fin de compte *la possibilité de renverser le travail abstrait contre le développement du capital* (souligné par nous), dans un salaire dégagé de la productivité. (...) Ce que le capital développé a été capable d'assimiler, ce que la classe a très bien compris et utilisé, seuls les planificateurs socialistes, les syndicalistes et les politiciens de la tradition ouvrière ne l'ont pas compris. Ils sont restés seuls, en compagnie d'une science capitaliste de mauvaise foi, à croire qu'ils pouvaient mesurer "la valeur du travail", ce qui les oblige à chercher un juste prix pour chaque activité dans laquelle se consomme la force de travail ; (...). Pour qui regarde le rapport productif bien en face, comme le font la classe et le capital, et pas de biais, comme c'est le cas pour les idéologues, il est désormais clair que le travail vivant consommé dans le procès productif ne "fait" ni des voitures, ni des gâteaux, ni des chaussures, ni des brosses à dents, mais fait du *travail*. Le travail social dans sa généralité, dans sa mobilité extrême, chaque marchandise spécifique n'étant que le produit du travail social global, est aussi marchandise générique dans la compréhension de l'ouvrier qui le voit comme richesse sociale dans son ensemble, richesse sociale et aussi somme d'appétits à satisfaire, et non plus comme travail déterminé. » (*ibid.*, p. 76).

Ici, la lutte sur le salaire devient affirmation ouvrière du travail social. Le travail social serait le dépassement du capital car celui-ci ne peut connaître que le travail défini comme ce qui a une valeur, or dans le travail social la « valeur du travail » « disparaît ». À cette lutte sur le salaire la classe capitaliste a répondu par une restructuration qui fit de la mobilité, de la précarisation, de la flexibilité et du chômage la mise en forme même de la classe ouvrière vis-à-vis du capital, car ces luttes avaient pour fondement *la même identité ouvrière* (retournée contre le capital mais non dépassée, contrairement à ce que croyaient les opéaristes) que celle qui fondait « le mouvement ouvrier officiel ». Ces luttes n'étaient par là que l'expression pratique des limites d'un cycle de luttes dont la dynamique essentielle était en dehors d'elles dans ce « mouvement ouvrier » et dans l'auto-organisation, ces luttes n'étaient que l'expression de l'échec de ce « mouvement ouvrier », des impasses de ce cycle, elles faisaient partie du même monde.

NOTE 5

Petite circulation

« Au sein du procès d'ensemble de la circulation, nous pouvons distinguer la grande et la petite circulation. La première embrasse toute la période depuis le moment où le capital sort du procès de production jusqu'au moment où il y retourne. La seconde est continue et se déroule en même temps que le procès de production : elle porte sur la partie payée en salaire et échangée contre la force de travail. » (Marx, *Fondements...*, t 2, p. 188).

« Dans cette circulation, le capital rejette du travail matérialisé pour s'assimiler la force de travail vivante, son oxygène. La consommation de l'ouvrier reproduit celui-ci en tant que force de travail vivante. Étant donné que la reproduction de l'ouvrier est une condition pour le capital, la consommation de l'ouvrier apparaît comme reproduction, non pas directement du capital, mais des rapports qui seuls le mettent en état d'être du capital. La force de travail vivante fait partie des conditions d'existence du capital au même titre que la matière première et l'instrument. Le capital se reproduit donc sous une forme double, la sienne propre,

et celle de la consommation de l'ouvrier, mais seulement pour autant qu'elle reproduit sa force de travail vivante. » (Marx, *ibid.*, p. 191).

Actionnariat salarié.

« L'actionnariat salarié veut nous faire travailler à crédit, puisque le système reporte dans le futur (dix à quinze ans) le paiement du travail effectué » (*Échanges* n° 94, p. 43). Mais on travaille toujours à crédit. L'actionnariat salarié constitue pour l'entreprise des fonds de roulement, mais ce n'est jamais le capitaliste qui fait l'avance, qui paierait les salaires avant d'avoir vendu la production réalisée par les salariés, car il a vendu la production précédente. C'est toujours le salarié qui fait l'avance de son travail. Ce n'est pas là une simple remarque relative à de la comptabilité, mais cela met en jeu la conception même du rapport de production qu'est le capital. Le capitaliste ne devient pas tel parce qu'il dispose d'un « fonds d'entretien », mais par la séparation du travail et de ses conditions et le renouvellement constant de cette séparation. (Marx, *Le Capital*, Ed. Sociales, t.1, p. 177 et surtout *ibid.*, t.3, p. 11). Il faut dépasser les illusions de la circulation et la formalité du contrat d'achat-vente de la force de travail, le juridisme de la relation entre un ouvrier et un capitaliste qui n'est pas un « contrat » ni même un rapport entre échangistes mais une relation entre la classe ouvrière et la classe capitaliste.

L'actionnariat salarié concernait 700 000 salariés actionnaires en 1997, un million en 2000. Les Fonds communs de placement (FCP) regroupaient 88 milliards de Francs en 2000. Il ne faut confondre l'actionnariat salarié avec l'épargne salariale, le premier n'est qu'une composante de l'épargne salariale (participation, intéressement...). L'actionnariat salarié passe surtout par les FCP, il peut être alimenté par l'intéressement, la participation, des versements volontaires, des abondements patronaux ; les sommes sont bloquées pour 5 ans pour bénéficier d'une défiscalisation ; il concerne 42 % des entreprises (projet de Fonds à long terme : 10-15 ans). (cf. *Le Monde* du 14 juin 2000).

Épargne salariale.

Une fraction du salaire est transformée en capital-argent, au lieu d'être utilisée comme moyen de circulation éphémère (ce qui s'inscrit dans un mouvement ancien d'intégration du salaire au mouvement du capital). À partir de 1984, Maubeuge Construction Automobile, filiale de Renault, introduisait la « participation du personnel aux besoins de financement de l'entreprise ». Au début de 1985, la Régie Renault prend le relais avec la création d'un fond salarial alimenté par une contribution obligatoire des ouvriers. Le 22 novembre 1996, l'Assemblée nationale adopte une loi pour la création des plans d'épargne-retraite. Les députés autorisent la constitution d'une épargne salariale à plus de dix ans. La sortie du plan pourra se faire de manière fractionnée. Ce plan « n'a rien d'un fonds de pension, son plafond et sa durée sont insuffisants » (un député socialiste). Mais la durée est fixée à « dix ans au moins », rien n'empêche donc les entreprises de mettre en place des plans sur vingt ou trente ans. Sur la sortie : le PCF a obtenu la suppression du terme de « rente », mais le salarié qui le souhaite peut sortir « de manière fractionnée », c'est-à-dire...sous forme de rente. (cf. *Le Monde* du 6 octobre 2000).

NOTE 6

L'achat global de la force de travail et l'État

« On peut parler de nouvelles politiques de l'emploi dès lors qu'un ensemble cohérent de nouveaux dispositifs émerge, qui témoigne d'une nouvelle représentation de la nature et des causes du chômage. Les politiques de réduction du coût du travail, d'un côté, et le développement d'incitations monétaires au retour à l'emploi, de l'autre, ont profondément transformé la panoplie des politiques pour l'emploi. En France, comme dans de nombreux pays d'Europe, les nouveaux dispositifs sont ciblés sur les bas salaires, privilégient les incitations monétaires, subventionnent à la fois les salariés et leurs employeurs et mobilisent des budgets sans précédent. Dans une logique d'activation de la protection sociale, l'objectif est de favoriser la progressivité des prélèvements sociaux tout en limitant la dégressivité des transferts, au travers des *in work benefits* destinés à combler les "trappes à pauvreté". [...] Alors que la baisse du chômage pouvait se faire par le biais d'une hausse du non-emploi auparavant, c'est désormais la baisse du non-emploi qui est privilégié (en renforçant l'attrait du marché du travail). » (Yannick L'Horty, *Les nouvelles politiques de l'Emploi*, Ed. La Découverte 2006, pp. 3-4).

« Au travers d'un grand nombre de dispositifs nouveaux, on veut désormais soutenir l'offre de travail alors que l'objectif poursuivi jusqu'à la fin des années 1980 par l'action publique était plutôt d'encourager les retraits d'activité. La cible n'est plus de diminuer le taux de chômage, mais d'accroître le taux d'emploi. [...] On peut dénombrer plus de dix millions de salariés concernés par les exonérations sur les bas salaires. On peut dénombrer aussi 8,5 millions de bénéficiaires de la prime pour l'emploi. Le changement d'échelle est très net [2,8 millions de bénéficiaires de la politique de l'emploi en 2000]. Il en va de même si l'on considère les budgets mobilisés par les politiques de l'emploi. » (*Ibid.*, pp. 6-7)

Aux États-Unis : « Entrée en application le 1^{er} janvier 1997, la réforme du *Welfare* répondait à une nécessité sociale et politique. Son objectif est triple : elle vise à simplifier le principe de l'aide sociale en remplaçant de nombreux programmes par une allocation unique. Elle tend à optimiser les coûts en supprimant des programmes. Elle cherche enfin à "moraliser" le principe de la solidarité : place à la famille traditionnelle et aux citoyens américains et haro sur les adolescentes enceintes et les immigrants. La loi transfère aux États la responsabilité de définir le contenu des diverses allocations. Elle institue enfin le principe de la conditionnalité, ce qui signifie que toute personne bénéficiant d'une aide sociale devra le mériter. Celle-ci n'est plus un droit, elle doit avoir une contrepartie : son bénéficiaire devra exercer une activité salariée, effectuer une tâche d'intérêt général, ou recevoir une formation. Tout adulte dont la famille perçoit une aide devra, dans les deux mois, effectuer un travail d'intérêt général. Le principe d'universalité et d'automaticité du versement de l'aide sociale est ainsi supprimée. Chaque État est libre de distribuer à sa guise le montant de l'enveloppe qu'il percevra du gouvernement fédéral. Avec cette condition : en 2002, les États doivent être en mesure de prouver qu'environ 50 % de leur "clientèle" du *Welfare* est au travail. Sinon, ils perdront une portion non négligeable de la dotation fédérale. Entre janvier 1993 et novembre 1996, 2,5 millions de bénéficiaires du *Welfare* ont été rayés des registres. En supposant que les deux tiers des bénéficiaires d'aides sociales trouvent du travail et que les États maintiennent leur niveau de financement, ce sont, avec la nouvelle loi, 2,6 millions de personnes qui vont tomber en dessous du seuil de pauvreté (32,4 millions d'Américains,

soit 13,5 % de la population entrent déjà dans cette catégorie). On imagine aisément les conséquences d'un brusque ralentissement de la croissance économique. Le test du succès de la réforme est donc moins dans la réduction du nombre d'abonnés de l'aide sociale (le principe de la conditionnalité à un effet dissuasif) que dans *la capacité de l'économie à leur fournir des emplois permanents*. De quels emplois s'agit-il ? De nombreuses entreprises ont répondu à cet effort de solidarité nationale en mettant en place des programmes dits *welfare-to-work*. » (*Le Monde* du 13 mai 1997).

« Les principaux effets de la réforme résident dans le passage d'un assistanat chronique à des formes de précarité par le travail (*working poverty*) » (David Giband, *Géographie sociale des États-Unis*, Ed. Ellipses 2006, p. 53.)

NOTE 7

Paupérisation relative

Le capital productif s'accroît, la demande de travail en fait autant, le salaire monte. Il y a « paupérisation relative » car le salaire relatif baisse en proportion du gain du capitaliste, les intérêts du capital s'oppose toujours diamétralement à ceux du travail salarié. La situation matérielle du travailleur s'est améliorée, mais aux dépens de sa situation sociale : renforcement de la puissance ennemie. (Marx, *Travail salarié et Capital*, Ed. La Pléiade, t.I, pages 216 à 221)

ARGENTINE : SUR LA COOPÉRATIVE CHILAVERT ET LES « ENTREPRISES RÉCUPÉRÉES » EN GÉNÉRAL

« Avant la dévaluation du peso, la mode et les tendances venues d'Europe et des États-Unis donnaient le ton. On copiait, on imitait. Et puis tout a basculé. Depuis la récession, le "made in Argentina" est devenu une valeur refuge, une référence pour les Porteños qui, désormais, cherchent dans leur culture et dans leurs racines les moyens de s'exprimer et de créer, avec une énergie de survivant presque. D'où cette vitalité, cette audace... »
(Pascale Dupuy, « Buenos-Aires l'enflammée », *ELLE* n°3159, 17 juillet 2006)

AVANT-PROPOS : LA MÉCANIQUE ÉCONOMIQUE DE LA CRISE ARGENTINE

La crise se noue autour du problème de la parité fixe entre le peso et le dollar (un pour un). La question de la parité recouvre la question suivante : *quelle insertion dans le marché mondial ?*

1979 : relèvement brutal des taux d'intérêts

1982 : crise mexicaine.

Les premiers plans d'ajustement s'étendent à toute l'Amérique latine.

- Dévaluation
- Exportations devises pour le paiement de la dette
- Assainir le budget, supprimer la concurrence de la dette publique
- Priorité à la dette extérieure
- Réduire la demande intérieure
- Privilégier les exportations
- Dévaluation compétitive
- Inflation, augmentation du prix des importations
- Augmentation des taux d'intérêts et de ceux de la dette publique
- L'État s'endette pour payer les intérêts que gonfle l'inflation

- Restriction du paiement de la dette externe
- Dévaluer (cercle vicieux)
- Spirale inflationniste

Argentine : inflation 4 900 % en 1989 (mai 1989, pillage et émeutes à Rosario, 14 morts)

1991 : Menem (avec Cavallo aux finances) : instauration de la parité fixe (*currency board*)

- Fin de l'inflation : dégonfle le poids de la dette intérieure, amenuise la charge de la dette extérieure.

D'un côté : la chute des exportations (monnaie forte) entraîne que le modèle ne fonctionne que s'il y a un apport régulier de capitaux extérieurs qui comble le déficit de la balance courante. La monnaie forte est une garantie pour les capitaux étrangers.

De l'autre : perte de compétitivité des marchandises du pays à monnaie forte. Les prix argentins en dollar ont doublé par rapport aux prix brésiliens (première destination des exportations argentines). Le solde commercial s'effondre.

- Le déficit commercial induit un doute chez les investisseurs sur la capacité de l'Argentine à faire face à ses engagements
- Augmentation des taux d'intérêt pour garantir le risque de change
- Déséquilibre des finances publiques, les intérêts de la dette publique double entre 1996 et 2000
- La masse monétaire dépend des réserves officielles (système du un pour un)
- Le « corralito » : le peso est fort, mais il n'y a plus de peso.

Dans une économie mondialisée, l'Argentine est prise au piège : deux contraintes contradictoires à appliquer simultanément :

- 1) attirer les acheteurs par des prix compétitifs (monnaie sous-évaluée)
- 2) attirer les capitaux par des rendements solides (monnaie sur-évaluée)

- Régression sociale entre 1991 et 1998, malgré un taux de croissance moyen de 5 % du PIB. La productivité par tête augmente de 30 % sur la période, mais le salaire moyen baisse de 3 %.

La destruction du marché intérieur, la vente des entreprises publiques (faire entrer des capitaux) font que les bénéfices, de par la structure même du système, sont accaparés par une couche sociale très étroite.

- La bourgeoisie nationale est dégraissée, les classes moyennes (cadres des entreprises nationales et des PME ; membres de l'administration et des services publics) sont sévèrement atteintes, seule la fraction qui peut s'assurer une rente sur la circulation internationale des capitaux accumule les bénéfices du système. Les raisons mêmes de son enrichissement lui interdisent d'investir sur place : 120 milliards de fuite de capitaux (supérieur à la dette extérieure)

LA COOPÉRATIVE CHILAVERT

« Taller grafico Gaglianone » fondé en 1923, rue Chilavert, quartier Pompeya à Buenos Aires (B.A.).

Jusqu'en 1976 : seulement des prospectus pharmaceutiques et des notices de médicaments. À partir de 1976 : exclusivement livres et catalogues d'art. En avril 2002, faillite (frauduleuse ?). À ce moment là, sur 50 travailleurs, il n'en reste plus que 8 (auxquels le patron doit un an de salaires). Le patron cherche à faire enlever les machines. Occupation de l'atelier. En mai 2002, les huit sont assiégés par la police accompagnée de 8 véhicules d'assaut de l'armée. Tout le quartier est mobilisé (assemblée populaire de Pompeya) avec des ouvriers d'autres entreprises récupérées (ER), surtout ceux d'IMPA (voir plus loin), appui également des MTD (Movimiento de los Trabajadores Desocupados – chômeurs – organisés localement), des étudiants. L'occupation dure 7-8 mois. Début de la production clandestine (l'épisode du trou dans le mur de la maison mitoyenne du voisin pour évacuer la production).

16 août 2002 : Assemblée populaire de Pompeya avec les ouvriers d'autres ER (Grissinopoli, Brukman, et surtout IMPA). Le 20, le juge des liquidations change d'avis et émet un avis favorable à la reprise par la « Coopérative Chilavert Artes Graficas ».

Réouverture légale le 17 octobre 2002 en présence d'Anibal Ibarra (gouverneur de B.A.). Déploiement des médias. Les « voisins », les Assemblées populaires et les ouvriers des autres ER ne peuvent prendre la parole. Il n'est question d'eux que lorsqu'un ouvrier de Chilavert les mentionne dans son discours (on verra plus loin que ce n'est pas l'ER qui est « gênante », mais le processus dans lequel cela s'accomplit). Discours du syndicat, absent de la récupération.

La coopérative a la propriété des machines. Les ouvriers deviennent créanciers de l'ancienne entreprise et gardent ainsi le bâtiment.

29 mars 2004 : création à l'étage d'un espace culturel et de création (éducation populaire) avec les archives des ER. Projet d'un centre de santé. Actuellement (2007), Chilavert fonctionne encore.

QUELQUES ANTÉCÉDENTS ET RÉFÉRENCES DU MOUVEMENT DES ER

1943-1945 : Peron secrétaire au Travail, les représentants du personnel et des syndicats participent à l'élaboration des lois sociales (le *protagonismo*) ;

1946-1955 : Peron au pouvoir.

Des « expériences d'autogestion en Amérique latine :

- Bolivie, 1952, les mineurs
- Pérou, 1967, lois d'autogestion
- Chili, 1970-1973, 125 entreprises récupérées
- Brésil, aujourd'hui, plus de 125 entreprises récupérées
- Argentine, début années 1970, pétrochimie PASA à Rosario ; papeterie Mancuso y Rossi à La Matanza

Accélération depuis 76 et l'effondrement du tissu industriel national.

Les précurseurs directs des années 90 :

- Frigorifica Yaguane (La Matanza), 500 ouvriers en 1996. Négociations avec les actionnaires minoritaires, prise en charge de la dette négociée, expulsion du principal actionnaire (un intime de Menem poursuivi par la justice). L'entreprise fonctionne encore aujourd'hui.
- Métallurgie IMPA. Entreprise fondée en 1910, nationalisée en 1945, devient coopérative en 1998, 150 ouvriers. Maintenant 1 000 pesos mensuels (salaire moyen argentin en 2006 : 650 pesos). Les salaires sont égaux, l'entreprise est aussi un centre social et culturel avec un atelier de formation pour les militants des ER. La récupération d'IMPA est le tournant, l'impulsion du mouvement de récupération, elle est à l'origine de la fondation du MNER (Movimiento Nacional de las Empresas Recuperadas).
- Union y Fuerza (métallurgie) récupérée en 2000.

Le mouvement de récupération explose après le 19-20 décembre 2001. En décembre 2003, expropriation légale de 32 entreprises sur le territoire de la province de B.A. En 2006, sur l'ensemble de l'Argentine, environ 200 entreprises récupérées, entre 12 000 et 15 000 postes de travail.

Cette accélération s'inscrit dans la particularité de la crise des années 2000. Cette crise ne se différencie pas par le taux de chômage de celle de 1995 (dévaluation du peso mexicain, effondrement financier de l'Amérique latine). En 1995, le chômage est de 18,4 % ; en 2002, il est de 21,5 %, il est plus important mais la grande différence est ailleurs, la pauvreté frappe en 1995, 22,2 % de la population, 52 % en 2002. Ce qui est inédit, c'est le niveau de pauvreté des salariés occupés, l'effondrement de tous les services collectifs, l'absence de réserves disponibles dans l'ensemble de la société. S'assurer un revenu est une nécessité qui touche l'ensemble de la population : ne pouvoir compter que sur ce que l'on fait soi-même (le groupe de travail, le quartier, le bidonville, etc.).

À la fin des années 90-début 2000, se combinent les luttes de chômeurs, des travailleurs salariés de l'État et du privé avec des occupations territoriales. Le mot d'ordre est celui de la « dignité » (jusque dans les années 90, la « dignité » fait référence au « bon ouvrier » ; maintenant, il s'agit de l'autogestion, l'autonomie : travailler sans hiérarchie, ni patron). Rupture avec la tradition du clientélisme. Tendances (momentanée, dans la dynamique du mouvement) à ne plus avoir de revendications vis-à-vis du pouvoir politique mais des actions qui ont un sens en elles-mêmes, ou des actes qui attaquent directement les intéressés perçus comme ennemis (l'« horizontalité »).

RÉCUPÉRER L'ENTREPRISE : ÉTAPES, RAPPORT À LA LÉGALITÉ, À L'ÉTAT, À LA JUSTICE, À L'ENVIRONNEMENT SOCIAL ET GÉOGRAPHIQUE.

Ocupar, resistir, producir

Occuper est d'abord la seule façon d'empêcher la liquidation et la perte d'emploi. Seule alternative à devenir chômeur et être à la rue, il n'y a pas d'allocation chômage en Argentine (les planes trabajar – 150 pesos en 2002 pour un salaire moyen de 400 pesos à l'époque –

arrivent, par les luttes des mouvement piqueteros, dans le cours de la crise). Cela, souvent après de longs mois aux salaires très réduits ou même sans salaires, ainsi les employés peuvent se présenter en créanciers de l'entreprise. Jamais les ouvriers ne se fixent intentionnellement l'objectif de prendre les entreprises, même si la prise de l'entreprise change les conditions de la production et met en question (momentanément) le système juridique.

Dans quelques cas, les employés se mettent d'accord avec le ou les ancien(s) patron(s) qui leur loue(nt) le site.

Dans d'autres cas, ils suivent une voie judiciaire (le plus fréquent).

Dans d'autres cas, ils réclament la nationalisation avec contrôle ouvrier. C'est l'aboutissement des cas les plus conflictuels (les plus médiatiques mais exceptionnels : Brukman, Zanon). La revendication de la nationalisation présente l'intérêt de pérenniser la situation de l'ER, dans la lutte de la récupération, elle s'oppose aux risques de l'idéologie coopérativiste, elle relève souvent de la présence dans l'entreprise de militants trotskistes, la revendication apparaît dans des situations bloquées et très conflictuelles où l'appel à l'État semble être la solution, mais le fait que la revendication de la « nationalisation sous contrôle ouvrier » ne relève d'aucun cadre juridique existant (contrairement à la coopérative), envenime en retour le conflit.

Dans tous les cas, le processus de récupération de l'entreprise dépasse les employés de cette entreprise. La récupération est toujours le fait d'un mouvement social qui rassemble au-delà des ouvriers directement concernés.

Trois voies de récupération... plus une.

[Les chiffres suivants sont fournis par Centro Cultural de la Cooperacion, octobre 2006 – le total arrive à 99,4 %...]

- Toujours la nécessité de sauver son travail.
- 46,7 % des récupérations se font dans un mouvement d'occupation.
- 24 % : l'entreprise ne peut être occupée, elle est « encerclée », les rues alentours bloquées pour empêcher la liquidation par le patron.
- 26,7 % : des négociations directes entre patron et ouvriers pour obtenir un titre légal pour l'entreprise.
- 2 % : conflits intenses et les ouvriers en appellent à l'intervention de l'État (Brukman, Zanon...)

Au total, 60 % des cas sont réglés en moins d'un an : accords avec le patron, expropriations légales. L'expropriation légale est massivement le cas le plus fréquent.

Il s'agit d'exiger des États provinciaux ou de la municipalité de B.A. qu'ils exproprient les biens et les cèdent à la coopérative en attendant la résolution des questions de propriété des moyens de production. La plupart du temps, une décision de justice accorde cette propriété ou fixe une location.

Il n'existe pas de structure nationale gouvernementale légale pour organiser les récupérations (c'est une revendication du MNER). Les structures provinciales ou municipales agissent au cas par cas.

Le 25 novembre 2004, la ville de B.A a approuvé le projet de loi d'expropriation définitive en faveur des ER de la ville. En 2004, le gouvernement de la province de B.A. a expro-

prié plusieurs établissements. Le gouverneur Filipe Sola a créé un *Fonds Productif* et une *Direction du Plan de Récupération* pour les entreprises en crise. Les deux organismes ainsi qu'un *Fonds Financier* sont rattachés au *Ministère des affaires agricoles et de la production*. Le MNER voudrait une loi du Congrès et 10 000 pesos pour chaque poste de travail.

QUELQUE CAS

- **Chilavert** (voir plus haut)
- **Commercio y Justicia** (voir plus bas)
- **Conforti**
« *Talleres Graficos Conforti* » : début 2003, un an de salaires en retard. 1 000 pesos par mois en 2001, les employés étaient passés à 150, 100, 50 pesos par semaine. Le travail s'arrête totalement en mars 2003. Les ouvriers « n'occupent pas », ils viennent selon leurs anciens horaires. Le juge ne peut constater une occupation et, fin 2003, il légalise l'expropriation. Le slogan principal est « Gonzalo [le patron] hijo de puta, paga lo que debés » écrit en grandes lettres sur le mur de l'atelier. Depuis qu'ils sont en coopérative, les travailleurs ont effacé la seconde partie de la déclaration.
- **Azden**
Fabrication de chambres froides (marque Coventry) : accord avec le patron, location du site.
- **Campichelo**
Jusqu'en 1992, les ouvriers sont employés par l'État pour l'impression du Journal Officiel, puis privatisé sous contrat. Le passage à la coopérative fut négocié avec l'État qui loue les machines et le local à la coopérative.
- **Coop Papelera**
Industrie du papier, 40 employés. La patronne n'a pas fait d'obstacles. Utilisation des machines et des locaux avec autorisation de la justice. La dévaluation favorise l'activité de l'entreprise : vente à l'exportation.
- **Crometal**
Métallurgie, 24 employés. Occupée, puis évacuée en juin 2002. Les ouvriers s'enchaînent et empêchent l'enlèvement des machines. Expropriation légale en avril 2003, l'entreprise est confiée aux ouvriers qui ont deux ans pour payer. En 2003, ils ne se versent quasiment pas de salaires.
- **A.I.M.**
Distributeur de produits pharmaceutiques. Accord avec le patron pour emporter quelques ordinateurs en paiement d'une partie des salaires dus. Les employés s'installent ailleurs pour fonctionner en coopérative. Ils deviennent créanciers de l'entreprise. Les salaires sont répartis en fonction des responsabilités (le cas est peu fréquent).

– **Brukman**

Textile. Réduction des salaires jusqu'à 20 pesos par semaine, à ce moment-là (décembre 2001), un aller-retour en bus entre la banlieue et le centre-ville coûte 4 pesos.

« Pour nous le 18 décembre 2001, ce n'était pas une occupation d'usine [...] Nous n'avions pas assez d'argent pour rentrer chez nous. Le patron promet d'aller chercher de l'argent pour payer le trajet et revenir travailler le lendemain. Nous avons attendu deux mois le retour du patron, nous sommes allées (le personnel est quasi exclusivement féminin) au syndicat, au Ministère du travail pour faire revenir le patron et qu'il nous offre une solution. Il n'est jamais revenu. Aussi nous avons décidé de travailler. Voilà comment ça a commencé, et nous avons fait un vrai bon boulot, nous avons bien travaillé. Nous avons même payé l'électricité, le patron avait une dette à la Compagnie. Nous avons payé la dette du patron. Nous avons payé l'eau et le gaz. Et ainsi nous avons travaillé. On a dit qu'on avait brisé les machines. Cela n'a pas de sens. Comment aurions-nous mangé ? Ce dont a besoin un travailleur, c'est de travailler. » (une ouvrière de Brukman)

Première expulsion, avril 2002 ; tentative de récupération (heurts très violents avec la police) le 21 avril 2002 ; deuxième expulsion (date inconnue) ; troisième expulsion, le 17 avril 2003 ; finalement récupération. Il semblerait qu'en 2004 le gouvernement de la Province de B.A. a autorisé la récupération.

– **Zanon**

Céramique. Récupération fin 2002/début 2003, violents affrontements autour de l'usine. 5 000 personnes des différentes assemblées et MTD de Neuquén défendent l'usine. Nouvelles menaces tout au long de 2004. L'usine tourne, embauche (entre autres des Mapuche), fait des bénéfices. Le 23 octobre 2006, le juge des faillites approuve la gestion ouvrière pour trois ans : « La présentation des bilans et des paiements à terme est impeccable, au-delà des espérances » (le juge). Les travailleurs de Zanon sont maintenant 466 (280 au départ). La solidarité des habitants de Neuquén a été l'œuvre des femmes : école par école, maison par maison.

– **Hotel Bauen**

Occupé et récupéré par 40 employés, le 21 mars 2001. La légalisation de la récupération est très conflictuelle à cause de la valeur de la propriété (hôtel de luxe en plein centre de B.A., avec piscine, solarium, etc.). Les employés sont un peu aidés par la municipalité pour le maintien en l'état du bâtiment. 2006, toujours pas de solution légale malgré un accord officiel mis en place par la municipalité de B.A. En 2006, l'hôtel fonctionne de façon aléatoire, mais 140 employés qui se versent 800 pesos par mois.

– **Escuela Fischbach**

L'école appartenait à une congrégation religieuse, qui en août 2002 remet l'établissement au personnel (depuis 7 ans, les salaires n'étaient versés qu'en partie). Les salariés renoncent à leurs créances, en échange ils reçoivent le bâtiment pour 10 ans. Le personnel se paye son salaire par les cours comme avant, mais aussi par des cours du soir, et ils louent les locaux pour des réunions et des fêtes.

TAILLES, SECTEURS, RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE

« Les ER ne sont pas celles de la plus grande importance productive » (rapport du Sénat de la Province de B.A.).

Géographiquement

Les ER se situent majoritairement dans les aires de désindustrialisation des années 1990. En revanche le cordon industriel autour de la Panaméricaine (B.A.-Mendoza) avec autour de B.A., les districts de San Isidro, Escobar, Pacheco, Pilar, où se concentrent les grandes entreprises capitalistes n'a pas été touché. (Rapport du Sénat) Très peu également d'ER dans les zones pétrolières de Salta, Tucuman (en revanche présence de forts MTD).

64 % des ER dans le grand B.A. même) ; 16,1 % dans la Province de Santa Fè ; 4,6 % dans celle de Cordoba ; 15,3 % ailleurs.

Par secteurs

- Industriel : 79 %
- Services : 18 %
- Primaire : 3 % (dont coopératives de pêcheurs).

Dans le secteur industriel, d'après un autre relevé (MNER) qui n'arrive qu'à 60,3 % (?)

- 26 % métallurgie
- 8 % mécanique, électronique
- 8 % réfrigération
- 6,9 % agro-alimentaire
- 5,7 % imprimerie
- 5,7 % transport.

Par nombre d'employés

- 1 à 24 : 44 %
- 25 à 49 : 27 %
- 50 à 149 : 23 %
- plus de 150 : 6 %.

Les entreprises de moins de 50 salariés représentent 71 % du total. La plus grande Yaguane (Frigorifico) à La Matanza employait 480 personnes au moment de la récupération, peut-être 600 en 2006.

Selon Murua (président du MNER), dans une déclaration de novembre 2004, les entreprises récupérées l'ont été par seulement 25 % du personnel au moment de l'évidence de la faillite ou de la disparition de l'entreprise. Que deviennent les 75 %, qui durant les restrictions ou les non-paiements de salaires, au moment de la fermeture, quittent l'entreprise ?

Par origine du capital

- PME nationales : 92,9 %
- National concentré : 4,1 %
- Multinational : 0,6 % (ce qui fait un cas)
- Coopérative : 1,2 %
- Étatique : 1,2 %.

UN CAS QUI DONNE LE TON : LE JOURNAL *COMMERCIO Y JUSTICIA*

C'est un journal de la ville de Cordoba qui se vend par souscriptions à des professionnels, des patrons et des administrations. Fermeture en décembre 2001, avril 2002 formation de la coopérative (constitution autorisée par la justice). Le journal, tombé à 1 500 souscripteurs en 2001, parvient à 4 000 fin 2004 (son plus haut niveau antérieur avait été de 3 600). Avant 2002 : salaire 200 pesos ; 2004, 600 pesos.

Le journal travaille avec les tribunaux, l'Association des magistrats, l'Association des avocats, le Gouvernement provincial. Les lecteurs sont des petits patrons, avocats, administrations. La ligne : « Défense de l'économie réelle, de la petite et moyenne entreprise et des alternatives qui surgissent de la crise ».

FONCTIONNEMENT INTERNE : DIRECTION, SALAIRES, PRODUCTION, REGROUPEMENTS

D'abord le salaire et la « dignité ».

Fonctionnement sous contrôle ouvrier : les assemblées, la recherche du consensus, rompre la hiérarchie interne, égalisation des salaires. Très peu d'ER ne respectent pas ces deux dernières règles, même dans ce cas les écarts de salaires demeurent très faibles et les fonctions de « direction » sont limitées dans le temps et pas renouvelables.

Souvent, dans ces entreprises récupérées parce qu'en faillite, après des débuts difficiles, l'activité reprend, les salaires sont plus élevés qu'avant sans que le temps de travail soit plus important.

Comment une entreprise, récupérée par les employés alors qu'elle était, sous la direction du patron, en faillite, peut-elle s'en sortir ?

- l'entreprise a été « dégraissée » au cours de la faillite (cf. plus haut, déclaration de Murua),
- les dettes sont annulées,
- pas de rémunération du capital : « l'obligation de faire du profit est en réalité un obstacle pour l'entreprise » (un ouvrier de Chilavert),
- quelques subventions publiques,
- travail beaucoup plus efficace,
- meilleure utilisation et meilleur soin des machines et matières premières (mais il est difficile de savoir si un fonds de renouvellement des machines est constitué ?),
- écrasement des frais de gestion (« la gestion c'est facile, vous faites des additions et des soustractions » – une ouvrière de Brukman),
- disparition des salaires des cadres (majoritairement, ceux-ci ne prennent pas part aux récupérations). À *Union y Fuerza* (métallurgie), le propriétaire et 10 cadres touchaient

- ensemble 38 100 pesos par mois soit l'équivalent du salaire de 54 ouvriers à 705 pesos par mois,
- la dévaluation de 70 % du peso a rendu la production intérieure compétitive et fermé les importations,
- dans beaucoup de cas : travail à façon (pas d'avance de capital).

Le travail à façon

Une économie mais aussi un grave problème dans les ER pour leur mode de fonctionnement et un avantage momentané qui peut à terme se retourner contre elles.

Le 15 février 2006, réunion organisée dans les locaux de Chilavert : « Eviter le travail à façon ». Présence de Brukman, Bauen, etc. mais aussi MTD Solano.

Beaucoup d'ER ne fournissent que le travail. C'est une nécessité en l'absence de capital de roulement pour soutenir le cycle des approvisionnements en matières premières et matériaux. Le commanditaire fournit la matière première et récupère le produit fini, il fixe le prix de la main-d'œuvre et impose le rythme de production, il contrôle la chaîne de distribution. Pour les ER, c'est une « perte de contrôle ». Bien sûr, au fur et à mesure que l'entreprise se stabilise, se constitue un petit fonds de roulement qui permet de combiner travail à façon et production propre.

Les rapports à l'extérieur

Ce rapport avec les luttes des autres secteurs de la société est fondamental, déterminant lors du procès de prise en main de l'entreprise avec :

- les Assemblées de quartier,
- les MTD,
- les étudiants,
- les autres ER,
- les producteurs agricoles.

Quelquefois la liaison persiste :

- centres culturels
- centres de santé
- centres de formation
- entraides financières.

Mais la liaison, généralement, tend à s'affaiblir avec la stabilisation et la légalisation de l'entreprise.

Les organisations regroupant les ER

- **Le MNER** (Movimiento Nacional de las Empresas Recuperadas)
Le mouvement regroupe 32 % des ER (IMPA, Chilavert, La Baskonia, etc.). Il développe un projet politique vers la formation d'un grand parti des travailleurs sur le modèle du PT brésilien. Aux élections de 2003, des membres du MNER, à « titre individuel », sont présents sur plusieurs listes et un de ses membres est élu à la mairie de B.A. Eduardo Murua (président du MNER) est député de la Province de B.A. : « Si le MNER était au

gouvernement ou au Parlement, on pourrait faire plus » (Murua).

Le but du Mouvement est de s'étendre en augmentant les activités productives, en réinvestissant. Le MNER a tenu un rôle important dans la rencontre de Caracas (Vénézuéla) – voir plus loin.

– **Le MNFR** (Movimiento Nacional de las Fabricas Recuperadas)

Le mouvement regroupe 22 % des ER et les coopératives traditionnelles déjà anciennes, il se veut un mouvement strictement entrepreneurial.

46 % des ER ne sont dans aucun regroupement dont celles qui sont pour « l'étatisation sous contrôle ouvrier » (Zanon, Brukman, Clinica Junin). Ces entreprises « pour l'étatisation » ont une forte liaison avec les partis de gauche.

Le projet, surtout défendu par les trotskistes, consiste à vouloir orienter les excédents vers la « communauté » : éducation, santé. Il s'agit de mieux préparer les conditions pour une « transition vers une économie socialiste ». Dans l'optique de l'étatisation, rester une coopérative, c'est rester une petite entreprise soumise aux grandes : « auto-exploitation » pour résister, « réapparition d'une mentalité de petits propriétaires », « dilution de la conscience de classe ». Il faut « exproprier la classe capitaliste par l'étatisation », mais l'usine demeure sous « contrôle ouvrier ». L'étatisation et le « contrôle ouvrier » s'inscrivent dans le cadre de l'*horizontalité*, mais elle cherche à intégrer celle-ci dans une perspective de prise du pouvoir (tout le mouvement des entreprises récupérées parle de « Pouvoir ouvrier »). Les coopératives ne veulent pas « confier la propriété à l'État bourgeois ». Ce à quoi les trotskistes répondent que dans la pratique il n'y a aucune différence entre « l'entreprise nationalisée sous contrôle ouvrier » et les coopératives ; la différence est dans la « conscience de la lutte pour le socialisme ». Zanon, longtemps fer de lance de « l'étatisation sous contrôle ouvrier », est devenue coopérative avec le règlement judiciaire de son conflit.

Au-delà de toutes ces divergences, pour tous les ouvriers, il s'agit de sauver leur *fuerza de trabajo* (source de travail) et de revenus.

PROBLÈMES ET PERSPECTIVES

Formalisation des limites

Le discours tenu par et sur les ER récupérées découle de leur origine et de leurs caractéristiques mêmes.

- Contre le « néolibéralisme » et la « globalisation ».
- Le travail humain est plus important que le capital.
- La condition de citoyen ne se réduit pas au vote.
- Contre le « grand capital ».

« Le système est juste parce que le résultat reste à ceux qui produisent. Travailler beaucoup, ce n'est pas s'auto-exploiter. On ne peut pas se soustraire à la logique économique, mais nous avons le luxe de faire du travail gratis et de faire ce que nous décidons en tant que travailleurs. » (Des travailleurs de *Comercio y Justicia*).

Pour le MNER : « Il est impossible d'aller de l'avant uniquement à partir du mouvement lui-même. Il s'agit de créer une société démocratique avec une juste répartition des richesses, où les travailleurs récupèrent le *protagonismo* des années 50 et 60, et, que la masse

salariale représente la moitié du PIB. Nous n'avons pas encore la force, ni la capacité pour construire un parti politique, mais nous rêvons qu'avec le temps les travailleurs puissent confluer dans une expression majoritaire du style du Parti des Travailleurs (PT) au Brésil » (Abelli, dirigeant du MNER, décembre 2003).

LA RÉACTION DE L'ÉTAT

Les ouvriers sont restés des ouvriers, les entreprises des entreprises, les marchandises des marchandises, etc. (l'autogestion généralisée ayant même « aboli l'État et la domination de la classe capitaliste » ne serait toujours que la gestion des entreprises – de toutes les entreprises – et de leur liaison, de leurs échanges, d'où renaîtraient la valeur et l'État).

C'est sur quoi la classe capitaliste et l'État argentin peuvent bâtir leur réaction.

- Février 2002, stabilisation du cycle des dévaluations. Réduction de l'inflation.
- Mise en place et contrôle (affrontement avec les MTD et mouvements *piqueteros* à ce sujet) de toutes sortes de plan de secours. Le système de distribution enrôle parfois des organisations *piqueteras*, renaissance du clientélisme.
- Solution progressive à la confiscation des dépôts bancaires.
- Lois d'expropriation en faveur des ER.
- Processus électoral qui ramène les gens aux urnes.
- Intégration des organisations les plus modérées et recherche de concertation avec les plus radicales. Marginalisation et répression des irréductibles.
- La CTA, jeune syndicat « contestataire » rentre dans le jeu de la réorganisation sociale.
- Les Assemblées populaires deviennent des organisations permanentes structurées (activités de formation, réfectoire, santé, culture) et souvent disparaissent.
- Retour au discours et à une pratique national-populiste par lesquels passe la réorganisation de l'État par la bourgeoisie.

L'État sait jouer sur une contradiction interne du mouvement entre la préservation de l'autonomie comme objectif principal et la conséquence qui est, dans la mesure même de la réussite de *chaque mouvement*, de se désintéresser de la lutte comme un tout. Lutte comme un tout qui était pourtant la condition de réussite de chaque lutte. Cette contradiction interne est l'intérêt théorique principal de ces luttes y compris les ER.

La Commission de réforme de l'État du Sénat de la Province de B.A. déclare : « Chercher des solutions aux problèmes qui frappent notre pays [...] Impulser des politiques contre l'inversion financiero-spéculative au détriment de la production [...] Contre les importations massives qui ont provoqué une destruction de l'appareil productif national. » (2004).

Ce discours est redoublé au niveau international. Les 27, 28, 29 octobre 2005 a eu lieu à Caracas la « Première rencontre latino-américaine des ER ». Le 21 septembre 2005, la réunion décidant des participants argentins se tient à Chilavert présidée par Eduardo Murua. La réunion de Caracas réunit 263 ER venues de 8 pays.

Chavez : « Cette expérience est l'âme de l'Amérique latine, le signal d'une nouvelle ère dans laquelle le capitalisme ne fixe plus les règles économiques, sociales et culturelles. Je considère qu'elle symbolise le contraire de l'Alca [...] Dire non à la production capitaliste et dire oui à la production socialiste ».

La délégation argentine (300 personnes sur les 500 non-vénézuéliennes) est menée par Murua qui est devenu l'intermédiaire, l'interlocuteur entre les ER et le gouvernement véné-

zuélien (peut-on savoir si le Vénézuéla fournit des produits pétroliers à des prix avantageux aux ER argentines ?)

UNE DYNAMIQUE ?

« En Argentine, le problème est que nous n'avons pas de politiques en direction des ER [...] Nous n'avons fait qu'*arracher des expropriations* (souligné par nous), mais il n'y a pas de politique claire, sinon nous serions 200 000 employés des ER au lieu de 14 000 que nous sommes. » (Murua).

La lutte, de par son contenu même, devient système par la stabilisation de son résultat qui se détache en résultat particulier du processus général qui l'a produit et dans lequel sa particularité était objectivement contestée. « A Chilavert, quand des gars viennent nous voir pour former une coopérative et produire, je leur demande s'ils ont occupé et résisté, s'ils ne l'ont pas fait, je me dis que ces gars veulent juste être des patrons. » (Un ouvrier de Chilavert). « Nous nous constituons en coopératives mais nous ne sommes pas des coopérateurs », disaient les travailleurs. L'allure subversive de ces expériences disparaît de par leur propre mouvement qui les détache des caractéristiques de la lutte multiple où elles s'originent. La subversion de cette lutte multiple résidait dans le fait que la lutte de chaque secteur particulier de la société pouvait être même conflictuellement la contrainte pour chacun de dépasser le cadre particulier de sa lutte, y compris le cadre de l'entreprise qui est en soi une détermination du mode de production capitaliste. Dans le processus de récupération, pouvait se trouver, en fait, contesté le résultat auxquelles elles aspiraient.

Tout comme le processus de récupération des entreprises outrepassa le cadre de l'entreprise et peut contenir la remise en cause de celui-ci, tout comme il se fige dans un résultat qui contredit la dynamique qui l'a produit, ainsi, à l'intérieur de l'auto-organisation, la mise en avant de la subjectivité et de l'interindividualité (inséparable de la production, le contenu et le but principal de celle-ci est, momentanément, les rapports eux-mêmes entre les personnes) s'opposent au cadre même de l'auto-organisation qui la définit et lui impose ses règles parce que ce sont, en fait, les siennes propres. Le processus de récupération montre que l'activité dans l'usine récupérée doit contredire ce processus pour s'y enfermer. Dans la lutte qui accompagne la récupération, la contestation du procès de travail ne peut pas ne pas effleurer son indissociable unité avec le fait qu'il est procès de valorisation (division du travail, question de la coopération, objectivation de la hiérarchie) et la contestation des modalités de la production physique du produit, le fait qu'il est produit ainsi parce qu'il est marchandise.

Le processus de récupération inclut que l'usine récupérée n'est pas seule, qu'elle est dans un tout. Production, distribution posent des problèmes qui ne peuvent se régler dans les catégories qui définissent strictement la condition prolétarienne et sa reproduction sans être le renversement de la lutte qui avait mené à la récupération.

La lutte qui mène à l'usine récupérée s'inscrit dans un mouvement social plus ample qui ne peut se généraliser de façon homothétique comme juxtaposition de sphères également autogérées sans que cette autogestion soit la contradiction de ces sphères entre elles. Sans que le fait d'être gérées particulièrement pour ce qu'elles sont soit la limite même de leur généralisation. La généralisation est à la fois leur mouvement nécessaire et pose leur existence de sphères particulières comme la limite et la possibilité du conflit entre elles. « Aller plus loin », à partir de la situation que l'autogestion de ces sphères pose, c'est rompre le

cadre de l'entreprise, de l'échange, du travail et du chômage, et cela est une possibilité dans le processus de récupération. Un dépassement de ce qui est auto-organisable, c'est-à-dire la situation antérieure. Soit il y a généralisation mais alors il y a abolition de cela même qui est auto-organisable, soit il y a auto-organisation, mais alors la généralisation est un rêve. L'auto-organisation, non dépassée devient un enfermement.

« L'auto-organisation est le premier acte de la révolution, la suite s'effectue contre elle », c'est exact, mais l'auto-organisation peut également être le retour à la normale d'une lutte pouvant contenir son dépassement.

Le problème est en quelque sorte dans la « réussite » des ER. A la période de « l'audace et de la volonté collective », succède une période du « marché et de la compétence ». D'autant plus que, dans le contexte politique depuis 2003, il n'y a pas d'oppositions des gouvernements locaux ni du gouvernement national à ces « expériences ». Les coopératives reconnaissent que c'est un procès objectif de ne pouvoir s'isoler des lois du marché. Les risques de la réussite : les liens de solidarité s'affaiblissent, domination d'une logique productiviste et gestionnaire, les Assemblées se font de plus en plus éloignées, la prise de décision est déléguée, les différences de fonctions et de salaires réapparaissent, désintérêt pour l'extérieur.

L'autogestion du début des années 2000 en Argentine n'est plus celle des années 70, la substitution de l'*horizontalité* à la verticalité signifie la caducité du projet général de la libération du travail comme société et nouveau pouvoir. Les manifestations actuelles de l'autonomie sont de façon massive seulement la confirmation de la classe comme classe du mode de production capitaliste (y compris dans les MTD). Les usines récupérées seront des usines capitalistes quels que soient ceux qui les dirigent.

Actuellement, la plupart des entreprises récupérées ont stabilisé leur situation, elles connaissent une bonne continuité de la production, un affermissement de la chaîne d'approvisionnement et de distribution et un niveau de ventes satisfaisant, un niveau correct du salaire et des temps de travail. Cette situation coïncide avec la fin de l'expansion du nombre des entreprises récupérées. L'étape qui s'achève est celle de la relation nécessaire, dans la lutte, avec les autres mouvements. C'était dans cette relation externe, sans laquelle aucune occupation n'aurait réussi, que se situe la dynamique, une dynamique contradictoire où le rapport à l'autre peut faire apparaître ce que l'on est soi-même, son auto-organisation en tant que telle, dans la catégorie qui est la sienne, comme une limite, un obstacle à la lutte, quelque chose à dépasser.

L'EXPLOITATION : DÉFINITION D'UNE CONTRADICTION

L'EXPLOITATION

Le capital est valeur en procès, cela signifie que la contradiction entre le prolétariat et le capital se noue dans le seul rapport qui peut être le leur : l'exploitation.

L'exploitation est la succession de trois moments :

- le face à face de la force de travail et du capital en soi et l'achat-vente de la force de travail,
- l'absorption du travail vivant par le travail objectivé dans le procès de production immédiat où se forme la plus-value,
- la transformation de la plus-value en capital additionnel.

UNE CONTRAINTE THÉORIQUE DE LA DÉFINITION

La définition de cette contradiction doit satisfaire à une contrainte théorique. L'exploitation est simultanément la contradiction dynamique et reproductrice du capital et la contradiction portant le communisme comme sa résolution. En considérant l'exploitation comme le contenu de la contradiction entre le prolétariat et le capital, nous devons montrer que ce qui fait du prolétariat une classe du mode de production capitaliste en fait identiquement une classe révolutionnaire.

LES DÉTERMINATIONS DE LA CONTRADICTION

Séparation, intérêts opposés, implication réciproque, autoprésupposition, subsumption

Ce qui définit l'exploitation comme contradiction, c'est tout d'abord la *séparation* : le travail d'un côté comme pure subjectivité ; les conditions du travail de l'autre comme objectivité. Le travail est objectif, mais il crée l'objectivité comme son non-être à lui. Nous

n'avons là qu'une contradiction dans les termes, c'est-à-dire simplement des *intérêts opposés*, mais qui, déjà, contiennent leur rapport, leur unité.

La contradiction est unité, *implication réciproque* entre les termes. Chacun se reproduit lui-même, en reproduisant l'autre, qui est sa négation. Le capitaliste produit l'ouvrier et l'ouvrier, le capitaliste. Une implication réciproque est, pour elle-même, *nécessaire*, elle s'autoprésuppose. Sans cela, elle n'est pas implication réciproque, mais rencontre fortuite.

La contradiction est *autoprésupposition*. Le rapport capitaliste est la division d'éléments d'un procès de production qui, en réalité, forment un tout, mais dont l'autonomie est poussée jusqu'à l'antagonisme et la personnification. Ce procès a pour résultat essentiel la *reproduction* du rapport entre le capital et le travail.

La contradiction en tant qu'implication réciproque se présupposant elle-même est *subsumption* du travail sous le capital. La relation entre les éléments de l'implication n'est pas symétrique. Non seulement c'est le capital qui absorbe le travail, qui le consomme, mais encore le résultat tout entier du travail est posé sous forme de capital. La plus-value créée par le travail implique la production de surtravail nouveau et toutes les conditions du renouvellement du procès appartiennent au capitaliste.

Une contradiction pour elle-même

La contradiction en tant que subsumption est le passage à la détermination suivante de l'exploitation comme contradiction : l'exploitation est une *contradiction pour les rapports sociaux de production dont elle est le mouvement*. C'est cette détermination de ce qu'est une contradiction que nous allons plus longuement développer.

La contradiction comme non-égalité entre ses termes, c'est-à-dire comme subsumption, est le passage à cette détermination. Pour le prolétariat, la nécessité de sa reproduction est quelque chose qu'il trouve face à lui représentée par le capital, il ne trouve jamais sa confirmation dans la reproduction du rapport social dont il est pourtant un pôle nécessaire. Défini comme classe dans le rapport d'exploitation, le prolétariat n'est jamais confirmé dans son rapport au capital.

Cette détermination s'énonce alors ainsi : défini comme classe par l'exploitation (implication réciproque avec le capital, appartenance à la totalité du capital), le prolétariat est en contradiction avec l'existence sociale nécessaire de son travail comme valeur autonomisée face à lui et ne le demeurant qu'en se valorisant. Cela dans la mesure où, comme capital, cette valeur autonomisée pose toujours le prolétariat comme de trop (augmentation de la composition organique) en tant que travail nécessaire, dans le même moment où elle l'implique en tant que travail vivant pour se conserver et s'accroître. Cette détermination, c'est la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, qui n'est rien d'autre qu'une contradiction de classes entre le prolétariat et la classe capitaliste qui comporte l'originalité suivante : le prolétariat est constamment en contradiction avec sa propre définition comme classe.

Pour définir une contradiction, il ne suffit pas de constater une implication réciproque des termes, ni même des intérêts opposés : capital financier et capital productif, aires nationales d'accumulation, petit et grand capital, importateurs et exportateurs peuvent avoir des intérêts opposés, ils ne représentent pas les pôles d'une contradiction. La contradiction entre le prolétariat et le capital est une *contradiction* en ce que l'opposition de leurs intérêts est aussi la remise en cause de leur propre existence en tant que définie dans cette opposition d'intérêts.

L'exploitation comme rapport entre le prolétariat et le capital est une contradiction en ce qu'elle est un procès en contradiction avec sa propre reproduction (baisse du taux de profit), totalité dont chaque élément n'existe que dans sa relation à l'autre et se définissant dans cette relation comme *contradiction à l'autre et par là à lui-même*, tel que le rapport le définit (travail productif et accumulation du capital ; surtravail et travail nécessaire ; valorisation et travail immédiat). Le capital est une contradiction en procès, ce qui signifie que le mouvement qu'est l'exploitation est une contradiction pour les rapports sociaux de production, dont elle est le contenu et le mouvement. En ce sens, c'est un jeu qui peut amener à l'abolition de sa règle, nous n'avons plus affaire au processus du « capital seulement », mais à la lutte des classes. Elle est, comme contradiction entre le prolétariat et le capital, le procès de la signification historique du mode de production capitaliste ; elle définit l'accumulation du capital comme « contradiction en procès » ; elle définit l'accumulation du capital comme sa nécrologie.

On ne peut en rester là, la contradiction entre les éléments qui est une contradiction à eux-mêmes implique une étape suivante. C'est l'objet comme totalité, le mode de production capitaliste, qui est *en contradiction avec lui-même dans la contradiction de ses éléments* parce que cette contradiction à l'autre est pour chaque élément une contradiction à soi-même, dans la mesure où l'autre est *son* autre.

Dépassement

Nous arrivons à l'ultime détermination de la contradiction : *le dépassement*. Son dépassement est son mouvement du fait de la position et de l'activité d'un de ses termes qui, de par la contradiction, pose sa reproduction en contradiction avec elle-même. Le concept d'exploitation définit les classes en présence (prolétariat et classe capitaliste) dans un strict rapport d'implication réciproque sur la base du travail productif et de l'extraction de plus-value. Dans la mesure où la *forme* de la plus-value est le profit, les classes sont la polarisation sociale et historique de la contradiction qu'est toujours, *pour le capital lui-même*, sa valorisation comme extraction de plus-value et inversement, *pour le prolétariat lui-même*, la reproduction de ce qu'il est comme travail productif de plus-value. En tant que polarisation, les classes ne sont pas des listes d'individus, elles ne sont pas une sorte d'« état-civil », elles sont construites dans leur contradiction. Mais les situations ne sont pas symétriques en ce que le capital reprend en lui-même, dans sa dynamique de contradiction en procès, dans la dynamique de son accumulation, la contradiction à lui-même qu'est sa valorisation comme extraction de plus-value.

Dans cette contradiction qu'est l'exploitation, c'est son aspect non symétrique qui nous donne le dépassement. Quand nous disons que l'exploitation est une contradiction pour elle-même, nous définissons la situation et l'activité révolutionnaire du prolétariat. On déduit de la définition de l'exploitation comme contradiction qu'il y a identité entre ce qui fait du prolétariat une classe de ce mode de production et ce qui en fait une classe révolutionnaire. Mais on déduit également que cela ne signifie pas que les prolétaires « sont » révolutionnaires comme le ciel « est » bleu, parce qu'ils « sont » salariés, exploités, ni même la dissolution des conditions existantes. Cela signifie seulement que la reproduction du capital n'occulte pas la contradiction par laquelle ils peuvent devenir révolutionnaires en la dépassant. En s'autotransformant (identité de la transformation de soi et de l'abolition des circonstances), à partir de ce qu'ils sont, ils se constituent eux-mêmes en classe révolution-

naire. Les prolétaires ne trouvent pas dans leur situation envisagée de façon contemplative et passive des attributs révolutionnaires. Le dépassement, se constituer en classe révolutionnaire, est un produit de la contradiction, de la lutte de classe, dans la mesure seulement où le dépassement de la contradiction gît dans le mouvement de la contradiction se retournant contre elle-même. Il en résulte qu'être une classe révolutionnaire n'est pas une réalité objective de la situation du prolétariat, mais la possibilité d'action contre cette réalité, être révolutionnaire n'est pas une essence mais l'action concrète, historiquement située des ouvriers.

Trouver, dans le mouvement du capital comme contradiction en procès, la nécessité de sa reproduction en contradiction avec elle-même, définit conceptuellement la constitution du prolétariat en classe révolutionnaire abolissant ses conditions d'existence. Mais son autotransformation est le produit de sa propre action à partir de sa contradiction avec le capital devenue, dans ce cycle de luttes, *la contradiction avec sa propre existence comme classe*. La possibilité pour le prolétariat de devenir le sujet révolutionnaire ne gît pas dans le développement linéaire de caractéristiques qu'il posséderait dans son être de classe du mode de production capitaliste. Au contraire, dans cette situation, ne se trouve que la possibilité d'entrer en guerre contre tout ce qui le définissait antérieurement. Les hommes qui vivent au cœur du conflit du capital comme contradiction en procès et qui n'y trouvent jamais aucune confirmation d'eux-mêmes sont en situation de le détruire en se constituant en communauté révolutionnaire. Ils trouvent alors, dans ce qu'ils sont contre le capital, le contenu de l'*abolition* du capital comme *production* du communisme.

LA CONTRADICTION EST UNE HISTOIRE

L'accumulation fait partie de la définition du prolétariat

Définir ainsi la contradiction nous amène à ne pas laisser le cours historique de l'accumulation en dehors ou comme simple réalisation de la contradiction. L'activité du prolétariat ne se définit pas par rapport à l'accumulation qui serait une condition, simplement parce qu'on ne peut définir le prolétariat sans intégrer l'accumulation dans cette définition. Chaque époque historique de l'accumulation du capital n'est pas un ensemble de conditions par rapport à un prolétariat défini de façon statique une fois pour toutes, mais fait partie de la définition même de la classe au travers de l'exploitation. On ne peut même pas dire que le niveau qualitatif et quantitatif de l'accumulation est intégré car l'accumulation ni ne préexiste, ni n'existe d'une façon quelconque en dehors de la définition du prolétariat par l'exploitation. Le prolétariat se définit dans la totalité des moments de l'exploitation donc en tant qu'elle implique son renouvellement et en produit les conditions. L'accumulation n'est pas une condition externe des victoires ou des défaites, une conjoncture. Définir le prolétariat dans les trois moments de l'exploitation, c'est comprendre que le développement du capital n'est pas la réalisation ou la condition de la contradiction de classe qui oppose le prolétariat à la classe capitaliste, c'est son histoire réelle. Cette contradiction ne revêt pas des formes différentes parce qu'elle n'est rien d'autre que ces formes qui sont la dynamique de leur propre transformation.

L'exploitation est l'identité du développement du mode de production capitaliste et de la contradiction entre le prolétariat et le capital. Le procès historique du capital est lutte de classes, il est désobjectivé. Nous *historicisons* la contradiction et donc la révolution et le communisme, et pas seulement leurs circonstances.

La révolution et le communisme sont historiques

Le cours de la contradiction, parce qu'elle ne relie pas symétriquement ses pôles, devient l'histoire *du mode de production capitaliste*. Ce que sont la révolution et le communisme se produit historiquement à travers les *cycles des luttes* qui scandent le développement de la contradiction, qui n'existe que dans cette scansion. Elle définit ses termes, non comme des pôles ayant une nature déterminée se modifiant dans l'histoire, agissant par rapport à un mouvement extérieur de l'accumulation posée comme conditions de leur action, mais elle fait du rapport entre les termes et de son mouvement « l'essence » de ses termes. Si nous disons : la période de la Commune de Paris et celle de la Révolution russe ou de la Révolution allemande sont toutes les deux « lutte de classes » (contradiction entre le prolétariat et le capital), c'est une évidence ; mais si nous disons : cette abstraction, la contradiction entre le prolétariat et le capital, *se réalise* ou même seulement *existe* dans ces périodes concrètes, la relation historique entre ces périodes et, de façon générale, l'histoire de la lutte des classes deviennent *mystiques*. L'abstraction générale n'est pas une propriété du concret. La production historique de la révolution et du communisme signifie qu'avec la fin du programmatisme, on passe d'une perspective où le prolétariat trouve en lui-même, *face* au capital, sa capacité à produire le communisme, à une perspective où cette capacité n'est acquise que comme mouvement interne de ce qu'elle abolit. Cette capacité se situe par là même dans un procès historique, elle définit le dépassement du rapport et non le triomphe d'un de ses termes sous la forme de sa généralisation.

Ce dernier point est théoriquement discriminant, l'échec des cycles de luttes programmatiques, d'affirmation de la classe, doit être considéré comme un échec historique, il ne faut ni jeter le bébé avec l'eau du bain, ni chercher à « refaire la révolution allemande » en plus « radical » (moins la gestion). Ce n'est pas parce qu'il était gestionnaire que le mouvement, dont les Gauches ont été l'expression, a échoué, c'est parce qu'il ne pouvait que l'être, en ce que le cycle de luttes était celui de l'affirmation du travail.

Le caractère historique de la contradiction entre le prolétariat et le capital signifie une relation chaque fois spécifique, dans un cycle de luttes, entre les luttes quotidiennes et la révolution. Cela signifie également l'historicité du contenu du communisme. Le communisme est historique et il est *en relation* avec le cours immédiat de chaque cycle de luttes. Le communisme de 1795 n'est pas celui de 1848, ni de 1871 ou de 1917, et encore moins de 1968 ou maintenant le nôtre. Quand nous disons que la révolution ne peut être que communisation immédiate, cela ne signifie pas que le communisme se présente maintenant, *enfin*, tel qu'il aurait toujours été en réalité ou tel qu'il aurait dû toujours être.

PARCE QUE L'EXPLOITATION EST UNE CONTRADICTION, LA LUTTE DE CLASSE N'EST PAS DOUBLE

Un drôle de jeu qui abolit sa règle

La définition de l'exploitation comme contradiction entre les classes résout la contrainte théorique que nous nous avions fixée.

La réalité de la lutte de classe n'est pas double. Il n'y a pas, comme enfouie dans les luttes revendicatives, la réalité cachée d'une tension au communisme se manifestant plus ou moins. Nous sommes tout simplement dans une lutte de classes qui a pour contenu

la contradiction qu'est l'exploitation et pour mouvement la baisse tendancielle du taux de profit, qui est directement une contradiction entre les classes, entre le prolétariat et la classe capitaliste. A travers la baisse du taux de profit, l'exploitation est un procès constamment en contradiction avec sa propre reproduction ; le mouvement qu'est l'exploitation est une contradiction pour les rapports sociaux de production, dont elle est le contenu et le mouvement. Non seulement, nous n'avons pas besoin d'une réalité double, mais encore une réalité double nous empêche de comprendre *l'importance révolutionnaire* de la lutte pour le partage de la valeur produite et *l'aspect ordinaire* des batailles en faveur du communisme.

L'exploitation est ce drôle de jeu où c'est toujours le même qui gagne (parce qu'elle est subsumption) en même temps, et pour la même raison, *c'est un jeu en contradiction avec sa règle et une tension à l'abolition de cette règle*. Le communisme est le mouvement contradictoire du mode de production capitaliste, le procès de sa caducité. Il n'est pas un sens caché dans une « réalité double » de la lutte des classes. Le *dépassement* est inclus comme contenu même de la contradiction entre le prolétariat et le capital, et cela en tant que formes les plus immédiates de la lutte des classes.

Le prolétariat n'existe pas deux fois

La classe n'existe pas deux fois, une fois comme reproductrice du capital et se battant dans les limites de cette reproduction et une deuxième fois comme tension au communisme.

La lutte des classes n'est rien d'autre que le capital comme contradiction en procès, elle produit son dépassement et n'existe qu'en ce qu'elle le produit. Il faut abandonner toutes ces dualités qui ne sont que l'héritage de notre longue incapacité à sortir d'une conception programmatique de la révolution. « Classe en soi » et « classe pour soi », « lutte interne à sa reproduction » ou « lutte externe créant d'autres rapports », « prolétaire » ou « être générique », c'est à la même fausse question que l'on cherche à répondre : quelle est, face ou dans la reproduction quotidienne, la *nature révolutionnaire* du prolétariat et quelles sont les conditions de l'actualisation de cette nature, comment se manifeste-t-elle ? Il faut définitivement achever le fantôme du programmatisme qui nous contraint à ne pouvoir parler du communisme que dans une dissociation de la réalité de la lutte de classe ou une dualité du prolétariat.

La contradiction comme implication réciproque, outre l'impossibilité de l'affirmation du prolétariat et la critique de toute nature révolutionnaire comme une essence définitoire enfouie ou masquée par la reproduction d'ensemble (l'autoprésupposition du capital), signifie que la contradiction entre prolétariat et capital est histoire.

SUR LA POLITIQUE ET LA DÉMOCRATIE

« La politique a pour but d'unir les Français et non de les diviser. »
(Nicolas Sarkozy, *Ensemble*, XO Editions)

« La démocratie dépérit quand il n'y a plus de différence entre la droite et la gauche. »
(*Ibid.*)

DEUX PHRASES CONTRADICTOIRES, une seule et même vérité. État, salaire, police, travail, entreprises, vote : de Laguiller et Besancenot à Le Pen, la démocratie est un régime de *parti unique* qui comme tous les partis uniques contient des luttes de fractions féroces. Les Socialistes ne se sont pas plus éloignés de leurs « idéaux » en licenciant, restructurant, bloquant les salaires, précarisant l'emploi, racialisant les luttes ouvrières (ah ! Mauroy et les grèves de l'automobile en 1983 !), encourageant la montée du Front National, qu'ils n'en étaient proches en 1881 quand le *possibilisme* devenait leur doctrine officielle. Pas plus que l'UMP qui passe de « l'ultralibéralisme » à la création d'un fonds souverain afin de « préserver, dans le cadre de la nation, les fleurons de l'industrie française ». Un simple tour d'horizon des gouvernements en fonction en Europe montre que le Parti unique, en tant que tel, est actuellement au pouvoir dans la plupart des pays. Et ce n'est pas la récente élection à la présidence américaine de Barack Obama qui prouve le contraire : un président d'Union sacrée, le leader nécessaire pour mener la guerre qui s'annonce contre les pauvres.

Tous les gauchistes, qu'ils se présentent ou non aux élections, considèrent les élections comme un dévoiement de la lutte de classe. Mais, la démystification est un moment de la mystification car elle ne la comprend pas comme nécessaire et matérielle.

La classe dont ils parlent, et au nom de laquelle ils se présentent, est par définition, elle-même, une détermination du mode de production capitaliste et ils se gardent bien de vouloir que cela cesse. Démystifier, c'est chercher à savoir comment la religion, la politique, la démocratie, l'économie, relie des individus ; or, ce dont il s'agit c'est de comprendre pourquoi le lien des individus particuliers, définis dans un mode de production déterminé, comme constituant des classes antagoniques, prend la forme nécessaire de la religion, de la politique, de la démocratie ou de l'économie.

L'essentiel consiste à montrer la démocratie et la politique comme fétichisation de la lutte des classes *de par ce que sont les classes* : fétichisme de la politique construite dans le rapport entre l'État et les rapports de production comme société civile ; fétichisme spécifique du capital : fétichisme des éléments d'un procès de reproduction qui forment un tout, mais dont l'indépendance est poussée jusqu'à la personnification (cf. texte réponse à Bihr dans TC 13 et « Le Pen », TC 18). Il faut toujours tenir fermement la réalité du fétichisme (cf. *Théories sur la Plus-value*, Ed. Sociales, t. 3, pp. 590-605), dans laquelle nous nous mouvons à l'aise et sans laquelle la « réalité » (la « vraie réalité », comme on dit) n'existerait même pas. Le fétichisme de la politique se construit dans le rapport entre l'État et les rapports de production devenant, dans leur relation nécessaire à l'État, société civile.

Au-delà des gauchistes, dans les milieux autonomes ou radicaux ou anarchistes, cette démystification confond le plus souvent la critique de la démocratie et celle du capital ramenant la seconde à la première. Elle suppose l'opposition d'une fausse communauté, celle des individus-robinsons de la démocratie, à la vraie communauté (la *Gemeinwesen*) à l'homme comme être générique qui, soit dit en passant, est, chez Feuerbach, la cause même de l'aliénation. Cette critique ramène la critique de la démocratie à celle de la marchandise (liberté, égalité, utilité – Bentham –, selon le passage toujours cité des *Fondements de la critique de l'économie politique*), c'est le dernier mot de la critique de la gauche italienne, reprise (au mieux) par tout le monde dans le « milieu radical anti-démocratique », mais qui ne comprend pas le capital et comprend le prolétaire comme un échangiste comme tout le monde. Il est remarquable que l'on trouve, quasiment mot pour mot, cette critique chez les anarcho-syndicalistes de la fin du XIX^e siècle qui formulèrent une sorte de proto-fascisme (nous ne disons pas que l'anarcho-syndicalisme est proto-fasciste, ce qui serait une monstrueuse ânerie). La critique ne peut pas être celle d'une mystification, d'un écrasement, d'un masque des vrais rapports.

Le fait que le capital soit le pôle qui englobe son rapport à l'autre, le prolétariat, ne signifie pas qu'il parvienne à une organisation totalitaire de la société, telle qu'on se complaît à l'imaginer (il y a peu d'exemples dans l'histoire de régime politique aussi bordélique, fait de centres de pouvoir rivaux, que l'Allemagne nazie, ce n'était pas le *Léviathan* mais *Béhémoth*, si ce n'est l'URSS de Staline), occultant ou annihilant les contradictions qui la fondent. Dans la mesure où le capital englobe le rapport et l'ensemble de la société, la constituant, de ce fait, comme telle, la politique exprime, à ce niveau, intrinsèque à la reproduction du capital, le règlement des contradictions internes à la classe capitaliste et le rapport d'exploitation avec le prolétariat (les contradictions internes à la classe capitaliste peuvent être ramenées à un effet de sa contradiction avec le prolétariat). Nous y trouvons la contradiction du capital et du prolétariat dans la mesure où le capital la subsume dans sa reproduction et lui confère les déterminations qui sont les siennes. Là où est la difficulté théorique, c'est dans la compréhension du fait que les formes de manifestation ne sont pas une apparence, une sorte d'accident que l'on peut écarter par rapport à l'essence comprise comme une sorte de noyau pur, existant en lui-même. La politique n'écrase pas plus la lutte des classes que les syndicats ne détournent les luttes. Il faudrait supposer que le prolétariat en tant que classe du mode de production capitaliste n'en soit pas une, nous voilà revenus en 1843. Tant qu'il demeure une classe de cette société, le prolétariat ne fera jamais sécession, ce n'est pas la plèbe de la République romaine.

Le problème actuel est tout autre, il est celui de *l'impossibilité tendancielle à représenter le prolétariat dans la politique*, cela renvoie à sa dénégaration par le capital comme acteur

légitime de sa reproduction. Disons qu'actuellement, la critique de la démocratie et des élections est le fait même de la reproduction capitaliste à l'intérieur de celle-ci. Le Parti unique ne peut exister que dans la totalité de ses fractions.

L'entreprise de démystification est obsolète, elle est en retard d'une guerre. Le fétichisme structurel de la reproduction capitaliste est toujours vrai et agissant, des problèmes réels se règlent politiquement, c'est-à-dire au niveau où la classe capitaliste existe comme représentant les *intérêts généraux de la société*, parce que cette représentation est vraie. Le problème actuel de la politique n'est pas qu'elle mystifie mais qu'elle ne contient plus la contradiction entre les classes, dans le cadre de cette mystification, que comme mépris des politiciens, abstention, éclatement de la représentation, comme rejet de la politique à *l'intérieur de la politique*. Se réjouir de l'abstention est une illusion : on ne peut pas, à la manière anarchiste ou radicale, dire d'un côté que les élections ont peu d'importance et de l'autre se réjouir du nombre d'abstentionnistes comme révélateur d'un niveau de la « conscience de classe ». Rejet de la politique à l'intérieur de la politique que tous les candidats intègrent à leur propre définition de candidat *politique* (la fortune médiatique et sondagière de Ségolène Royal est un exemple à méditer, tout comme le « succès » de Bayrou, ou le paroxysme politique paradoxal de Sarkozy). Forme peut-être transitoire mais le succès, partout dans le monde, des amuseurs télévisuels et des démystificateurs gauchistes est maintenant la forme la plus avancée sous laquelle se présente la politique dans le cadre de la politique, telle qu'elle existe dans la société capitaliste présente.

L'erreur généralement la plus répandue dans les entreprises critiques est d'être des entreprises de démystification qui supposent toujours l'existence d'une réalité saine sous la mystification. Un voile à déchirer pour faire apparaître *la vraie réalité réelle*, comme les candidats parlent de la « vraie vie », des « vrais gens », de « la France d'en bas ». Nous serions dans le même registre et ne ferions que redoubler ce que la politique dit elle-même maintenant sur elle-même. Enfin, la critique qui veut démystifier la politique en disant qu'elle ne fait qu'entériner les nécessités du capital oublie une chose : ces nécessités, parce qu'elles sont les nécessités du capital devenant les intérêts généraux de la société, *passent par la politique* (depuis Machiavel qui fit la théorie de cette chose extraordinaire qu'est le « pouvoir exécutif » qui a tout, mais théoriquement n'est rien, c'est une chose entendue).



SENONEVERO

Comme nous l'avons déjà annoncé dans les numéros précédents, nous participons aux éditions SENONEVERO.

LIGNE ÉDITORIALE

Les éditions Senonevero s'attachent à la publication d'une théorie critique du capitalisme, c'est-à-dire une théorie de son abolition. Une époque est maintenant révolue, celle de la libération du travail, celle du prolétariat s'affirmant comme le pôle absolu de la société : l'époque du socialisme.

La révolution sera l'abolition du mode de production capitaliste et de ses classes - le prolétariat comme la bourgeoisie - et la communisation des rapports sociaux. En deçà, il n'y a aujourd'hui que la promotion de la démocratie, de la citoyenneté, l'apologie de l'alternative. Ces pratiques et ces théories n'ont d'autre horizon que le capitalisme.

De la période actuelle à la révolution, nul ne connaît le chemin à parcourir : il est à faire, donc à comprendre, par des analyses et des critiques diversifiées. Nous en appelons l'élaboration. Lutte contre le capital, lutte à l'intérieur de la classe elle-même, la lutte de classe du prolétariat n'est pas le fait de muets et de décérébrés : elle est théoricienne - ni par automatisme, ni par choix. Comme la production théorique en général, nos publications sont activités. Leur nécessité est leur utilité.

Association pour la Recherche en Histoire Sociale

8, rue Chateaufort
13001, Marseille
France
<http://www.senonevero.net>

Diffuseur

COURT-CIRCUIT
5, rue Saint-Sébastien 75011 Paris
Tél. 01 43 55 69 59
Fax. 01 43 55 69 85
contact@courtcircuit-diffusion.com

OUVRAGES PARUS

Le Travail et son Dépassement

Bruno ASTARIAN

Le Démocratisme radical

Roland SIMON

Fondements critiques d'une théorie de la révolution

Roland SIMON

Le Moyen-Orient

1945-2002

Histoire d'une lutte de classes

Théo COSME

Rupture dans la théorie de la révolution

Textes 1965-1973

Collectif

Présentation de François Danel

À l'assaut du ciel (Storming Heaven)

Steven WRIGHT

L'opéraïsme est un courant marxiste radical qui s'est développé dans l'Italie des années 1960 et 1970, comme tentative de confronter la théorie générale du *Capital* avec « l'étude réelle de l'usine réelle ». En rapportant le comportement de lutte actuel de la classe ouvrière à sa structure matérielle actuelle dans le rapport d'exploitation, le but des théoriciens opéraïstes était de comprendre « les nouvelles formes d'action indépendante de la classe ouvrière ». Le livre fort bien documenté de Steve Wright raconte l'histoire de ce courant, nourri de toutes les luttes de l'époque, et s'efforce d'apprécier son apport dans le contexte des récentes mobilisations « contre le capital global ». Bien que Wright ne mette pas explicitement en cause la notion même d'autonomie, qui donne son nom au courant actuel dont il se réclame, le marxisme autonomiste ou néo-opéraïsme, le principal intérêt de son travail, confrontant systématiquement les analyses aux luttes, est d'en faire apparaître la limite à la fois théorique et pratique : l'affirmation de la classe exploitée comme s'opposant, dans le cours même de la montée en puissance et de la généralisation des luttes, à l'abolition des classes. En même temps, la persistance d'une perspective autonomiste au-delà de la disparition de toute identité ouvrière, la promotion d'une révolte à titre humain qui maintiendrait les sujets en lutte dans un rapport positif à eux-mêmes, contre le capital mais tendanciellement en dehors, bute sur l'insatisfaction interne à l'auto-organisation, de plus en plus perceptible dans les luttes. C'est sans doute pourquoi l'analyse de l'apport de l'opéraïsme historique et même de l'actuel marxisme autonomiste à l'analyse des luttes actuelles se perd un peu dans le vague à la fin, sans que ce vague final diminue si peu que ce soit l'intérêt du livre.

A PARAÎTRE

Histoire critique de l'Ultra-gauche*Trajectoire d'une balle dans le pied*

Ouvrage en collaboration.

Publication de quatre causeries données à Avignon.

ISBN 978-2-9516460-9-4

Printemps 2009

Ici un territoire se dessine, des critiques de gauche de la social-démocratie à l'*Internationale situationniste* en passant par la Gauche germano-hollandaise ; la Gauche dite italienne et les multiples groupes et publications qui en sont issus ; *Socialisme ou Barbarie* et sa descendance ; le communisme libertaire avec *Noir et Rouge*. Territoire théorique pour une histoire qui ne serait pas générale, mais critique.

La révolution et le communisme, pour l'Ultra-Gauche, étaient la libération du travail et l'affirmation du prolétariat, comme classe dominante, mais toutes les médiations rationnelles et pratiques, conduisant à ce but, sont critiquées et supprimées : syndicats, partis de masse, parlementarisme, critique même de l'intervention dans la lutte de classe. Tout y est suspendu à une mystique de l'autonomie (comme *contenu* de la révolution)/auto-organisation (comme *forme*) ou du Parti, qui doit être la révélation de l'être véritablement révolutionnaire du prolétariat, faisant exploser son existence de classe.

Une relation incontournable existe entre l'existence du prolétariat, comme classe de ce mode de production, le capitalisme, et cet *être révolutionnaire* dont l'Ultra-gauche attendait la libération ; relation qu'elle a échoué à comprendre et à théoriser. Pourtant, elle nous a suggéré que la révolution n'était pas l'affirmation de la classe *telle qu'elle existe*, tout en la comprenant comme l'affirmation d'une nature révolutionnaire propre : c'était là sa dynamique et sa contradiction, et par là, elle nous a amenés jusqu'au point où nous pouvons la quitter.

DÉJÀ PARUS

Théorie Communiste 1	(avril 1977)	Le prolétariat.
Théorie Communiste 2	(janvier 1979)	La production du communisme.
Théorie Communiste 3	(mars 1980)	Notes sur la restructuration du rapport entre le prolétariat et le capital dans la crise actuelle. Les luttes de classes de 1967 à 1975. Le développement économique de la crise (1967-1975).
Théorie Communiste 4	(décembre 1981)	Des luttes actuelles à la révolution. Notes sur la restructuration et le nouveau cycle de luttes.
Théorie Communiste 5	(mai 1983)	La production de la théorie communiste.
Théorie Communiste 6	(mai 1985)	Théorie Communiste : synthèse.
Théorie Communiste 7	(juillet 1986)	Le nouveau cycle de luttes.
Théorie Communiste 8	(novembre 1987)	La notion de cycle de luttes.
Théorie Communiste 9	(mai 1989)	Le prolétariat et le contenu du communisme.
Théorie Communiste 10	(décembre 1990)	La grève des cheminots de l'hiver 1986-1987.
Théorie Communiste 11	(juin 1993)	Moyen-Orient : Crises, guerres, luttes de classes : de la fondation d'Israël à la guerre du Golfe.
Théorie Communiste 12	(février 1995)	La révolution prolétarienne 1848-1914. Sur la restructuration
Le journal d'un gréviste	(avril 1996)	Sur la grève de novembre-décembre 95
Théorie Communiste 13	(février 1997)	Des luttes actuelles à la révolution. Décembre 95. La recomposition de la gauche. État, démocratie, fascisme. Le démocratisme radical.
Théorie Communiste 14	(décembre 1997)	L'Ultra-gauche. « Théorie communiste »
Théorie Communiste 15	(février 1999)	L'objectivisme/La lutte des chômeurs et précaires. « L'alternative ».
Théorie Communiste 16	(mai 2000)	La communisation.
Théorie Communiste 17	(septembre 2001)	Le démocratisme radical et ses critiques.
Théorie Communiste 18	(février 2003)	Après Gênes. La seconde Intifada
A fair amount of killing		Tract (en collaboration avec Alcuni fautori della comunizzazione).
Théorie Communiste 19	(juin 2004)	Sur la restructuration.
Théorie Communiste 20	(novembre 2005)	Théorie de l'écart.
L'auto-organisation est le premier acte...		Brochure bilingue anglais/français.
Théorie Communiste 21	(février 2007)	La lutte anti-CPE. TC brûle-t-il ? Karl Marx et la fin de la philosophie classique allemande